

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION

LES FORCES SPECIALES :

CONCEPT ET HISTOIRE

ACTES DU COLLOQUE DES 11 ET 12 JUIN 2001

(auditorium du CNRS, Paris)

CAHIER N° E 1 (32)

2007

SOMMAIRE

| | |
|--|------------|
| PRÉSENTATION DES AUTEURS | 5 |
| FORCES SPÉCIALES : IMPORTANCE ET CONCEPT..... | 9 |
| LA CONTRE-GUÉRILLA DU COLONEL DU PIN AU MEXIQUE, Par Philippe Guyot..... | 15 |
| LES FORCES SPECIALES ISRAELIENNES : EVOLUTION DU CONCEPT ET DES MISSIONS, Par Pierre Razoux..... | 27 |
| LES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES, Par Jean-Pierre Renaud..... | 35 |
| LES FORCES SPÉCIALES SUD-AFRICAINES (1969-1990), Par Antoine Rozès | 45 |
| LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES (COS), Par Jacques Lanxade..... | 56 |
| LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES CONDUITES PAR LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES EN EX-YOUGOSLAVIE, Par Xavier Guilhou..... | 61 |
| VIOLENCE GUERRIÈRE ET POUVOIR POLITIQUE LE CAS DES FORCES SPÉCIALES, Par Vincent Porteret..... | 69 |
| CONSIDÉRATIONS SUR L'ORIGINE DES « FORCES SPÉCIALES », Par Pierre Abramovici..... | 85 |
| TYPOLOGIE DES FORCES SPÉCIALES ALLIÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, Par Paul Gaujac..... | 95 |
| GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET OPÉRATIONS SPÉCIALES : INTÉGRATION OU NON INTÉGRATION ?, Par Marie-Catherine Et Paul Villatoux..... | 107 |
| DES MARINS DANS LES SERVICES SPÉCIAUX GENÈSE ET ACTIVITÉ DU GROUPEMENT SPÉCIAL PARACHUTISTE, 1944, Par François Dumasy | 114 |
| LA FORCE 136 ET L'INDOCHINE, Par Fabienne Mercier-Bernadet..... | 127 |
| LES FORCES SPÉCIALES SOVIÉTIQUES DURANT LA GUERRE FROIDE, Par Laurent Henninger | 135 |

LES FORCES SPECIALES BRITANNIQUES, Par Anthony Clayton..... 145
LE 11^E CHOC PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE, par Raymond Muelle ... 151
CRÉATION ET ÉVOLUTION DU 13^E RDP (1960-1990), Par Maurice Faivre .. 157
***DESERT ONE* : DIFFICULTÉS ET DÉFAILLANCES, Par Charles Cogan..... 171**

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Pierre ABRAMOVICI, auteur d'articles et notamment de « Mémoire télévisuelle de la guerre d'Algérie, 1962-1992 », de Béatrice Fleury-Vilatte, avec la participation de Pierre Abramovici, éditions l'Harmattan, 2000 et de « Comment les firmes US ont travaillé pour le Reich » (*Historia*, n° 669, septembre 2002, p. 40-45).

Vincent PORTERET, auteur de « État-Nation et professionnalisation des armées, Les députés français face au déclin de l'armée de masse de 1962 à nos jours », Éditions l'Harmattan, 2005.

Anthony CLAYTON, après une carrière dans l'Infanterie et le renseignement militaire et les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation, est professeur d'histoire à l'Académie militaire royale de Sandhurst. Auteur de « Path of glory : The French Army 1914-1918 », 2005 et de « The British Officer : Leading the Army from 1660 to the present », 2005.

Charles COGAN, après avoir été journaliste, puis officier de transmission pendant la guerre de Corée, a travaillé à la *Central Intelligence Agency* (CIA), où il a passé trente-sept ans, dont vingt-trois en poste à l'étranger. Il y fut notamment le chef de la division du Proche-Orient et l'Asie du Sud dans le directorat d'opérations de la CIA entre mi-1979 et mi-1984. Il est maintenant chercheur (*Senior Research Associate*) à l'université de Harvard, aux États-Unis. Auteur d'*Alliés éternels, amis ombrageux – Les États-Unis et la France depuis 1940* (Bruylant, 1999), *The Third Option : The Emancipation of European Defense 1989-2000* (éditions Praeger), de « L'Europe et la crise de Cuba », Armand Colin, 2003, de « Diplomatie à la française », Paris, édition Jacob-Duvernét, 2005, et d'articles notamment, dans la Revue Générale de Stratégie, Agir n° 25, « Prévention et renseignement », 2006.

- Pierre DABEZIES a appartenu, en Grande-Bretagne, pendant la Seconde Guerre mondiale, au 4^e bataillon SAS. Il a ensuite commandé en Indochine le Groupement des Commandos Mixtes Aéroportés (GCMA) sur la frontière de Chine, puis le 11^e choc à la fin de la guerre d'Algérie. Auteur de « La réforme de la politique française de défense », 1998, Economica. Il est professeur émérite à la Sorbonne jusqu'à son décès en 2002.

- François DUMASY, professeur agrégé et ancien élève de l'École normale de Fontenay-Saint-Cloud, a travaillé au Service historique de la Marine (SHM), doctorant en histoire, membre de l'école française de Rome. Auteur d'articles, notamment dans la Revue Internationale d'histoire de l'Afrique, n° 3 d'avril 2005, Éditions Verdier, « *L'impérialisme, un débat manqué de l'histoire contemporaine française ? Pour une relecture des travaux d'Yvon Thébert dans la perspective de la colonisation* »

- Maurice FAIVRE, général (CR), saint-cyrien de formation, quitte l'armée en 1981 après avoir commandé notamment le 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP).

Docteur en sciences politiques, il est l'auteur d'un ouvrage collectif sur Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie, éditions Complexe, 2001, et de « Conflit d'autorités durant la guerre d'Algérie », 2004, Éditions l'Harmattan, Il est l'auteur de « Renseignement dans la guerre d'Algérie », Lavauzelle, 2006.

- Paul GAUJAC, officier saint-cyrien, de la promotion « Amilakvari » (1954-1956). Après des affectations partagées entre l'ALAT et les parachutistes, le commandement du transport aérien militaire, la force océanique stratégique et l'état-major des Armées, il rejoint en 1988 le Service historique de l'armée de Terre, dont il assure la direction de 1990 à 1994. Parallèlement, il publie à titre privé de nombreux articles et ouvrages d'histoire militaire, dont dernièrement « Dragoon : The Other Invasion of France, Provence, August 15, 1944 », Histoire & Collections, 2006.

- Xavier GUILHOU, officier de réserve du COS, est auditeur de l'IHEDN, membre du comité de liaison Défense du MEDEF et président de AUDE (Actions d'Urgence et de Développement). Il est par ailleurs directeur d'*Eurogroup Institute (Eurogroup Consulting)*. Il est notamment l'auteur de « Quand la France réagira... », Éditions Eyrolles, 2007.

- Philippe GUYOT, capitaine d'infanterie de la Légion étrangère et saint-cyrien (promotion « Général Delestraint » 1988-1991), est officier rédacteur au Service historique de l'armée de Terre, depuis août 1999, et auteur d'études sur la Légion étrangère. Il a écrit notamment « Répertoire des corps de troupe de l'armée française pendant la Grande Guerre », Claude Bonnaud, 2004.

- Laurent HENNINGER est chargé de mission au Centre d'études d'histoire de la Défense et responsable de la commission « Nouvelle histoire-bataille ». Il a notamment participé au *Dictionnaire de stratégie* (sous la direction de Thierry de Montbrial et Jean Klein, PUF, 2000).

- Jacques LANXADE, amiral, a été chef de l'état-major particulier du président de la République (1989-1991) puis chef d'État-major des Armées de 1991 à 1995, avant d'être ambassadeur en Tunisie. Il est l'auteur de « Quand le monde a basculé », Nil Éditions, 2001.

- Raymond MUELLE, ancien du 1^{er} bataillon de choc pendant la Seconde Guerre mondiale, du 2^e BEP pendant la guerre d'Indochine, et du 11^e choc pendant la guerre d'Algérie, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Le 1^{er} bataillon de choc, Béréts rouges en Indochine* (Presses de la Cité), ou encore *Commandos et forces spéciales en Indochine* (Lavauzelle).

- Fabienne MERCIER-BERNADET, chargée de mission au CEHD, est docteur en histoire contemporaine et a été auditrice de la 54^e session nationale de l'Institut des hautes études de la Défense nationale. Elle est l'auteur de « Renseignement & Guerre secrète », Lavauzelle, 2002.

- Pierre RAZOUX, docteur en histoire, familier des questions stratégiques, il est l'auteur de nombreux articles sur les conflits du Proche-Orient et sur les questions de renseignement. Il a travaillé au ministère britannique de la Défense. Actuellement en

poste à la Délégation aux affaires stratégiques, il a publié notamment, un ouvrage sur *La guerre israélo-arabe d'octobre 1973* (éditions Economica) et un livre sur *La guerre des Six Jours* (même éditeur). Son dernier ouvrage est intitulé « Tsahal : Nouvelle histoire de l'armée israélienne », Librairie Académique Perrin, 2006.

- Jean-Pierre RENAUD, président du Centre d'Histoire Militaire et d'Études de Défense Nationale (CHMEDN) est chercheur associé à l'UMR 5906 (CNRS) de l'université de Montpellier et auteur d'articles de presse militaire portant sur le Maroc et l'Espagne.

- Antoine ROZÈS, docteur en relations internationales et histoire contemporaine diplômé de l'université de Nantes, est spécialiste des questions de géostratégie et de stratégie militaire.

- Marie-Catherine VILLATOUX est chargée de recherches au Service historique de l'armée de l'Air et auteur d'une quarantaine d'articles et communications sur l'histoire de l'armée de l'Air et les rapports entre politiques et militaires depuis la Grande Guerre. Elle a écrit notamment, dans la Revue Renseignement et opérations spéciales n° 4, mars 2000, « *Traitement psychologique et endoctrinement de l'Indochine à l'Algérie : le cas des camps de rééducation* », puis en 2001 dans la même revue, « *L'organisation de la guerre psychologique en France : les origines (1914-1944)* »

- Paul VILLATOUX est doctorant en histoire et auteur depuis 1996 d'une étude sur l'histoire de la guerre psychologique pour le compte de la Délégation Générale pour l'Armement (DGA). Il a publié une vingtaine d'articles et de communications sur le même sujet et collabore régulièrement à diverses revues spécialisées. Il a écrit « *La République et son armée face au péril subversif : Guerre et action psychologique en France (1945-1960)* », Les Indes Savantes, 2004.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BCRA : Bureau central de Renseignement et d'action

COS : Commandement des Opérations Spéciales

DGSE : Direction Générale de la Sûreté de l'État

GCMA : Groupement de Commandos Mixtes Aéroportés

LRDG : *Long Range Desert Group*

RPIMa : Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine

SAS : *Special Air Service*

SBS : *Special Boat Service*

SOE : *Special Operation Executive*

FORCES SPÉCIALES : IMPORTANCE ET CONCEPT

QUELQUES REMARQUES POUR COMMENCER...

La définition du concept de « forces spéciales » me semblant être le vrai problème de ce colloque, une anecdote : au lendemain du 8 mai 1945, les SAS français en Angleterre sont invités à se préparer pour participer à Paris au défilé de la Victoire. Consternation, on s'aperçoit que la grande majorité des parachutistes, férus en explosifs et en diverses techniques, n'ont jamais utilisé de fusils et sont étrangers au maniement d'armes classiques ! Seul un détachement d'anciens est donc jugé apte... Ainsi une « force spéciale » peut se définir comme « une unité militaire incapable de défilé réglementairement et honorablement sur les Champs-Élysées ! ». Nous verrons jusqu'à quel point les « forces spéciales » (FS) sont secrètes ou clandestines, mais le secret étant, comme la langue d'Ésope – le meilleur et le pire –, source d'exagérations sans nom, mieux vaut, chaque fois qu'on les évoque ou qu'il s'agit de bilan, « diviser par dix » ! Aussarresses n'a pas échappé à cette enflure. Non seulement en s'attribuant, à divers titres, une importance démesurée, mais, pour ce qui concerne les « services spéciaux », en les caricaturant d'une façon éhontée. En Grande-Bretagne, ni mes camarades des SAS, ni moi n'avons appris comme lui « à voler, assassiner, vandaliser, terroriser [...] » et pas davantage au 11^e choc, que j'ai commandé. Qu'on se rappelle l'histoire du colonel X, obnubilé par l'idée de tuer de Gaulle ! Il fallait bien le neutraliser ! Toutefois, l'ordre reçu excluait tout assassinat, par estime pour lui, pour ne pas en faire un martyr et ne pas créer d'incident diplomatique. Les services spéciaux l'ont amené sans bavure de Munich à la place Notre-Dame, ce qui lui a finalement permis d'écrire contre de Gaulle des livres venimeux, mais anodins, et de couler de nombreuses années paisibles chez lui...

SUR L'IMPORTANCE DES FORCES SPÉCIALES

Du cheval de Troie à Sun Zi et aux nombreux « corsaires » qui, par leurs actions irrégulières, ont appuyé les visées militaires les plus classiques de leur roi ou de leur État, en passant par la centaine de grenadiers que Napoléon fait débarquer en octobre 1804 sur la côte balte pour enlever l'ambassadeur d'Angleterre à Hambourg, coupable de multiples menées d'espionnage et de subversion contre la France, les exemples historiques de forces spéciales sont innombrables. À cet égard, il est un peu dérisoire de commencer l'histoire des forces spéciales en 1940-1945... D'autant que, tout près, pendant le premier conflit mondial, comme en 1940 pendant la « drôle de guerre », les forces françaises elles-mêmes ont mené de très nombreuses actions de « corps francs », portant attaques ponctuelles par surprise ou reconnaissance et renseignement dans les lignes et sur les arrières ennemis... Mais élevons le débat ! Depuis Napoléon, depuis

Clausewitz, nous sommes accoutumés aux grandes guerres classiques, que les moyens modernes et l'organisation militariste des armées ont renforcées. Guerre totale, masses armées, choc frontal, combat conventionnel, stratégie directe visant la destruction des forces adverses ; bref, selon l'expression consacrée, « Marseillaise prussienne » ! Et cependant, même ce type d'affrontement a toujours impliqué manœuvre tactique, attaque de flanc, débordement par les ailes, fragmentation, encerclement, défense temporisatrice suivie de contre-attaques inopinées, déception, ruse, surprise, infiltrations, guerre en surface avec mûles de résistance sans front ni arrière... ; articulations multiples, donc, adaptabilité et souplesse... Déjà, certaines de ces actions appellent l'utilisation d'unités type « commandos », particulièrement et spécifiquement motivées et entraînées... *A fortiori* si, dans un cadre opérationnel plus large, voire à l'échelle stratégique, on transpose en quelque sorte ces procédés propres à la bataille au niveau englobant et externe du théâtre, en usant de débarquement en force à la périphérie, de sabotage des communications ou d'actions de désorganisation des arrières. Il s'agit alors moins de terrasser en force l'adversaire comme le combattant du front le tente, que de le déséquilibrer, de le dégrupper, de l'user, de l'isoler : actions complémentaires qui, si on les systématise, conduisent à la « stratégie indirecte », chère aux Anglais, à cette stratégie de « coup de bec » dont parlait Liddle Hart, qu'ont illustré dans l'histoire les Drake et les Raleigh, tournés vers nos possessions lointaines, Wellington au Portugal, les Dardanelles, l'attaque du ventre mou de l'Europe, en Yougoslavie, préconisée en 1944 par Churchill... On comprend que les Britanniques puissent être considérés, s'agissant des forces spéciales, comme des maîtres, bien avant les Français et les Américains, encore que ces derniers aient à leur actif un chapelet d'opérations significatives, notamment dans la reconquête du Pacifique contre les Japonais.

Dernier point – *last but not least* – Clausewitz, à côté de la bataille westphalienne, avait compris l'importance de la résistance populaire, des partisans de Russie et d'Espagne : stratégie politico-militaire « *capable, écrivait-il, de ruiner les fondements de l'armée ennemie comme une combustion lente et graduelle* ». C'est la guerre révolutionnaire ou subversive que nous connaissons bien aujourd'hui. Ainsi, on trouve, en résumé, en dehors des quelques opérations spéciales complètement insérées dans le combat classique, deux types de stratégie indirecte, chacune bivalente, ce qui fait quatre cas de figure :

1. Une stratégie indirecte, voire – selon le niveau – une « tactique » essentiellement militaire, appoint à la bataille majeure qu'elle accompagne, complète, facilite, la chose étant rendue aujourd'hui plus aisée grâce aux moyens de mobilité (avions, parachutes, sous-marins, nageurs de combat...). De là, deux types d'action : le choc, par projection brutale, raids, débarquements, débordements, type commandos ; l'utilisation de petites unités, notamment aéroportées, type SAS, visant l'insécurité, le renseignement, le sabotage, l'action en profondeur, l'infiltration, la capture.
2. Deuxièmement, une stratégie indirecte beaucoup plus politique visant le pouvoir adverse et ses populations, bien plus que l'armée à proprement parler, susceptible, certes d'inquiéter celle-ci par petits paquets (tactique à dix contre un), mais visant plus généralement à l'asphyxier, histoire de « poisson dans l'eau »... Deux branches, là encore : l'une, disons, « militaro-politique » à base de guérilla, voire de terrorisme ; l'autre « politico-militaire », impliquant une action révolutionnaire, la

création de réseaux, le noyautage, l'organisation des populations, la propagande, l'encadrement des maquis, bref la mise sur pied d'une résistance globale avec ses diverses composantes.

Le malheur, c'est que, de l'infiltration dans les lignes ennemies aux différentes formes d'action subversive, il n'y a pas vraiment de solution de continuité, mais au contraire une sorte de « *continuum* » qui rend difficile la séparation des genres et difficile, par suite, la définition d'un concept de forces spéciales, celui-ci risquant d'être trop extensif ou, en revanche, arbitraire et factice si l'on veut à tout prix le réduire. On ne s'étonnera pas en revanche que, quel qu'il soit, ce concept se révèle quelque peu schizophrène, couvrant ici des opérations militaires à base « technique » et là des opérations à dominante « politique », les deux étant souvent mêlées. De même, risque-t-il d'y avoir conflit – et aujourd'hui plus que jamais – entre technique et éthique : opérations « spéciales »... jusqu'où ne pas aller ?

DIFFICULTÉS ET RELATIVITÉ DU CONCEPT DE FORCES SPÉCIALES

Éliminons pour commencer, encore que cela puisse se discuter, diverses unités d'interventions, telles les unités antiterroristes de la police, voire des unités d'élite, comme le GIGN de la gendarmerie : leurs actions sont très ponctuelles ; organiquement elles sont à part, soit ! Un clair obscur règne en fait sur le domaine : après les SAS, les *Jedburghs* et le BCRA d'Angleterre, les guerres d'Indochine puis d'Algérie, sans parler de la période plus récente, ont donné naissance à diverses unités plus ou moins éphémères : commandos personnalisés, type Ponchardier, 11^e choc plusieurs fois dissous et reconstitué, GCMA en Indochine, 13^e dragons parachutistes, 1^{er} RPIMa, etc. Tous particuliers, voire particularistes, dépourvus d'une tradition ou d'une culture commune, d'autant plus dominés par le syndrome de rivalité gauloise que le « secret » le favorise, chacun accusant l'autre, en tout cas, de tirer la couverture à lui... Sans parler des chevauchements et des querelles de boutons. À Ouvéa, en 1988, où un seul commando aurait dû suffire, on en comptait quatre : le GIGN (gendarmerie), l'escadron parachutiste de la gendarmerie, le commando *Hubert* de la Marine, le commando de la DGSE. On nous dira, je pense, que le Commandement des Opérations Spéciales (COS) s'est efforcé depuis de mettre de l'ordre. Autre point, la confusion entre les unités d'élite, type régiment parachutiste, employables quand « ça chauffe », et les forces spéciales. Prenons, en Algérie, le 3^e RPIMa de Bigeard : c'est un outil remarquable, mais pas une « force spéciale ». Toute unité musclée n'est pas force spéciale, et toute force spéciale n'est pas une force musclée, quand bien même chacun essaie de se faire passer pour le meilleur en s'attribuant toutes les vertus et toutes les capacités.

Confusion encore, surtout dans le contexte « militaro-humanitaire » d'aujourd'hui entre « opérations spéciales », « opération de guerre psychologique » et « action civilo-militaire » ! L'analyse nous amènerait trop loin, mais mon expérience (au moins pour l'action psychologique) me fait penser qu'il s'agit de domaines ou de responsabilités à séparer. De la « guerre », on glisse très vite à « l'action psychologique » sur les rangs amis, quitte bientôt à dicter au politique la ligne qu'il doit tenir sous peine de déroger.

D'autant que les forces spéciales sont portées à l'autonomie et truffées de « caractères », voire de « caractériels » ! L'exemple algérien suffit : le politique doit rester sans partage le maître ! Quant aux affaires civilo-militaires, il va de soi que c'est au civil de les contrôler, de les gérer, notamment face aux appétits alliés ; les forces spéciales, mêmes modernes, n'ayant pas à s'en mêler. Le COS a copié, là encore, les Américains, lesquels sont les premiers à reconnaître que leur système est compliqué.

Dernier sujet, la fragilité de la distinction entre forces spéciales vouées la plupart du temps à des missions « discrètes », des missions de neutralisation, de destruction, de renseignement, de guidage, de récupération de pilotes, etc. – et l'action « clandestine » des « services spéciaux », hors forces spéciales, on le sait. Distinction organique (COS), également inspirée de l'Amérique, mais fonctionnellement contestable ; le secret, la confidentialité, la clandestinité sont moins question de nature que de degré. S'ajoutent des ambiguïtés : le 13^e dragons ne dépend pas du COS quand le 1^{er} RPIMa (dont les fonctions sont proches du 11^e choc) en dépend aux côtés des « commandos marines » et autres, quant à eux beaucoup plus « militarisés ». Une chatte n'y retrouverait pas ses petits ! Sans compter que les forces spéciales *stricto sensu*, condamnées à l'uniforme, contraintes à la transparence, soumises aux règles éthiques communes, risquent de perdre, à l'avenir, une part de leur efficacité.

On critique souvent, non sans raison, les forces spéciales ; on leur est plus ou moins hostile, on est méfiant ou jaloux à leur égard, en mettant en cause leur valeur sur le plan « coût-efficacité », en se moquant de leur manie du « secret », en les accusant, enfin, de « rouler des mécaniques » et de constituer « une armée dans l'armée ». Reste que, livrées, selon les circonstances, à elles-mêmes, souvent sans recours, isolées, vulnérables, rivées sur le terrain aux décisions sans partage de leur chef, elles doivent faire preuve de qualités à la mesure des obstacles qui les environnent, qu'il leur faut vaincre pour simplement « survivre » et, *a fortiori*, gagner. Qui en a fait partie, à un moment ou à un autre, sait qu'elles atteignent parfois les limites de ce que l'on peut demander à un soldat.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONCEPT DE FORCES SPÉCIALES :

DIFFÉRENTS CONTEXTES D'INTERVENTION

LA CONTRE-GUÉRILLA DU COLONEL DU PIN AU MEXIQUE

UNE APPROCHE DU CONCEPT DE FORCES SPÉCIALES

PAR PHILIPPE GUYOT

« L'armée française assiégeait Puebla... » Ainsi commence le récit le plus connu concernant la campagne du Mexique¹. Récit épique, mais dont le cadre historique échappe souvent aux participants de la cérémonie du 30 avril chaque année, dans les régiments de la Légion étrangère. Engagée aux côtés des Espagnols et des Britanniques au Mexique au début de 1862, la France parvint rapidement à saisir deux ports sur la côte (Veracruz et Tampico), mais échoua dans sa marche sur Mexico devant la place forte de Puebla. Incapable de mener un siège en règle avec la seule division que compte encore le corps expéditionnaire après le départ des Espagnols et des Britanniques, la force française dut être renforcée d'un corps aux ordres du général Forey envoyé de métropole et d'Algérie. Le temps de son arrivée, les Français à Orizaba et les juaristes à Puebla campèrent sur leurs positions durant près d'un an de mai 1862 à mars 1863. Débute alors un siège de soixante-trois jours qui se solda par la chute de Puebla le 17 mai 1863 et la prise de Mexico le 3 juin. Puis, Juarez, replié sur la frontière nord du Mexique, mena une guerre de harcèlement avant de revenir à la faveur du soulèvement contre l'empereur Maximilien, le 19 juin 1867.

C'est dans ce contexte qu'à la fin de l'été 1862, suite à la difficulté pour le corps expéditionnaire de tenir le terrain entre la côte et le point clé de la route de Mexico que représente Puebla, une contre-guérilla, d'origine privée et de recrutement international, parvient à assurer la sécurité extérieure du port de Veracruz. Ses succès militaires, courageux mais inexploitable – par manque de coordination entre son chef M. de Stoecklin² et les officiers français en charge de la région – mènent le général Forey à en confier le commandement à un officier français dans le but de développer et unifier les différentes contre-guérillas existantes et d'utiliser leurs succès locaux dans le cadre du dispositif de sûreté des approvisionnements du corps expéditionnaire. L'officier désigné fut le colonel Du Pin³, polytechnicien, officier

¹ Récit officiel du combat de Camerone. Le 30 avril 1863, la 3^e compagnie du 1^{er} bataillon du régiment étranger fut détruite à l'issue d'un affrontement avec les guérillas de la région de Jalapa, ralliées par le général Milan. Les 63 hommes de cette compagnie furent confrontés à un ensemble hétéroclite de 1 200 cavaliers et 600 fantassins. Initialement surprise en rase campagne à Palo Verde, la compagnie, menée par le capitaine Danjou, poursuivit les premiers partis de cavalerie jusqu'au village de Camarón. Face au renforcement progressif des Mexicains juaristes, les légionnaires furent obligés de se retrancher dans l'*hacienda* de Camarón, qu'ils défendirent à la fois contre la cavalerie mexicaine à l'extérieur et des éléments à pied qui tenaient une partie des bâtiments. À l'issue d'une journée de combat, les cinq derniers survivants menés par le sous-lieutenant Maudet menèrent une dernière contre-attaque à la baïonnette plutôt que de se rendre. Ce récit est dit par un officier chaque année, le 30 avril, lors des cérémonies commémoratives du combat de Camarón.

² M. de STOECKLIN : ressortissant d'origine suisse, créateur à titre individuel et spontané d'une unité irrégulière à Veracruz avec l'approbation de l'amiral Roze, commandant supérieur à Veracruz en 1862. Recrutée sur la place de Veracruz parmi la population locale et les aventuriers implantés localement ou « à la traîne » du corps expéditionnaire, la petite bande de M. de Stoecklin parvient pendant la fin de l'année 1862 à établir un périmètre de sécurité autour du port de Veracruz.

³ Charles, Louis, Désiré DE DUPIN (acte d'état civil de la commune de Lasgrais du 29 décembre 1814) ou Du Pin (jugement du tribunal de première instance de Gaillac du 15 novembre 1865). Tous renseignements extraits de son dossier individuel, coté SHAT 5Ye 18301.

d'infanterie et breveté d'état-major, homme de terrain plusieurs fois cité au feu, Charles Du Pin est aussi en rupture de ban depuis sa mise en congé suite à la vente de son musée provenant du sac du palais d'hiver à Pékin en 1860. Il va réorganiser totalement la contre-guérilla et en faire *une troupe spéciale*⁴, selon ses propres termes. Cependant la réalité qu'il sous-entend par-là, si elle est novatrice pour cette époque, est encore largement différente du concept moderne de forces spéciales.

C'est pourquoi si l'objectif premier de cette communication est d'aider à l'analyse de la contre-guérilla pendant la période de commandement du colonel Du Pin, de février 1863 à avril 1865, son objectif complémentaire est de montrer que l'unité de Du Pin a représenté une sorte de synthèse des troupes auxiliaires du XIX^e siècle, un point d'orgue avant les innovations du XX^e siècle en matière d'unités spéciales. Pour cela, cette étude s'appuie sur les archives et ouvrages détenus au Service historique de l'armée de Terre, à savoir les mémoires du colonel Du Pin⁵, dont l'édition lui sera refusée le 15 février 1868 par le ministre de la Guerre, et plusieurs ouvrages parmi lesquels le livre du comte É. de Kératry⁶, sous-lieutenant de la contre-guérilla dans sa jeunesse. Ces documents ont permis de dresser un bilan tangible de la contre-guérilla Du Pin en terme d'organisation et de missions, avant d'aborder la question du personnel recruté, dans le but de tirer des enseignements que Charles Du Pin annonce lui-même, dans ses mémoires, vouloir transmettre à ses successeurs à la tête de telles unités. Leur confrontation avec les éléments de la correspondance officielle du Second Empire a permis aussi de relever certaines orientations partisans dans les deux récits de Kératry et Du Pin. De plus, d'autres documents ou recherches ont été utiles à la conduite de ce travail au rang desquels les noms du général Y. Salkin⁷ et du commandant Lachouque⁸ doivent être cités.

LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONTRE-GUÉRILLA

Le premier aspect original de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique réside dans ses organisations successives. Le 20 février 1863, lorsque le colonel Du Pin prend la succession de M. de Stoecklin, son unité est forte de 125 hommes⁹ environ et ne dispose pas de tenues uniformes, ni d'armement homogène. Les tableaux d'effectif ne sont pas tenus, la solde est versée mais avec des irrégularités. Le casernement est tellement insalubre que les soldats logent chez l'habitant. Ajoutons à ce tableau que la garnison de Medellín, où se trouve la contre-guérilla, du fait de son manque d'organisation défensive, subit chaque nuit des attaques de harcèlement. Enfin, les munitions manquent (sept cartouches par homme) et ne peuvent être prêtées d'un tireur à l'autre, compte tenu de la diversité des armes. Cette unité n'est qu'une bande parmi d'autres¹⁰, et seuls ses succès militaires ont attiré l'attention du commandement français.

Le colonel Du Pin va conduire plusieurs réorganisations, dont la plus importante date de la prise de commandement du général Bazaine¹¹. Elles visent initialement à structurer sa contre-guérilla

⁴ *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, commandée par le colonel d'état-major Charles Du Pin, mémoire manuscrit du colonel Du Pin en 2 volumes, 1865, 231 et 138 pages, côté SHAT 1K198, anciennement SHAT MR 2358.

⁵ *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit.

⁶ Comte É. DE KÉRATRY, *La contre-guérilla française au Mexique, souvenirs des terres chaudes*, Paris, Librairie internationale, 1868, 322 pages, in-8°, coté SHAT A2e 1422.

⁷ Colonel Yves SALKIN, « La contre-guérilla du colonel Du Pin au Mexique (1863-1865) », in *Revue historique des Armées*, 1977-1, p. 29-40.

⁸ Commandant Henry LACHOUQUE, *Vagabonds de la gloire*, éditions du Panache, Paris, 1946, p. 185-260. Cet ouvrage très documenté peut être considéré comme un témoignage intéressant, mais doit être approché avec un esprit critique, fondé sur l'étude de documents originaux ou d'études moins partisans.

⁹ 80 cavaliers, 77 chevaux, 45 fantassins.

¹⁰ Contre-guérillas mexicaines du colonel Figuerero, du commandant Murcia (26 cavaliers en février 1863) et du commandant Llorente (20 hommes à la même date).

¹¹ Situation transitoire, en attendant de porter la contre-guérilla à 700 hommes : appel à deux compagnies de volontaires prélevés sur toute l'armée (essentiellement 100 hommes du régiment étranger aux ordres du capitaine Bochat et 100 hommes du 7^e de ligne) et un peloton de chasseurs d'Afrique. Dupin dispose alors du capitaine de Brian

sur la base d'un bataillon interarmes autonome. Il atteint ce but en deux étapes, tout d'abord en recrutant à Veracruz 200 hommes et en recevant le renfort de près de 300 hommes prélevés sur le reste du corps expéditionnaire. Il peut alors envisager de travailler avec deux colonnes mixtes de 250 hommes chacune, tout en assurant la sûreté de son cantonnement¹². Cette organisation tactique permet à la contre-guérilla, initialement cantonnée dans un rôle de couverture de Veracruz face au Sud, de prendre une part active à la sécurité des convois dans les terres chaudes. Après la destruction de la compagnie Danjou à Camarón, Du Pin tient garnison à La Soledad et relève le Régiment étranger dans une partie de sa mission. Implantée dans la zone la plus exposée aux raids des guérillas coordonnés par le colonel Milan et de la garde nationale de Jalapa du colonel Camacho, elle parvient même, en juin 1863, à occuper temporairement Huatusco, une des bases des guérillas.

Puis, fort de ces succès initiaux, le colonel Du Pin est nommé gouverneur de Tampico¹³ et de la province côtière du Tamaulipas¹⁴. Rejoignant son nouveau territoire par voie maritime, il peut bénéficier de trois mois de calme relatif pour finir la réorganisation de sa contre-guérilla. Il parvient ainsi à porter son effectif à 1 000 hommes et plus de 500 irréguliers. Deux escadrons de cavalerie, trois compagnies d'infanterie, une section de pionniers à cheval et une à pied, deux sections de canons, un petit bateau à vapeur acheté à New York composent l'ossature de sa force à son apogée. Son but consiste alors à obtenir l'équivalent d'une brigade mixte de cavalerie et d'infanterie¹⁵. Habitée à vivre sur l'habitant, la contre-guérilla prélève ses ressources en vivres par achat, perquisition ou pillage. La paie est versée aux hommes par prélèvement sur les caisses de commerce des villes de garnison.

La troupe voyage donc sans train de combat, avec juste quelques mulets de bât. Son allonge journalière est de l'ordre de 40 kilomètres avec toutes ses forces ou de 75 kilomètres avec sa seule cavalerie. En mars 1863, partant de Medellín, Du Pin avec un escadron mixte parvient à surprendre le centre de guérilla de Tlaliscoya à 80 kilomètres de sa base, après deux jours de marche. En 1864, dans le Tamaulipas, il est en mesure de tenir une zone de près de 10 000 kilomètres carrés, grâce à la légèreté de ses colonnes et l'aguerrissement croissant de sa troupe. Conscient de disposer d'une troupe spéciale qui n'obéit pas aux mêmes normes d'emploi que les bataillons de l'armée, le colonel Du Pin affiche aussi le souci de ne pas être fixé par la garde de trop nombreux points permanents. Pour cela, il complète l'organisation de son unité par le recrutement, ou l'organisation, d'unités mexicaines placées sous son commandement, en marge de sa propre contre-guérilla, auxquelles il confie la garde de ses garnisons successives et dont il emmène les meilleurs éléments dans certaines opérations. Ainsi à Tampico en mai 1864, il confie au colonel mexicain Prieto une contre-guérilla¹⁶ locale forte de deux escadrons et de deux compagnies de 123 hommes chacune.

En moins d'un an, sur deux théâtres voisins, le colonel Du Pin est parvenu à adapter la technique mexicaine de guérilla aux capacités de manœuvre d'une troupe légère mixte de cavalerie et d'infanterie ; articulation héritée de l'expérience algérienne de ses anciens chefs directs, les généraux Yusuf et Marey-Monge.

du 62^e de ligne, commandant en second, d'un état-major de quatre officiers, de sa contre-guérilla *permanente* et des deux compagnies dites « auxiliaires » de 120 hommes chacune et du peloton de 40 chasseurs d'Afrique.

¹² Lettre du colonel Du Pin au général en chef, du 5 mai 1863, proposant une articulation en deux colonnes mixtes (150 cavaliers, 150 fantassins chacune), l'une basée à La Soledad, l'autre tenant le terrain entre La Soledad et Huatusco ; le tout renforcé de deux escadrons de cavaliers mexicains et indépendants, des commandants supérieurs (fin juin, la contre-guérilla dispose réellement de 300 hommes). Par lettre du 9 juillet 1863, le général en chef accepte ces propositions.

¹³ Tampico : ville de 6 000 à 8 000 habitants, deuxième port du Mexique, occupée en 1862 par le 81^e de Ligne puis abandonnée aux Juaristes, réoccupée par le régiment d'infanterie de la marine (été 1863) qui tient la ville face aux guérillas de Mendez, du général Pavon, du colonel Canales et du général Carvajal avant d'être relevé par la contre-guérilla.

¹⁴ Plaine côtière très humide, peuplée essentiellement d'Indiens. Couverte d'une végétation dense et facilement inondable, elle n'est pas propice aux opérations militaires traditionnelles.

¹⁵ *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 27.

¹⁶ « Contre-guérilla du Tamaulipas ».

LES PRINCIPES D'ACTION

Par ailleurs, la contre-guérilla obéit initialement à un ordre oral du général Forey du 14 février 1863¹⁷, confirmé par courrier du 2 juin 1863 : « Poursuivre à outrance les bandits des terres chaudes et purger le pays. »¹⁸ Mises à part les réserves éventuelles que mériteraient les circonstances de l'attribution de cette mission, elle contribue à préciser l'esprit selon lequel va se dérouler l'action de la troupe du colonel Du Pin.

Sur le plan pratique, l'exécution de cette directive va principalement être articulée en quatre missions : La sécurité générale d'un territoire défini la première contrainte tactique de la contre-guérilla. À titre d'exemple, l'analyse du récit du colonel Du Pin qui fait office de journal des marches et opérations, permet de suivre l'action de la contre-guérilla dans les terres chaudes de Veracruz entre mai 1863 et janvier 1864. Cette étude tend à montrer une augmentation de la zone de responsabilité de l'unité qui finit par couvrir la garnison de La Soledad, le village de Camarón et, plus au sud, celui de Tlaliscoya. Entre les éléments du colonel Milan au nord et ceux d'Antonio Molina au sud, la mobilité des cavaliers de Du Pin et la force de son infanterie lui permettent de servir de troupe d'intervention, soit au profit de ses propres postes, soit au profit de ceux du régiment étranger.

En décembre 1863, les guérillas mexicaines, malgré quelques coups d'éclat comme l'attaque du convoi du colonel Ferrerer, ont été obligées d'abandonner les terres chaudes de Veracruz aux troupes françaises ou mexicaines alliées. Suite à ce succès qui rend moins flagrante son utilité dans la région, la contre-guérilla, après une réorganisation déjà exposée, rejoint la région de Tampico. Dans ce territoire où il cumule les fonctions territoriales et opérationnelles, le colonel Du Pin dispose d'une marge de manœuvre très large sur le plan politique et d'une autonomie opérationnelle totale à court et moyen terme. Il est donc significatif de considérer l'organisation de son action dans ce territoire comme révélatrice de ces choix tant tactiques que politiques pour la réalisation de son action de contre-guérilla. Il est promu au commandement de Tampico le 6 avril 1864. Dès le 11 avril, il sort de la ville pour affronter les brigades des généraux Pavon et Carvajal. Ces deux brigades fortes de 1 200 hommes menaient le siège de Temapache tenu par le colonel Llorente et ses 300 Mexicains alliés de la France. L'arrivée de la contre-guérilla, malgré la faiblesse numérique de sa colonne, les pousse à lever le siège et à se retrancher dans le village de San Antonio¹⁹. Le 18 avril, par un assaut frontal, les hommes de Du Pin délogent par la force les Mexicains et dispersent les deux brigades. La région sud du Tamaulipas est dès lors pacifiée. La côte de Tampico à Veracruz devient *Terra Francese* puis terre d'empire pour plus de deux ans. Deux mois plus tard, la même opération est montée contre les guérillas à l'ouest et au nord de Tampico. Au cours de deux engagements aux *Planteadores* le 7 juillet et à Tantima le 30 juillet, la colonne²⁰ du colonel Du Pin écrase les guérillas du général Casado et du lieutenant-colonel Perez, les débris de la brigade Pavon aux ordres du colonel Mascarenas, En août, celles du Nord subissent le même sort.

En quatre mois, le colonel Du Pin a pu soumettre et contrôler un territoire de plus de 10 000 kilomètres carrés avec moins de 1 500 hommes. Il est d'autre part suffisamment libre de

¹⁷ *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 7. La version rapportée par Du Pin et de Kératry présente une attribution du commandement de la contre-guérilla et de la mission de celle-ci dans les salons du ministre de France à Orizaba, M. Dubois de Saligny, au cours d'un bal, le 14 février 1863. Le colonel Manéque, chef d'état-major du général Forey, a annoté le passage du manuscrit du colonel Du Pin mentionnant l'événement avec le commentaire suivant : « Récit plus plein d'imagination que de vérité. »

¹⁸ Cette confirmation écrite ne nous est parvenue que par le biais d'une copie conforme certifiée par le colonel Du Pin...

¹⁹ Petit village de la Huasteca, où les brigades Pavon et Carvajal, fortes d'environ 1 200 hommes, prirent position le 17 avril 1864 pour attendre la contre-guérilla. Avec ses 285 hommes et deux pièces d'artillerie, le colonel Du Pin parvint à les déloger et à les mettre en fuite. Sur le plan politique, ce combat assura deux années de tranquillité pour la région comprise entre Tuxpan et Tampico (sud de la Huasteca). Le colonel Du Pin, 4 officiers et 22 soldats y gagnèrent une citation à l'ordre de l'Armée.

²⁰ « Le 7 juin, le colonel partit de Tampico avec une colonne composée de la 2^e compagnie de la contre-guérilla (120 hommes), de la 1^{re} compagnie de la contre-guérilla Prieto (120 hommes), des cagadron de Tampico (20 hommes), des 1^{er} et 2^e escadrons de la contre-guérilla (160 hommes), du 1^{er} escadron Prieto (100 hommes), section d'artillerie de 2 pièces, dont une rayée (30 hommes), soit 550 hommes. », *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 111.

ses mouvements et de son action sur son territoire pour pouvoir intervenir soit au profit d'un territoire voisin, soit au profit d'une des colonnes de l'armée en opérations. Cette sécurité acquise par l'élimination des forces mexicaines les plus importantes, l'action de la contre-guérilla française s'oriente vers le rétablissement des circuits économiques. La route de l'argent entre San Luis Potosi et l'Europe, *via* le port de Tampico, est l'enjeu principal du contrôle de la partie centrale du Tamaulipas. Cette route commerciale repose sur l'axe de la vallée du Tamesi de Tampico jusqu'au dépôt de Tancasnéqui où le fleuve cesse d'être navigable, puis, de là, des convois de mules poursuivent la voie commerciale jusqu'à San Luis Potosi et l'intérieur du Mexique. Le contrôle du dépôt de Tancasnéqui permet le prélèvement de ressources sous forme de taxes que les juaristes vont tenter de conserver par tous les moyens. Il va de soi que, dans cet engagement, la limite entre patriotisme anti-français et pratiques plus anciennes de brigandage devient ténue. Dès la destruction des bandes de Casado et Mascarenas, la contre-guérilla va y implanter un élément permanent²¹, de la valeur d'une section prélevée en majorité sur l'effectif des troupes régulières de la contre-guérilla et non des alliés mexicains, signe de l'intérêt de Du Pin pour cette mission. Tant que le colonel Du Pin aura le commandement de la région, ce poste de contrôle permanent sera maintenu. Il est à noter que ce contrôle gênera considérablement les affaires illicites de certaines sociétés bordelaises, conclues avec les juaristes et incluant des livraisons de poudres et capsules de fusils. Une première campagne de mise en cause de l'action du colonel Du Pin fut ainsi conduite à partir de l'été 1864 dans la presse française, à l'instigation de sociétés de commerce relayant des accusations déjà portées par la presse mexicaine libérale²².

Une fois obtenues la soumission des guérillas les plus structurées et la surveillance stricte des circuits commerciaux de la région du Tamaulipas, le colonel Du Pin se heurte au problème de la volatilité des éléments résiduels des anciennes guérillas. Entre avril et août 1864, les officiers de la brigade Pavon, détruite le 18 avril à San Antonio, parviennent à trois reprises à remettre sur pied une troupe de 200 à 300 cavaliers qui menace constamment les routes commerciales de San Luis Potosi et Tula. Dispersé à Panuco en mai, à Tantoyuca et Tantuco en juillet, ce phénix ne sera jamais soumis et reprendra le combat dans la bande de Pedro Mendez en 1865. Il est vrai qu'en application des consignes d'amnistie ordonnées par l'empereur Maximilien et le commandement français, la contre-guérilla relâche systématiquement les chefs des guérillas sous réserve d'une promesse de ralliement et de fidélité à l'empereur du Mexique. Toutefois, le colonel Du Pin choisit de n'appliquer ce principe d'amnistie qu'une seule fois par homme²³. Tout renégat est systématiquement poursuivi et ses biens sont détruits. Disparaissent ainsi des personnages influents de la région qui ont longtemps pratiqué un double jeu. Antonio Molina, riche planteur, assidu de la table du gouverneur français de Veracruz et chef présumé des guérillas de la région sud de la route de Camarón, est fusillé après un procès très sommaire en septembre 1863 et son *hacienda* est incendiée ; Gavino Etchevary, planteur influent de Tantima dans le sud du Tamaulipas qui refuse de se rallier en avril 1864 et passe à Carvajal avec ses serviteurs, voit son *hacienda* de Las Cucharas détruite par les flammes ; Casado, chef des guérillas de Tantima et Amatlan, ancien voleur et général autoproclamé, est pendu haut et court

²¹ « À Tancasnéqui, un détachement de 25 hommes fourni par la 1^{re} compagnie de notre contre-guérilla plus un demi-escadron de Mexicains du colonel Prieto », *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 182.

²² Le colonel Du Pin était censé, d'après cette presse mexicaine, déjeuner des seins d'une jeune vierge rôtie à la broche chaque matin !

²³ Proclamation du colonel Du Pin n° 53 à la population d'Ozuluama, le 25 avril 1864 : « Le colonel, lors de son premier passage à Ozuluama, a fait appel à tous les hommes de cœur. Quelles que fussent leurs opinions, il leur avait offert loyalement l'amnistie du passé et ne leur a donné que l'avenir, promettant, et sa parole est sacrée, de les traiter tous avec la même impartialité. Les habitants d'Ozuluama n'ont pas voulu écouter ses paroles généreuses et bienveillantes. Les personnels et les propriétés ont été scrupuleusement respectés lors du premier passage des Français. Le temps de la clémence est passé. » Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 99. Le 30, le colonel Du Pin entre dans la ville qui s'est soumise la veille. L'intervention de l'alcade qui livra spontanément une centaine de fusils lors de l'arrivée de la contre-guérilla et la constitution d'une gendarmerie de 22 Mexicains qui fut engagée aux côtés des troupes françaises conduisirent le colonel Du Pin à accorder son pardon.

le 14 juillet 1864 sous le regard intéressé des Indiens du Tamaulipas²⁴. Dans la ligne de ces actions, sept plantations, dépôts commerciaux ou caches d'armes, sont détruites à l'issue des opérations de juillet 1864.

Afin de gagner la guerre qui l'oppose aux guérillas, le colonel Du Pin est amené au bout de la logique militaire de ce combat et recherche l'asphyxie de ses ennemis par la destruction de tous leurs points potentiels de ravitaillement. Dès lors, le ralliement de la population, au-delà des consignes de l'empereur Maximilien, devient un impératif tactique. Couper les guérillas de la population sera la clé du succès. Du Pin y parviendra en opposant la population d'origine indienne, la plus humble, aux Espagnols et métis, qui forment les classes moyennes et supérieures. Localement, il instaure dans les esprits une équation d'égalité entre les juaristes et les exploitants des Indiens²⁵. Il se heurtera néanmoins à la politique de terreur que les différentes guérillas font peser sur la population terreur qui contraindra même les plus fidèles à fournir un appui aux juaristes de façon ponctuelle.

LA CLÉ DES SUCCÈS MILITAIRES

Parallèlement à ses missions, le colonel Du Pin construit ses succès militaires autour de principes simples ; la sûreté semble être son présupposé initial. Elle se manifeste tant en ce qui concerne le personnel, les cantonnements, que les déplacements. Diverses anecdotes tirées des archives permettent de se faire une opinion en la matière. Peu après sa prise de commandement, le colonel Du Pin fait mettre aux arrêts trois Espagnols de sa troupe et apprend par la sentinelle qui les garde, l'existence d'un complot des hispanophones pour le faire tuer. Il fait transférer les trois soldats dans le fort San Juan d'Illoa dans le plus grand secret. Le reste des hispanophones redoutant d'être découvert fait preuve d'un zèle remarqué à partir de cette date. Sur le plan de la sécurité des cantonnements, Du Pin, comme d'autres avant lui, avait la réputation, rapportée par le comte de Kératry, de ne jamais enlever ses bottes en campagne. Craignant leur colonel presque plus que les rôdeurs ennemis, les sentinelles n'ignoraient rien de cette réputation.

Il est vrai que, pendant ses trois années de commandement, jamais la contre-guérilla ne subira d'intrusion dans un de ses bivouacs alors que les unités voisines, régulières ou non, subiront des vols, assassinats ou enlèvements au centre même de leurs campements. Enfin, les hommes de Du Pin évoluent sur le terrain derrière trois rideaux de sûreté : au plus loin, une capacité permanente à être renseigné par les Indiens, à bonne distance des cavaliers en tenue civile et, enfin, à portée de fusil un rideau de cavaliers aptes à assurer la protection rapprochée de la colonne. « Pas un mouvement sans renseignement », est un principe incontournable de la contre-guérilla. Procédant par paiement d'informateurs, par encouragement des défections, éventuellement par menaces et exécutions, le colonel Du Pin dispose avant toute chose d'un large appui au sein de la population indienne. Cet appui se manifeste par des achats de vivres ou de chevaux, quelques engagements soit dans la contre-guérilla française, soit dans une des structures mexicaines fidèles à Maximilien (contre-guérilla Prieto, gendarmerie...), mais surtout par la livraison de renseignements. Cette attitude des Indiens, traditionnellement corvéables à merci dans la société mexicaine, conduit à un durcissement de la politique de terreur des guérillas à leur encontre de façon à les forcer à renoncer à leur attachement au colonel Du Pin. En retour, à partir de janvier 1865, ce dernier doit mener de façon simulée – d'après lui – ou réelle – d'après ses détracteurs – une politique de surenchère en contraignant, ou en simulant de contraindre pour leur fournir un alibi, les populations indiennes afin d'obtenir cet appui. L'intelligence doit être l'arme et l'outil indispensable pour les chefs. Officier d'infanterie ayant commandé un escadron de cavalerie en Algérie vingt ans plus tôt, Du Pin connaît l'efficacité

²⁴ « [...] Plus de 3 000 Indiens, accourant de tous les points de la Huasteca, venaient s'assurer que leur ennemi mortel était bien mort. On les voyait arriver par longues files, les plus anciens en tête [...]. » Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit., p. 140.

²⁵ « Les Indiens, qui, depuis tant d'années ont été dans la Huasteca réduits en esclavage, comprirent que l'arrivée des Français était pour eux l'heure de la délivrance. » Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit., p. 84.

d'une charge de cavalerie légère dans des opérations comme celles que mène la contre-guérilla. Cependant, il refuse à ses officiers le droit de confondre courage et aveuglement. Il met ce principe en avant, tout particulièrement lorsqu'il reprend en main sa contre-guérilla au début 1866 après six mois de congé en France. Ayant pris la ville de Purissima, il envoie sa cavalerie, aux ordres du lieutenant Isabey, officier expérimenté, pour chercher du renseignement sur l'ennemi. Isabey lance ses deux escadrons contre les Mexicains dans une charge inopinée. Arrêtée par une *baranca*²⁶, les cavaliers français sont fusillés et canonnés à bout portant par les Mexicains avant de se retirer sur Purissima. Le colonel Du Pin fait citer les officiers qui ont été blessés pour la plupart, mais il publie surtout une de ses seules notes directives :

Le colonel est obligé de faire connaître à messieurs les officiers de la contre-guérilla que le devoir de ceux qu'il charge de commander une opération, n'est nullement de faire preuve d'une grande bravoure personnelle, dont n'a que faire celui qui, par sa position, répond de la vie de ses soldats et du succès de la mission qu'on lui a confiée.

Partir avec calme, apprécier exactement la position des troupes qu'on a à combattre, la nature du terrain, voir comment on peut tourner les obstacles sans aller se briser follement contre eux ; en un mot, faire le plus de mal possible à l'ennemi en ménageant le sang de ses soldats, tel est le vrai, le seul devoir de celui qui commande et j'ordonne qu'on ne s'en écarte jamais²⁷.

En bon géographe de formation, il exige de ses officiers surtout une intelligence du terrain qui lui semble primordiale pour prendre l'ascendant sur l'ennemi dans un combat aussi confus que peut l'être une guerre de guérilla. Enfin, la rapidité et détermination dans l'exécution sont l'impératif à réaliser pour créer ponctuellement les conditions de la victoire. Capable de déplacer sa contre-guérilla au complet à raison de 40 kilomètres par jour, ou sa seule cavalerie renforcée de pionniers à cheval et de pièces d'artillerie portées à raison de 70 kilomètres par jour, la contre-guérilla dispose d'une allonge tactique décisive. Alliée à une discrétion teintée de ruse dans la partie initiale des déplacements sous l'œil de la population des garnisons où se trouvent sûrement des informateurs adverses, elle permet de surprendre des positions, campements, zones de repos de l'ennemi. Cette capacité est une constante de l'action de la contre-guérilla. De la prise de Tlaliscoya, en mars 1863, au raid sur le bois de la *carabina*, repaire de Pedro Mendez au sud de Victoria, en janvier 1865, les raids conçus par le colonel Du Pin parviennent à créer localement et temporairement un rapport de force favorable, même dans les zones réputées contrôlées par les guérillas. C'est sûrement là que se trouve la clé de son succès tactique dans toutes les opérations qu'il a pu mener.

Cependant, ces éléments d'études concernant les structures et les missions ne permettent pas d'expliquer toute la spécificité de la troupe du colonel Du Pin, fondée aussi sur la particularité des hommes qui la composent particularité qui concerne la troupe certes, mais aussi et surtout son chef.

DES HOMMES À PART

Aptes à vivre sur le terrain et à supporter les fatigues de marches comparables à celle de la campagne d'hiver 1805, les soldats de Du Pin sont tous des volontaires. Une part d'entre eux est recrutée au sein de la population locale et le plus souvent parmi les prisonniers des guérillas de Juarez. Une autre fraction, minime il est vrai, correspond à un recrutement cosmopolite au sein de la population aventurière de Veracruz ou Tampico. Enfin, la majorité est issue de tous les corps de l'armée, encouragée par une solde améliorée, un gain rapide de galon (à titre temporaire, il est vrai) et une perspective d'actions glorieuses. Il ne faut cependant pas occulter le fait que, dès l'été 1863, les volontaires de Du Pin sont guettés par la perspective d'une mort atroce en cas de capture par une des guérillas. En effet, d'une efficacité remarquable et jalouée, ils sont craints par les troupes de Juarez qui les surnomment *Los colorados* ou *Los carniceros*

²⁶ Ravin tout particulièrement encaissé, forme de relief typique des plateaux occidentaux et septentrionaux du Tamaulipas.

²⁷ Note du colonel Du Pin, fin avril 1866, cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, t. 2, p. 75.

*colorados*²⁸ et ne leur font pas de quartier. Le rapport entre volontaires locaux et anciens militaires français ne cessera d'évoluer au profit d'un renforcement du deuxième groupe. La marque initiale de la bande de Stoecklin sera fortement estompée dès la réorganisation d'octobre 1863 et totalement effacée en décembre de la même année. Par la suite, l'entretien de contre-guérillas mexicaines, comme celle du colonel Prieto, permettra d'orienter les volontaires européens dans la troupe de Du Pin et les indigènes dans les unités locales. Un tri sera effectué sans qu'il soit possible d'en mesurer l'impact sur l'efficacité de ces deux troupes. Le colonel Du Pin lui-même souligne le côté cosmopolite de son unité et les difficultés pour un officier de commander une telle troupe. En février 1863, il recense onze groupes nationaux²⁹ pour 125 hommes sur les rangs. En avril 1864, fier de sa victoire de San Antonio, il relève toutes les nationalités présentes dans ce combat : 23 groupes nationaux³⁰ s'y sont battus. Il prend conscience dès lors des richesses d'une telle diversité, mais mesure également les dangers qu'elle représente. L'attitude protectrice de deux Italiens qui se couchent chaque nuit en travers de sa porte à Medellín lui permet de comprendre l'imminence d'une menace représentée en l'occurrence par le complot des hispanophones. Ultérieurement, il note toute la valeur des cavaliers musulmans de son 1^{er} escadron qui, à chaque engagement, se signalent de façon favorable par une action, une blessure ou une mort glorieuse. Toutefois, il reste très lucide sur les défauts de ses hommes, faisant la part entre les attitudes individuelles et le comportement d'un groupe national particulier. Il rejette ainsi presque intégralement un contingent de volontaires cubains qui lui est envoyé avec de bonnes recommandations concernant la valeur guerrière de ses membres. Il est vrai qu'à leur arrivée à Tampico, les Cubains adoptent un comportement de bande et se signalent par des attitudes et actions pour le moins hautaines, voire racistes, avec la population indienne. Le colonel Du Pin fait disperser ce groupe national, renvoyant la grande majorité et ne gardant que quelques éléments parmi les moins agressifs vis-à-vis des Indiens. Dans un même ordre d'idée, les traîtres sont pendus ou renvoyés de la contre-guérilla après de fortes punitions corporelles. Enfin, la tendance aux exactions envers les jeunes femmes mexicaines qui se développe en juillet 1864 au contact des soldats de la contre-guérilla Prieto, donne lieu à des punitions exemplaires. Le colonel Du Pin fait pendre un sous-officier indigène et, en une autre occasion, fait battre de cinquante coups de bâton un soldat français. Il prend alors dix pesos sur la caisse de l'unité pour dédommager l'indienne offensée³¹. Il parvient peu à peu à réduire les disparités par le renforcement de sa contre-guérilla avec des volontaires issus de l'armée française au cours des années 1863 et 1864. Certes, les groupes nationaux demeurent très diversifiés, mais leur importance quantitative se réduit de façon significative. À terme, il dispose donc d'une troupe dont le caractère français est nettement affirmé et qui bénéficie d'une expérience militaire préalable au sein d'une unité plus conventionnelle de l'armée française. Lorsque le capitaine Ney d'Elchingen prend la tête de la contre-guérilla³², il ne reste qu'une dizaine des volontaires de M. de Stoecklin. Tous les autres ont été recrutés sous le commandement du colonel Du Pin au sein des corps de troupe ou parmi les hommes en fin de contrat, ou de service, dans l'armée française. Cependant, ce caractère français doit être analysé

²⁸ Littéralement, « les rouges » ou « les bouchers rouges ». Le terme « colorados » provient de la tenue des hommes de la contre-guérilla, issus notamment des spahis et des zouaves, unités dont les uniformes comportent essentiellement des pièces de tissus de couleur rouge. Celui de « carniceros » est, d'après le colonel Du Pin, hérité de la réputation dont jouit la contre-guérilla à l'issue du combat de San Antonio, en avril 1864.

²⁹ « Français, Suisses, Hollandais, Grecs, Napolitains, Piémontais, Anglais, Espagnols, Mexicains, Américains du Nord et Américains du Sud », cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 8.

³⁰ « Français, Suisses, Belges, Hollandais, Polonais, Prussiens, Bavarois, Hongrois, Grecs, Monténégrins, Moldo-Valdaques, Turcs, Piémontais, Siciliens, Toscans, Anglais, Espagnols, Portugais, Mexicains, Américains du Nord et Américains du Sud, Kabyles, Nègres de Tombouctou », cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 92.

³¹ À titre indicatif, les soldats de la contre-guérilla touchaient une solde de deux pesos par jour.

³² Le 11 avril 1865, la contre-guérilla des terres chaudes passe sous le commandement du capitaine Ney d'Elchingen, petit-fils du maréchal. Le dépôt, la 1^{re} compagnie sont à Tampico sous les ordres du sous-lieutenant Vallée (319 hommes). Ils peuvent compter sur le soutien de la contre-guérilla Prieto (625 hommes). Les deux autres compagnies, les deux escadrons, les pionniers et l'artillerie sont à San Luis Potosi et vont être intégrés à la colonne Jeanningros en opération dans la région de Monterey. Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, t. 2, p. 8.

en détail. En effet, bon nombre des soldats dits « français » sont, en fait, issus des spahis³³, des zouaves³⁴ ou de la Légion étrangère. S'ils ont été formés selon les méthodes et la tactique françaises, ces soldats, en majorité, forment un vivier humain non représentatif du contingent métropolitain. Cette troupe est donc spéciale tant par sa composition que par ses motivations. D'autre part, elle a globalement conscience de cette spécificité dont elle est fière. Cette fierté, donnée abstraite s'il en est, se trouve renforcée par différents éléments tangibles, à savoir l'obtention de résultats probants sur le plan opérationnel, des relations particulières et positives développées avec les Indiens et, enfin, un isolement certain par rapport à la chaîne hiérarchique. Localement maître du terrain, proche des Indiens, le colonel Du Pin, jamais inspecté par aucune autorité pendant tout son temps de commandement à Tampico, a développé son penchant naturel à l'autonomie que des campagnes de presse ou des questions parlementaires défavorables ont fini par transformer en principe du « soldat perdu ». La désertion de quelques éléments de sa troupe lors de son départ pour la France en 1865 mériterait d'être étudiée de façon approfondie, de façon à vérifier le degré d'attachement individuel de ces hommes à leur chef. Le manque d'archives disponibles ne permet pas actuellement d'apporter une réponse à la question qui pourrait en découler les contre-guérilleros des terres chaudes servaient-ils plutôt par amour de la France ou plutôt par admiration, ou sous la contrainte, de Du Pin ?

La personnalité du colonel Du Pin ne peut être en effet passée sous silence. Officier en rupture de ban, il est avant tout un pur produit de la filière « coloniale ». Polytechnicien (promotion 34-36), breveté d'état-major en 38, détaché à sa demande dans un régiment d'infanterie, il a fait campagne en Algérie (1843-1848, 1853-1854), en Crimée (1854-1856), en Italie (1859) puis en Chine (1859-1861). Il est cité sept fois dont quatre à l'ordre de l'armée. Chevalier de la Légion d'honneur à 30 ans, officier à 40 et commandeur à 50, le colonel Du Pin est aussi titulaire de la croix de la valeur militaire. Héros de guerre, le premier entré dans le fort de Peï Ho puis dans la cité interdite de Pékin, d'après le commandant Lachouque, le colonel Du Pin est néanmoins sous le coup d'une sanction qui le place en congé sans solde et sans emploi. Il paie d'une part son opposition au chef d'état-major du corps expéditionnaire de Chine, mais aussi une accumulation d'affaires dont le point crucial se situe en février 1862. S'étant fortement heurté au chef d'état-major du corps expéditionnaire de Chine, il est soupçonné d'avoir fourni, au retour, des documents officiels à Paul Varin pour son ouvrage³⁵. Cet ouvrage développe une analyse foncièrement différente du rapport officiel rédigé six mois plus tôt à partir du compte rendu de l'état-major de Chine. La nature des documents cités dans l'ouvrage oriente les soupçons sur Du Pin qui est muté disciplinairement à Lyon. Son arrivée dans cette garnison révèle une accumulation de dettes dans des mess, maisons de jeu ou établissements spéciaux. Ces dettes qui remontent à son précédent séjour dans cette ville en 1856, avaient alors conduit à sa mutation en Corse pour étouffer le scandale. En 1862, elles le poussent à vendre ses souvenirs personnels. Cette vente organisée à l'hôtel Drouot est présentée par voie de presse comme celle de son musée oriental³⁶. Une note du maréchal Niel³⁷ qui s'inquiète de cette publicité, alors que des accusations de pillages sont portées contre le maréchal de Montauban³⁸, conduit au placement sans emploi et sans solde du colonel Du Pin par le ministre de la Guerre. Détaché auprès du général Almonte, concurrent de Juarez, en octobre 1862, il est chargé de

³³ Corps de cavalerie légère formé en Afrique du Nord sur la base d'un recrutement indigène local. Le nom du général Marey-Monge est indissociable de l'histoire de ce corps.

³⁴ Corps d'infanterie indigène d'Afrique du Nord. Un de ses chefs les plus prestigieux fut le général La Moricière.

³⁵ Paul VARIN, *Expédition de Chine*, Paris, 1862.

³⁶ « Objets d'art et de curiosité provenant en partie du Palais d'été de Yuen Ming Yuen et composant le musée japonais et chinois de M. le colonel Du Pin. Vente : hôtel Drouot, salle 5, les 26, 27, 28 février et 1^{er} mars 1862. M^e Baudry, commissaire-priseur, rue Neuve-des-Petits-Champs, 50 ; assisté de M. Dhios, expert, rue le Peletier, 33, chez lesquels se distribue le catalogue. Exposition publique le mardi 25 février, de midi à 5 heures. » Extrait du *Moniteur de l'Armée*, 11 février 1862.

³⁷ Maréchal Niel, commandant le 6^e corps d'armée, à Toulouse.

³⁸ Maréchal Cousin de Montauban, commandant en chef l'expédition de Chine (1859-1861) qui se rendit maître de Pékin à l'issue de la bataille de Palikao. L'incendie du palais d'hiver qui suivit cette prise a donné lieu à un sac en règle qui fut reproché à l'état-major du corps expéditionnaire.

l'organisation de l'armée mexicaine alliée de l'intervention française³⁹. Désœuvré du fait du total désintérêt du général Almonte pour l'organisation de l'armée des conservateurs, le colonel Du Pin fait le siège de ses camarades qui composent l'état-major du général Forey à Orizaba. C'est ainsi qu'il aurait reçu le commandement de la contre-guérilla de terres chaudes le 14 février 1863, au cours d'un bal, si l'on en croit ses mémoires. Plutôt que décrire de nouveau son action au sein de la contre-guérilla à compter de ce jour, il est possible d'envisager son étude sur le plan analytique.

Homme de terrain, le jeune breveté d'état-major qu'est Charles Du Pin est topographe de formation et utilise au mieux les particularismes mexicains. Il cherche le plus souvent à se préserver une capacité de manœuvre égale à la moitié de son effectif, quitte pour cela à recruter des contre-guérillas locales. Il pèse ses options de déplacement de façon à s'assurer un avantage décisif dès les phases initiales d'une éventuelle concentration des guérillas libérales. Son but ultime, comme démontré précédemment, semble être d'obtenir la même démarche de la part de ses officiers. Il est vrai que les galons temporaires que portent ceux-ci ne parviennent pas à dissimuler leur manque de formation militaire tactique que compense le plus souvent un grand courage physique. Homme d'action, le colonel Du Pin, ancien chef d'état-major du général Marey-Monge, dispose d'une grande expérience des combats de poursuite⁴⁰ issue de ses différents séjours en Algérie, mais aussi d'une certaine connaissance du combat classique⁴¹. Cette double capacité va lui servir dans son action au Mexique où la capacité du chef à gérer les deux styles de combat est nécessaire. Sa capacité à intégrer ses expériences personnelles et les éléments issus de l'observation de l'ennemi lui permet de développer une pratique originale de la contre-guérilla. L'organisation de sa troupe sur la base d'une unité mixte et autonome résulte d'emprunts aux colonnes d'Algérie, l'adjonction d'éléments d'artillerie provient autant des sièges des ksars de Kabylie que des campagnes de Crimée et de Chine. Enfin, l'utilisation de pionniers montés est une nécessité imposée par le relief très particulier des *barancas* mexicaines.

Homme de caractère, Charles Du Pin, descendant d'une petite noblesse du Sud-Ouest, adopte une ligne absolue, la sienne, et n'en dévie pas, tant dans la conduite du quotidien, dans la gestion du territoire qu'il commande, que dans la direction de son unité. À partir de là, il n'hésite pas à châtier les rebelles et les éventuels déserteurs de sa troupe, de façon expéditive. Il conçoit son commandement comme « total » du fait de l'engagement « total » de sa contre-guérilla. Cette conception relève à la fois des impératifs locaux du fait de son autonomie politique et tactique, mais aussi de sa capacité et de sa volonté d'assumer toutes les facettes de son commandement. La conclusion du premier tome de son *Historique de la contre-guérilla* rédigé pour l'empereur Napoléon III porte à ce titre de façon significative le titre suivant : « Mesures à prendre pour pacifier rapidement le Mexique⁴² ».

La situation mexicaine particulière a été l'occasion du développement d'une troupe particulière. Évoluant de son statut de bande Armée à celui de corps quasi régulier, la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique est une unité qui a su évoluer sous l'impulsion énergique et globalement solitaire de son chef, le colonel Du Pin. Instaurant un régime de paix et de sécurité dans une zone difficile d'accès et globalement insalubre, la troupe de Du Pin a connu un succès tel qu'il a engendré à la fois admiration et jalousie au sein du corps français, de même qu'il a conduit à une crainte et une *cabale* de la part des forces juaristes. Le principal mérite du colonel Du Pin, outre un courage physique indéniable et une grande intelligence de situation, a été d'établir une synthèse entre les héritages militaires de sa carrière et les techniques empruntées aux guérillas mexicaines. De son expérience des colonnes avec les généraux Marey

³⁹ Décision ministérielle du 14 août 1862.

⁴⁰ Prise de la smala d'Abd el-Kader (16 mai 1843), destruction de la cavalerie d'Abd el-Kader à Ben Nahr (7 mars 1846), combats de Mengren ou du Gouiga (13 mars 1846).

⁴¹ Siège de Sébastopol en temps que chef d'état-major d'une division d'infanterie, campagne d'Italie comme chef d'état-major d'une division de cavalerie [bataille de Solferino], prise des forts de Pei Ho (21 août 1860).

⁴² Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit., p. 228.

Monge et Yusuf, il a tiré l'organisation de sa troupe comme une unité de cavalerie légère, mais lui a aussi donné la capacité de feu de l'infanterie et la possibilité de bénéficier d'appuis de l'artillerie portée et du génie.

De son observation du Mexique, Du Pin découvre l'obligation de mener une guerre non classique où le renseignement, la ruse, la sûreté et la rapidité des actions sont primordiaux pour la réussite des opérations. Il envisage la nécessité de s'impliquer dans une guerre totale où celui qui la mène agit dans tous les domaines de la vie : sécurité, économie, santé, religion et politique. Cette guerre, il choisit de l'assumer en concevant clairement que, localement, le militaire domine le politique. Cette conception le conduit à adopter un style de commandement très particulier qui ne réussira vraiment à aucun de ses successeurs à la tête de sa contre-guérilla. Au regard des échecs de ses successeurs⁴³, réels ou relatifs, il apparaît fort probable que la cohérence de l'édifice créé ait reposé sur sa seule intelligence des hommes et du terrain. Son exemple ne semble donc pas transposable en l'état, mais reste un cas intéressant de combinaison entre les techniques napoléoniennes d'unités légères, les réalisations protoc Coloniales de troupes auxiliaires indigènes et la nécessaire adaptation à la guérilla que l'armée française n'avait pas su faire en 1811 en Espagne.

⁴³ Capitaine Ney d'Elchingen (11 avril 1865-3 novembre 1865), capitaine de montagnards Brassac (3 novembre 1865-8 novembre 1865), capitaine Jacquin (8 novembre 1865-10 janvier 1866), lieutenant-colonel de Gallifet (17 décembre 1866- ?), « capitaine » Chenet (7 mars 1867 ?-juin 1867 ?). Tous renseignements : cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, t. 2, sauf éléments concernant le « capitaine » Chenet, extraits de R. MIDDLETON, *Garibaldi, ses opérations à l'armée des Vosges*, Paris, 1872, Garnier frères.

LES FORCES SPÉCIALES ISRAËLIENNES : ÉVOLUTION DU CONCEPT ET DES MISSIONS

PAR PIERRE RAZOUX

Le seul fait d'évoquer la question des forces spéciales israéliennes, à l'heure où la crise du Proche-Orient occupe toujours le devant de la scène internationale, suscite la controverse. L'emploi de ces forces spéciales baigne en effet dans une ambiance de mystère parfois délétère qu'il convient d'éclaircir et de démystifier. Plutôt que de dresser un catalogue exhaustif des unités spéciales israéliennes¹, du moins celles que les observateurs avertis ont jusqu'à présent pu identifier, je vais m'efforcer de livrer des points de repères et des pistes de réflexion sur la manière dont Israël a conçu et conçoit encore leur emploi. Pour tenter d'appréhender les facteurs d'évolution – mais aussi de permanence – qui ont influencé le spectre des missions dévolues à ces forces particulières, il convient de remonter à la fin des années 1940, au moment où l'État hébreu luttait pour sa propre indépendance. Il convient surtout de privilégier l'objectivité en évitant le piège du panégyrique ou de l'hagiographie, toujours facile compte tenu du mythe qui entoure ce sujet.

UNE NÉBULEUSE COMPLEXE

En Israël, les forces spéciales sont enveloppées d'un tel brouillard que l'on a souvent tendance à les confondre avec les services de renseignements ou avec les unités d'élite. Car les interactions entre forces spéciales, services de renseignements et unités d'élite sont bien évidemment très fréquentes ; souvent, les forces spéciales sont issues d'unités d'élite et agissent au profit des services de renseignements. Elles n'en constituent pas moins une sphère particulière dont on a du mal à percer les contours. Celle-ci n'a pas été forgée d'une seule pièce. Elle résulte d'un long processus de maturation et d'agrégation, entamé dans la clandestinité à l'époque du mandat britannique, et qui s'est poursuivi au gré des aléas de l'histoire de l'État hébreu. Ce processus s'est nourri de plusieurs influences complémentaires d'obédiences britannique, américaine et soviétique, en fonction de l'origine des principaux responsables chargés de la mise sur pied de ces unités d'un type particulier. Quoi qu'il en soit, les forces spéciales israéliennes s'inscrivent parfaitement dans la définition qu'en donne Jacques Baud dans son *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* : « Forces spécialement instruites et équipées pour exécuter un large spectre de missions². »

Les forces spéciales israéliennes se caractérisent par une culture paranoïaque du « secret » qui ne les empêche pas de bénéficier d'une aura et d'une renommée fondées sur la réussite d'un certain nombre d'opérations spectaculaires et très médiatisées. Citons pour mémoire :

- le dynamitage de l'hôtel King David abritant le QG des forces britanniques, en 1947 ;
- l'enlèvement de l'ancien nazi Adolf Eichmann en Amérique latine en 1960 ;
- le détournement du *Scheersberg* en 1968, un navire chargé de 200 tonnes d'oxyde d'uranium dont la cargaison a très probablement permis à Israël d'accroître rapidement la quantité de matière fissile nécessaire à l'élaboration de sa « bombe » ;

¹ Les principales unités spéciales israéliennes sont néanmoins présentées en annexes.

² Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement*, Lavauzelle, 1^{re} édition, 1997, p. 205.

- l’attaque de l’aéroport de Beyrouth, toujours en 1968, qui s’est soldée par la destruction au sol de treize avions de lignes appartenant à des compagnies arabes ;
- l’enlèvement des « vedettes de Cherbourg » en 1969³ ;
- l’élimination des activistes palestiniens impliqués dans l’attentat terroriste des jeux Olympiques de Munich (en représailles à l’assassinat de onze athlètes israéliens), en 1972 ;
- la libération la même année d’un Boeing 707 de la Sabena détourné par des pirates de l’air palestiniens ;
- le fameux raid sur Entebbe, en 1976, qui aboutit à la libération des passagers d’un Airbus d’Air France contenant de nombreux juifs, bloqué en Ouganda par des pirates de l’air se revendiquant d’une mouvance terroriste pro-palestinienne ;
- le kidnapping à Rome de Mordechai Vanunu, mieux connu sous l’appellation de « traître de Dimona », en 1986, après que celui-ci ait dévoilé à la presse occidentale les détails du complexe nucléaire israélien ;
- l’assassinat du leader palestinien « Abou Djihad » à Tunis, en 1988, puis celui de Fathi Shakaki, chef du Djihad Islamique, en 1995 ;
- l’assassinat de plusieurs dirigeants palestiniens responsables du déclenchement de la deuxième *Intifada*, en 2000 et 2001.

La liste de ces actions illustre deux des spécificités du concept israélien d’emploi des forces spéciales : la notion de « raid » et la capacité d’agir aussi bien par voie terrestre que maritime ou aérienne en ayant recours à des moyens combinés interarmées, dans une ambiance de secret la plus étanche possible. De ce point de vue, l’opération *Tonnerre* (raid sur Entebbe)⁴ constitua un véritable modèle du genre qui servit de modèle pendant plus de vingt ans aux forces spéciales du monde entier. La mise en œuvre de cette opération illustra la doctrine d’emploi des forces spéciales israéliennes qui peut être résumée de la manière suivante : tout système de défense est vulnérable ; il est indispensable d’être imaginatif, audacieux et de faire preuve d’initiative pour surprendre l’adversaire en créant des situations qu’il n’aura pas anticipé.

DU MYTHE À LA RÉALITÉ

- l’échec sanglant d’un raid du *Kommando Yami* dans la région de Saïda, au Sud-Liban, en 1997, qui entraîna la perte de treize Commandos israéliens ;
- l’échec, la même année, d’une tentative d’assassinat à Amman sur la personne de Khaled Mechaal, le responsable palestinien des services politiques de la mouvance Hamas, qui entraîna la capture de deux agents israéliens ;
- l’arrestation en Suisse, en 1998, de plusieurs agents israéliens surpris en pleine pose d’écoutes téléphoniques sur le territoire helvétique ;
- le démantèlement la même année d’un réseau d’agents spéciaux israéliens en Russie⁵.

Ces réussites et ces échecs montrent clairement que les forces spéciales israéliennes ont été confrontées à des missions très variées au cours de leur histoire.

³ Pierre RAZOUX, « L’affaire des vedettes de Cherbourg : pourquoi Paris a laissé faire... », in *Historia*, novembre 2000.

⁴ Cette opération sera plus tard renommée « Jonathan » en mémoire du lieutenant-colonel Jonathan Netaniahou, frère aîné de l’ancien Premier ministre d’Israël, qui fut tué pendant ce raid dont il assurait le commandement.

⁵ Ces derniers échecs ont eux-mêmes précipité la démission du chef du Mossad de l’époque, Dany Yatom, proche conseiller d’Ehud Barak.

UNE MISSION ESSENTIELLE : LA DISSUASION

Pendant la période de la lutte pour son indépendance, en 1947-1948, Israël a mis sur pied, sous la houlette d'Ytzhak Sadeh, plusieurs forces spéciales clandestines ayant pour mission :

- d'aider au retour des juifs en Palestine (*Aliyah B*)⁶ ;
- de se procurer par tous les moyens les armes qui manquaient cruellement aux milices juives (*Rechesh*) ;
- de constituer un réservoir de troupes de choc (le *Palmach*) capables d'affronter efficacement les Armées des pays arabes hostiles à la création de l'État d'Israël. Le *Palmach* constituera le vivier qui donnera à l'armée israélienne ses chefs les plus prestigieux pendant de longues années ;
- d'infiltrer les populations arabes, utilisant des juifs séfarades originaires du Moyen-Orient (*Ha-Machlaka Ha-Aravit*).

Très rapidement, c'est-à-dire dès le début des années 1950, ces missions ont été recentrées autour d'un principe de dissuasion qui se déclina bien souvent par l'accomplissement de raids de représailles et d'intimidation. L'état-major général créa l'Unité 101, dirigée par Ariel Sharon, composée d'une centaine de Commandos irréguliers prêts à tout pour faire triompher la cause de l'État hébreu. Cette unité se fit rapidement connaître par une série d'opérations efficaces et sanglantes dans lesquelles périrent néanmoins de nombreuses victimes civiles. Celle-ci se spécialisa également dans l'enlèvement d'officiers supérieurs arabes qui constituèrent une monnaie d'échange précieuse pour Israël. Néanmoins, cette « Unité 101 » fut tellement contestée par les dirigeants politiques israéliens eux-mêmes, qui y virent une menace potentielle pour les institutions de leur pays, qu'elle fut dissoute et que ses membres furent invités à rejoindre l'unité de reconnaissance du corps des parachutistes : la fameuse *Sayeret Tzanhanim*. Là, pendant plus de quinze ans, aux côtés des autres forces spécialement entraînées pour ces actions « coups de poing », les unités spéciales israéliennes jouèrent le rôle d'une véritable force de dissuasion destinée à décourager les dirigeants arabes de se lancer dans toute action militaire d'envergure ; et il faut bien reconnaître que cette stratégie de dissuasion se révéla payante. On pourrait citer à titre d'exemple les projets d'opérations visant la destruction ou l'endommagement du célèbre barrage d'Assouan. Cette stratégie fut utilisée jusqu'à ce que l'État hébreu se dote d'une force aérienne performante et d'un arsenal nucléaire crédible lui permettant d'exercer cette fonction de dissuasion par d'autres moyens. Indubitablement, les forces spéciales israéliennes contribuèrent alors largement à la « fabrication » de l'image d'un État d'Israël « fort », « assiégé », prêt à tous les sacrifices pour assurer sa défense ultime... À l'instar de leurs ancêtres Zélotes, pendant la période de l'occupation romaine (épisode du siège de la forteresse de Massada).

DE LA LUTTE ANTITERRORISTE À LA LUTTE ANTIPALESTINIENNE

À la fin des années 1960, la priorité change ; Israël assure sa politique de dissuasion par d'autres moyens et les forces spéciales se retrouvent engagées dans un contexte beaucoup plus classique centré autour de trois grands types de missions : la lutte contre l'activisme palestinien, la lutte contre le terrorisme international et les missions purement militaires induites par les guerres de 1967, 1968-70, 1973 et 1982. La lutte contre l'activisme palestinien s'impose comme une conséquence directe de l'occupation par Israël de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau du Golan à l'occasion de la guerre des Six Jours. Les forces spéciales israéliennes, *Sayeret Ha'Druzim* en tête, patrouillent les territoires occupés pour s'opposer aux tentatives d'infiltration des *fedayins* réfugiés en Jordanie ou au Liban. Parfois même, elles mènent des

⁶ Il est intéressant de rappeler que, quarante ans plus tard, les forces spéciales israéliennes ont effectué une mission similaire d'aide au retour en supervisant et protégeant le rapatriement des juifs Falachas d'Éthiopie.

raids de représailles sur le territoire de ces pays, comme à Karameh en 1968 ou à Beyrouth en 1973.

La lutte antiterroriste, ébauchée pendant les années 1950, devient progressivement une véritable priorité lorsque émerge la vague de détournement d'avions qui culminera en 1970 pendant l'épisode de septembre Noir, lorsque des mouvements palestiniens détourneront simultanément plusieurs avions de ligne vers la Jordanie. Cette lutte est officiellement érigée en priorité gouvernementale absolue après qu'une série d'attentats meurtriers perpétrés à Athènes, Rome et Munich déstabilise la société israélienne et porte atteinte gravement à la crédibilité du gouvernement hébreu. Elle donne l'occasion à certaines unités spéciales, jusque-là ignorées du public, d'émerger sur le devant de la scène, telles que le *Kidon*, ou bien encore la *Sayeret Mat'Kal*, qui fait office de véritable « service action » pour les services de renseignements israéliens. Cette lutte s'est poursuivie tout au long des années 1970 et 1980, servant notamment de prétexte à la double invasion du Liban de 1978 (lors de l'opération *Litani*) et de 1982 (lors de l'opération *Paix en Galilée*).

Parallèlement, les forces spéciales israéliennes multiplient les missions à caractère strictement militaire, qu'il s'agisse de reconnaissance profonde, de raids de sabotage, de désignation ou de neutralisation de cibles difficilement accessibles, d'assaut conventionnel contre des objectifs fortement défendus ou d'exfiltration de soldats israéliens isolés ou prisonniers derrière les lignes ennemies. La guerre des Six Jours, la guerre d'usure, la guerre du Kippour et la guerre du Liban sont autant d'occasions qui permettent aux *sayerot Golani* et *Givati*, unités de reconnaissance des deux brigades d'élite de l'armée israélienne, de faire leur preuve et d'accéder à la notoriété aux côtés des paras-commandos de la *Sayeret Tzanhanim*. La guerre d'usure et la guerre du Kippour consacrent en outre les nageurs de combat du *Kommando Yami* qui s'emparent d'un radar soviétique lors de l'assaut sur l'île Verte, en 1969, puis qui coulent plusieurs navires de combat égyptiens, en 1973.

Trois événements mettent cependant un terme à cette phase de transition et en ouvrent une nouvelle dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui : ces trois événements sont l'*Intifada*, la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe de 1991. À des titres et avec des effets différents, ces trois événements ont brouillé les cartes du jeu international au Proche-Orient et ont rendu d'autant plus complexe la tâche des forces spéciales israéliennes. Tout simplement parce que désormais les menaces militaires directes s'estompent pour laisser la place à des menaces diffuses, plus insidieuses et plus difficiles à appréhender et à combattre. Les temps changent et de nouvelles unités destinées à infiltrer la résistance palestinienne voient le jour (*Duvdevan* et *Shimshon*). La signature d'un accord de paix avec la Jordanie, la reconnaissance d'une entité autonome palestinienne et le retrait unilatéral du Sud-Liban amplifient de tels changements.

Sur un plan strictement opérationnel, les forces spéciales israéliennes sont aujourd'hui certainement tout aussi performantes, sinon beaucoup plus qu'auparavant. Elles semblent s'être adaptées aux menaces nouvelles et disposent de moyens sans équivalents par rapport à ceux de leurs adversaires/concurrents (car on parle de moins en moins d'ennemis). Elles constituent toujours un réservoir de troupes de choc susceptibles d'être employées dans toute opération délicate que le pouvoir ne souhaite pas confier aux unités militaires classiques.

LÉGITIMITÉ, MORALE ET DROIT

Néanmoins, les forces spéciales israéliennes restent empêtrées dans une logique de secret absolu qui ne laisse aucune place à l'idée de transparence, mais surtout dans une stratégie de représailles et d'assassinat qui est désormais reconnue comme hors la loi à la fois par la communauté des États et par le droit international, ce qui dessert considérablement leur image, affaiblit la cohérence de leurs missions et mine le moral de leurs troupes. On touche là l'un des points les plus sensibles concernant l'emploi des forces spéciales : le caractère parfois illégal, voire immoral, de certaines de leurs missions. Cette illégalité peut être tolérée par l'opinion

publique qui y voit une sorte de « légitime défense préventive », lorsqu'il apparaît clairement que de telles missions concourent à la survie de la Nation. Tel fut longtemps le cas pour Israël. Mais, à partir du moment où il apparaît clairement que la Nation n'est plus engagée dans un processus de survie, la population, comme la communauté internationale, n'est plus prête à fermer les yeux comme auparavant sur des méthodes d'action qui dérogent indubitablement aux principes fondamentaux de protection de la personne humaine et au respect des règles les plus essentielles du droit des conflits armés. Citons, pour exemple, l'exécution sommaire de prisonniers de guerre arabes par certaines unités spéciales israéliennes⁷, voire l'affaire des massacres des camps de Sabrah et Chatillah ; ces événements, désormais reconnus et assumés par les historiens israéliens eux-mêmes, ont suscité bien des remous à l'intérieur de la société israélienne. Et les vagues de doute n'ont fait que s'amplifier avec la répression des deux *Intifadas*. Car, quand les combattants ne sont plus convaincus d'agir pour une cause juste, utile, légitime et reconnue, ils perdent une grande part de leur efficacité. Ces références désormais incontournables de légitimité et de morale constituent donc clairement à l'heure actuelle l'une des contraintes les plus pesantes sur les forces spéciales israéliennes.

Là encore, il serait sain que l'arbre ne cache pas la forêt ! Il ne s'agit pas de réfuter en bloc toute allégation ou au contraire de verser dans une auto-flagellation masochiste, mais simplement de prendre acte des faits et de reconnaître qu'à partir du moment où le contexte a changé, où la « mondialisation » puritaine gagne du terrain, les méthodes d'emploi de la force, qu'il s'agisse ou non d'unités spéciales, doivent s'adapter à l'évolution des sociétés. Il ne s'agit pas de verser dans un angélisme béat, mais de constater que, sur le long terme, une bataille militairement gagnée au mépris des principes les plus évidents de la dignité humaine est bien souvent une bataille politiquement perdue d'avance ! Même lorsque l'adversaire n'hésite pas à recourir à des méthodes comparables ! Les Israéliens en font actuellement l'expérience...

Dans l'éternel débat entre technique et éthique, d'une part, entre efficacité et transparence, d'autre part, il est certain que les Israéliens avaient jusqu'à présent choisi la première solution. Sans doute à raison compte tenu de la situation « particulière » propre à leur société. Il n'empêche qu'Israël, malgré l'influence de ses lobbies, est désormais lui aussi confronté au phénomène de « Globalisation » qui s'empare de nos sociétés et de nos médias. Or, son approche télescope clairement les valeurs « politiquement correctes » que le nouvel Empire outre-Atlantique s'efforce de promouvoir par tous les moyens. Il est difficile de gagner sur tous les tableaux !

Un autre élément ne fait qu'amplifier le flou entourant les conditions d'emploi des forces spéciales israéliennes. Il s'agit des liens très ambigus qui unissent celles-ci avec le pouvoir. Ce phénomène est tout particulièrement visible ces dernières années : Ehud Barak n'a-t-il pas été le chef charismatique de la *Sayeret Mat'Kal* ? Et Ariel Sharon celui de l'« Unité 101 » ? (deux des unités les plus impliquées dans les opérations d'« élimination physique » des ennemis d'Israël). Or, ces deux Premiers ministres ont clairement reconnu avoir perpétré des assassinats et des actes de représailles dans le cadre de leurs fonctions au sein des forces spéciales, sans que cela soulève la moindre objection de la part de la société civile. Le contrôle qui s'exerce sur l'emploi des forces spéciales constitue donc un enjeu de pouvoir. Celles-ci ne sont certes qu'un outil, mais un outil de choix à la disposition de l'exécutif. Car il est bien clair que dans la plupart des cas, que ce soit en Israël où ailleurs, la décision d'emploi de ces forces relève *in fine* du Politique. Dans l'exemple israélien, vouloir aborder le sujet sans évoquer sa dimension politique constituerait donc un non-sens. Une telle décision implique de ce fait une parfaite maîtrise de la dimension médiatique.

⁷ Cf. les nombreux articles publiés en Israël par la mouvance des « nouveaux historiens », mais aussi l'article de Philippe Gélie : « Quand l'armée israélienne *liquidait* ses prisonniers », paru dans le *Figaro* n° 15862 du 18 août 1995, p. 4.

IMAGE ET MÉDIAS

Plus que jamais, les forces spéciales israéliennes sont confrontées à un défi majeur : le contrôle des populations civiles et l'impact que leur action entraîne dans les médias. On rejoint là les préoccupations des forces spéciales occidentales engagées depuis près d'une dizaine d'années dans des opérations de soutien de la paix, opérations aux contraintes multiples qui nécessitent le développement d'une véritable expertise dans le domaine des opérations psychologiques et des actions civilo-militaires, deux domaines dans lesquels les Israéliens semblent accuser un certain retard. Retard d'autant plus gênant que le milieu urbain constitue désormais clairement le lieu de prédilection d'engagement de ces forces spéciales, à tel point que l'on note un glissement vers un concept de forces davantage paramilitaires (incluant des policiers, des douaniers et des gardes-frontières) que militaires. De plus en plus, les unités spéciales de la police israélienne jouent ainsi un rôle déterminant sur ce terrain particulier.

À l'inverse, on remarque que, grâce à l'évolution technologique des armements, des missions qui relevaient jusque-là strictement des forces spéciales, telles que l'élimination de terroristes ou de personnes supposées telles, peuvent désormais être accomplies par des moyens militaires strictement conventionnels, je pense aux batteries d'artillerie ou aux hélicoptères de combat capables de « traiter » une cible désignée avec une précision effarante. On assiste donc à un mélange des genres qui ne va pas dans le sens de la clarification de la spécificité d'emploi des unités spéciales.

En tout état de cause, s'il y a bien un domaine dans lequel les forces spéciales israéliennes doivent désormais renforcer leur efficacité, c'est celui de l'image et de la communication ; la deuxième *Intifada*, avec son cortège d'images chocs et de commentaires à l'emporte-pièce nous le démontre tous les jours. Les Israéliens semblent en être désormais bien conscients, comme en témoignent à la fois leur effort relatif de « retenue » (notamment par l'emploi d'armes non létales et de règles d'engagement plus strictes), leur volonté d'être présents sur la scène médiatique⁸ et le soin tout particulier qu'ils apportent à la mise à jour régulière et à l'amélioration du site Internet de leurs forces de défense (www.idf.il)⁹. Le caméscope, l'ordinateur multimédia et la « toile » seraient-ils en train de détrôner le poignard, l'explosif et la mitrailleuse ?

Pour conclure, j'insisterai sur deux points qui me semblent devoir retenir l'attention : les forces spéciales israéliennes ont parfaitement assuré leur rôle essentiel de dissuasion pendant la première phase de l'histoire tourmentée de leur pays. Mais dès lors que cette mission de dissuasion n'a plus relevé de leur ressort exclusif et qu'Israël n'a plus été menacé dans sa survie physique, la banalisation de méthodes telles que l'assassinat, les représailles ou la destruction de biens civils s'est inscrite en décalage total avec les critères changeant d'une opinion publique certes volage, mais néanmoins très influente. On peut s'en réjouir ou le regretter, mais il est certain que la « raison d'État » recule à grands pas dans les sociétés qui se veulent démocratiques. Si elles veulent éviter la marginalisation, les forces spéciales israéliennes devront donc s'adapter et reforger une image positive correspondant à une société en pleine évolution, manifestement à la croisée des chemins.

⁸ Citons, à titre d'exemple, l'article publié en première page du *Monde* du 5 juin 2001, dans lequel Élie Barnavie, ambassadeur d'Israël en France, critique de manière virulente l'un des dessins du caricaturiste Plantu qui avait assimilé les kamikazes du Hezbollah ou du Hamas aux colons juifs ultra-orthodoxes.

⁹ Grâce notamment au recrutement de plusieurs centaines d'internautes et d'informaticiens professionnels.

ANNEXES

LES PRINCIPALES FORCES SPÉCIALES ISRAËLIENNES :

La *Sayeret Golani* constitue l'unité de reconnaissance de la 1^{re} brigade d'infanterie israélienne d'élite, qui a pour emblème un cèdre vert sur fond jaune (le jaune et le vert sont les couleurs de l'infanterie israélienne). Ses éclaireurs, surnommés les « Tigres volants », sont particulièrement aguerris au combat urbain et aux missions spéciales. Créée en 1948, cette unité s'est illustrée pendant la guerre des Six Jours en s'emparant de certaines positions clés sur le Golan, puis lors de la guerre du Kippour en reprenant le contrôle du mont Hermon. Elle fut également impliquée dans le raid sur Entebbe, puis dans l'opération *Litani*, en 1978. C'est toutefois en juin 1982, lors de l'opération *Paix en Galilée*, qu'elle accède à la notoriété en délogeant les *fedayins* palestiniens retranchés dans le château de Beaufort, puis en combattant dans Beyrouth assiégé.

La *Sayeret Givati* constitue l'unité de reconnaissance et d'éclairage de la 5^e brigade d'infanterie israélienne, qui a pour insigne un renard rouge lové autour d'un glaive, sur fond jaune, vert et bleu. C'est cette unité qui participa aux combats les plus féroces de la guerre d'indépendance. Ses Commandos se firent rapidement surnommer les « Renards de Samson ». En 1956, cette brigade fut dissoute et le nom de *Givati* fut transféré à la 17^e brigade de réserve. À la fin de la guerre du Kippour, les fantassins et les éclaireurs de cette unité tentèrent sans succès de s'emparer de la ville de Suez. Ils subirent de lourdes pertes et durent se replier dans des conditions périlleuses. L'opération *Paix en Galilée* ayant démontré le besoin, pour l'armée israélienne, de disposer de davantage de fantassins et de Commandos, la 5^e brigade d'infanterie d'élite *Givati* fut reformée en juin 1983. Dans sa nouvelle formule, elle se spécialisa dans les opérations amphibies. Pendant près de dix-sept ans, les *sayerot Givati* et *Golani* formèrent l'ossature des forces spéciales israéliennes engagées au Sud-Liban.

La *Sayeret Tzanhanim* regroupe depuis 1954 les meilleurs éléments des troupes parachutistes. Elle fait office d'unité de reconnaissance parachutiste et s'est spécialisée dans l'infiltration à longue distance par voie aéromobile. Cette unité symbolisée par un serpent ailé a conquis ses titres de gloire lors de l'assaut sur le col de Mitla pendant la campagne du Sinaï en 1956, puis lors de la prise de la vieille ville de Jérusalem, durant la guerre des Six Jours. C'est également elle qui fut engagée lors d'une mission spéciale visant la destruction d'un pont stratégique dans la profondeur du territoire syrien, pendant la guerre du Kippour, destinée à stopper l'arrivée de renforts blindés irakiens. Par la suite, les bérets rouges israéliens, spécialisés dans le combat urbain, ont été très largement utilisés dans la lutte contre l'*Intifada*. C'est cette unité qui avait été spécialement entraînée pour rechercher et détruire les Scud irakiens pendant la guerre du Golfe, à l'instar des SAS britanniques. Leur engagement dans ce conflit fut toutefois bloqué par le gouvernement israélien pour des raisons politiques.

Le *Kommando Yami* regroupe les nageurs de combat et constitue, à l'instar d'autres formations triées sur le volet, un réservoir de forces surentraînées utilisable par l'état-major général pour ses opérations spéciales. Son insigne représente un glaive et une ancre de marine, reposant sur des ailes de chauve-souris. Cette unité rattachée à la Marine, structurée suivant le modèle du SBS britannique, comprend plusieurs équipes spécialisées dans les différents types de missions. La formation spécifique des nageurs de combat dure vingt mois au cours desquels ceux-ci subissent un entraînement intensif, beaucoup plus sélectif que celui réservé aux parachutistes ou aux éclaireurs de la brigade *Golani*. Cet entraînement diversifié comprend aussi bien l'apprentissage des techniques de combat, de plongée et de sabotage, que celles liées au saut en parachute, à la survie en milieu hostile ou au pilotage de voitures rapides. C'est un détachement de cette unité qui, le 5 septembre 1997, tomba dans une embuscade au Sud-Liban, perdant treize hommes.

Le *Kidon* constitue le service spécial du Mossad responsable des actions clandestines, dont l'action est coordonnée par le *Komemiyut* (anciennement *Metsada*).

La *Sayeret Mat'Kal* correspond à un véritable « service action », agissant à la fois au profit des services de renseignements militaires (Aman) que du Mossad. Cette unité créée en 1957, l'une des plus secrètes de Tsahal, dépend directement de l'état-major général et a été impliquée dans la plupart des opérations spéciales avalisées par le gouvernement israélien. Cette unité, connue un temps sous l'appellation d'« Unité 269 », regroupe la fine fleur des membres des forces spéciales israéliennes¹⁰.

La *Sayeret Ha'Druhim* regroupe les Druzes volontaires pour effectuer leur service militaire au sein de Tsahal au sein d'une unité de reconnaissance spécialisée dans l'infiltration des milieux arabes. Ce sont des combattants de cette unité également connue sous le nom d'« Unité 300 » qui, pendant la guerre des Six Jours, se sont emparés de la ville de Jenine, en Cisjordanie, en se faisant passer pour des soldats irakiens.

Duvdevan et *Shimshon* ont été créées en 1988 par Ehud Barak, alors chef d'état-major adjoint, pour faire face à l'*Intifada*. Les membres de ces deux unités, tous arabisants, opèrent en civil au milieu de la population palestinienne. Ils ont largement contribué à la neutralisation des chefs historiques du Hamas et du Djihad islamique. Récemment, la crédibilité de *Duvdevan* a été entachée par une série de bavures et de tirs fratricides ayant entraîné la démission de son commandant.

QUELQUES OUVRAGES UTILES :

- Samuel KATZ, *Israeli Special Forces*, Motorbooks International Publishers & Wholesalers, Osceola (WI), USA, 1993 ; *Soldier Spies : Israeli Military Intelligence*, Presidio, Novato (CA), USA, 1992 ; *Guards without Frontiers : Israel's War Against Terrorism*, Arms and Armour Press, Londres, 1990 ; *Israeli Elite Units since 1948*, Osprey, Elite Series n° 18, Londres, 1988.
- Martin VAN CREVELD, *Tsahal : Histoire critique de la force israélienne de défense*, Éditions du Rocher, coll. « L'Art de la guerre », Monaco-Paris, 1998.
- Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1^{re} édition, 1997.
- Moshé BETZER et Robert ROSENBERG, *Le Commando secret*, Plon, 1996.
- Dan RAVIV et Yossi MELMAN, *Tous les espions sont des princes : la véritable histoire des services secrets israéliens*, Stock, 1991.
- Victor OSTROVSKY et Claire HOY, *Mossad. Un agent des services secrets israéliens parle*, Presses de la Cité, 1990.

Richard DEACON, *The Israeli Secret Service*, Sphere Books Limited, Londres, 1977.

¹⁰ Pour avoir un aperçu des faits d'armes attribués à la « Sayeret Mat'Kal », voir le fascicule de Samuel KATZ, *Israeli Elite Units*, Osprey, Elite series n° 18, Londres, 1988 p. 48-50, de même que l'ouvrage de Moshé BETZER et Robert ROSENBERG, *Le Commando secret*, Plon, 1996.

LES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES

PAR JEAN-PIERRE RENAUD

L'évolution et les changements des structures de l'armée espagnole ont souvent suivi ceux de l'armée française¹. Entre 1980 et 2001 (au 31 décembre), quatre plans² auront fait passer les effectifs des Forces Armées espagnoles de 300 000 à 180 000 hommes. Quelques mois après la déclaration du président de la République française annonçant son choix de la professionnalisation (février 1996), le Premier ministre espagnol, José María Aznar, proposait lors de son discours d'investiture du 3 mai 1996, la suspension du service militaire et la nécessité d'obtenir un consensus sur un nouveau modèle de Forces Armées. Le 20 décembre 1996, une directive de défense nationale (1/96) établissait les lignes directrices d'un programme de professionnalisation puis en 1998 la Chambre des députés et le Sénat approuvaient les modalités et délais nécessaires à cette professionnalisation, enfin le 18 mai de la même année (1998), la date de la fin du service militaire était arrêtée au 31 décembre 2002. Lors de son nouveau discours d'investiture du 25 avril 2000, Aznar annonçait l'intention de son nouveau gouvernement : la fin du service militaire sera avancée au 31 décembre 2001. Le 8 novembre 2000 le dernier tirage au sort pour les appelés (90 625) a eu lieu, plus de un million de jeunes³ passeront dans la réserve, c'est-à-dire ceux qui étaient toujours susceptibles d'être appelés en 2001, c'est-à-dire la totalité des sursitaires des années précédentes (861 743) auxquels se sont ajoutés les sursitaires de l'année 2000 (230 448) et les objecteurs de conscience (150 231). Le 31 mars 2001, les 663 derniers cadres appelés ont rejoint les Forces Armées pour un service de neuf mois (31 décembre 2001). Selon le ministre de la Défense : « Ce n'est pas seulement la substitution d'un service de conscription par un système de volontariat ; c'est avant tout, un changement dans la conception de défense, dans la culture qui affecte la relation entre le commandement et l'obéissance au sein des Forces Armées et un changement dans les rapports qui régissent l'armée et la société civile. » Quelques chiffres avant de passer aux forces spéciales : le nouveau format des Forces Armées espagnoles comprendra 100 000 hommes et femmes de troupe pour 49 171 cadres, en 1999, le nombre des demandes d'engagement a baissé de 25 % par rapport à l'année d'avant⁴, au 31 décembre 2000 la féminisation atteignait 11, 3 % et la demande d'engagement féminine 25 %. La professionnalisation des Armées espagnoles demeure un défi pour la société espagnole : en 2002, il faudra non seulement recruter 17 000 nouveaux engagés mais 13 000 de plus pour le renouvellement de ceux qui seront en fin de contrat, soit un effectif global de 30 000.

Pour les forces spéciales espagnoles, désormais professionnalisées ou en voie de l'être à de rares exceptions, l'historique vous montrera le chemin parcouru entre la création des premières unités des forces spéciales et la mise sur pied du Commandement des forces spéciales espagnoles, en annexe du texte vous trouverez toutes les filiations entre les unités depuis l'origine. Nous aborderons ensuite la composition et les missions générales du commandement des forces spéciales puis la doctrine d'emploi de ces unités, enfin l'instruction et l'entraînement avant de conclure.

¹ Après les créations de l'ALAT, de la FAR (1983), du commandement des forces spéciales, commandement de la doctrine, EMIA, côté français, leurs équivalents (approximativement) en Espagne, FAMET (*Fuerzas Aeromóviles del Ejército de Tierra*), FAR (*Fuerza de Acción Rápida*, 1992), MOE (*Mando de Operaciones Especiales*), MADOC (*Mando de la Doctrina*) et EMACON (*Estado Mayor Conjunto*).

² META (*Modernización del Ejército de Tierra*, 1980-1985), REORGANIZACIÓN (1985-1990), RETO (Défi, 1990-1995), NORTE (*Nueva Organización del Ejército de Tierra*, 1995-2000).

³ *Revista Española de Defensa*, novembre 2000, p. 12.

⁴ Peut-être dû à la guerre du Kosovo, à la diminution du chômage.

HISTORIQUE

C'est en 1956 que le premier cours de guérilla est créé. On connaît la légendaire résistance des Espagnols, leur histoire en témoigne, ils nous ont d'ailleurs transmis leur terme de *guerrilla*, terme que nous avons très durement expérimenté chez eux pendant la campagne d'Espagne de l'Empereur (1808-1812)⁵. En 1961, naissent les deux premières unités d'opérations spéciales (Ovieda, Orense). Entre 1965 et 1967, chaque brigade territoriale de défense opérationnelle du territoire (DOT), possède deux compagnies d'opérations spéciales auxquelles s'ajoutent une compagnie aux Baléares, deux compagnies aux Canaries, une à l'École militaire de montagne et d'opérations spéciales (EMMOE) et une à la Légion (UOEL). On atteint alors vingt-trois unités pour l'armée de terre. Le plan de modernisation META (*Modernización del Ejército de Tierra*) réduit le nombre d'unités tout en les regroupant au sein de groupes d'opérations spéciales (le GOE est l'équivalent d'un bataillon), à raison d'un groupe pour chacune des six régions militaires. Les compagnies des Baléares, des Canaries et de l'EMMOE sont maintenues. La compagnie d'opérations spéciales de la Légion se transforme en Bandera d'opérations spéciales (BOEL) c'est-à-dire en bataillon.

Entre 1961 et le plan NORTE (*Nueva Organización del Ejército de Tierra*), dernier plan de réorganisation de l'armée de terre espagnole, initié en 1995 et achevé en 1999⁶, tous les personnels de ces unités n'ont qu'un seul souci : acquérir leur indépendance. Ils l'obtiennent avec la création du commandement des opérations spéciales (MOE), en octobre 1997, définitivement mis sur pied le 1^{er} juillet 1998. Mais l'indépendance a un coût : seuls demeurent trois bataillons dont celui de la Légion (2 GOE, s, 1 BOEL) et une compagnie à l'EMMOE. Ce commandement est sous la dépendance directe du général commandant la Force de Manœuvre (FMA). Il est inclus dans les éléments organiques. Le bataillon des forces spéciales de la Légion (*BOEL XIX de la Legión*) semble être toutefois maintenu organiquement à la FAR bien que pour emploi au MOE.

LE COMMANDEMENT DES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES (MOE) : COMPOSITION ET MISSIONS

Il est composé :

– d'un état-major (*Jefatura*, à Jaca) aux ordres d'un colonel du corps général des armes, breveté forces spéciales, et comprenant l'état-major et proprement dit avec ses bureaux Rens/Opérations/Personnel-logistique/Trans/Santé et Habilitation, une compagnie de commandement et des services (*COE de Plana Mayor*) et une unité d'expérimentations (*Unidad Experiencias*) à quatre éléments spécialisés Air, Mer, Montagne et Opérations spéciales (organigramme) ;

– de trois groupes de forces spéciales : *Valencia III* (GOE III, à Valence), *Tercio del Ampurdán IV* (GOE IV, à Barcelone) et *Bandera cabo legionario maderal oleaga* de la Légion (BOEL XIX, à Ronda), ces trois unités sont du niveau bataillon à trois unités, commandement et services, reconnaissance spéciale, action directe (organigramme). Des études sont en cours pour regrouper l'état-major et les groupes des forces spéciales sur un même site.

⁵ « Tout en effet concourait à rendre cette campagne extraordinairement pénible, plus rude encore que celle dans le Tyrol en 1797, des places nombreuses, avec des fortifications modernes, un pays extrêmement vaste, en partie désert et sans ressources, de grandes forêts, peu de plaines et celles-ci ravinées profondément, un enchevêtrement de montagnes escarpées, de défilés et de précipices, de chemins ou de sentiers dangereux ; dans les régions cultivées, une population considérable, énergique, dure à la fatigue, belliqueuse, habituée aux armes, exécrant les Français. Des troupes irrégulières recrutées dans cette population, miquelets, somatens ou guérillas, faisaient une guerre atroce, guettant les isolés sur les routes, torturant les prisonniers, les blessés mêmes, avec des raffinements de cruauté, avant de les égorger. » in *Le lieutenant-général Delort d'après ses archives et les archives du ministère de la Guerre 1792-1815*, par L. Stouff, Paris, Berger-Levrault, 1906, 177 pages, p. 37.

⁶ L'armée de terre est passée de cinq divisions à une division, et de quinze brigades à huit, dont trois endivisionnées.

Ses missions sont les suivantes :

- commander les unités spéciales sous son commandement ;
- assurer le rôle de conseil technique dans le domaine de l’instruction et de l’entraînement de toutes les unités spéciales de l’armée de terre et contribuer à la programmation et au contrôle de l’exécution ;
- collaborer à la recherche, aux expérimentations et au développement des procédures et des matériels spécifiques à ces unités tout en dépendant dans ces domaines du commandement de l’entraînement et de la doctrine de l’armée de terre.

DOCTRINE D’EMPLOI DES FORCES SPÉCIALES

L’emploi des forces spéciales espagnoles depuis l’opération *Tempête du Désert* s’effectue toujours dans un cadre multinational. La nouvelle doctrine d’emploi des forces spéciales espagnoles a été élaborée à partir des caractéristiques du combat moderne liées à la disparition du front linéaire et à la multiplicité des théâtres d’opérations. L’utilité des forces spéciales a été démontrée compte tenu de leur rentabilité dans les actions indirectes et de l’action psychologique. Ces forces demandent des troupes motivées, très entraînées, pour être à même d’utiliser une technologie avancée nécessaire aux procédés de pénétration et d’extraction d’un territoire hostile par voie de terre, mer ou air. Cette doctrine regroupe classiquement, comme pour toute organisation d’une force, les chapitres suivants : concepts généraux, missions, organisation propre, commandement et contrôle, planification, exécution, logistique, instruction et entraînement. Les opérations dans lesquelles sont engagées les forces spéciales espagnoles comportent toujours un très grand risque non seulement pour les troupes elles-mêmes mais aussi pour l’État qui les a engagées car leurs implications politiques peuvent être très importantes. Elles sont effectuées avec des effectifs réduits, très spécialisés, pour une durée très limitée du fait de leur équipement léger et d’un soutien logistique délicat voire impossible. Plusieurs facteurs conditionnent leur emploi : l’état de l’opinion publique et l’importance des moyens de communication, la limite légale fixée par le pouvoir politique et celle des risques encourus en rapport avec les règles d’engagement communes aux pays concernés de l’alliance ou des traités en cours. Les missions de ces forces se déroulent dans un environnement géographique, politique et militaire qui ne se répétera pas, elles demandent par conséquent une planification rigoureuse de façon à sélectionner le personnel le plus adéquat.

Les forces spéciales espagnoles sont organisées organiquement suivant un schéma classique : des compagnies formant un bataillon, trois bataillons sous un commandement unique, du niveau de régiment. Néanmoins, dès que les unités sortent des phases de l’instruction et de l’entraînement et qu’elles doivent être engagées, elles sont alors organisées suivant une structure opérationnelle à la carte, ou modulaire pour utiliser le mot de notre temps. La compagnie (COE) est responsable de l’instruction et de l’entraînement des équipes de base constituées de six hommes pouvant agir par trois (équipes) dans le cadre de missions d’assistance militaire. Chaque équipe comprend : un chef de patrouille (capitaine ou lieutenant), un adjoint, topographe (sergent), un spécialiste armement/tireur d’élite, un spécialiste explosifs et destructions, un spécialiste transmissions et un spécialiste santé (un caporal-chef, un caporal et deux soldats). Le bataillon (GOE/BOEL) participe lui aussi à l’instruction et à l’entraînement mais assure également l’administration et le soutien logistique des compagnies pour les matériels spéciaux utilisés. Il est chargé d’installer la base opérationnelle nécessaire à l’action des patrouilles engagées. Dans cette base opérationnelle, nous trouvons un centre d’opérations, un centre de communications, une aire de poser pour hélicoptères et une zone vie à l’accès strictement réservé ; les sections de commandement des compagnies sont intégrées à la base opérationnelle. Le commandement des forces spéciales (MOE) coordonne l’entraînement, assure le conseil technique, la recherche et l’expérimentation des nouvelles technologies. Il détermine, au cas par cas, l’organisation opérationnelle des patrouilles à partir de l’équipe de base à laquelle il ajoute tel ou tel spécialiste pour constituer ce qui sera la patrouille définitive.

Les patrouilles organiques se transforment ainsi en patrouilles opérationnelles dites « patrouilles de reconnaissance spéciales » (PRE), « détachements de liaison des forces spéciales » (DENOE), « patrouilles de combat » (PATCOM) ou encore « patrouilles d'assistance militaire » (PAM). Il est aussi en mesure de fournir une cellule de commandement d'opérations spéciales pour le conseil technique d'emploi et la planification au niveau d'un grand commandement demandeur de forces spéciales, par exemple le corps d'armée ou tout commandement interarmées ou interarmées-combiné.

Les forces spéciales doivent être en mesure de développer des capacités d'action très performantes : riposte immédiate avec insertion par voie de terre, maritime ou aéroportée d'où la nécessaire aptitude parachutiste, action isolée dans la profondeur sur tout type de terrain quels que soient le milieu et les conditions climatiques, survie en territoire hostile, liaison à toutes distances, intégration dans tout commandement interarmées ou interalliés, combat et tir à courte distance avec une capacité de destruction très élevée, pilotages d'aéronefs et guidage de missiles intelligents, observation et identification des matériels, acquisition d'objectifs, instruction et conseil dans la lutte antiguérilla, etc. Pour toute mission, le commandement des forces spéciales élabore une directive où, pour le bataillon concerné (GOE/BOEL), il fixe l'effet à produire, le risque encouru, les restrictions, les mesures de coordination, le point de non retour, enfin le cadre dans lequel se déroulera cette mission c'est-à-dire la clandestinité totale ou partielle. La compagnie fournissant les patrouilles propose un ordre d'opérations qui devra être validé par le commandement des opérations spéciales, lequel transmet en même temps cette validation au Commandement du théâtre d'opérations. Dès la validation de l'ordre d'opérations, les patrouilles opérationnelles constituées s'entraînent et répètent l'action dans la partie de la zone opérationnelle réservée à cet effet et interdite à toute autre unité. Que ce soit pour la planification ou l'exécution, compte tenu de la dispersion des patrouilles engagées et de l'étendue de leur zone d'action, le système de commandement et de contrôle impose des liaisons sans faille entre la cellule de commandement d'opérations spéciales, le (ou les) centre(s) d'opération(s) des bases opérationnelles et les officiers de liaison des opérations spéciales détachés dans les états-majors ou inversement les officiers de liaison étrangers détachés sur les bases opérationnelles. Ces dernières doivent toujours être en mesure d'assurer le soutien direct des patrouilles engagées.

DE L'ENTRAÎNEMENT À LA SURVIE AUX OPÉRATIONS SPÉCIALES

Pendant toute la période où les unités des forces spéciales ont été alimentées par les appelés, tous volontaires, comme en France chez les parachutistes avant la professionnalisation, le rythme de l'instruction était de dix jours de sortie terrain par mois, avec le double objectif de poursuivre l'instruction de base et de continuer à connaître l'espace géographique qui correspondait à leur zone d'action temps de paix/temps de guerre. À partir de 1992, année de création des groupements d'unités des forces spéciales en voie de professionnalisation, l'instruction et l'entraînement vont être modifiés du fait du changement du concept des unités des forces spéciales : il fallait passer du concept d'unités conçues pour des opérations de guérilla et de contre-guérilla à des unités aptes à remplir les missions traditionnellement exécutées par les forces spéciales suivant le modèle américain employé au Vietnam. Dans cette optique, les Espagnols ont été intéressés par le programme de formation de l'école internationale des patrouilles de reconnaissance dans la profondeur (ILLRRPS⁷), en Allemagne, école fondée par la Belgique, la Hollande, le Royaume-Uni et l'Allemagne⁸, en 1977. Cette école se trouve actuellement à Pfullendorf, à 20 kilomètres au nord du lac de Constance. Très rapidement, elle est devenue un centre de formation spécialisé pour les pays membres de l'OTAN et chaque pays, en fonction des accords signés, fournit ou non des instructeurs et des stagiaires, organise au profit de l'ensemble des pays un exercice. L'Espagne participe aux

⁷ ILLRRPS : *International Long Reconnaissance Patrols School*.

⁸ Fondée à Neuhausen (1977) puis installée à Weingarten (1980) et, depuis 1997, à Pfullendorf, au sud de Stuttgart.

exercices (par exemple, *Schinderhannes 94*, en Allemagne) et aux réunions du groupe de travail de cette école, elle sollicite des visites pour ses officiers des forces spéciales, elle a envoyé un observateur pendant trois mois, en 1999⁹.

Cependant, le nombre de missions étant plus grand et les missions plus diversifiées, la spécialisation est devenue incontournable pour certaines unités. L'orientation des unités devait se faire au bénéfice de structures de commandement complexes, nationales ou internationales. Tous les groupes des forces spéciales regroupés sous le commandement du Quartier général de la force de manœuvre, un groupe de travail fut créé en 1996 sous la direction du général adjoint au commandant de la force de manœuvre (FMA) pour maintenir chaque unité disponible en permanence tout en dispensant une instruction la plus large possible. L'instruction est désormais scindée en plusieurs phases :

- celle de l'instruction de base commune à toutes les unités de l'armée espagnole¹⁰, d'une durée de dix à douze semaines ;
- celle de l'instruction de base des unités des forces spéciales, décomposée elle-même en trois modules (combat, topographie, survie) d'une durée de douze semaines.

Ces deux phases se déroulent à l'École militaire de montagne des unités des forces spéciales, seule école à délivrer le diplôme du cours élémentaire des forces spéciales. À l'issue de cette formation, il s'agit de préparer le combat des forces spéciales au sein d'une patrouille en fonction des aptitudes de chacun. Une nouvelle phase de formation commence, spécifique aux forces spéciales¹¹, d'une durée de deux mois (dix semaines), c'est l'apprentissage des procédés d'action des patrouilles. Elle se subdivise en deux périodes de cinq semaines :

- celle de la formation au renseignement, à base de cours de transmissions (CBT¹²) et d'identification des matériels (CEIM¹³) ;
- et celle de la formation au combat en patrouilles incorporant le combat en zone urbaine et l'emploi des explosifs.

C'est à l'issue de cette formation que les engagés sont ventilés vers les compagnies des forces spéciales (COES) où ils complèteront leur formation. Leur emploi du temps est désormais lié aux exercices de longue durée, aux manœuvres et aux échanges internationaux, ainsi qu'aux missions de courte durée, au titre de l'ONU ou de l'OTAN. Après huit mois de formation, les engagés sont affectés à un poste pour lequel ils vont définitivement être formés.

Indépendamment de ces exercices de longue durée ou des missions de courte durée, les forces spéciales ont maintenu la fréquence de dix jours sur le terrain par mois, quelle que soit la mission programmée. L'ambiance tactique est la survie, c'est-à-dire une vie en campagne basée sur la pêche (la chasse étant théoriquement interdite pour protéger la faune), la confection de son pain, la filtration de son eau, la récolte des plantes comestibles, etc. ; les hommes tournent dans les différents ateliers pour acquérir ces savoir-faire de survie.

La doctrine des forces spéciales doit permettre une interopérabilité entre les forces spéciales des trois Armées (terre, air, mer) et les forces alliées occidentales. Décidé au plus haut niveau, l'emploi de ces forces devrait bénéficier d'une chaîne de commandement, la plus directe possible, en évitant les états-majors intermédiaires et en affectant un conseiller technique du commandement des forces spéciales auprès du commandement du théâtre ou de la zone d'opérations. Ce conseiller technique sera chargé de fixer les missions pour ces forces spéciales.

⁹ « La Escuela Internacional de Patrullas de Largo Alcance » (ILRRPS) par le commandant Cándido Alonso DIEZ in revue *Ejército*, septembre 1999, p. 61-66.

¹⁰ Elle est comparable à notre FETA.

¹¹ PESC : *Período Específico Común*.

¹² CBT : *Curso Básico de Transmisiones*.

¹³ CEIM : *Curso Elemental de Identificación de Material*.

Le coût de la haute qualification de ces troupes et dont les effectifs sont par conséquent réduits, impose lorsqu'il s'agit de détruire des objectifs très importants de privilégier les techniques de guidage des missiles intelligents comme des avions d'appui au sol.

Dans le cadre des missions de maintien de la paix, les forces spéciales espagnoles ont été utilisées en Guinée, en Angola, en Amérique centrale (Salvador et Nicaragua), au Kurdistan comme en Bosnie-Herzégovine (UNPROFOR, IFOR, SFOR). Après sa participation avec succès, en République tchèque, à l'exercice *Co-Operative Guard 99* (24/05-4/06/1999), le commandement des forces spéciales espagnoles a organisé, du 27 septembre au 7 octobre de la même année, son propre exercice *Audacia 99*, soit moins de quinze mois après sa création (1^{er} juillet 1998), avec la participation du 13^e RDP (France), du centre d'instruction des opérations spéciales (CIOE) portugais et d'observateurs argentins, américains et italiens. Le chef d'état-major interarmées espagnol a conclu, lors de cet exercice, que la planification initiale d'un tel exercice mobilisant des moyens « air » (19 hélicoptères, deux transports aériens, une patrouille de chasse et un avion de reconnaissance) et « marine » (deux bâtiments dont un sous-marin) aurait imposé la représentation de ces deux Armées dès le début de la planification de cet exercice, l'état-major interarmées (EMACON) y veillera pour l'exercice de 2001 ; il a également confirmé la possibilité de créer un commandement des opérations spéciales au niveau interarmées. Lors de l'exercice *Audacia 99*, les deux autres Armées ont largement participé en fournissant des éléments de l'escadrille de sapeurs parachutistes (EZAPAC¹⁴) et de l'escadrille de soutien au déploiement aérien (EADA¹⁵) pour l'armée de l'air, de l'unité des forces spéciales de la brigade d'infanterie de marine (UOE/BRIMAR) et de l'unité des nageurs de combat pour la marine (UEBC¹⁶), les forces aéromobiles (FAMET) ont fourni la majeure partie des hélicoptères (bataillons d'hélicoptères de manœuvre n° III et IV, BHELMA III, IV, bataillon d'hélicoptères de transport n° 5, BHELTRA V, bataillon d'hélicoptères d'attaque, BHELA).

Lorsque leur modernisation sera achevée, les objectifs donnés à ces forces ne pourront être que stratégiques : il sera hors de question de leur confier des missions susceptibles d'être remplies par d'autres forces conventionnelles. Selon la devise des forces spéciales espagnoles, si *Los guerrilleros no mueren, se reagrupan en el infierno* (Les guérilleros ne meurent pas, ils se regroupent en enfer), en attendant, leurs effectifs sont au plus juste, semble-t-il 515 hommes au total¹⁷, il y a donc lieu de les économiser.

LES COES

(lieu de création, année, nom)

COE 11 Madrid, 1969, Juan Palareas, avec le Regimiento Inmemorial n° 1, intègre le GOE I en 1979.

COE 12 Plasencia (Cáceres), 1969, Isidro Mir, avec le Regimiento Órdenes Militares n° 37, intègre le GOE le GOE I en 1979.

COE 21 Tarifa (Cádiz), 1969, Julián Sántchez, avec le Regimiento Álava n° 22, intègre le GOE II en 1985.

COE 22 Huelva, 1969, Miguel de Quero, avec le Regimiento Grabnada n° 36, intègre le GOE II en 1985.

¹⁴ EZAPAC : *Escuadrilla de Zapadores Paracaidistas*.

¹⁵ EADA : *Escuadrilla de Apoyo al Despliegue Aéreo*. Sa mission est d'appuyer le déploiement des unités aériennes en leur assurant une défense antiaérienne à courte portée (section SHORAD), une défense terrestre et NBC et la récupération des pilotes (section STO) et l'appui au transport aérien militaire et le soutien général (section appui).

¹⁶ UEBC : *Unidad de Buceadores de Combate*.

¹⁷ « El MOE y Audacia 1999 », organigramme n° 3 : participants à l'exercice *Audacia 99* par le lieutenant-colonel Mariano Bayo de La Fuente (Breveté) in revue *Ejército*, mars 2000, p. 76-77.

COE 31 Alicante, 1969, Milans del Bosch, avec le Regimiento San Fernando n° 11, intègre le GOE II en 1985.

COE 32 Paterna (Valencia), 1969, El Cid, intègre le GOE III en 1984.

COE 41 Bacerlona, 1966, Barón de Eroles, avec le Regimiento Jaén n° 25, intègre le GOE IV en 1987.

COE 42 Tarragona, 1969, General Cabrera, avec le Regimiento Badajoz n° 26, intègre le GOE IV en 1987.

COE 51 Zaragoza, 1969, Espoz y Mina, avec le Regimiento Las Navas n° 16, dissous en 1957.

COE 52 Barbastro (Huesca), 1969, Pedro Villacampa, avec le Regimiento Babastro n° 43, dissous en 1987.

COE 61 Burgos, 1968, Jéronimo Merino, avec le Regimiento San Marcial n° 7, intègre le GOE V en 1986.

COE 62 Bilbao, 1967, Mariano Renovales, avec le Regimiento Garellano n° 45, intègre le GOE V en 1986.

COE 71 Oviedo, 1962, Juan Díaz Porlier, avec le Regimiento Milán n° 3, dissous en 1988.

COE 72 Gijón, 1965, Pelayo, avec le Regimiento San Quintín n° 32, dissous en 1988.

COE 81 Orense, 1962, Viriato, avec le Regimiento Zamora n° 8, intègre le GOE VI en 1988.

COE 82 El Ferrol, 1969, Pablo Morillo, avec le Regimiento Mérida n° 44, intègre le GOE VI en 1988.

COE 91 Granada, 1969, Fernández Cañas, avec le Regimiento Córdoba n° 10, dissous en 1985.

COE 92 Ronda (Málaga), 1969, General Castaños, avec le Regimiento Ceuta n° 54, dissous en 1985.

COE 101 Palma de Mallorca, José Manso, avec le Regimiento Palma n° 14, devient COE n° 7 en 1988, dissous en 1996.

COE 102 Santa Cruz de Tenerife, 1969, Indíbil, avec le Regimiento Tenerife n° 49, devient COE n° 81 en 1988, dissous en 1996.

COE 103 Las Palmas de Gran Canaria, 1976, Mandonio, avec le Regimiento Canarias n° 50, devient COE 82 en 1988, dissous en 1996.

COE de la EMMOE Jaca (Huesca), 1981, dissous en 1991, recréé en 1993, dissous en 1996.

UOE de la Legion Ronda (Málaga), 1981, avec le Tercio de la Legion n° 4, intègre la BOEL en 1985.

LES GOES

GOE I Órdenes Militares Madrid, 1979, COES 11 et 12 + UOE 13 et une UCS créées, dissous en 1996.

GOE III Levante Alcoy, 1984, COES 31 et 32 + une UCS, devient Valencia et rejoint Alicante.

BOEL Maderal Oleaga¹⁸ Ronda (Málaga), 1985, UOEL + 2 UOEL et une UCS créées.

GOE II Santa Fe Granada, 1985, COES 21 et 22.

GOES V San Marcial Burgos, 1986, COES 61 et 62, dissous en 1996.

GOE IV Almagóvares Barcelona, 1987, COES 41 et 42, devient Tercio del Ampurdán en 1996.

GOE VI La Victoria La Coruña, 1988, avec les dissolutions des COES 71, 72, 81 et 82, dissous en 1996.

¹⁸ *Cabo legionario.*

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE :

- « El MOE y Audacia 1999 », in *Ejército*, mars 2000.
- « Survive to operate », in *Revista de Aeronáutica y Astronáutica*, novembre 2000.
- « La Escuela Internacional de Patrullas de largo Alcance » (ILRRPS), in *Ejército*, septembre 2000.
- « Operaciones especiales conjunto combinadas », in *Revista Española de Defensa*, octubre 1999.
- « El Mando de Operaciones Especiales », in *Ejército*, janvier-février 1999.
- « Las Unidades de Operaciones Especiales en las Misiones de Apoyo a La Paz », in *Ejército*, juillet-août 1998.
- « Defensa preventiva y Fuerzas de Operaciones Especiales. Una lectura española », in *Ejército*, mai 1998.
- « Unidades de operaciones especiales con personal de reemplazo », in *Ejército*, septembre 1995.
- « La Escuela Militar de Montaña y Operaciones Especiales 50 aniversario », in *Ejército*, mai 1995.
- « Exercice Schinderhannes 94 », in *Ejército*, février 1995.
- « Combatir bajo el agua. Un aspecto más de las Operaciones Especiales », in *Ejército*, avril 1993.
- « Prueba de infiltración para patrullas de unidades de operaciones especiales », in *Ejército*, novembre 1992.
- « Interesan las UOE, s ? », in *Ejército*, mai 1992.
- « Las unidades de operaciones especiales, en la defensa de archipiélagos », in *Ejército*, août 1991.

LES FORCES SPÉCIALES SUD-AFRICAINES (1969-1990)

L'AFRIQUE AUSTRALE EN GUERRE

PAR ANTOINE ROZÈS

Le destin des forces spéciales sud-africaines est étroitement associé à une extraordinaire détérioration de la situation politique, militaire et stratégique, tant sur un plan national, régional, qu'international de l'Afrique du Sud. À partir de 1975, le régime afrikaner connaît sa plus grave crise depuis plus de soixante-dix ans. Le pouvoir blanc est soumis à une pluie constante de condamnations de la communauté et des instances internationales, tant pour sa politique à l'égard des populations noires que de sa politique régionale. C'est dans le contexte troublé des dernières indépendances africaines et de l'agonie des régimes blancs que les actions des forces spéciales prennent toute leur dimension.

Les forces spéciales deviennent *de facto* un instrument de premier plan à la disposition du pouvoir sud-africain, intimement lié à la politique extérieure de Pretoria. Leurs champs d'action sont les zones de crise et les conflits limités qui vont se multiplier en Afrique australe. Pourtant, rien ne prédisposait Pretoria à développer des forces spéciales et surtout à les engager aussi intensivement et longuement dans des conflits régionaux de basse intensité au cœur de l'Afrique australe. Leur création reste donc tardive. Dans les années 1950, conformément à la doctrine stratégique en vigueur à Pretoria, l'armée est théoriquement prête à participer à un conflit conventionnel en tant que force d'appoint dans le cadre d'une alliance avec le Royaume-Uni. La SADF¹ est une Armée aux effectifs modestes, aux matériels désuets et constitue une force essentiellement défensive. À partir des années 1960, l'Afrique de l'Ouest et centrale connaissent des indépendances pacifiques ou tumultueuses. Plus près géographiquement, le vent du nationalisme noir souffle aussi. Les luttes de libération commencent en Afrique australe en Angola, au Mozambique, en Namibie, en Rhodésie et aussi en Afrique du Sud même où des troubles intérieurs sérieux éclatent. Si Pretoria est attentive à cette évolution, le danger ne paraît pas encore prégnant. Une modernisation des matériels est entreprise, mais l'armée, assoupie par des années de léthargie, ne sort pas véritablement de sa torpeur. Les doctrines de combat ne sont pas dépoussiérées. En 1966, les premiers incidents armés opposent les forces de sécurité, la *South African Police* (SAP), aux nationalistes de la *South West Africa People's Organisation* (SWAPO²) qui viennent d'engager concrètement la lutte Armée en Namibie, considérée comme la « cinquième province de l'Afrique du Sud ». Tandis que la guerre continue dans les provinces africaines du Portugal, frontalières de l'Afrique du Sud ou de la Namibie, la situation des nationalistes est excessivement difficile. En 1968, la SAP combat en Rhodésie, en soutien du régime blanc de Ian Smith.

LES ORIGINES

L'Afrique du Sud, sous la direction du pouvoir afrikaner, s'est isolée de la scène internationale continentale. En mai 1960, elle s'éloigne aussi du Royaume-Uni. En 1969, les Sud-Africains sont sollicités par les insurgés biafrais, alors dans une situation difficile. La sécession biafraise demande un soutien militaire logistique, matériel et technique. Sur un plan militaire, il s'agit de former, dans le plus grand secret, les indépendantistes nigériens à la guérilla, alors une mission

¹ South African Defence Force.

² La branche armée de la SWAPO s'appelle *People's Liberation Army of Namibia* (PLAN).

classique de forces spéciales, mise en œuvre par le groupement de Commandos mixtes aéroportés (GCMA français) en Indochine et par les Américains au Vietnam. À cette date, aucune unité de ce type n'existe en Afrique du Sud. La poignée d'hommes qui participent à cette opération sur le territoire nigérian constitue l'embryon des forces spéciales sud-africaines dans les années suivantes. Pour les militaires et le pouvoir sud-africain, c'est une première. Et un double succès, à la fois technique et diplomatique. La portée de cette action clandestine est politique. Il n'y a aucun enjeu stratégique pour Pretoria. Cet engagement éloigné de son sol oppose indirectement le pouvoir afrikaner à Londres et à Moscou. Il amène aussi les Sud-Africains à entrer dans une coalition informelle avec la France et le Portugal, qui soutiennent activement la sécession des Ibos. Et, surtout, Pretoria, capitale de l'Apartheid, se rapproche ainsi de certains États francophones d'Afrique noire, comme le Gabon ou la Côte-d'Ivoire. Pretoria vient d'établir un pont avec l'Afrique de l'Ouest. Ces liens perdurent. On retrouve Pretoria et ces États avec d'autres aux côtés de l'UNITA en 1975.

Les forces spéciales naissent en Afrique du Sud dans un pays en paix, contrairement à leurs prédécesseurs britanniques du SAS. Le capitaine Jan Breytenbach³, un parachutiste, est le père fondateur des forces spéciales sud-africaines. En 1970, satisfait des résultats obtenus dans cette opération extérieure, le pouvoir politique donne le feu vert pour la mise sur pied d'une unité, malgré les réticences de la hiérarchie militaire. Une douzaine d'hommes sont sélectionnés, dont un tiers ayant participé aux opérations du Biafra. Un officier rhodésien, qui a servi dans les *Malayans Scouts* et au SAS en Rhodésie, participe au développement de cette nouvelle unité.

La formation est double, et comporte un volet aéroporté et un volet nautique. Méthodes et doctrines d'emploi sont directement inspirées des enseignements et des expériences des SAS britanniques et rhodésiens, à ceci près qu'une formation complète de type nageur de combat est aussi dispensée. Il en est de même pour les actions et le style de missions qui sont envisagées pour l'unité. Les plongeurs de la marine de guerre, la *South African Navy* (SAN), forment les hommes sur une base navale en Afrique du Sud. Les Français apportent aussi leur savoir-faire. Les stagiaires sud-africains sont instruits en Corse. Un nom est trouvé, *Reconnaissance Commando Regiment*, en abrégé les *Recce*. Il sera officialisé le 1^{er} octobre 1972. « Régiment » est d'ailleurs un terme impropre, car il y a alors moins d'une centaine d'hommes dans ses rangs. Au fil des créations et des dissolutions, ces unités sont numérotées de 1 à 7 ; certaines ont une existence très éphémère.

LES PREMIÈRES MISSIONS

En 1971, les forces spéciales se déploient en Namibie, en soutien de la SAP aux prises avec la SWAPO, dans la zone frontière Est. Ce mouvement nationaliste namibien mène, depuis l'été 1966, une guérilla de très faible intensité. Il lance des incursions, pose des mines dans la bande de Caprivi, depuis l'Angola, mais surtout depuis la Zambie, qui les accueille et les protège. Cette première mission opérationnelle consiste à observer clandestinement les mouvements et à estimer le potentiel militaire de la SWAPO en territoire zambien. Les *Recce* ne tardent cependant pas à modifier la situation. Ils s'infiltrèrent en Zambie, tendent des embuscades meurtrières contre la SWAPO, minent les routes utilisées par les guérilleros namibiens et s'en prennent aussi ponctuellement à la *Zambian National Defence Force* (ZNDF). Ils augmentent encore la pression politique sur le pouvoir zambien en instruisant les membres du *Barotse Liberation Movement*, un mouvement d'opposition au régime Kaunda, dont ils forment le bras armé. En 1972, une opération sensiblement différente – dans sa forme, mais pas dans sa finalité – est lancée. Il s'agit d'appuyer secrètement les Portugais engagés dans la guerre coloniale au Mozambique. Les Sud-Africains viennent frapper les bases arrière du *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO) installées en Tanzanie. Après un périple de centaines de miles nautiques à bord d'un sous-marin, les nageurs de combat conduisent de nuit une série de spectaculaires actions de sabotage contre la capitale tanzanienne, Dar Es-Salaam. Cette

³ Son frère est un écrivain célèbre et un opposant déterminé au régime de l'Apartheid.

deuxième mission a une finalité plus politique que militaire. Les Sud-Africains veulent surtout peser sur le régime de Julius Nyerere. Mais, sur le plan militaire, cette opération démontre déjà la capacité de projection et le potentiel de Pretoria, unique en Afrique, à frapper durement ses adversaires au travers de ses forces spéciales.

Au fur et à mesure que la situation stratégique et politique de l'Afrique australe se dégrade, une stratégie globale de frappes de représailles ou préventives incisives est mise en œuvre. Les forces spéciales conduisent des opérations militaires directes ou indirectes contre les adversaires de l'Afrique du Sud, États ou groupes, qui se sont lancés dans la lutte Armée. Des nombreuses opérations spéciales, préparées avec minutie et des risques calculés, touchent les mouvements insurgés ou les régimes hostiles. Les actions de choc et les opérations non conventionnelles se succèdent. Les frappes directes visent les guérilleros, leurs bases, leur infrastructure logistique établies dans la sécurité relative des pays d'accueil. Les forces Armées nationales du pays hôte sont aussi des objectifs potentiels. Cibles à forte signification politique, les dirigeants des mouvements insurgés et l'organisation politico-administrative sont visés en priorité. Les infrastructures économiques, stratégiques, telles que les raffineries, les centrales électriques, les ponts et autres ouvrages d'art, voies ferrées, navires dans les ports, avions de combats sur leurs bases sont aussi attaqués par les Commandos sud-africains⁴. Une tâche que conduisent aussi des groupes rebelles ou insurgés avec l'appui de Pretoria, car les frappes indirectes constituent le deuxième volet de l'action des forces spéciales. Pretoria apporte un soutien technique et militaire concret aux divers mouvements rebelles locaux. Les hommes des forces spéciales font office d'instructeurs, de conseillers militaires, voire d'encadrement de guérillas alliées qui déstabilisent les régimes hostiles à Pretoria. Certains de ces mouvements seront des forces déléguées, d'autres des alliées au sens strict du terme. Dans bien des pays, indépendants ou non, des hommes vont récuser les fragiles pouvoirs en place, souvent extrêmement autoritaires. Une tendance qui se confirme par la suite des événements, un peu partout en Afrique australe, et dont les Sud-Africains exploitent amplement les ressources. Les forces spéciales constituent alors un outil militaire d'un niveau incomparable sur le continent. Ils sont exceptionnels à plus d'un titre. Le rare degré de professionnalisme est dû à une série de facteurs tels qu'une sélection attentive et soigneuse, un entraînement adapté et poussé. Les soldats des forces spéciales ont, de plus, une grande expérience du feu. Durant l'instruction, les hommes évoluent dans des zones où les contacts avec l'ennemi sont fréquents.

Au-delà de la rigueur et de la méthode avec lesquelles les forces spéciales opèrent, elles disposent d'un autre atout par rapport à leurs adversaires africains. Les forces spéciales sont appuyées par une aviation et une marine de guerre modernes et supérieurement entraînées, à l'image de l'ensemble des forces Armées sud-africaines. Ces soldats disposent donc, outre de systèmes de communications performants, d'une logistique parfaitement organisée, de moyens aériens et maritimes aéronefs et navires, hélicoptères, C 130, C 160, vedettes, bâtiments de surface et sous-marins. Souvent parachutées, hélicoptérées, ou à bord de véhicules tactiques, ou encore utilisant des vecteurs marins, les forces spéciales font la preuve de leur aptitude à frapper fort et loin de l'Afrique du Sud, et ce jusqu'aux confins de l'Afrique centrale. L'existence de ce genre de missions complexes et périlleuses est révélée lors de l'échec de l'une d'entre elles dans le Nord de l'Angola en 1985. Il n'y a pas de sanctuaire en Afrique australe pour les ennemis de Pretoria quels qu'ils soient, jusqu'à la paix.

La très forte volonté d'un régime acculé, mais déterminé à lutter pied à pied et qui est convaincu que la défense du pays doit aller bien au-delà du *laager* symbolique des frontières nationales, est aussi un autre élément moteur dans l'histoire opérationnelle des forces spéciales. L'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, subissent à des degrés divers de sévérité et de fréquence les coups de main des forces spéciales. Car, au final, les buts de guerre poursuivis par Pretoria sont très politiques. Affaiblir la puissance militaire des mouvements insurgés, tels que la SWAPO, est un premier objectif pour l'Afrique du Sud.

⁴ Il faut entendre « commando » au sens moderne du terme.

Pretoria veut les marteler suffisamment pour les contraindre à composer. De même, Pretoria s'efforce d'amener les régimes à réduire ou à cesser leur soutien aux groupes en lutte contre le régime sud-africain en les punissant durement. Les forces spéciales effectuent ces pressions militaires clandestines auxquelles s'ajoutent parfois, comme en Angola, des opérations conventionnelles de grande envergure. En ruinant l'économie de ses adversaires d'abord par ces opérations spéciales, Pretoria épuise plusieurs pays de la région. L'Angola en premier lieu, puis le Mozambique, paient au prix fort leurs soutiens à la SWAPO ou à l'*African National Congress* (ANC).

LE CHAMP DE BATAILLE

Les colonies portugaises voisines sont des positions stratégiques majeures pour Pretoria. L'Afrique du Sud, prisonnière de sa géographie, ne pouvait que s'intéresser à la situation dans l'ensemble de l'Afrique australe. La « Révolution des œillets », qui a lieu à Lisbonne en avril 1974, est un coup de tonnerre dans un ciel presque serein et, surtout, son issue, le désengagement du Portugal de la scène africaine, est un renversement de situation inattendu pour Pretoria. Le soudain effondrement portugais prive l'Afrique du Sud d'un glacis protecteur. Il va entraîner l'ouverture d'un front extérieur alors que, depuis des années, l'ANC lutte sur le front intérieur, sans véritable succès, mais avec acharnement. L'indépendance des colonies portugaises est le détonateur de près de quinze années d'opérations militaires et de nombre d'opérations spéciales continues dans lesquelles ces Commandos sont le fer de lance de l'armée et de la politique de Pretoria. La frontière namibo-angolaise et l'Angola sont le principal champ d'action des forces spéciales, bien qu'elles aient eu à conduire des opérations diverses dans la plupart des pays de la région, notamment au Mozambique.

En mai-juin 1974, les forces spéciales, immédiatement disponibles et d'une grande flexibilité opérationnelle, commencent à conduire des reconnaissances clandestines dans le Sud-Angolais. Elles évoluent à bord de Land Rovers équipées de mitrailleuses, ce qui donne à ces détachements un peu l'allure des patrouilles des SAS en Libye. Leur ennemi est la SWAPO, mais les guérilleros angolais de tous bords sont potentiellement hostiles⁵. Le 23 juin, les forces spéciales enregistrent le premier mort en opération de leur histoire, au cours d'un contact avec la SWAPO lors d'une de ces patrouilles. D'ores et déjà, la situation de chaos politique qui se dessine en Angola, encore sous administration portugaise, pousse un nombre de soldats lusophones, blancs, métis, noirs, à trouver refuge en Afrique du Sud. Quelques-uns sont admis dans les forces spéciales après sélection. Leur maîtrise du portugais et des langues locales est fort utile pour la suite des opérations. Après l'échec de l'intervention sud-africaine en octobre 1975, connue sous le nom de *Savannah*, il en est de même, mais à une plus grande échelle. En 1980, d'autres viennent de Rhodésie, dont beaucoup d'ex-membres des SAS, *Grey Scouts* ou *Selous Scouts*.

Lorsque les Sud-Africains lancent l'opération *Savannah* en 1975, l'Angola est déjà déchiré par la guerre civile depuis plusieurs mois. Les Sud-Africains entrent en guerre en 1975, par et pour la Namibie. L'Afrique du Sud souhaitait voir s'établir en Angola un régime neutre qui ne se mêlerait pas de la « question namibienne ». Pretoria redoute que l'accession possible d'un Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) révolutionnaire à Luanda, allié à Cuba et à Moscou, ne menace gravement la Namibie en dynamisant la lutte de la SWAPO. L'engagement opérationnel des Sud-Africains en Angola est, en premier lieu, l'avatar militaire imprévu de la politique de maintien de l'ordre appliquée par Pretoria en Namibie. Cette intervention militaire est marquée par une cascade d'erreurs politiques et de communication. Elle se conclut par un fiasco retentissant, mais trompeur. Cet échec donnera à penser à tort que Luanda a battu militairement l'Afrique du Sud.

⁵ A l'origine, MPLA, FNLA, UNITA sont toutes hostiles aux Sud-Africains. Des combats opposeront l'UNITA et des groupes dissidents durant cette période d'incertitude. À cette date, la SWAPO et l'UNITA sont alliées depuis une dizaine d'années.

À l'issue de l'indépendance, les conseillers soviétiques et les troupes cubaines sont implantés en Angola. Avec l'effondrement politico-militaire des rivaux du MPLA, ce dernier paraît solidement installé au pouvoir et le pays semble apaisé. Pour les nationalistes namibiens, la situation stratégique change du tout au tout. Jamais la SWAPO n'a été autant en position de force, mais la confrontation militaire d'envergure n'a pas encore véritablement commencé avec Pretoria. Durant *Savannah*, les forces spéciales n'ont joué qu'un rôle militaire secondaire. Il s'agit de reconnaissances et de l'encadrement des unités du Front National de Libération de l'Angola (FNLA) et de l'UNITA qui fournissent l'infanterie légère qui accompagne les AML⁶ de Pretoria dans leur fulgurante avancée. Cette opération militaire peut être considérée comme classique, si ce n'est qu'elle est tenue secrète. Une fois dévoilée, elle suscite une onde de choc sur le plan diplomatique et un déluge de condamnations tel qu'elle doit être immédiatement suspendue. L'opinion publique sud-africaine elle-même apprend tardivement que des troupes sont engagées sur plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur de l'Angola, créant un malaise politique considérable. Devant la perspective de combats meurtriers et de lourdes pertes en vie humaines, le pouvoir politique limite la liberté d'action des militaires. En l'occurrence, pour la minorité blanche, la question des pertes est un sujet excessivement sensible. Les pertes sont dérisoires, eu égard à l'ampleur de l'opération. À cette occasion, les dirigeants de l'Afrique du Sud découvrent, abasourdis, que leur régime est paria sur la scène internationale pour cause d'Apartheid. Les cercles du pouvoir sud-africain développent rapidement une logique d'assiégé et le pays se transforme en État-garnison. La haute hiérarchie militaire accède un peu plus tard au pouvoir politique derrière l'ancien ministre de la Défense, P. W. Botha. Elle met en place la stratégie totale destinée à lutter par tous les moyens contre l'ensemble des menaces qui pèsent sur le régime. Les leçons ont été tirées à divers niveaux de la débâcle politique de *Savannah*. Elles sont un plaidoyer pour les actions spéciales et ouvrent la voie à l'essor des forces spéciales. Le recours aux forces spéciales offre énormément d'avantages au pouvoir sud-africain. Il permet de faire l'économie de l'engagement de forces régulières dites « classiques », toujours voyantes, et dont l'emploi a un coût politiquement et diplomatiquement insupportable en 1976. Tel n'est pas le cas avec les forces spéciales, dont les actions sont par vocation discrètes. Combattants de l'ombre, leurs actions souvent secrètes permettent de frapper des cibles ou des points sensibles chez les adversaires en évitant d'en faire endosser la responsabilité politique à Pretoria. Militairement, leurs actions n'entraînent que des pertes limitées dans leurs rangs car leurs effectifs mis en ligne sont modestes et supérieurement entraînés. Elles sont d'ailleurs rapidement appuyées par des unités dites du deuxième cercle, composées de Noirs étrangers, dont les pertes ne sont pas rapportées publiquement en Afrique du Sud. Leur rapport coût/efficacité est excellent. Elles sont en mesure de mener des missions de reconnaissance lointaines dans la profondeur du dispositif ennemi au profit de la SADF, face à la SWAPO ou à l'ANC. Elles sont capables de recueillir du renseignement stratégique à destination de la hiérarchie militaire, mais aussi des cercles du pouvoir politique. De par leur entraînement et expérience, les forces spéciales bénéficient d'un savoir-faire unique en termes de contre-insurrection et de contre-guérilla, mais aussi sur le plan de la formation de guérillas alliées.

LA « GUERRE DES FRONTIÈRES » (1976-1988)

Les prémices d'une guerre parallèle à la guerre civile angolaise, en phase de latence, sont décelables dès 1976. Les affrontements entre la SWAPO et les forces sud-africaines s'intensifient sur la frontière ; les Sud-Africains, faute d'effectifs suffisants pour tenir une frontière de 1 300 kilomètres et le territoire namibien, maîtrisent difficilement la situation militaire. Les *Recce* entrent en action en Angola au début de la crise de 1976. Pour tenter de désamorcer cette dernière et éviter toute perte du contrôle de la situation, ils réduisent la pression de la SWAPO. La SWAPO dispose alors en Angola, avec le plein accord des autorités de Luanda, d'une véritable infrastructure logistique et de bases de départ, soutiens

⁶ Automitrailleuses légères.

indispensables à la guérilla que conduit son bras armé. L'Angola est devenu un sanctuaire vital pour la lutte de la SWAPO, qui bénéficie de l'aide matérielle et technique grandissante de Cuba et de l'URSS. L'arrivée au pouvoir du MPLA a donné une formidable impulsion à la SWAPO. Depuis 1976, la SWAPO, pragmatique, s'est ralliée au régime MPLA de Luanda et pourchasse ce qui reste de son ancien allié, l'UNITA, que tous donnent pour morte politiquement et militairement à cette époque. La SWAPO consacre, en contrepartie de l'aide que lui accorde Luanda, d'importants effectifs à la lutte contre les rebelles angolais. Le modeste soutien matériel sud-africain à l'UNITA pourrait avoir débuté en 1976. À la surprise même des instructeurs sud-africains, les quelques « rebelles » qui ont survécu se révèlent des élèves extraordinairement doués. Les forces spéciales n'instruisent pas seulement les groupes de l'UNITA, mais d'autres volontaires qui ont fui les avancées des troupes cubaines et du MPLA, dont les restes du FNLA. Ils constituent le 32^e bataillon, connu sous le nom de *Buffalo bataillon*. Certainement l'unité la plus secrète et la plus controversée de la SADF. Elle combat plus que toute autre unité de l'armée sud-africaine sur la frontière. Jan Breytenbach est encore à l'origine de cette nouvelle formation aux effectifs importants, avec plus d'un millier d'hommes.

Pretoria va « punir » directement et indirectement Luanda pour l'aide que l'Angola apporte à la lutte des nationalistes namibiens. L'armée sud-africaine veut stopper les infiltrations des guérilleros et leur arracher l'initiative. Les reconnaissances en profondeur effectuées par les *Recce* montrent que la SWAPO s'étoffe trop, et trop rapidement, pour pouvoir être contrée par des opérations défensives classiques, quadrillage du territoire et autres opérations de sécurité. Pretoria met au point une stratégie très offensive qui vise à déplacer la guerre en Angola plutôt que de continuer à la subir en Namibie. En 1977, l'armée sud-africaine, la SADF enregistre une centaine d'accrochages par mois. La détermination des Sud-Africains, isolés politiquement, à interdire ou au moins retarder l'accès au pouvoir de la SWAPO est intacte. Pendant que les diplomates sud-africains négocient bec et ongle avec les Occidentaux sur les questions namibiennes, P. W. Botha s'appuie sur l'action militaire des forces spéciales pour contrer la guérilla de la SWAPO. Ils vont progressivement transformer des régions entières de l'Angola en zones interdites. L'action militaire sud-africaine occulte est d'abord limitée géographiquement à la province angolaise du Cunene, qui jouxte l'Ovamboland. Initialement dirigée contre la SWAPO, la guerre commence à frapper directement les troupes gouvernementales angolaises comme les infrastructures du pays au travers de sévères opérations de repréailles. Jusqu'en 1980, la SADF se limite à réduire la pression militaire de la SWAPO à la frontière par des opérations coup de poing relativement discrètes, mais déjà coûteuses pour l'Angola. Il s'agit d'une guerre secrète conduite par les forces spéciales, puis par le 2^e bataillon, à l'exception de la spectaculaire attaque aéroportée qui touche la ville angolaise de Cassinga. Leur présence continue dans le Sud-Angolais aura des effets sensibles sur la tournure que va prendre ce conflit.

En premier lieu, face à la SWAPO, leurs actions de combat et de reconnaissance, couplées avec celles du 32^e bataillon, vont directement ou non infliger des pertes effroyables aux guérilleros en marche vers la Namibie. En-deçà de la frontière, les attendent les pisteurs *bushmen*, les unités de réserve générale et la dernière unité de chasse levée par les Sud-Africains, *Kovoet*⁷. Unité de police, elle ne combat qu'en Namibie. Ses groupes de combat sont montés à bords de véhicules blindés à roues. C'est la plus redoutée de toutes les unités de combat en Namibie. Son bilan est le plus important de toutes les forces de sécurité, preuve que ses méthodes et les matériels utilisés sont parfaitement adaptés au contexte de la contre-guérilla en Namibie. Il est impossible de ne pas mentionner son existence, bien qu'elle ne puisse pas être considérée comme faisant partie des forces spéciales. D'autant que les *Recce* ont souvent travaillé avec les détachements des *Kovoet*.

Une autre unité confidentielle mérite d'être citée : la *Pathfinder company*. Elle est créée en 1980 pour conduire, de manière indépendante des opérations clandestines et non conventionnelles,

⁷ Une unité inspirée des *Selous Scouts* de Rhodésie. Divisée en détachements de 40 à 50 hommes, appuyés par des unités de soutien. Ce sont des détachements de chasse qui pistent librement dans les zones opérationnelles les groupes de guérilleros infiltrés. Leur succès les rendra célèbres et impopulaires.

sur la zone frontière entre l'Angola et la Namibie. Elle est exclusivement composée de Rhodésiens qui quittent leur pays⁸. Pour donner un exemple d'une opération de choc réalisée au milieu des années 1980 par des éléments d'unités des *Recce* et du 32^e bataillon, il convient de rapporter la prise d'une base clandestine de la SWAPO dans l'Est de la Namibie. Au cours de l'assaut, l'effectif complet des guérilleros est pratiquement anéanti. Les forces de la SWAPO laissent 200 morts sur 230 hommes présents. À la fin de la guerre, le fer de lance du mouvement namibien aura été fortement émoussé par cette guerre d'attrition. En second lieu les destructions opérées par ces deux unités qui évoluent en territoire angolais sont énormes. L'infrastructure du Sud-Angolais est totalement ravagée par les Sud-Africains et par l'UNITA. En troisième lieu, une partie des actions se fait derrière le masque de l'UNITA, avec laquelle les forces spéciales travaillent en un certain nombre d'occasions. Entre 1979 et 1988, certaines des actions de sabotage les plus spectaculaires ou les plus sophistiquées revendiquées par l'UNITA sont réellement effectuées par les Commandos sud-africains.

En 1981, les affrontements conventionnels de grande envergure à l'échelle de l'Afrique australe ont lieu, tandis que les Sud-Africains frappent tant la SWAPO que les Angolais. En 1983, de nouveaux combats violents opposent les Sud-Africains aux Angolais et à la SWAPO. L'Angola est, à ce moment-là, épuisé par la double guerre qu'il livre face à Pretoria et face à l'UNITA qui, depuis 1978, n'a cessé de croître et de se renforcer, utilisant le territoire namibien, notamment la bande de Caprivi, comme principale base arrière logistique. En 1984, l'Angola, à bout, et l'Afrique du Sud signent un cessez-le-feu à Lusaka.

L'ALLIANCE DE L'AFRIQUE DU SUD ET DE L'UNITA

L'UNITA est un allié de premier ordre de Pretoria. Cette alliance entre Pretoria et l'UNITA reste longtemps clandestine. Pretoria s'engage directement et de manière répétée dans le conflit angolais au profit des rebelles de l'UNITA, témoignant de l'importance que revêt la survie de ce mouvement dans la stratégie sud-africaine. Parallèlement aux accords de Lusaka, Luanda, elle-même soutenue par ses alliés soviétiques et cubains, s'efforce d'écraser à plusieurs reprises l'UNITA, au cours d'offensives militaires conventionnelles majeures. L'armée angolaise doit faire face à chaque fois à la SADF, car Pretoria se refuse à voir l'équilibre militaire, qui existe alors depuis 1983 en Angola, basculer au profit du camp gouvernemental. En 1985, 1986, 1987 et 1988, les Sud-Africains interviennent pour appuyer et protéger l'UNITA aux prises avec ces offensives de grande ampleur qui mettent en péril les forces vives de la rébellion angolaise. Les Commandos sud-africains sont systématiquement engagés dans ces affrontements, de même que les unités du 32^e bataillon. Reconnaissance avancée ou derrière les lignes adverses, actions de guérilla sur les arrières des forces angolaises ou de la SWAPO, sabotages de leurs lignes de communications. Ils combattent en permanence. Quelques exemples de leurs actions méritent d'être rapportés, comme les missions de liaison avec les unités de rebelles durant la bataille, le relevé des points de passages obligés, de façon à tendre de gigantesques embuscades, ou l'opération de sabotage du pont stratégique près de Cuito-Canavale, qui permet l'approvisionnement des troupes angolaises durant les terribles combats conventionnels des campagnes de 1987/1988.

Il n'a pas échappé aux Sud-Africains, qui doivent surveiller une longue frontière, que, dans les secteurs d'implantation angolaise de l'UNITA, la SWAPO n'était guère en mesure de pénétrer dans le territoire namibien. L'UNITA tient 650 kilomètres de frontières à l'Est de la Namibie, ce qui permet aux Sud-Africains de concentrer leurs troupes sur un secteur plus restreint par où sont contraintes de transiter les troupes de la SWAPO, rendant ses infiltrations particulièrement dangereuses et parfois suicidaires. Mais celles-ci ne cessent jamais, et la frontière n'est pas

⁸ Ils combattent en Namibie et dans le Sud-Angolais. Ils opèrent par équipe de quatre hommes. Leur mission principale trouver/identifier des DZ et pour l'hélicoptage de troupes de la SADF, et l'observation des routes d'infiltration de la SWAPO. En 1981, un détachement est organisé pour frapper/harcéler la SWAPO et s'en prendre aux routes logistiques du mouvement namibien. Une dizaine de véhicules 4 x 4 inspirés du modèle des *long range patrol* est mise sur pied, combinant mobilité et puissance de feu. Il y aura, au plus, une trentaine d'hommes dans l'unité.

totalément imperméable aux incursions des guérilleros namibiens. En outre, l'UNITA fixe en Angola une grande partie des troupes de la SWAPO occupées à la combattre. Ce sont là les raisons pour lesquelles Pretoria s'est opposé à laisser démanteler la puissance militaire de l'UNITA, jusqu'à la conclusion d'un accord final sur l'accession de la Namibie à l'indépendance, en décembre 1988. Une fois cet accord signé à New York⁹, les buts de guerre des Sud-Africains en Angola – assurer la survie de l'UNITA – s'évanouissent. Pretoria n'a pas réussi à dissuader Luanda de soutenir la SWAPO¹⁰, mais, après dix années de lutte, l'Angola est exsangue. La rébellion de l'UNITA, indéracinable, est présente sur plus de la moitié du territoire en 1989.

LES THÉÂTRES D'OPÉRATIONS AU MOZAMBIQUE ET EN RHODÉSIE

Si l'effondrement portugais a eu les conséquences que l'on sait sur la Namibie, il en est presque de même au Mozambique, où le FRELIMO accède au pouvoir en 1975. Cuba jouera un rôle déterminant dans l'année 1988 lors de la bataille de Cuito-Canavale et dans les négociations de New York. Le départ des 50 000 Cubains d'Angola est une contrepartie à l'accession de la Namibie à l'indépendance.

Il met presque immédiatement son territoire à la disposition de la *Zimbabwe African National Union* (ZANU) et de son bras armé, la *Zimbabwe African National Liberation Army* (ZANLA), pour lancer des opérations contre le régime blanc de Ian Smith en Rhodésie, allié de Pretoria. Dès 1976, les forces spéciales rhodésiennes, *SAS* et *Selous Scouts*, commencent à s'infiltrer de 50 à 60 kilomètres dans le territoire mozambicain pour repérer l'infrastructure et les bases de la ZANLA. Les Commandos sud-africains des forces spéciales présents en Rhodésie et attachés aux *Selous Scouts* conduisent, eux aussi, des opérations de reconnaissance en territoire ennemi, tout en évitant les affrontements. La présence des quelques hommes des *Recce* en Rhodésie est un secret étroitement gardé. Ce sera aussi le cas lorsqu'ils passeront à des actions plus offensives. En raison du manque chronique d'hommes, les *SAS* rhodésiens ont les pires difficultés à avoir trois escadrons *SAS* A, B, C pleinement opérationnels. Aussi, les *Recce* constituent-ils l'escadron D. Entre 40 et 60 Commandos le composent. Ils sont en opérations de 1977 à 1980, sous l'uniforme du *SAS* rhodésien. Le premier tué en opération tombe le 4 janvier 1978, lors d'un accrochage avec le FRELIMO. Les opérations de sabotage touchent les routes logistiques terrestres et ferroviaires (liaison Maputo-Malvern) de la ZANLA et du FRELIMO, les bases et autres éléments de l'infrastructure du pays.

En réplique à la destruction des dépôts de pétrole de Salisbury¹¹ par la *Zimbabwe People's Revolutionary Army* (ZIPRA), le deuxième mouvement de libération du Zimbabwe, les *SAS* et les *Recce*, débarqués d'un navire de surface sud-africain, détruisent les dépôts de pétrole de Beira et la centrale électrique. En 1979, un détachement de nageurs de combat sud-africains coule deux navires à quai dans le port de Beira. Comme en Angola, les Sud-Africains œuvrent indirectement contre le régime du président Machel. À partir de 1980, les forces spéciales sud-africaines prennent le relais des *SAS* rhodésiens et appuient les rebelles de la RENAMO¹² qui ont pris les armes contre le FRELIMO. Installés pour des séjours de trois mois dans les bases de la RENAMO à l'intérieur du Mozambique, les *Recce* forment les rebelles, avant d'être relevés par un nouveau groupe d'instructeurs. Ce soutien dure plusieurs années, officiellement jusqu'en

⁹ Cuba jouera un rôle déterminant dans l'année 1988 lors de la bataille de Cuito-Canavale et dans les négociations de New York. Le départ des 50 000 Cubains d'Angola est une contrepartie à l'accession de la Namibie à l'indépendance.

¹⁰ En Namibie en novembre 1989, les élections tenues sous la supervision de l'ONU sanctionnent une victoire de la SWAPO, qui recueille 57 % des voix. Largement majoritaire, la SWAPO ne recueille pourtant pas les deux tiers des sièges qui lui auraient permis d'adopter seule une Constitution. La participation d'autres partis politiques namibiens à sa rédaction a été indispensable. L'armée sud-africaine quitte le pays. Un régime basé sur le suffrage universel et le multipartisme sont adoptés. Le 21 mars 1990, la Namibie devient indépendante. Sam Nujoma accède à la présidence. En Afrique du Sud, l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela achèvera de normaliser les relations entre les deux pays.

¹¹ Capitale de la Rhodésie, aujourd'hui Harare.

¹² Créée en 1975/1976 par le pouvoir rhodésien pour déstabiliser le jeune gouvernement du FRELIMO qui appuie la lutte de la ZANU. Les premières troupes sont recrutées dans les rangs de réfugiés mozambicains installés en Rhodésie.

1984. Des centaines de recrues de la RENAMO sont aussi instruites en Afrique du Sud. La *South African Air Force* (SAAF) assure une partie de la logistique, notamment par le biais de parachutages, mais c'est surtout la SAN qui livre des quantités importantes de matériel de guerre aux rebelles. L'objectif de Pretoria est de détruire l'économie du Mozambique et son infrastructure. La finalité politique est de contraindre le FRELIMO à suspendre son soutien à l'ANC.

L'appui à la RENAMO passe encore par des frappes directes. Un grand nombre d'ouvrages d'art d'importance majeure sont détruits au cours d'opérations de sabotage. Les infrastructures du Mozambique, les installations et les lignes de communications du FRELIMO sont les cibles d'attaques fréquentes des Commandos sud-africains. À la fin de l'année 1983, Samora Machel est forcé de réduire l'aide qu'il apportait à l'ANC. L'accord de Nkomati en 1984 entre le Mozambique et l'Afrique du Sud est un coup sévère porté à la stratégie de l'ANC. La SADF, qui dispose de fonds secrets importants, continue cependant à soutenir clandestinement la RENAMO, à l'insu du pouvoir politique sud-africain. En 1984, cette dernière aligne 20 000 hommes. En 1990, malgré la présence prolongée de plus de 10 000 soldats zimbabwéens, une solution militaire au conflit étant exclue, de premières négociations entre les deux camps mozambicains prennent place. Elles mèneront ultérieurement au multipartisme et à la paix. La Rhodésie subit, entre 1976 et 1980, des attaques de la ZANU de Robert Mugabe sur son front Est. À l'Ouest, opèrent les troupes du deuxième mouvement de libération zimbabwéen, la ZIPRA de Joshua Nkomo. Ses bases arrières sont implantées en Zambie. Le Sud-Ouest de la Rhodésie est alors sujet à des raids de ces guérilleros qui entrent en traversant le lac Kariba à bord d'embarcations de faible tonnage et débarquent dans des zones sous-peuplées. Ces vastes étendues sont impossibles à contrôler pour les Rhodésiens. Les Commandos sud-africains, en collaboration avec les SAS rhodésiens, vont reconnaître le secteur d'où les guérilleros lancent leurs expéditions. Les deux principaux ports zambiens de la zone, où une dizaine d'embarcations de taille moyenne sont à l'ancre, sont ciblés. Après avoir reconnu la zone en kayak, une opération de sabotage est lancée par les forces spéciales et la totalité de la flottille est coulée. Les infrastructures portuaires zambiennes sont détruites.

D'autres Commandos sud-africains appuient les SAS lors d'opérations de contre-guérilla destinées à stopper les infiltrations de la ZIPRA. Embuscades et coup de main se succéderont. Les Sud-Africains attaquent aussi les cibles économiques zambiennes en faisant sauter des ponts routiers et ferroviaires d'une valeur stratégique importante. Un ferry sur la rivière Zambèze entre la Zambie et le Botswana est ainsi neutralisé. Les autorités zambiennes sont conduites à mesurer leur appui à la ZIPRA et à la SWAPO. Les Sud-Africains soutiennent aussi les aspirations sécessionnistes des populations Barotse ou Lozi qui contestent l'autorité du président zambien Kenneth Kaunda, et plus particulièrement l'action d'Adamson Mushala et de ses partisans, qui conduisent une guérilla antizambienne jusqu'en 1984. Adamson Mushala est tué dans un accrochage en 1982 en Zambie.

La même année 1982, les nageurs de combat des forces spéciales font encore sauter le dépôt de pétrole de Beira, au Mozambique. Le stock de carburant du Zimbabwe était l'objectif principal de cette action de sabotage. Elle éprouve cruellement l'économie du Zimbabwe. Au cours d'une autre opération, la plus grande partie de l'aviation de combat du Zimbabwe est détruite au sol. Les Zimbabwéens restreignent eux aussi sensiblement leur virulente rhétorique anti-sud-africaine. D'autant que le président Mugabe doit à faire face à une guerre civile qui l'oppose aux fidèles de Joshua Nkomo au milieu des années 1980. Des informations récentes tendent à démontrer l'implication de forces spéciales sud-africaines dans un soutien clandestin à ces guérilleros autrefois ennemis de Pretoria. Une méthode aussi utilisée contre le Lesotho par l'Afrique du Sud, mécontente de la présence de camps de réfugiés de l'ANC sur son sol. En mai 1979, organisée et instruite par les hommes des forces spéciales sud-africaines, la *Lesotho Liberation Army* fait son apparition. Dernier volet de l'action des Commandos *Recce* durant les années 1980, les forces spéciales participent à la lutte contre l'ANC qui s'est lancé dans l'action Armée en Afrique du Sud. Les Commandos attaquent son infrastructure clandestine, ses QG, ses bases logistiques. Il s'agit d'opérations ponctuelles très brutales qui

visent l'élimination des dirigeants et des cadres du mouvement. Ce sont de véritables raids qui voient parfois des dizaines de Commandos frapper de manière simultanée une série d'objectifs dispersés dans une capitale étrangère. Le Mozambique, le Swaziland, le Botswana, le Lesotho feront les frais de cette forme de lutte anti-ANC où les forces spéciales œuvrent comme des escadrons de la mort pour le compte de Pretoria. Ce sont aussi les forces spéciales qui sont chargées d'intercepter les petits groupes armés de l'ANC qui s'infiltrent en Afrique du Sud.

Pour conclure, il faut souligner que les forces spéciales sud-africaines se sont montrées un moyen de combat idoine pour un régime à la marge de manœuvre politique extrêmement limitée. Leur action illustre parfaitement la tendance affirmée des Afrikaners à répondre aux problèmes politiques par les armes. Mais la justesse éminemment discutable de la cause défendue n'enlève rien au fait que polyvalence et efficacité sont les maîtres-mots de leur action. La meilleure preuve de leur utilité est que l'Afrique du Sud du président Nelson Mandela a maintenu deux régiments de forces spéciales en activité.

Bibliographie :

- Christopher COKER, *South Africa's Security Dilemmas*, Center for Strategic and International Studies Washington, Prager, 1987, 112 pages.
- Robert Scott JASTER, *The Defense of White Power. South African Foreign Policy Under Pressure*, Mac Millan Press, International Institute for Strategic Studies, Londres, 1988, 204 pages.
- Philip H. FRANKEL, *Pretoria's Pretorians*, Cambridge University Press, 1984, 215 pages.
- Jan BREYTENBACH, *Forged in Battle*, Saayman & Weber, Cape Town, 1986.
- Jan BREYTENBACH, *They Lived by the Sword*, Lemur, Alberton, 1900.
- Fred BRIDGLAND, *Jonas Savimbi : A Key to Africa*, Coronet, Londres, 1987.
- Ronald DREYER, *Namibia and Southern Africa. Regional Dynamics of Decolonisation 1945-1990*, Kegan Paul International, Londres, 1994.
- Heitman HELMOE-ROEMER, *South African War Machine*, Galago, Londres, 1985.
- Willem STEENKAMP, *South Africa's Border War 1966-1989*. Ashanti, Gibraltar, 1989, 225 pages.
- Antoine ROZÈS, « Les Sud-Africains et l'Angola : treize années d'hostilité 1975-1988 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 196, 1999.
- Antoine ROZÈS, « Les Cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique 1975-1988 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 192, 1998.
- John MARCUM, « The Politics of Survival : UNITA in Angola », in *Africa Notes* n° 8, Center for Strategic and International Studies, Washington, 1983.
- Peter STIFF, *Nine Days of War and South Africa's Final Days in Namibia*, Lemur, Alberton, 1991.
- Peter STIFF, *The Silent War. South African Recce Operations 1969-1994*, Galago, Alberton, 1999.
- M. WOLFERS et J. BERGEROL, *Angola in the Frontline*, Zed Books, London, 1983.

LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES (COS)

PAR L'AMIRAL JACQUES LANXADE

Il me semble important de relater les raisons de la création du COS et les ponts qui existent avec l'actualité. Les anciens membres des forces spéciales, que je tiens à saluer, ont une culture et des faits d'armes qui sont, bien sûr, toujours présents dans les forces spéciales du début du XXI^e siècle. Mais, en même temps, le problème auquel nous avons été confrontés, à partir de la chute du Mur de Berlin, relève, par définition, d'une période nouvelle, autre que celle de la guerre froide. Il n'était plus question, prioritairement, de participer à des grands conflits, mais de faire face à des crises multiples, aux formes et natures diverses, et dans des cadres internationaux extrêmement variés ; qu'il s'agisse d'actions unilatérales françaises, d'actions de coalition ou d'actions au sein des Nations unies, etc.

UN NOUVEAU CADRE D'EMPLOI DES FORCES SPÉCIALES

La caractéristique des actions qu'il fallait mener à partir de cette date, et qu'il faut d'ailleurs toujours mener aujourd'hui, vise finalement à obtenir un résultat optimum avec l'engagement militaire minimum. Ce n'est pas comparable avec la théorie américaine qui vise à remplir une mission d'engagement important avec le moins de pertes possibles. En France, ce que l'on recherchait, pour la période que j'ai vécue, consistait à s'engager avec le contingent le plus restreint possible. Lorsqu'il a fallu, par exemple, faire partir les mercenaires des Comores, il y avait deux modes d'action : l'un prévoyait l'intervention de compagnies de parachutistes – opération aéroportée qui fut jugée incommode pour arriver aux Comores –, l'autre envisageait un posé très rapide d'une soixantaine d'hommes. C'est ce plan que le président de la République a finalement imposé et qui a été un succès. Cet exemple me semble significatif et représentatif du souhait des politiques pour qu'effectivement l'engagement soit minimum. On peut d'ailleurs comprendre pourquoi, au regard de la position de la France aujourd'hui en Afrique. Cela fait qu'il faut avoir, de manière générale, des moyens qui soient flexibles, capables d'être rapidement déployés, avec la recherche de l'efficacité spécifique plus que de la puissance. Il faut aussi que la chaîne de commandement, depuis les plus hautes autorités politiques jusqu'aux équipes sur le terrain, soit la plus directe et la plus claire possible car, dans le monde contemporain, on ne peut pas se permettre d'avoir des actions qui, d'une certaine façon, échappent au contrôle politique.

POURQUOI LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES ?

Ces mutations géostratégiques, à partir de 1989, ont conduit à la création du commandement des opérations spéciales (COS). À cette époque-là, lorsqu'on regardait la situation, on s'apercevait qu'on avait des capacités, des unités de forces spéciales, que ce soit le 1^{er} RPIMa, le 13^e RDP, les Commandos-marine, le GIGN et quelques autres. Mais, évidemment, chacune de ces unités appartenait organiquement à sa propre Armée et rien n'était réellement coordonné, ni en doctrine, ni en entraînement, ni en interopérabilité. Par ailleurs, la chaîne d'emploi n'était pas claire. Ainsi, par exemple, la mission militaire de coopération employait une partie du 1^{er} RPIMa, qui était devenu, en quelque sorte, le régiment à sa disposition pour des actions en Afrique. C'était une situation extrêmement difficile, pour les autorités politiques en général et pour le chef d'état-major des Armées en particulier, que d'avoir des militaires en uniformes qui pouvaient être amenés à mener des opérations particulières et qui n'étaient pas intégrés à la

chaîne de commandement interarmées qui était alors en train de se mettre en place ou, en tout cas, de se renforcer.

La même question pouvait se poser avec la DGSE, car celle-ci a bien évidemment mené des opérations clandestines – ce qui est de son ressort – mais, en même temps, il était délicat de voir une trentaine de ses membres en uniforme s’entraînant dans un pays d’Afrique à un moment où l’on aurait plutôt souhaité qu’il n’y ait pas un seul militaire français dans cette région. Ce genre de situation était, encore une fois, difficile à contrôler, tout comme l’élaboration d’opérations spéciales, car il n’y avait pas de capacité clairement établie pour effectuer cette planification devenue pourtant nécessaire. Par exemple, quand on a voulu exfiltrer le général Aoun du Liban, car la France avait des devoirs vis-à-vis de ce haut responsable politique et militaire, l’opération préparée, avec l’engagement notamment des Commandos-marine et d’un aviso, a réussi, mais cela a été, au regard de l’Histoire, un « superbe bricolage ». Si cela avait échoué, nous nous serions couverts de ridicule. Il est donc indispensable de disposer d’une capacité de planification d’opérations spéciales. Cette finalité tenait aussi compte des expériences désagréables auxquelles nous avons pu être confrontés. Ainsi, aux Comores, où nous avons décidé de nous appuyer sur un groupe d’intervention réduit – ce qui était plutôt positif –, il se trouve que ce groupe réduit, faute de commandement des opérations spéciales, était composé par l’amalgame de gens venant de la DGSE, du 1^{er} RPIMa, etc. Au fond, ces hommes, qui étaient tout à fait remarquables, étaient habitués à rendre compte dans des chaînes de commandement distinctes les unes des autres ; et je ne suis pas sûr que ceux qui commandaient l’opération sur place avaient une véritable certitude que les choses passaient complètement et toutes par eux. Ce qui, évidemment, est un véritable problème.

À Ouvéa, c’est une autre affaire. Certes, là encore, faute d’avoir des membres des forces spéciales, nous avons composé une unité relativement importante en regroupant des gens venant de différentes unités spéciales. L’opération élaborée fut, sur le plan technique, une réussite. Mais la difficulté rencontrée concernait la chaîne politico-militaire. Car l’opération a été montée sans cadre réglementaire ou législatif clair. Il s’agissait d’une opération d’ordre public sur le territoire français, et non pas d’une opération militaire extérieure. Or aucun des textes qui auraient été nécessaires pour clarifier la position du général commandant l’opération n’avait été réellement utilisé. D’ailleurs, à la suite de cette opération et au moment du changement de gouvernement, un certain nombre d’officiers et de sous-officiers ont cru qu’ils allaient se retrouver devant les tribunaux. Il a fallu l’intervention d’une amnistie générale pour que la situation soit éclaircie. Mais j’en avais tiré la leçon qu’il fallait désormais, dès lors que l’on montait des opérations spéciales, agir dans un cadre de légitimité tout à fait clair, et en particulier si l’on devait faire quelque chose sur le territoire national.

Quant à la guerre du Golfe, les forces spéciales françaises y sont relativement peu intervenues, comparativement aux forces spéciales britanniques et américaines qui ont fait des choses tout à fait remarquables sur les arrières de l’armée irakienne, notamment pour localiser les batteries de missiles Scud. Cela s’explique, d’une part, par le fait que, politiquement, on a volontairement tardé à s’engager militairement dans la coalition et que, d’autre part, il n’existait pas de concept d’emploi français de forces spéciales. Autrement dit, on a engagé la division *Daguet*, des moyens aériens et maritimes, mais on n’a pas imaginé que l’on pouvait constituer des forces spéciales et les mettre à la disposition de la coalition.

PLANIFICATION ET COMMANDEMENT

Tout cela nous a conduit à créer le COS, en fonction d’un certain nombre de principes clairs, notamment en vue d’assurer le partage entre la chaîne de commandement opérationnel et la chaîne de commandement organique. Car, en fait, on a appliqué au COS ce que l’on commençait à appliquer à l’ensemble des forces françaises, c’est-à-dire, d’un côté, une chaîne de commandement opérationnel, aux ordres du chef d’état-major des Armées, et, de l’autre, des chaînes organiques aux ordres de chacun des chefs d’état-major d’armée. C’est dans cette

chaîne organique que l'on crée de grands ensembles organiques – qui sont des réservoirs d'état-major et de forces – dans lesquels on va puiser, au moment d'une crise, pour constituer la force adaptée à la crise. Il s'agit donc du problème de flexibilité déjà évoqué. On a adapté ce principe aux forces spéciales, en créant non pas un commandement organique, mais un commandement opérationnel des forces spéciales. Conjointement, nous voulions que ce soit un commandement interarmées, car les Armées françaises étaient restées trop longtemps entre elles dans une situation de non-coopération étroite.

Ainsi, depuis la guerre du Golfe, toute l'action menée vise justement à obtenir une véritable organisation opérationnelle interarmées. Cela aurait pu être fait plus tôt mais, quoi qu'il en soit, cela était devenu incontournable, dès lors que l'on est confronté à la gestion de crises nécessitant une clarification et une rapidité extrêmes de la chaîne allant du président de la République et du gouvernement jusqu'au commandant d'opération sur le terrain, afin de pouvoir réagir avec célérité dans les deux sens. La chaîne de commandement est également unique, puisque le chef d'état-major des Armées dirige le COS, mais, le cas échéant, peut soit commander directement des opérations spéciales, soit mettre des éléments à la disposition d'un commandement d'opération sur le terrain. Car il est important que, sur le terrain, à un moment donné, il n'y ait pas deux chaînes de commandement distinctes. Grâce à une mise en place progressive de ces principes, les choses sont aujourd'hui toujours très claires.

SÉPARATION DES MISSIONS

En ce qui concerne la séparation des tâches, nous avons une double clarification à mener, avec la DGSE, d'une part, et la mission militaire de coopération, de l'autre. Pour la DGSE, la disposition prise fixait que, dès lors qu'on entreprend des opérations conduites par des militaires en uniforme, ce sont des opérations qui sont placées sous l'autorité du chef d'état-major des Armées et relèvent donc de la chaîne opérationnelle. Par contre, dans le cas d'opérations clandestines, ce domaine reste celui de la DGSE. Certes, on peut discuter sur la nature des opérations effectuées, les moyens employés, le plus souvent communs aux forces spéciales et à la DGSE, mais je pense qu'aujourd'hui, compte tenu des médias qui, à un moment ou à un autre, ont connaissance des opérations menées, il faut qu'on puisse gérer la communication. Pour cela, elle doit être complètement claire et maîtrisée au niveau du politique et au niveau du chef d'état-major des Armées, et donc du commandement des opérations. L'importance du rôle de la presse nécessite cette clarification pour ne pas se voir attaqué, parce que des actions auraient été menées par des forces françaises ici ou là. La deuxième chose, c'est le caractère légitime des opérations qui sont menées. Compte tenu du développement d'un droit international de ces questions, avec la création des tribunaux internationaux, on est désormais obligé d'être vigilant sur les conditions dans lesquelles on emploie les forces militaires françaises. De très nombreux officiers se sont, par exemple, retrouvés devant la Commission parlementaire pour le Rwanda, afin d'expliquer quelles étaient leurs actions. De même, d'autres se retrouvent maintenant interrogés sur les affaires des Balkans. Il est donc extrêmement sage de faire cette séparation claire entre les opérations clandestines dans des conditions de légitimité de régularité et de contrôle politique – que je n'évoquerai pas ici – et les actions des forces spéciales qui sont dans un cadre défendable. C'est pourquoi, en ce qui concerne le rôle joué par les forces spéciales au Rwanda, je n'ai eu aucune peine à m'expliquer devant les membres du Parlement pour leur dire que les opérations menées étaient conformes aux instructions gouvernementales.

En ce qui concerne la mission militaire de coopération, le problème était que nous avons sur place un certain nombre d'officiers et de sous-officiers qui, dans un certain nombre de pays du monde, notamment en Afrique, remplissent des tâches permanentes d'instruction et de conseil auprès d'armées étrangères. Si l'on entre dans le domaine opérationnel militaire, il faut qu'à ce moment-là ces cadres soient clairement replacés sous l'autorité du chef d'état-major des Armées. Nous avons rencontré ce cas de figure au Rwanda car il y avait des détachements de coopération chargés de l'instruction de l'armée rwandaise. Et, lorsqu'on était amené à

entreprendre des opérations, en raison des offensives du FPR venant d'Ouganda, on envoyait alors sur place un colonel pour prendre le commandement, à la fois du détachement de Légion étrangère et de Troupes de Marine, et de tous les personnels de la mission militaire de coopération. On opérait un basculement de commandement d'une chaîne qui passait donc du ministère de la Coopération vers l'ambassadeur et l'attaché militaire responsable de la mission de coopération sur le terrain, à une chaîne qui concernait le gouvernement, le chef d'état-major des Armées et un commandant d'opération sur le terrain. Tout cela est essentiel. Initialement, le général Lepage et ses adjoints ont effectué un état des lieux par une sorte d'audit de la situation. Ils ont fait le point sur les capacités manquantes et sur la façon de combler ce déficit de capacité. Ils ont ensuite établi une doctrine d'emploi et des standards d'entraînement ; se sont donnés une capacité de planification d'opérations spéciales et de commandement d'opérations à distance. Grâce au travail de l'équipe du général Lepage, un certain nombre de succès peuvent être inscrits à l'actif du COS, comme, par exemple, l'affaire du Rwanda, avec l'opération *Amarice*, durant laquelle il a fallu évacuer un certain nombre de ressortissants français. Dans cette opération, on a utilisé les forces classiques pour tenir l'aéroport et organiser les convois entre les points de regroupements, gardés eux-mêmes par des compagnies de Troupes de Marine ou de Légion étrangère. Pour aller chercher les ressortissants dans les quartiers difficiles, qui n'avaient pu être regroupés à cause des combats, on a envoyé des petites équipes des forces spéciales aux ordres du commandant d'opération.

Dans l'opération *Turquoise*, les choses ont été établies différemment, car il s'agit d'une opération qui a été montée extrêmement rapidement et qui a pris un volume important, avec près de 3 000 hommes au bout de quelques jours. Quand nous avons reçu l'ordre de planifier cette opération – c'était un mercredi – on a eu confirmation le dimanche suivant que l'opération se ferait et, dès le jeudi, il y avait 200 hommes des forces spéciales sur le terrain, qui commençaient à arrêter les massacres de Tutsis par les Hutus. Ces 200 hommes, au départ, étaient commandés par Paris, pour laisser le temps au général commandant l'opération *Turquoise* de mettre en place son poste de commandement (PC). Une fois que cela a été effectué, on a fait le transfert de commandement et les forces spéciales sont passées logiquement sous l'ordre du général commandant l'opération. Cela nous a permis d'intervenir avec une très grande rapidité qui a été soulignée par les observateurs.

En Yougoslavie, il y a eu de très nombreuses opérations qui ont été montées avec le concours des forces spéciales elles-mêmes, placées sous le commandement français qui était sur place. Je pourrais citer un fait qui a beaucoup marqué nos amis britanniques, c'est que nous sommes allés chercher un pilote britannique dont l'avion avait été abattu à Gorazde et qui se cachait dans le maquis de Gorazde. Et, par un vol de nuit à basse altitude d'un hélicoptère dépendant du COS, on est allé chercher cet officier. C'était une coopération et nous étions heureux de rendre ce service à nos amis britanniques, dans un domaine, en plus, qui était, comme on l'a dit à plusieurs reprises, leur domaine d'excellence. Je citerai enfin le cas de l'Airbus d'Alger détourné sur Marseille et dont les passagers ainsi que les membres d'équipage avaient été pris en otages. Il ne s'agit certes pas d'une opération de forces spéciales classiques, car cette opération a été menée par le GIGN. Il n'y avait que quelques membres des forces spéciales en soutien. Si je cite cette opération, c'est parce que nous avons pris en considération les problèmes que nous avons rencontrés à Ouvéa. C'est-à-dire qu'il fallait que le cadre réglementaire soit le cadre légal. Le responsable était le Premier ministre. Nous n'étions plus dans la chaîne « président de la République/chef d'état-major des Armées/commandant des opérations sur le terrain », mais dans une chaîne « Premier ministre / ministre de l'Intérieur / autorité préfectorale ». C'est d'ailleurs l'autorité préfectorale qui a monté l'opération et qui l'a commandée sur le terrain, aux ordres du ministre de l'Intérieur. Je me souviens avoir expliqué longuement au Premier ministre et au ministre de la Défense de l'époque que ce n'était pas l'affaire du ministère de la Défense.

Il est clair que les opérations spéciales, dans un monde qui, aujourd'hui, est extrêmement transparent aux médias, seront inévitablement connues à un moment ou à un autre. Celles-ci doivent donc être accomplies dans un cadre tout à fait légitime ; c'est à la fois nécessaire

politiquement parlant, mais aussi pour la protection de ceux qui interviennent. Avec le COS, nous disposons d'un outil assez remarquable qui a fait ses preuves. Rétrospectivement, je constate que les opérations menées dans le cadre du COS n'ont pas fait l'objet d'attaques sérieuses. Quand il y en eut, nous avons toujours pu démontrer que ces actions avaient été réalisées conformément aux instructions du gouvernement et dans un cadre éthique qui était celui de la légalité internationale. La dimension médiatique doit être incluse dans la planification comme dans la conduite des opérations.

On note qu'aujourd'hui, au niveau technique et ethnique, on est, pour les forces françaises, dans une situation d'interventions à grande distance et qu'elles n'agissent pas sur le territoire national, ou bien exceptionnellement. Pour ce qui est du cadre multinational, cadre normal dans lequel on intervient, la professionnalisation de l'armée possède un certain nombre de justifications techniques – c'est plus facile, y compris pour le chef d'état-major des Armées, d'avoir des forces disponibles et entraînées pour les envoyer rapidement sur un théâtre particulier. Mais, quand on professionnalise l'armée d'un pays comme la France, on prend le risque de couper le lien entre l'armée et la Nation et de laisser apparaître le doute sur la légitimité des engagements que l'on fait. Cela est apparu clairement lors de la guerre du Golfe, quand le président de la République décida qu'il n'y aurait pas d'appelés et que le Premier ministre décida qu'il n'y aurait même pas d'appelés volontaires.

LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES CONDUITES PAR LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES EN EX-YOUGOSLAVIE

PAR XAVIER GUILHOU

(Les opinions émises dans cet article sont propres à leur auteur et n'engagent en aucun cas le commandement des opérations spéciales.)

Le concept des actions civilo-militaires (ACM) a été lancé en 1994 sous l'impulsion de l'amiral Lanxade, alors chef d'état-major des Armées. Cette décision faisait suite aux enseignements qui avaient été tirés de la guerre du Golfe et de l'émergence des conflits dits de « basse intensité ». Elle a contribué à faire émerger la nécessité, pour la France, de se doter, dans le cadre de la doctrine de la dissuasion, d'une nouvelle approche de « gestion de sortie de crise » à l'instar de ce qui est pratiqué par nos alliés, notamment les « *Civil Affairs* » britanniques et les « *Cimic* » américains.

En effet, au-delà des conflits classiques, nos alliés se sont trouvés confrontés, comme nous, aux mêmes risques d'enlèvement dans les opérations de maintien de la paix ou d'interposition qui affectent la vie internationale depuis deux décennies. De ce fait, une meilleure « gestion des sorties de crise » est devenue un impératif stratégique pour eux. Sur le plan culturel, ils intègrent depuis longtemps et très en amont des actions diplomatico-militaires qui peuvent être engagées sur un théâtre d'opérations, les stratégies d'accompagnement civiles et économiques ainsi que les dynamiques de reconstruction qui permettent de réduire l'intensité de la crise et de favoriser rapidement un retour à une vie normale. Ils le font en associant le monde civil et économique, au plus haut niveau comme sur le terrain, avec des unités spécialisées et composées essentiellement de réservistes. Dans ce contexte, il fut demandé à l'état-major des Armées de tester et de monter en puissance ce nouveau concept des ACM en le basant sur une relation civilo-militaire renforcée et revalorisée. Elle supposait entre autres une nouvelle utilisation des réserves en opération extérieure. Cette orientation devait permettre d'inaugurer une nouvelle forme de liens « Armées-Nations » basée sur le volontariat et sur une meilleure utilisation des compétences issues du monde civil. Elle permit aussi de contribuer à redéfinir la nouvelle politique des réserves qu'il convient de faire émerger avec la fin du Service national et la professionnalisation des Armées.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Face à ces constats, il importait, à l'époque, de lancer une première expérience qui associerait, sur le terrain et dans un contexte approprié de « gestion de sortie de crise », l'expérience des militaires et l'expertise du monde civil en intégrant des réservistes spécialistes des logiques de reconstruction et d'aménagement du territoire. À cet effet, le CEMA rédigea, au printemps 1994, l'orientation suivante : « Les Affaires civiles recouvrent l'ensemble des actions particulières menées par les forces Armées en temps de guerre ou en temps de crise pour préserver ou être en mesure de reconstruire les structures économiques, administratives et culturelles d'un pays. »

À l'instar de ce qui est pratiqué par les autres états-majors alliés, il fut demandé au Commandement des opérations spéciales, en mars 1994, d'assumer cette mission. Le choix de ce commandement était dicté par la présence en son sein de plusieurs officiers qui avaient déjà réfléchi à ce nouveau concept, au caractère non conventionnel de ces opérations et au niveau de réactivité qu'il fallait mettre en œuvre. Pour les mêmes raisons, les Américains ont confié ce

type de mission à leur *Special Operations Command*. Par ailleurs, compte tenu de l'enjeu stratégique de ce type d'opération, le rattachement de ce commandement au CEMA et sa proximité sur le terrain avec les commandants de théâtre lui donnaient des capacités que les commandements classiques n'avaient pas à l'époque. Le COS eut à monter en puissance ce nouveau concept sur Sarajevo, à la suite du vote de la résolution 900 de l'ONU relatif au processus de reconstruction de la capitale bosniaque. Dès le mois d'avril, de nombreuses équipes de réservistes encadrées par des officiers du COS furent projetées sur ce terrain de l'ex-Yougoslavie. Ce théâtre a constitué un véritable laboratoire qui a permis d'évaluer la dimension stratégique des ACM. Dans ce contexte, le COS a eu à tester tous les cas de figure d'emploi au profit des forces françaises que ce soit dans le cadre de l'ONU, puis de l'OTAN avec l'interférence de plus en plus importante des opérateurs multilatéraux que sont la Banque mondiale, l'Union européenne, ou non gouvernementaux avec les ONG. Ces différentes expériences menées par le COS sur le terrain entre 1994 et 2000 ont permis d'affiner les doctrines et de contribuer à faire évoluer ce nouveau concept au sein des forces Armées.

Désormais, une nouvelle répartition des rôles vient d'être définie au printemps 2001 entre ce qui est du ressort du COS et ce qui doit être assumé par les forces. En l'occurrence, les experts du COS continuent, à la demande et au profit du CEMA, de conseiller le gouvernement dans la gestion des crises ; ce que l'on appelle désormais des « expertises initiales de théâtre ». Ces audits doivent permettre d'identifier très rapidement les domaines clés (infrastructure, réseaux de vie, communication, humanitaire, critères socio-politiques...) qu'il convient de traiter en priorité pour contribuer à abaisser le niveau de crise, tout en renforçant la position française soit directement dans le pays, soit au sein de la coalition engagée à cet effet (cf. l'OTAN au Kosovo). Derrière ces audits, les nouvelles structures ACM, non plus gérées et encadrées par le COS comme entre 1994 et 2000 mais au niveau de l'état-major des Armées par le GIACM (Groupement Interarmées d'Actions Civilo-Militaires), prennent en compte sur le terrain les missions lourdes, mobilisent les réservistes spécialistes, qui vont mettre en œuvre les domaines d'action retenus, et contribuent à faciliter l'insertion des forces sur le théâtre des opérations.

Au-delà, les débats de doctrine qui ont permis de faire évoluer la maturité de ce nouveau concept, le COS a surtout innové dans les modes d'action et de gestion des compétences sur le terrain en mixant les équipes avec des professionnels des unités du COS (1^{er} RPIMa, Commandos-marine, CPA 10...), des spécialistes comme ceux du génie, des transmissions, et des experts réservistes de haut niveau. Par ailleurs, il a été créé au cours de ces sept années d'expérimentation un vivier d'experts sélectionnés pour leur aptitude à servir en opérations extérieures, en situation civilo-militaire, franco-allié, multiculturelle, bilatérale ou multilatérale et en situation dégradée. Ces experts réservistes sont employés sur le terrain pour participer à la maîtrise des situations, par l'utilisation de moyens essentiellement non militaires. Au même titre que les unités professionnelles, ces réservistes constituent un fer de lance motivé par l'emploi stratégique de leur expertise civile au profit des intérêts français.

LES BALKANS : UN LABORATOIRE

Depuis 1994, plusieurs opérations ACM ont été menées sur le plan international (Haïti, Rwanda...). Mais l'essentiel des missions a été concentré sur le théâtre de l'ex-Yougoslavie avec la succession d'événements qui ont affecté cette région depuis une décennie. Ce fut un véritable laboratoire dont il est difficile de décrire le niveau de complexité. La plupart des zones de conflit où le COS a eu à intervenir se trouvaient à l'interface des grandes confrontations entre les paradigmes culturels des mondes slaves – orthodoxes/musulmans et judéo-chrétiens. Outre la violence des affrontements locaux qu'il fallait savoir traiter, ces conflits avaient des conséquences sur le plan régional et sur la stabilité européenne qu'il fallait en permanence intégrer pour chaque action envisagée. Il était impossible par exemple de penser la réhabilitation des réseaux de vie sur Sarajevo comme sur le Kosovo, sans prendre en compte le maillage des réseaux existants à l'époque de Tito. Ce maillage était bien entendu de nature physique avec les interconnexions classiques des réseaux de gaz, d'eau, d'électricité, de transport ferroviaire et

d'espace aérien. Il pouvait être aussi financier avec le problème de la répartition du règlement de la dette yougoslave lorsque les différentes provinces se sont transformées en pays souverain (cf. la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine...). Il était surtout de nature humaine avec des états-majors d'entreprise ou d'administration qui étaient hier d'ordre multiculturel et qui se sont refermés après les événements sur des logiques quasiment ethniques, voire claniques générant des blocages et des pertes en ligne de compétences et d'expériences considérables.

Tous ces éléments devaient systématiquement être traités par les équipes de réservistes du COS en intégrant les solutions à trouver immédiatement sur le plan local pour débloquer les situations, les interfaces à gérer sur le plan régional avec les pays voisins, mais aussi les enjeux sur l'ensemble du terrain européen voire pour les partenaires du monde arabe qui étaient concernés. Ces trois cercles, qui sont toujours d'actualité avec les événements en Macédoine, posent en permanence le problème de la complexité des jeux d'acteurs, des mandats, des ressources et des enjeux pour les uns et les autres. Les officiers qui assument depuis 1994 ces audits sur le terrain doivent être à l'aise avec ces grilles d'analyse et doivent être capables de mesurer l'impact global des initiatives qui sont proposées aux décideurs et aux opérateurs, tant civils que militaires, sur le terrain. En effet, agir sur tel ou tel dispositif ou vis-à-vis de telle ou telle communauté à des conséquences souvent graves qu'il faut être capable d'assumer en termes de responsabilité dans le temps, compte tenu de la sensibilité et parfois de la réversibilité des événements.

Pour bien comprendre ce qui a été demandé aux experts ACM et ce qui a été assumé par le COS notamment en Bosnie, il faut distinguer les types d'interventions qui ont été menées sur le terrain selon les circonstances. Elles furent de trois types et seule la première est désormais du ressort du COS :

Phase 1 : des audits au cœur des événements pour contribuer au processus d'ingénierie de sortie de crise dès que le commandant de théâtre et le CEMA estiment que la situation va dans ce sens. Ces missions sont délicates en terme de sécurité car elles se situent en pleine crise ou en contexte de guerre.

Phase 2 : du conseil et de l'assistance aux structures étatiques et aux organisations internationales sur les schémas de reconstruction dans la phase délicate qui se situe entre la crise et le début d'un retour à une vie normale. Les actions menées dans cette phase sont essentielles car elles structurent sur le moyen terme le type d'influence qui sera développé sur la région.

Phase 3 : la supervision des opérations de reconstruction et les opérations de communication qui s'imposent auprès des populations derrière les accords de paix et dans la phase de restauration de la vie collective. Ces opérations permettent d'accélérer la sortie de crise.

Les experts du COS, au cours de toutes ces opérations qui ont été menées dans les Balkans entre 1994 et 1999, ont assumé tout ou partie de ces phases et se sont retirés du terrain dès que les opérateurs ont pu devenir autonomes. Pour la Bosnie, la gestion des événements a imposé une présence longue (1994-2000) compte tenu de la difficulté de faire émerger un processus sain et durable en terme d'économie politique, le COS a eu à assumer les trois phases. Par contre, sur le Kosovo et la Macédoine, le COS n'a eu à prendre en compte que la phase 1. Les opérations ayant été plus ciblées et plus rapides, elles ont permis, pour l'année 1999, aux opérateurs civils de prendre très vite en main et directement les dynamiques de reconstruction politique et économique sur le terrain. Cette gestion de l'espace-temps est fondamentale car elle conditionne les types de compétences qu'il a fallu aligner et les types d'interventions qu'il a fallu assumer soit en coup de poing sur quelques semaines, soit, comme c'était le cas auparavant, sous la forme d'une présence affirmée mais subtile de plusieurs mois à plusieurs années (exemple de Sarajevo). L'expérience a démontré qu'il n'y a pas de recettes et que chaque situation reste singulière. Tout cela se fait avec en amont et sur place une multiplicité de circuits de décision qui n'ont rien à voir avec une chaîne de commandement classique de type militaire ou administrative. La gestion des sorties de crise suppose en effet une organisation spécifique avec

beaucoup de transversalité dans la communication des informations et un décloisonnement des organisations. En France, il a fallu, à plusieurs reprises, mobiliser dans ce sens tous les circuits de décision gouvernementaux et administratifs pour prendre en compte les évaluations faites par les experts du COS et relayer les informations vers les opérateurs civils publics et privés concernés.

Cette machine de guerre, après avoir été confiée à des comités ou des missions interministérielles, est aujourd'hui animée par le SGDN qui a en charge pour le compte du Premier ministre la coordination interministérielle de la gestion des sorties de crise. Il est secondé dans sa mission par les deux piliers que constituent l'AFD (Agence Française de Développement) pour la partie maîtrise d'ouvrage financière (qui constitue l'arme stratégique et non militaire des ACM sur le terrain), et le ministère des Affaires étrangères pour la partie diplomatique et humanitaire (qui est essentielle face à la multiplicité des mandats et des acteurs non gouvernementaux). De même, sur le terrain, les experts ont dû fonctionner en tenant compte des plates-formes décisionnelles multinationales qui sont projetées très rapidement sur la zone à traiter et qui intègrent le commandement des forces (cf. l'exemple de la KFOR sur le Kosovo). Outre la complexité de ce type d'intervention il faut s'attarder sur la dimension « spéciale » de ces expertises. Il est clair qu'elles supposent des « têtes bien pleines » pour traiter toutes les contraintes décisionnelles, techniques, sociologiques qui ont été évoquées précédemment. Mais il faut surtout des experts solides sur le plan de la résistance au stress car la plupart de ces missions se déroulent en état de guerre. Pour autant, il ne leur est pas demandé de conduire des actions Commandos conformément à ce que l'on peut imaginer d'une compétence « force spéciale ». De façon paradoxale, il leur est demandé, au contraire, de travailler sur d'autres registres qui sont non militaires. La vitesse d'acquisition et de traitement de l'information, de discrimination des actions à mener, la capacité de négociation et de communication avec les populations et l'aptitude à travailler en petites équipes pluridisciplinaires sont essentielles dans ce type de mission. Seul le COS a, jusqu'à présent, eu les moyens, l'état d'esprit et les officiers pour encadrer ce type de prestation avec la souplesse, la capacité de réaction et d'autonomie qui sont requises surtout quand on utilise des compétences civiles qui sont habituées, par ailleurs, à travailler avec une forte capacité d'initiative.

En 1999, ces opérations ont été menées en quelques semaines et ont permis de répondre à la fois à la gestion des opérations urgentes qui concernaient les mouvements de population sur l'Albanie et la Macédoine, et la structuration des opérations de reconstruction sur le Kosovo. La maîtrise de la vitesse et la qualité des audits ont été à l'origine des succès qu'ont connu les équipes du COS et qui ont été reconnus au plus haut niveau en France.

L'EXPÉRIENCE DU TERRAIN DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Le COS a rempli sur le terrain des conflits de l'ex-Yougoslavie toutes les formes de prestations possibles à mettre en œuvre, en terme d'opérations civilo-militaires avec toutes les formes de mandats internationaux :

- En 1994 à Sarajevo dans le cadre de la résolution 900 de l'ONU avec l'UNPROFOR.
- En 1995 et 1996 sur Mostar et les ports de Ploce et Dubrovnik, dans le cadre du premier mandat européen de la PSCE (Politique de Sécurité Collective Européenne) puis dans le cadre du déploiement de la FRR (Force de Réaction Rapide franco-britannique) après la conférence de Londres.
- En 1997 et 1998 sur l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine dans le cadre du mandat de l'OTAN (SFOR) et des accords de Dayton.
- En 1999 et 2000 sur les théâtres de l'Albanie, de la Macédoine et du Kosovo dans un cadre OTAN (KFOR) et de la résolution 1244 de l'ONU.

Pour chaque opération, les officiers qui ont été mobilisés ont obtenu des résultats très significatifs et méconnus du grand public. Ils ont souvent contribué à neutraliser des sources de conflits et à éviter aux forces en place des dégradations de situation qui étaient difficiles à maîtriser par la voie des armes, surtout dans le cadre des mandats fixés par l'ONU. Le premier audit pour le CEMA, conduit en mars 1994, a permis d'identifier trois actions majeures qui devaient être menées par les experts ACM pour accélérer la sortie de crise et renforcer la présence française, sur le moyen terme, en Bosnie :

- « Remettre de la vie » sur Sarajevo en rétablissant rapidement les réseaux d'électricité, d'eau, de gaz et le fonctionnement de l'aéroport.
- Rouvrir l'axe ferroviaire Sarajevo-Mostar-Ploce pour limiter l'emprise des mafias locales, qui dénaturaient l'aide humanitaire, et accélérer le désenclavement de la capitale bosniaque.
- Remettre en route le port multimodal de Ploce sur l'Adriatique et favoriser les échanges entre la Croatie et la Bosnie en utilisant les termes des accords de Washington (mise en place d'une zone franche sur le port de Ploce).

Les premières opérations furent lancées en avril 1994 derrière la résolution 900 de l'ONU et l'arrivée des premiers détachements des « *Civil Affairs* » anglo-saxons. Les intentions de ces derniers étaient de reproduire le même processus que dans le Golfe en ignorant les Français pourtant très présents sur place. Grâce à une forte implication du ministre de la Défense de l'époque, François Léotard, de son cabinet, et du commandement français présent sur la zone avec le général Soubirou en sa qualité de COMSECTOR, le premier déploiement de réservistes spécialisés dans ce type d'opérations fut un succès. Très rapidement, à la grande surprise de la commission américano-britannique qui essayait d'isoler les opérations, le détachement français a procédé à l'état des lieux, à l'évaluation des dégâts et à la formulation d'un plan d'action détaillé qui a été repris intégralement par l'ambassadeur Eagleton, commissaire à la reconstruction de Sarajevo, à la conférence des donateurs qui s'est tenue à Vienne en mai 1994.

Cette première phase d'audit a été un véritable succès sur le terrain et a été ressenti comme tel par les milieux civils qui avaient été mobilisés en amont pour appuyer les actions menées par les réservistes. Les premiers résultats obtenus sur l'année 1994 furent significatifs : réouverture de l'aéroport de Sarajevo ; remise en route des réseaux d'eau, de gaz, de télécoms et surtout d'électricité avec le concours d'EDF, de SOGEA, d'Alcatel, des éléments du génie et des transmissions ; montée en puissance d'un bureau d'étude « d'urbanisme » pour refaire la cartographie de la ville et le schéma directeur des réseaux de vie ; mise en place d'une assistance du SAMU français auprès des responsables des hôpitaux ; relance de la distribution et du commerce local pour contribuer à marginaliser les trafics sur les produits de première nécessité ; conseil auprès du gouvernement bosniaque et du gouverneur de la banque centrale pour créer les bases d'une administration fiscale et d'un budget.

Avec la reprise sur le terrain des affrontements en 1995 et 1996, les opérations ACM connurent de nouveaux développements. Sur Sarajevo, les actions de rétablissement des réseaux de vie et le renforcement des actions économiques et culturelles (création d'une CCI franco-bosniaque, soutien au centre culturel André-Malraux, jumelage d'universités...) furent poursuivies malgré les combats. L'aéroport a été en permanence ouvert, les opérations vis-à-vis des populations furent maintenues malgré la pression des protagonistes (remise en route du tramway, gestion des ordures, ouvertures de dispensaires et d'écoles...) et la confusion qui régnait dans l'exercice des mandats internationaux sur cette zone. Les vraies difficultés furent concentrées sur la réouverture de l'axe ferroviaire Sarajevo-Ploce et sur la remise en route du port de Ploce qui constituaient des projets lourds et très sensibles pour les décideurs locaux. Le COS eut à ouvrir deux missions supplémentaires pour assumer cette orientation du CEMA. La première fut localisée sur Mostar, la seconde sur Ploce. Des officiers de réserve spécialistes contribuèrent, aux côtés de l'Union européenne, à débloquer des situations locales. C'est ainsi que plusieurs opérateurs français sont intervenus de façon significative sur Mostar (Pechiney, Renault, BRGM, etc.) et que le port de Ploce a été rouvert au trafic maritime en 1996. Par le biais de

cette opération la Croatie a adopté, avec le conseil de la SOFREMER, le droit maritime français pour la gestion de ses ports et de la côte Dalmate. Grâce à ces actions déterminantes, les Affaires civiles du COS ont permis :

- d'aider la Force de réaction rapide franco-britannique commandée par le général Soubirou, lorsqu'elle s'est déployée en Bosnie à la suite de la conférence de Londres. L'action des spécialistes du COS lui a permis de débarquer à Ploce et de suivre sans incident l'itinéraire pour atteindre la région de Tonislavgrad ;
- de disposer d'un excellent contact relationnel et une connaissance très fine des jeux d'acteurs sur l'axe confié aux Français, ce qui était d'importance stratégique notamment en cas d'évacuation du contingent en place sur Sarajevo ;
- de contribuer à débloquer la situation sur Mostar qui constituait un nœud « maffieux », très sensible en terme de sûreté pour les forces françaises.

Avec les accords de Dayton, les ACM ont perduré sur le terrain avec des actions plus décentralisées sur l'ensemble de la Bosnie (Banja Luka, Tuzla, Gorazde). Elles devinrent plus complexes sur le plan opérationnel avec l'arrivée des CIMIC américains et du dispositif de l'OTAN. L'objectif assigné aux officiers du COS fut à la fois de s'intégrer dans les modes d'organisation anglo-saxons qui prévalaient et de rendre autonome l'ensemble des initiatives qui ont été développées au cours des dernières années, en faisant en sorte que la diplomatie et les opérateurs civils prennent le relais sur le terrain.

Au terme de ces quelques années d'opérations, les résultats sont significatifs. Ils ont été particulièrement étudiés et valorisés avec des travaux et des conférences organisés par l'IHEDN, la FED et le Forum du Futur au cours de ces cinq dernières années. Les quelques échecs rencontrés et parfois relayés par les médias (rénovation de l'aéroport de Sarajevo, réhabilitation de la voie ferrée) ont été essentiellement le fait de dysfonctionnements au niveau des opérateurs publics qui n'ont pas pu avoir la même réactivité que les officiers ACM et les opérateurs civils présents sur le terrain compte tenu des procédures administratives en cours en France. Mais ces difficultés ont été surmontées lors des opérations qui ont été menées sur la Macédoine et le Kosovo. Avec les événements de l'hiver 1999 sur le plan humanitaire et les opérations lancées par l'OTAN au printemps sur le Kosovo et la Serbie, le dispositif du COS a été de nouveau mobilisé par le CEMA. Il a bénéficié, en amont, d'une mise en alerte, dès le mois d'avril, de tous les réseaux civils grâce aux excellentes relations nouées par les officiers de réserve et l'ensemble des opérateurs concernés par la gestion des sorties de crise, ce qui a permis de réaliser des audits très ciblés sur le terrain en juin (Macédoine) et en juillet (Kosovo). Ces opérations ont abouti aux résultats connus et largement valorisés par la presse. Ils ont permis, par exemple, à l'équipe de monsieur Fauroux, en charge de la mission interministérielle pour l'Europe du Sud-Est auprès du Premier ministre, d'avoir tous les éléments discriminants à son arrivée en juillet, pour soutenir l'action française dans les cadres multilatéraux et onusien qui prédominaient au cours de l'été 1999 dans les Balkans. Grâce à ces opérations et aux enseignements du contexte bosniaque, les réservistes du COS ont permis aux forces Armées de conforter leur mission de sécurisation des zones sous leur responsabilité mais aussi aux opérateurs français de s'installer de façon significative au cours de l'hiver 1999-2000 sur la reconstruction du Kosovo et des autres pays de la région¹. À la suite de ces opérations, des réflexions sur le management des ACM aboutirent à des réorganisations qui virent le jour au printemps 2001 avec la création d'un GIACM (Groupement Interarmées d'Actions Civilo-Militaires) dépendant de l'EMA. Désormais, le COS ne garde que l'expertise initiale de théâtre en matière d'affaires civiles et laisse au nouveau groupement le management des opérations lourdes d'ACM qu'il assumait depuis 1994 sur l'ex-Yougoslavie. Cette nouvelle organisation avait fait l'objet d'un test sur le Kosovo avec le CFAT. Elle s'avérait nécessaire pour structurer

¹ *Le Figaro*, en date du 9 juillet 2001, évalue à près de 35 % la présence française dans les marchés de la reconstruction du Kosovo suite aux opérations civilo-militaires de l'été 1999.

la montée en puissance de ce concept dans la perspective de conflits plus importants, et sortir du stade du prototype qui a été évalué dans les Balkans par le COS avec des situations qui restent atypiques comme la Bosnie ou le Kosovo.

BILAN

Le Commandement des opérations spéciales a rempli avec succès la mission qui lui avait été confiée en 1994 par l'amiral Lanxade, et ce malgré les contraintes opérationnelles rencontrées sur le terrain et les débats qui sévissaient au sein des états-majors autour de l'opportunité et de la maturité de ce nouveau concept. Il faut reconnaître que l'exercice n'était pas aisé et que la célèbre formule de René Char « penser de façon stratégique et agir de façon primitive » résume bien les paradoxes qu'il fallait souvent assumer au quotidien autour de cette mission. Il fallait en effet, d'un côté, faire admettre l'importance de ce nouveau concept civilo-militaire dans les esprits de nos décideurs à Paris, et, de l'autre, à deux heures d'avion, trouver les solutions basiques qui s'imposaient sur le terrain à Sarajevo ou à Mitrovica.

Un nouveau concept qui associe des réservistes issus du monde civil, au moment où l'on prononce la fin du Service national et la professionnalisation des Armées, le tout sous le commandement des opérations spéciales, relevait à l'époque de la gageure. Et pourtant l'idée a fait son chemin grâce aux succès enregistrés sur le plan opérationnel et en dépit des difficultés de tout genre qu'il a fallu surmonter. Il ne faut pas oublier, dans ce tour d'horizon la mobilisation exceptionnelle du monde civil qui a adhéré immédiatement à la vision stratégique de l'amiral Lanxade et de son état-major en 1994. Cette dynamique est aussi le résultat de la ténacité de quelques officiers dont le général Saleün qui porta ce dossier pendant six ans, créant autour de lui une cohésion exceptionnelle entre les professionnels du COS et ses réservistes. Elle fut particulièrement saluée par les commandants de théâtre lors des événements sur le Kosovo en 1999.

Sarajevo, réhabilitation de la voie ferrée... ont été essentiellement le fait de dysfonctionnements au niveau des opérateurs publics qui n'ont pas pu avoir la même réactivité que les officiers ACM et les opérateurs civils présents sur le terrain compte tenu des procédures administratives en cours en France. Mais ces difficultés ont été surmontées lors des opérations qui ont été menées sur la Macédoine et le Kosovo. Mais, si les équipes du COS ont été à la hauteur des missions qui lui ont été confiées, la performance du système de gestion de sortie de crise n'en est qu'à ses balbutiements en France. Nous ne sommes pas encore arrivés au même niveau que les organisations anglo-saxonnes pour des raisons essentiellement culturelles, le décloisonnement entre les mondes civil et public n'étant pas aussi simple qu'on peut l'imaginer en France. À ce niveau, il faut être conscient que la performance future de ce nouveau concept et de la nouvelle organisation des ACM dépendra des types d'animation amont et aval qui seront mis en œuvre au niveau politique, administratif et financier. Les concepts des « CIMIC » ou des « *Civil Affairs* » bénéficient, pour leur part, d'une véritable animation et d'un encadrement politique au plus haut niveau. Ils constituent aujourd'hui des outils performants au service de ces stratégies globales de gestion d'influence qui permettent aux Anglo-Saxons de dominer de plus en plus les logiques politiques, économiques et culturelles de l'après-crise. Ce fut notamment le cas pour les intérêts américains ou britanniques sur l'ensemble de la péninsule arabique et, par la suite, sur la globalité du Moyen-Orient aux lendemains de la guerre du Golfe. Il en est de même sur l'ex-Yougoslavie depuis l'application des accords de Dayton et avec l'emploi de l'OTAN sur la Serbie. Les modes d'action développés sont sans ambiguïté et sont désormais considérés pour eux comme prioritaires face aux nouvelles contraintes géostratégiques que l'Occident a à assumer en terme de sécurité collective. Des réflexions du même ordre sont conduites actuellement au sein de l'Union européenne à la suite des opérations menées au Kosovo.

Pour les états-majors, à la suite de ces expériences, il est devenu impératif de gérer les crises différemment. Les problèmes qui sont liés au développement des conflits sont devenus

aujourd'hui extrêmement complexes ne serait-ce que par l'imbrication de très nombreux facteurs économiques, médiatiques, humanitaires qui n'ont plus rien à voir avec les types de conflit « guerres totales » qu'a connus le XX^e siècle. Par ailleurs, il n'est plus possible de raisonner avec la simple politique de la canonnière, voire avec la vision de Lyautey et ce quelle que soit la vertu de l'approche. En effet, les contextes socio-économiques, les contraintes démographiques et urbaines ne sont plus comparables avec les modes d'action de l'époque coloniale. Les environnements ne sont plus les mêmes et les rapports de force se révèlent très différents, sans compter le poids des opinions publiques et l'impact des médias qui sont devenus déterminants. Toutes ces ruptures dans la gestion des conflits supposent une prise de conscience au niveau de nos décideurs et une nouvelle maturité dans la gestion des crises. Dans ce contexte les « affaires civilo-militaires » ont acquis, en quelques années, la dimension d'une véritable arme stratégique. Elles contribuent à la dissuasion en permettant au commandement militaire et à la diplomatie française de rendre plus rapidement réversible un conflit et de ne pas s'enfermer dans une crise. Au-delà des légendes qui se créent toujours quand les succès sanctionnent des années de travail sur le terrain, le COS a réussi à démontrer que la guerre peut se gagner autrement et que la démonstration de la force, même si elle est nécessaire, n'est plus suffisante aujourd'hui. Mettre de « l'intelligence » dans le rapport de force et sortir rapidement d'une crise en utilisant des moyens non militaires est devenu un véritable enjeu pour nos Armées et notre diplomatie. Au-delà des conflits de chapelle et des querelles de doctrine, les méthodologies utilisées pour arriver à de vrais résultats dans ce domaine restent « spécifiques ». Ces missions ont fait appel à un niveau d'excellence et de qualité que seules ces petites unités de spécialistes composées de professionnels et de réservistes connaissent, grâce aux entraînements et aux opérations qu'ils ont menés ensemble sur le terrain. Ces unités d'élite savent que leurs missions ne connaîtront jamais l'éclat des grandes opérations de guerre que l'on peut attribuer classiquement aux unités des « forces spéciales ». Ils savent par contre que, s'ils réussissent, il leur sera accordé discrètement la reconnaissance que l'on attribue aux opérations qui ont permis d'éviter une guerre ou de sortir plus rapidement d'une crise.

VIOLENCE GUERRIÈRE ET POUVOIR POLITIQUE LE CAS DES FORCES SPÉCIALES¹

PAR VINCENT PORTERET

L'importance prise par les « forces spéciales » (FS), et plus largement par les unités « non-conventionnelles » dans les opérations militaires ces dernières années (Afghanistan, Irak...) n'a pas manqué de retenir l'attention des observateurs, mais ce domaine reste largement traité par des « spécialistes du renseignement », y compris aux États-Unis et en Angleterre, donnant à ces travaux une tonalité particulière². Arguant que leur rôle serait encore appelé à s'accroître pour les pays qui les emploient – principalement occidentaux –, certains y voient « l'avenir de la guerre »³. Un tel constat, dans la mesure où il est justifié, soulève un certain nombre de questions et notamment s'agissant des rapports entre violence guerrière, une des dimensions de la violence⁴, et politique, au cœur de toute interrogation sur la guerre.

Tout d'abord, les travaux de sociologie historique de l'État ont montré que l'exercice de la violence guerrière a favorisé l'institutionnalisation, la différenciation du pouvoir politique étatique. La guerre et l'armée, comme instrument et signe de la souveraineté de l'État, impliquent que celui-ci soit capable d'« extraire » de la société les ressources humaines et financières dont il a besoin pour remplir son rôle. Ainsi, une interrogation sur les transformations des Armées, de l'art et des moyens de la guerre n'est pas indépendante d'une autre sur les formes du pouvoir qui les conduit.

Autre aspect, la question du contrôle exercé par le pouvoir politique sur la force Armée à partir de la distinction entre moyens et fins : la fixation de celles-ci revient au politique – ce qui suppose la clarté des ordres reçus, parfois problématique dans le cadre des « nouvelles missions », et une distinction, stricte et non pas relative, entre moyens et fins⁵ –, quand la conduite de ceux-là appartient aux militaires⁶. Mais, la guerre, comme toute action d'ailleurs, est marquée par une sorte de dialectique entre moyens et fins, qui prend alors la forme d'une confusion entre le politique et le militaire⁷.

Enfin, dernier aspect, le recours à la force est une caractéristique du pouvoir en général et du pouvoir politique en particulier. Mais le pouvoir n'implique pas seulement la menace mais aussi la maîtrise effective de la force⁸. On est ainsi invité à aller au-delà de la dichotomie entre force

¹ Cet exposé a été présenté au congrès de l'Association française de Sociologie, tenu à l'université de Paris XIII-Villetaneuse du 24 au 27 février 2004, lors de la Session n° 2 « Art et techniques de la guerre » / Réseau thématique « Sociologie du militaire : sécurité, armées et société ». À ce titre, il a été également publié dans les actes de cette manifestation.

² Une seul article dans *Armed Forces and Society*. En France, la revue *Renseignement et opérations spéciales* y consacre une partie de ses pages. Pour une illustration de la fascination exercée par ces unités sur ceux qui en parlent voir CLANCY Tom, *Les forces spéciales. Visite guidée d'un corps d'élite de l'US Army* (trad.), Paris, Albin Michel, 2003 (2001).

³ DENÉCÉ Éric, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, Monaco, Éditions du Rocher, 2002 ; LE PAUTREMAT Pascal (dir.), *Forces spéciales. Nouveaux conflits, nouveaux guerriers*, Paris, Gallimard, 2002.

⁴ MICHAUD Yves, *La violence*, Paris, PUF, 1999 (1986)

⁵ On retrouve ici les remarques de Samuel Huntington sur le « contrôle objectif » des militaires ; HUNTINGTON Samuel P., *The Soldier and the State – The Theory and Politics of Civil Military Profession*, Cambridge, Harvard University Press, 1997 (1957).

⁶ On peut ajouter que ce contrôle renvoie aussi à la question de la décision de créer tel ou tel système militaire en fonction notamment des données et hypothèses fournies par les militaires.

⁷ COHEN Eliot A., *Supreme Command. Soldiers, Statesmen and Leadership in Wartime*, New York, The Free Press, 2002.

⁸ Voir la mise au point de François Chazel sur ce point dans « Pouvoir, cause et force », *Revue Française de Sociologie*, XV, 1974, p. 449-456.

et pouvoir pour penser la liaison complexe entre eux, la « combinaison »⁹ entre coercition et légitimation. Et ce d'autant plus que la question des rapports entre guerre et souveraineté renvoie à la capacité du pouvoir politique à pouvoir tout exiger, à condition d'être perçu comme légitime.

S'agissant des termes, faut-il parler de force ou de violence ? On les distingue généralement selon leur degré de légitimité, question délicate à trancher s'il en est¹⁰ : nous préférons considérer la force comme un moyen et la violence comme sa manifestation, ici dans un cadre guerrier¹¹. Cette modalité particulière de mise en œuvre de la violence guerrière étatique, qui n'est qu'un aspect des missions des FS, induit-elle et manifeste-t-elle de nouveaux liens entre violence guerrière et pouvoir politique ? Il nous faudra préciser ce qu'il faut entendre par « forces spéciales », à partir du cas français, avant d'examiner les principaux traits de l'arrière-plan dans lequel elles agissent, pour, enfin, nous demander si elles représentent un nouvel art de la guerre. Précisons que ce qui suit est encore largement exploratoire.

QU'EST-CE QUE LES « FORCES SPÉCIALES » ?

Nous commencerons par rappeler l'ancienneté du type d'action qu'elles conduisent, avant d'examiner la situation française et de dresser un rapide portrait de ces unités.

L'action indirecte au cours de l'histoire

Du cheval de Troie aux militaires français engagés en Afghanistan, des subterfuges des Vikings aux *Ninja* japonais du XV^e siècle, la guerre s'est toujours accompagnée de manœuvres « latérales », d'opérations de déstabilisation de l'adversaire, y compris morale. Chaque époque, ou presque, chaque zone géographique a, en effet, été confrontée à l'action indirecte, à la « petite guerre », expression utilisée initialement pour parler de la guerre de partisans, sous des formes spécifiques. Ces opérations étendent, la plupart du temps, l'aire du champ de bataille, besoin né de la confrontation à d'autres modes opératoires a pu conduire la hiérarchie à diversifier les formes d'action sur le terrain : on verra se multiplier les unités légères chargées d'exécuter des coups limités, de harceler l'adversaire, de mener des opérations de reconnaissance.

Pour ce qui nous concerne, force est de constater qu'avec les FS, les États se dotent de ce qui était le privilège des irréguliers, sans pour autant que les FS remplissent une fonction missionnaire, comme les partisans. C'est avec la Seconde guerre mondiale, du fait de l'importance prise alors par la mobilité, que les FS ont pris leur véritable essor, sans réelle reconnaissance au niveau politique ou institutionnel.

Le cas français

Ici aussi, la Seconde Guerre mondiale est déterminante : l'occupation du territoire français a stimulé le développement d'actions « non-conventionnelles » par des unités françaises, indépendantes, soutenues par les Alliés. Vient ensuite la guerre d'Indochine. Là, la lutte contre-insurrectionnelle obligea les militaires français à s'adapter à une forme nouvelle de combat : la guerre révolutionnaire où le combat d'infanterie a pris une place centrale, pour faire face, notamment, à la difficulté à affronter directement l'ennemi, à un milieu physique difficilement pénétrable (jungle, rizières...). Se multiplièrent ainsi les unités spéciales et de Commandos,

⁹ CHAZEL François, « Pouvoir », in BOUDON Raymond (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p. 222.

¹⁰ MAYER Arno J. , *Les furies 1789 1917. Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe* (trad.), Paris, Fayard, 2002 (2000), p. 71-72.

¹¹ Yves Michaud explique que « la violence est définie comme l'usage de la force, quelle que soit la légitimité ou la non-légitimité de cette force » ; MICHAUD Yves, *La violence apprivoisée*, Paris, Hachette, 1996, p. 5.

composées de Français mais aussi d'autochtones, visant à détruire le potentiel ennemi (militaire mais aussi psychologique, économique...) quand cela était impossible aux forces classiques. La guerre d'Algérie constitue une autre phase de recours à l'action non-conventionnelle par les Armées françaises en même temps qu'elle en illustre certaines des dérives possibles. Le renseignement apparut comme une activité primordiale, notamment pour faciliter l'infiltration de petites unités chargées de semer le trouble dans les zones contrôlées par les rebelles. Les FS seront utilisées à d'autres occasions. Ni l'institution militaire ni le pouvoir politique ne semble avoir vraiment reconnu l'importance de ces unités hors de certains contextes qui perpétuaient pourtant la longue expérience des troupes d'élite en France (parachutistes, légionnaires...) qui contribue au flou autour de l'action des FS.

Sur le plan organisationnel, l'importance des FS a été reconnue dans le *Livre blanc sur la Défense* de 1994, qui, sur ce point, faisait suite à la création, en 1992, du Commandement des opérations spéciales, organisme interarmées (placé sous l'autorité du chef d'état-major des Armées) ce qui constitue une nouveauté importante pour les Armées françaises peu habituées à ce type de structure. Elles sont appelées à agir au cours d'opérations ou pour prévenir une crise et apporter des renseignements¹².

Le COS regroupait à l'été 2002 environ 2 500 hommes, comprenant un état-major, des unités de l'armée de terre (1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine – à peine plus de 400 opérationnels – par exemple), de la Marine nationale (différents Commandos, soit près de 500 hommes) et de l'armée de l'Air, auxquelles s'adjoignent des Commandos parachutistes, le groupe de sécurité et d'intervention de la Gendarmerie nationale (GSIGN) et d'autres unités de l'armée de Terre. À côté de cette structure, la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) dispose aussi de ses propres moyens d'action spéciale, au sein du fameux « service action », regroupant environ 500 hommes dont certains exécutent aussi des actions clandestines¹³. Certains membres du service action ont participé aux côtés de leurs homologues américains à la formation de combattants de l'Alliance du Nord en Afghanistan et à la traque des terroristes d'Al-Qaeda. La dualité française constitue une source de dysfonctionnements : chevauchements de compétences, rivalités entre unités pour l'attribution des missions, situation qui, avec le primat accordé à l'aspect militaire des opérations, contribue aussi à la confusion entre opération spéciale, action clandestine et Commandos.

Caractéristiques

Avant d'aller plus loin, il faut dire que la confusion autour des FS tient aussi à la fascination pour le secret, nourrie de la fascination pour la technologie, mais aussi de la fascination pour la « force », les FS étant assimilées aux Commandos. Plusieurs types d'unités sont ainsi rassemblées communément sous cette étiquette : unités de reconnaissance, de Commandos, tactiques, d'action clandestine..., chacune renvoie en fait à des structures particulières, à des usages de la force spécifiques et à des objectifs précis¹⁴. Il reste que, comme le montre le cas français, l'organisation militaire n'opère pas nécessairement cette distinction.

Les unités de Commandos¹⁵, relèvent partiellement des troupes aéroportées (parachutistes) mais pas uniquement. Elles agissent avec des effectifs assez importants (au minimum une soixantaine d'hommes) sur une durée courte : il s'agit alors d'un coup de poing fort, où la violence est importante : assaut, diversion... La discrétion n'est pas déterminante et leur action est censée exercer une influence importante sur le cours de la bataille. Ces unités présentent une

¹² *Livre Blanc sur la Défense*, Paris, 1018, 1994, p. 140

¹³ DENÉCÉ, *op. cit.*, p. 198-203

¹⁴ Nous remercions Éric Denécé pour les informations qu'il nous a communiquées à ce propos.

¹⁵ Rappelons ici que le terme commando trouve son origine dans la guerre des Boers, en Afrique du Sud (1899-1902) : le *kommando* était l'unité de combat boer, rattachée à un échelon territorial, le district électoral. Ainsi, étaient membres du *kommando*, tous les citoyens mâles d'un district en âge d'être mobilisés. Ils recevaient un entraînement régulier. En difficulté en cas de bataille classique, les Boers décidèrent de privilégier « l'action de *kommandos* mobiles qui auraient l'initiative des combats et qui harcèleraient les colons anglais » (DENÉCÉ, *op. cit.*, p. 38).

organisation militaire traditionnelle. Les unités tactiques se rapprochent des « nettoyeurs de tranchée » de la Grande guerre. Il s'agit de petites unités rattachées à un régiment, agissant à courte portée sous la responsabilité du colonel du régiment qui décide de leurs objectifs, au profit de l'action du régiment ce qui limite leur autonomie¹⁶. Sur le plan structurel, ces unités sont ouvertes aux hommes du rang.

Enfin, les FS. Les missions qui leur sont confiées sont multiples : assistance militaire, renseignement, actions Commandos dans la profondeur des lignes ennemies, encadrement et formation d'unités de partisans dans un contexte de guérilla, évacuation de ressortissants, protection de personnalités... Trois qualités apparaissent essentielles : autonomie, polyvalence et discrétion¹⁷. Leur action revêt six traits :

- *la recherche d'un effet décisif* : l'action des FS vise à modifier le rapport de force, la surprise étant un élément important ;

- *le caractère hautement périlleux des missions* : ces unités agissent de façon indépendante en profondeur ;

- *le volume réduit des forces engagées* : une unité spéciale est constituée d'une équipe d'à peine une dizaine d'hommes, spécialistes polyvalents, sous-officiers et officiers ;

- *leur mode d'action non-conventionnel* jusqu'à agir en civil ou sous un uniforme étranger ;

- *la maîtrise de la violence* : une brutalité ciblée qui tient pour beaucoup aux moyens mis à leur disposition. Ceux-ci font une large place aux technologies les plus avancées qui les assistent dans l'action : transmissions, puissance et précision du feu ;

- *la confidentialité* entourant les unités et les personnels, censée favoriser l'effet de surprise. Pour autant, il ne s'agit pas d'action clandestine : leur l'action est « signée ».

LA VIOLENCE GUERRIÈRE AUJOURD'HUI : PROBLÉMATIQUES

Le contexte dans lequel s'inscrit le recours aux FS se décline en trois aspects, étroitement connectés : international, militaire et social, proches de la trilogie clausewitzienne du Gouvernement, de l'Armée et du Peuple. Cela devrait nous permettre de réfléchir sur la violence guerrière contemporaine, rarement considérée dans les sciences sociales¹⁸, et de la rapprocher des réflexions sur la violence aujourd'hui dont elle illustre une des nouveautés radicales : « le fait d'être à la fois globalisée, puisque référentielle à des phénomènes planétaires ; générale et [...] moléculaire ; elle-même mondialisée ou éclatée »¹⁹. Nous voudrions essayer ici de comprendre « pourquoi les forces spéciales » ?

L'État sur la scène internationale

Sur le plan international, les États-nations sont sinon « en panne »²⁰ du moins confrontés à des dynamiques infra et supra nationales qui bouleversent leur rôle, quand la mondialisation, sous ses différents aspects (culturel, économique) nourrit des processus de repli identitaire, d'exacerbation nationaliste...²¹ Panne aussi parce que le monopole de la violence physique de

¹⁶ Pour une illustration, romanesque, voir VERCEL Roger, *Capitaine Conan*, Paris, Magnard, 2001 (1934).

¹⁷ SAINT-QUENTIN Grégoire de, « Pourquoi les forces spéciales ? », *Défense nationale*, 7, juillet 1999, p. 66

¹⁸ La polémologie, initiée par Gaston Bouthoul, fut une première tentative, mais elle s'est limitée aux aspects tactiques et stratégiques, sans traiter de points aussi importants que la cohésion, le commandement, ...

¹⁹ WIEVIORKA Michel, « Le nouveau paradigme de la violence », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un nouveau paradigme de la violence ?*, *Cultures et conflits*, n°29-30, printemps-été 1998, p. 43

²⁰ DELMAS Philippe, *Le Bel avenir de la guerre*, Paris, Gallimard, p. 9

²¹ Bertrand Badie a souligné que ces dynamiques pouvaient avoir des effets belligènes : BADIE Bertrand, « Le jeu triangulaire », in BIRNBAUM Pierre (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, PUF, 1997, p. 447-462.

l'État est atteint par la privatisation de certaines manifestations de la violence²², signe de la difficulté des États à exercer leurs fonctions traditionnelles quand les organisations internationales ne jouent encore que très partiellement le rôle pacificateur qu'on pourrait leur prêter (sans non plus céder au discours critique sur leur impuissance).

Depuis la fin de la guerre froide, on se trouve dans une situation où se combinent la paix et la guerre. La question se pose pour l'État de savoir comment faire face à des menaces multiformes (nucléaires, bactériologiques, chimiques...), à des adversaires difficilement identifiables, qui se battent moins pour des questions de souveraineté que par référence à une identité ethnique ou religieuse (situation dont la « guerre contre le terrorisme » serait l'archétype). Pourtant, si la guerre n'est pas obsolète²³, la guerre interétatique paraît relever d'une époque révolue parce que l'État territorial s'effrite emportant avec lui la forme de violence qui lui est directement liée au profit d'autres formes : guerres civiles, massacres interethniques, terrorisme où la violence est porteuse de « significations qui lui confèrent une allure intransigeante, non négociable, une portée religieuse, idéologique ou éthique qui semble absolue »²⁴. Dans ce cadre, le concept clé de l'action militaire des États, n'est plus la dissuasion, comme pendant la guerre froide, mais l'intervention²⁵. La question est bien sûr de savoir quelle est la légitimité de ces interventions.

Dans ces conflits, le jugement porté à l'encontre de l'adversaire prend une dimension particulière du fait de conceptions différentes en matière de conflit guerrier : s'y mêlent l'incompréhension, la crainte et le mépris²⁶. On est ici au cœur de ce que Pierre Hassner analyse comme la dialectique du bourgeois et du barbare : on aurait d'un côté, « la guerre bourgeoise parfaite évacuant la lutte à mort grâce à la technique », espoir fondé sur la Révolution dans les affaires militaires²⁷, et, à l'autre extrême, « le terrorisme [qui] prend les populations civiles pour cible, refuse également le combat guerrier »²⁸. Ce serait la fin définitive des guerres héroïques engageant l'existence de l'État-nation²⁹. Les FS sont-elles une réponse à l'inadéquation de l'État aux mutations de la scène internationale ?

Armée professionnalisée et exercice de la violence guerrière

Au niveau militaire, la réflexion sur les FS renvoie à la professionnalisation des Armées. Remontant aux années 1960, voire au lendemain du Second conflit mondial, un ensemble de variables, qui ne ressortissent pas uniquement au champ militaire, interviennent pour expliquer une réduction progressive des effectifs des Armées, le « déclin de l'armée de masse » et, corrélativement, l'augmentation de la part d'engagés volontaires et de personnels de carrière au sein des Armées³⁰. Une des principales clés de ces transformations réside dans la technicisation des matériels militaires. Celle-ci induit une professionnalisation accrue du corps des officiers et

²² MUNKLER Herfried, *Les Guerres nouvelles* (trad.), Paris, Alvik, 2003 (2002), p. 32-42.

²³ VENNESSON Pascal, « Renaissance ou obsolète ? La guerre aujourd'hui », *Revue Française de Science Politique*, 1998, vol. 48, n°3-4, p. 515-533

²⁴ WIEVIORKA, *art. cit.*, p. 50

²⁵ Il s'agit de « l'emploi effectif d'une force limitée pour arrêter des conflits lointains, caractérisés par l'anarchie autant que par l'agression » ; HASSNER, *art. cit.*, p. 283.

²⁶ COKER Christopher, *Waging war without warriors ? The changing culture of military conflict*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2002, p. 83-109. Les qualificatifs dépréciatifs utilisés pour l'ennemi ont toujours été légion, que l'on songe par exemple aux représentations françaises de l'Allemand durant la Grande guerre, aux références à sa sauvagerie, à sa barbarie.

²⁷ Pour un point de vue enthousiaste sur la RMA, voir MURAWIEC Laurent, *La Guerre au XXI^e siècle*, Paris, éditions Odile Jacob, 2000. L'auteur évoque certaines limites du concept et de ses implications pratiques, mais reste persuadé de sa pertinence « dans un monde de conflits » et de la réalité des transformations qu'il recouvre.

²⁸ HASSNER, *art. cit.*, p. 289. L'auteur poursuit : « Mais, si l'une de ses formes [...] consiste essentiellement à s'attaquer aux populations sans défense, une autre variété repose au contraire sur l'acceptation du suicide ».

²⁹ C'est du moins le point de vue développé, parmi d'autres, par Edward Luttwack dans « A Post-heroic Military Policy », *Foreign Affairs*, juillet-août 1996, p. 33-45.

³⁰ Cf. la mise au point de Bernard Boëne : « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et socio-politique », *Revue française de Sociologie*, 2003, 44-4, p. 647-693

des sous-officiers, accentuant leur spécialisation et leur qualification³¹. Elle bouleverse les rapports de commandement et l'identification des militaires aux Armées où la figure de référence ne serait plus le « leader héroïque », mais le « manager » de la violence. La technique bouleverse les formes de la violence, loin des combats face à face, au corps à corps. Les machines et autres systèmes automatiques sont, selon l'expression courante, « servis » : l'action est mise à distance et le risque avec elle, à l'image des frappes de précision. Cela renforce encore les effets de la technicisation, l'importance des valeurs de la spécialisation professionnelle au sein du métier des armes : la minimisation des pertes devient partie intégrante de l'ethos des militaires, liée aussi au coût de leur formation.

Sur le plan des missions, depuis la fin de la guerre froide, la défense du territoire national apparaît secondaire par rapport aux « opérations autres que la guerre » (à l'extérieur et à l'intérieur). Ces missions, qui révèlent certaines limites de l'action étatique en matière militaire, s'inscrivent dans un contexte opérationnel marqué par l'internationalisation des conflits et des interventions militaires, l'hyper médiatisation des opérations, le renforcement de leur encadrement juridique et de nouvelles attentes des populations. Elles induisent une diversification des conditions d'exercice de l'activité militaire où prédomine l'idée d'un recours minimum à la force. Les militaires doivent privilégier la prudence et la retenue, avec le risque de voir leur anxiété s'accroître en retour. Aux principes encadrant l'usage de la force pour en éviter tout usage « gratuit », le cadre « onusien » en ajoute d'autres, définissant par exemple la légitime défense, interprétés avec une grande prudence qui dramatise l'ouverture du feu. Cette juridicisation accentue l'asymétrie de ces affrontements et la divergence entre le cadre de guerre des « intervenants » et celui des « belligérants »³². Intervenant dans la définition des missions et de leurs conditions d'accomplissement, le droit est perçu comme un moyen de réduire l'incertitude de l'environnement, une des principales sources de nouveauté des missions d'après-guerre froide³³, à l'instar de la multiplication des interventions en milieu urbain³⁴. Il contribue à l'émergence d'une « *rhétorique de la négociation comme substitut à l'action de force* »³⁵. Ces missions illustrent ainsi la dialectique entre précision technique et contrôle juridique et l'ambition de garder le contrôle des situations³⁶. De leur côté, les « belligérants » s'embarrassent rarement de ces contraintes : leurs moyens limités leur font choisir des modes d'actions plus primaires, posant ainsi aux puissances intervenantes des défis inédits qui ne sont que partiellement résolus par les interventions menées sous le contrôle d'autorités politiques multinationales.

Contrairement à l'action des FS, les militaires sont « tout à la fois dans la bataille et sur ses gradins »³⁷ : ils ne font pas la guerre, mais on la leur fait. Situation incompréhensible pour des soldats qui n'imaginent pas qu'il faille recourir à l'action guerrière pour mener à bien une action pacificatrice. Ceci ne fait qu'accroître leurs craintes, la peur des pertes et de mal faire, quand il leur faut admettre que des menaces pèsent sur eux, face auxquelles leurs réactions restent problématiques. Peut alors apparaître un sentiment de renoncement et d'abandon, qui imprègnera raisonnements et attitudes : esquive de la prise de décision, craintes de donner des coups et d'en recevoir. À cela vient s'ajouter un sentiment d'inutilité et d'impuissance, porteur de contestation et de fatalisme, car il apparaît difficile de savoir contre qui et quoi se révolter :

³¹ Le terme de professionnalisation recouvre à la fois le processus de spécialisation et de qualification, mais aussi son aboutissement ; BOENE Bernard, « Métier, profession et professionnalisme », in BOENE Bernard et DANDEKER Christopher (dir.), *Les armées en Europe*, Paris, La Découverte, 1998, p. 171-195.

³² Sont ainsi désignés ceux qui ne sont ni les ennemis ni les amis. Le dépassement de la distinction ami-ennemi illustre les difficultés d'identification rencontrées par les militaires (BOENE Bernard, HADDAD Saïd et NOGUES Thierry, *À missions nouvelles des armées, formations nouvelles des officiers des armes ?*, Paris, Les Documents du C2SD, 2001, p. 39).

³³ *Ibid.*, p. 115

³⁴ Cf. DUFOUR Jean-Louis, *La Guerre, la ville et le soldat*, Paris, Odile Jacob, 2002.

³⁵ THIEBLEMONT André, *Expériences opérationnelles dans l'armée de Terre. Unités de combat en Bosnie (1992-1995) volume I*, Paris, Les Documents du C2SD, 2001, p. 31

³⁶ MUNKLER, *op. cit.*, p. 223

³⁷ THIEBLEMONT, *op. cit.* (volume II), p. 14

l'ONU sert alors fréquemment de bouc-émissaire. C'est que la complexité des tâches accomplies n'explique pas à elle seule le sentiment de vacuité ressenti par les militaires : il renvoie aussi à leur légitimité moindre. Ici l'action militaire paraît livrée à elle-même, devenir un moyen sans fins, alors qu'elle marque le besoin pour la soutenir, si l'on peut dire, d'un pouvoir politique reconnu comme légitime. Les organisations internationales ne l'incarneraient donc pas aux yeux de ceux qu'elles mandatent, faute d'une souveraineté effective, pas plus qu'aux yeux des populations, dont le soutien, jamais assuré, constitue aussi une source d'anxiété pour les militaires.

Les sociétés démocratiques face à la violence

La sensibilité des sociétés à la violence s'est singulièrement éoussée, en même temps que la violence s'apprivoisait³⁸. En témoignent les jugements portés sur les missions conduites par les Armées françaises : les plus fréquentes, jugées prioritaires sur le plan de la doctrine militaire, font l'objet d'une adhésion forte³⁹. Bien plus, les plus légitimes sont les moins liées au combat et à l'usage de la force et celles qui touchent directement les personnes interrogées, soit dans leur vie quotidienne, soit émotionnellement⁴⁰. Parallèlement, les Armées bénéficient d'une appréciation très positive, apparemment renforcée depuis 1997⁴¹. Dans le détail, l'armée de l'Air et la Marine nationale arrivent en tête (avec près de 90 % bonnes opinions)⁴². Cela témoigne, au même titre que le professionnalisme reconnu aux officiers et aux sous-officiers⁴³, de la valorisation des éléments techniques et professionnels. L'armée de Terre n'est donc plus l'armée de référence, et le soldat n'est pas d'abord caractérisé par son rapport au combat, mais par celui à la technique. C'est le signe que la nature de la guerre est perçue comme instrumentale, « un phénomène purement technique »⁴⁴, perception assez en phase avec la réalité, quoique certaines opérations récentes aient pu rendre leur actualité à des formes d'affrontements terrestres jugées sinon révolues du moins hautement improbables (elles furent conduites avec des moyens sophistiqués). On comprend alors qu'on mette l'accent sur la technique au détriment de l'humain : des conflits peuvent être acceptés mais sous forme de frappes aériennes et l'envoi de troupes terrestres modifie sensiblement la donne, l'annonce de pertes amenuisant le soutien de la population.

Ces constats illustrent les dilemmes des sociétés démocratiques contemporaines avec « la tendance à l'absolutisme moral ou au refus du compromis, d'une part, le refus de sacrifier des vies individuelles pour des buts publics lointains et obscurs d'autre part »⁴⁵. Pierre Hassner juge une telle situation préoccupante dans la mesure où « tout se passe comme si elles avaient perdu leur capacité et leur volonté d'accepter de courir des risques pour faire cesser la violence

³⁸ MICHAUD, *op. cit.* (1996), voir aussi ELIAS Norbert, *La civilisation des mœurs* (trad.), Paris, Calmann-Lévy, 1995 (1969).

³⁹ L'approbation des opérations d'aide humanitaire passe de 80 % à 92 % entre 1997 et 2001, celles des interventions dans le cadre de l'ONU pour le respect du droit international oscille autour de 80 % et les secours à la population française en cas de catastrophes recueillent entre 93 et 96 % d'opinions favorables (DlCoD-C2SD, *Les Français et la Défense, 10 ans de sondage*, Paris, Ministère de la Défense, 2002, p. 29). Notons qu'une telle attitude ne favorise pas l'engagement des armées dans les « opex », l'influence de « l'opinion publique » n'étant, en effet, ni déterminante ni marginale sur la politique conduite ; LA BALME Nathalie, *Partir en guerre : décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Gallimard, 2002

⁴⁰ Les sondés restent réservés sur la possibilité que les militaires français risquent leur vie pour une mission autre que la défense du territoire : en 2001, les personnes interrogées estimaient justifié que des soldats français se battent au risque d'y laisser leur vie à 79 % en cas d'invasion de la France métropolitaine par une armée étrangère, mais seulement à 58 % en cas d'action avec l'OTAN ou entre Européens et à 46 % en cas d'invasion de pays avec lesquels la France a des traités de coopération.

⁴¹ Pour ne retenir que les années charnières, les taux de bonne et de mauvaise opinions sur les armées françaises sont passés, respectivement, de 77 % et 20 % en 1991 à 85 % et 14 % en 1993. Après avoir décliné jusqu'à 76 % et 21 % en 1997, ils atteignaient 81 % et 14 % en 2001 ; DlCoD-C2SD, *op. cit.*, p. 43-44.

⁴² L'armée de Terre et la Gendarmerie nationale occupent alternativement la troisième et la quatrième place (avec des taux de bonnes opinions compris entre 75 et 80 %).

⁴³ *Ibid.*, p. 57 et p. 59

⁴⁴ COKER, *op. cit.*, p. 171

⁴⁵ HASSNER Pierre, « Les impuissances de la communauté internationale » (1993), in *La terreur et l'Empire. La violence et la paix II*, Paris, Seuil, 2003, p. 111

inhumaine, aussi longtemps que cette violence ne revêt pas la forme d'une attaque directe contre elles »⁴⁶. Les attaques du 11 septembre 2001 ont révélé la vulnérabilité des sociétés considérées, leurs craintes ayant été renforcées par l'incompréhension face aux menaces qu'elles affrontent sur le plan intérieur et sur le plan extérieur : le conflit change de terrain, utilise d'autres moyens et l'adversaire leur révèle, en acceptant son sacrifice, ce qu'elles refusent : au choc technique, s'ajoute un choc moral.

Autre phénomène incontournable, la médiatisation qui « esthétise la violence » l'inscrivant profondément dans la sensibilité. La violence est transfigurée pour correspondre aux attentes des médias, à un impératif de décence : elle « doit être *clean*, mécanique, calculée, contrôlée, organisée, localisées sur ses cibles »⁴⁷. Mais, si la violence guerrière n'échappe pas au processus de rationalisation et à la volonté de maîtrise des risques, l'incertitude reste présente et la perception d'une guerre propre ne veut pas dire que « *la violence militaire ne peut plus être sale, désordonnée, brutale* », surtout que les coûts de la guerre *high-tech* peuvent conduire à recourir à des mercenaires, l'impact politique des pertes étant moindre⁴⁸. Dans ce cadre, les FS permettent de passer outre le refus social quand elles sont engagées dans des zones risquées : elles minimisent les risques, mais leur discrétion est aussi fonctionnelle à ce niveau. Les FS montrent que « les guerres ressemblent, à de multiples égards, aux sociétés qui les livrent. La ressemblance est toujours celle des armes et des outils. La ressemblance est presque *toujours*, directe ou subtile, celle de la stratification sociale et du système militaire »⁴⁹ : à nouvelle société, nouvel art de la guerre ?

UN NOUVEL ART DE LA GUERRE ?

On aborde ici un domaine largement inexploré : l'analyse de la violence de combat qui renvoie sans doute à notre refus de nous voir nous-mêmes dans notre capacité à l'extrême violence⁵⁰. Cette posture écarte un certain nombre de questions, s'abritant justement derrière la discrétion, les difficultés matérielles à aborder un tel sujet... Exception notable, le travail de Wolfgang Sofsky⁵¹. Nous voudrions ici savoir si avec les forces spéciales, encore plus qu'avec les autres unités, pour reprendre les questions de Gellner⁵², on « est plus du côté de la production que de la brutalité du guerrier »⁵³, ce qui, il faut le souligner, revient à associer la barbarie à l'irrationnel. Une telle affirmation ne peut se contenter d'un examen des moyens et d'une typologie *a priori* : il faut savoir à la fois qui sont ces nouveaux combattants, comment ils agissent, cela pour éclairer leurs rapports au pouvoir politique.

Les hommes

À partir d'entretiens conduits auprès d'anciens membres des FS, Pascal Le Pautremat explique que « la place de l'éthique est négligeable dans le travail demandé. Ils suivent une mise en condition mentale où l'idée d'être amené à tuer est parfaitement intégrée et admise. Les intéressés ne se posent alors aucune question puisqu'ils ont la ferme conviction de participer à la défense de la nation, avec le sentiment que la vie d'un homme s'efface devant le destin de centaines d'autres. Ils pratiquent une violence légitimée à laquelle ils s'habituent et à laquelle,

⁴⁶ HASSNER Pierre, « De la guerre et la paix à la violence et l'intervention : les contextes politique passent, les dilemmes moraux demeurent » (1999), *Ibid.*, p. 115

⁴⁷ *Ibid.*, p. 98-99.

⁴⁸ MUNKLER, *op. cit.*, p. 225

⁴⁹ ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984 (1962), p. 335

⁵⁰ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Violences extrêmes de combat et refus de voir », *Revue Internationale des Sciences Sociales* « Violences extrêmes », 174, décembre 2002, p. 547

⁵¹ Outre son *Traité de la violence*, on peut citer *L'ère de l'épouvante. Folie meurtrière, terreur, guerre* (trad.), Paris, Gallimard, 2002.

⁵² GELLNER Ernest, « War and violence », in *Anthropology and politics. Revolution in the sacred grove*, Oxford, Blackwell, 1995, p.

⁵³ MICHAUD, *op. cit.* (1996), p. 134

une fois sortis des FS, ils s'obligent à ne plus penser »⁵⁴. Cela conduit à formuler trois séries de questions : qui sont les membres des forces spéciales et quelles sont leurs motivations ? ; quelles sont les modalités de leur formation ? ; quel est leur avenir sachant qu'ils sont souvent incommandables quand ils retournent dans une unité traditionnelle ? Il faut comprendre l'adhésion à un ordre coercitif.

Sans céder aux visions iréniques quant à leur composition, nous ferons l'hypothèse que, tout en bénéficiant de la sophistication des matériels, les unités spéciales sont « des niches de guerriers » qui, peu nombreux, « continuent à faire de la guerre un moyen d'affirmation de la volonté personnelle, un choix existentiel... »⁵⁵ à l'inverse des liens noués dans le cadre d'une bataille menée à distance, dans le cyberspace, qui n'engagent pas la vie des soldats. De fait, leur polyvalence est importante, mais, ces unités sont le plus souvent rattachées à des unités où la référence au combat est dominante : infanterie de marine, Commandos de marine... Cela renvoie à l'absence de « minorités » en leur sein⁵⁶ : ainsi, par exemple, en France, comme en Angleterre ou aux États-Unis, les femmes sont exclues de ces unités : celles-ci constituent donc, et ce au-delà de toute considération relative à leurs moyens, des bastions de l'association entre virilité et port des armes. De plus, si l'utilisation massive des technologies modifie sans aucun doute le rapport à la violence, elle reste présente et intense, inaugurant sans doute un nouveau type d'héroïsme plus que son dépassement. Ce rapprochement invite également à considérer l'opposition entre hommes de courage et hommes de métier, entre « avoir du métier » et « avoir un métier »⁵⁷ : les membres des forces spéciales relèveraient plutôt du second aspect, étant des « professionnels » par excellence : mais leur mode opératoire, leur efficacité ne dépendent-ils pas autant de leur « savoir-faire » que de leur « savoir-y-faire », fondé notamment sur leur autonomie ?

L'entraînement est une constante de l'activité militaire : il faut se tenir prêt à faire la guerre et, si possible, à la gagner. Quelle préparation suivent-ils ? Comment en arrive-t-on à ce constat selon lequel « l'idée d'être amené à tuer est parfaitement intégrée et admise » ? L'exemple américain montre que la formation sert de deuxième filtre, sans doute le plus important : il s'agit de tester la résistance physique des impétrants mais aussi leur ressort moral⁵⁸. Reste qu'à ce niveau la discrétion est de rigueur.

L'exécution des ordres implique, outre la croyance dans la légitimité de celui qui les donne, que l'exécutant escompte de la reconnaissance, aspect problématique. Quel est le devenir de ces hommes dont l'indépendance, le secret entourant leur mission, ont fait que la guerre et sa préparation ont pu devenir leur mode de vie au point que la distinction entre vie active et combats a pu s'estomper ? S'ils ne vivent pas de la guerre (grâce à des pillages), dans quelle mesure ne vivent-ils pas pour elle ? Le retour à la vie civile ou dans une unité traditionnelle pourrait alors représenter un traumatisme, à base d'incompréhension. Pourront-ils s'adapter à d'autres règles ? Comme en témoigne, entre autres, l'expérience des vétérans du Vietnam, le besoin de reconnaissance permet de compenser et de réparer, au moins partiellement, le traumatisme subi par des hommes ordinaires et qui ne comprendront pas nécessairement que la société ait ignoré leur action. Comme certains de leurs prédécesseurs, sont-ils devenus brutaux sous l'effet de leur propre brutalité ? La « brutalisation » des sociétés européennes⁵⁹ a servi à rendre compte de ce processus, à partir de l'expérience de la Grande guerre. Mais, la méconnaissance de la société par rapport aux forces spéciales est peut-être plus profonde

⁵⁴ LE PAUTREMAT, *art. cit.*, p. 126. Précisons que l'auteur, en parlant d'éthique, renvoie à la poussée d'éthique dans le monde contemporain, à la moralisation du monde.

⁵⁵ COKER, *op. cit.*, p. 82

⁵⁶ NATARAJ KIRBY Sheila, HARRELL Margaret C. and SLOAN Jennifer, « Why don't minorities join special operations forces? », *Armed Forces and Society*, vol. 6, n°4, Summer 2000, p. 523-545

⁵⁷ FOUILLEUL Nicole, *Entre professionnalisme traditionnelle et professionnalisation en cours : la cohésion dans les Troupes de Marine*, Paris, Les Documents du C2SD, 2001, p. 158

⁵⁸ Voir la présentation de Tom Clancy, malheureusement très superficielle, CLANCY, *op. cit.*

⁵⁹ MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes* (trad.), Paris, Hachette, 1999 (1990)

qu'alors dans la mesure où c'est l'essence même de leur activité que la violence soit déniée, occultée ou transfigurée (à l'aide du miracle technologique). Quel regard portent-ils sur ce qu'on dit d'eux ? On pourrait alors se demander, mais les effectifs concernés restent très peu importants pour que cela présente un risque, si la violence restera présente : retournée contre eux-mêmes ou objet d'un réinvestissement politique.

L'action

Sur le plan de l'action, on peut aussi distinguer deux séries de questions : celles relatives aux relations entre les combattants, qui renvoie directement à la technique de combat.

Le groupe primaire

Sur le premier point, on peut s'interroger sur les relations sociales au sein de ces unités. On pourrait imaginer, si on fait de leurs membres des « techniciens-soldats », que les FS illustrent la prégnance assez générale de « l'ordre négocié », renvoyant à une discipline et un style d'autorité « participatif », d'autant plus que on insiste beaucoup sur leur faculté de jugement, gage de leur indépendance (cependant les moyens de transmission permettent à leurs supérieurs d'intervenir directement dans la conduite des opérations). Pourtant, rappelle Bernard Boëne, « cet ordre négocié peut prendre des formes différenciées selon l'endroit où l'on se trouve dans l'institution. La probabilité est grande d'observer des rapports paternalistes plus ou moins marqués dans les unités de combat »⁶⁰. Quel lien se noue au sein d'un groupe primaire où la dimension hiérarchique est apparemment peu marquée, du fait de leurs caractéristiques ? Quels sont alors les fondements de l'autorité du chef : l'expérience ?, les compétences ?, le charisme ?, question d'autant plus pertinente que ces hommes sont confrontés au danger, à la mort, malgré les qualités de leurs équipements.

L'indépendance de ces équipes renvoie aux interrogations classiques sur les fondements de la cohésion. Ici plus qu'ailleurs sans doute, le groupe primaire au sein duquel le soldat vit l'essentiel de ses relations sociales, reste l'élément déterminant de la cohésion et ce d'autant plus facilement que l'échelle des grades représentés est courte et que l'isolement renforce l'intensité des liens au sein de l'équipe qui ne doit son salut qu'à elle-même⁶¹. Plusieurs travaux ont montré que l'expérience opérationnelle ne constitue pas l'unique mode de fonctionnement du collectif. Il faut donc s'interroger sur la vie quotidienne, en opération, sur la part des préoccupations à ce niveau par rapport aux conditions de réalisation de la mission ? La vie y est sans doute moins monotone, moins anonyme et moins formelle que celle des unités régulières. Les expériences vécues ensemble renforcent la cohésion et ce d'autant plus qu'« il suffit qu'une petite unité en opération rassemble quelques compétences fondamentales pour qu'elle soit prémunie contre les chutes de son moral »⁶². Quels moyens sont utilisés, loin de toute perception enchantée et un peu déshumanisée des FS, pour compenser une action périlleuse, à défaut de pouvoir effacer les traumatismes qu'elle engendre : s'il y a un régime spécial sur le terrain, y a-t-il un régime spécial au niveau de l'ordinaire ? Il s'agit ici de tenir compte du fait que la cohésion est un état toujours provisoire, s'appuyant sur de multiples mécanismes. La cohésion est un facteur d'efficacité : les liens noués par les hommes « dans l'action (ou dans l'activité), et dans *le faire et le vivre en commun* »⁶³ font qu'ils peuvent compter les uns sur les autres le moment venu : alors, l'usage de la force est efficace, avec ses particularités.

⁶⁰ BOËNE, *art. cit.* (2003), p. 679 ; « dans les cas extrêmes (attestés dans certains régiments britanniques) servent de familles de substitution à des engagés auxquels l'armée fournit le premier cadre structurant ».

⁶¹ Edward Shils et Morris Janowitz, « Cohésion et désintégration de la Wehrmacht pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Les Champs de Mars*, n°9, 2001, p. 179-207 [1^{re} ed. 1948]

⁶² THIEBLEMONT, *op. cit.* (volume II), p. 9

⁶³ FOUILLEUL, *op. cit.*, p. 111

Les formes de la violence guerrière

Il s'agit ici d'examiner la portée réelle de l'action des forces spéciales. Elles s'inscrivent dans ce renversement potentiel de perspective par le passage,

d'une conception de la guerre sans morts où il ne s'agissait que de paralyser l'adversaire à une conception de la guerre totale où il s'agit de le détruire avant qu'il ne vous détruise [...]. De la guerre sans risques, on passerait à la guerre sans règles. Certes les deux peuvent être combinées : la tendance au remplacement du risque individuel par la technique persiste malgré la redécouverte des forces spéciales et de leurs prouesses [...] Mais l'idée que les règles impliquent la réciprocité et qu'on n'a pas à les appliquer à l'égard des sauvages qui n'en respectent aucune et sont donc à éliminer comme des bêtes malfaisantes a bien fait sa réapparition⁶⁴.

Plus précisément, « dans les guerres nouvelles, la violence devient l'élément dominant de la relation d'échange en soi »⁶⁵. Ces guerres sont menées à l'arme légère. Il faut aller chercher l'ennemi là où il est et, nous l'avons vu, les pays occidentaux peuvent être « tentés de réduire l'asymétrie en adoptant les méthodes de leurs adversaires. Légitime si l'on s'agit de descendre du ciel et de la technologie sur la terre de la guérilla et du contre-espionnage, cette réaction est dangereuse si elle ne préserve pas la différence essentielle entre les sociétés libérales et les autres »⁶⁶.

L'action des unités spéciales témoigne d'un mixte entre planification technique et guerre « primitive », synthèse de deux modèles qui se sont succédés historiquement⁶⁷, le second, plus ancien, ayant perduré, mais aux marges, si l'on peut dire. De la même façon, la proximité de l'adversaire, pour des combattants qui peuvent rester infiltrés une longue durée, ne peut-elle raviver la noblesse de l'affrontement au corps à corps, sinon du combat de face à face ? Dans tous les cas, il faut tenir compte du fait que la violence a toujours deux visages : celui de la folie homicide qui monte naturellement aux extrêmes ou celui, rationnel, d'un message adressé à la volonté de l'adversaire. Il nous semble qu'on est loin, malgré l'idée d'une violence maîtrisée, de la tradition d'« autocontention » de la violence de guerre⁶⁸. La rapidité du mouvement est facilitée par l'adaptation et la connaissance du terrain. L'expérience acquise en commun permet de minimiser les pertes malgré le danger : la manœuvre se présente comme une mécanique bien huilée grâce justement à l'entraînement. On peut se demander si le courage et l'héroïsme ne se combinent pas à une logique de l'exploit. Le fait que ces unités soient chargées de désorganiser les rangs de l'ennemi conduit à s'interroger sur le rapport entretenu à celui-ci : sa représentation intervient, la question reste de savoir comment et jusqu'où, dans la façon d'agir : ainsi, si l'ennemi ne fait l'objet d'aucune représentation précise, la violence s'en trouve encore plus pure.

Au sein des Armées, l'importance prise par les unités spéciales fait coexister deux mondes, difficilement combinables car renvoyant à deux façons de faire la guerre. À l'époque de la mort anonyme, quand les armes favorisent sa mise à distance⁶⁹, le combat au corps à corps est une expérience culpabilisante, distincte de celle de la masse⁷⁰. Ces façons neuves de faire la guerre, réponse à ce que Wolfgang Sofsky appelle « la guerre de la terreur »⁷¹ et qui se déroule dans la

⁶⁴ HASSNER Pierre, « États-Unis : l'empire de la force ou la force de l'Empire ? » (2002), in HASSNER, *op. cit.* (2003), p. 201

⁶⁵ MUNKLER, *op. cit.*, p. 130

⁶⁶ HASSNER, *art. cit.* (2002), p. 204

⁶⁷ Cf. CARDINI, *op. cit.*, p. 159. Pour cet auteur, « le renforcement des liens entre guerre et technologie était complémentaire de la complexité croissante des guerres de manœuvres, requérant des techniciens professionnels « joueurs d'échecs », et non plus guerriers ou chasseurs ».

⁶⁸ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette, *14 18 Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2002., p. 42

⁶⁹ Cf. ARIES Philippe, *L'Homme devant la mort*, 2 vol., Paris, Seuil, 1985.

⁷⁰ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Au cœur de la guerre : la violence du champ de bataille pendant les deux conflits mondiaux », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, INGRAO Christian et ROUSSO Henry (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945. Approche comparée des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 73-97

⁷¹ SOFSKY, *op. cit.* (2002), p. 188-202. Pour lui, « la guerre de terreur ne veut pas occuper un pays, conquérir un pouvoir d'État ou élargir la zone de mission d'une religion. Elle ne veut pas renverser un ordre social existant [...] Elle veut tuer un grand nombre d'hommes, répandre l'épouvante, paralyser la vie par la peur. [...] La guerre de terreur n'est

marge entre polices et forces Armées, nourrissent la mauvaise réputation de ces hommes. Elles changent aussi l'appréhension de la mort. Et, à l'image des corps francs, il faut prendre conscience du fait que, alors que les lois de la guerre doivent, sinon « civiliser la guerre », du moins empêcher tout déchaînement gratuit de la violence, tout peut basculer : alors, la force devient vengeance, folie et les hommes des barbares usant d'une violence spontanée qui ne s'arrête que par épuisement : il faut aller jusqu'au bout pour lutter aussi contre la peur d'être soi-même tué. L'indépendance accordée à ces combattants peut être conçue comme un moyen d'éviter la contagion de la violence, ce moment où la violence est recherchée pour elle-même, comme une drogue et de réduire l'imprévisibilité de l'affrontement⁷². Le fait que cette violence contribue à atteindre les objectifs de guerre souligne que toute interrogation à ce propos ne saurait se faire sans référence à la question de la légitimité de l'autorité qui les fixe. Ainsi, les formes « franches » de la violence confirment les connexions entre violence intense et domination charismatique⁷³.

Le rapport au politique

Il nous semble que les rapports entre violence guerrière et politique sont profondément renouvelés avec l'utilisation des forces spéciales : celles-ci visent la volonté de l'adversaire, comme avec la guerre révolutionnaire, alors nous entrons « dans un monde nouveau par rapport à la guerre et à la diplomatie classiques, un monde où violence et politique, tantôt complètement séparées, tantôt complètement confondues, deviennent des aspects d'une lutte essentiellement psychologique qui fait éclater les barrières entre civil et militaire ou entre intérieur et extérieur »⁷⁴. L'existence des Armées régulières se fonde sur cette distinction désormais plus que problématique et avec elle, comme nous venons de le voir, c'est non seulement la question de la distinction entre guerre et paix qui est posée mais aussi entre violence autorisée et criminalité Armée⁷⁵ : à ce titre, la distinction entre forces spéciales et unités clandestines est cruciale, mais en même temps pour le moins ténue.

On ne peut que constater que la guerre « souterraine » pose de sérieux problèmes éthiques et ce d'autant plus, on touche ici à une des questions centrales de la sociologie du militaire, que le pouvoir civil n'exerce qu'un contrôle lâche sur les forces Armées. Au contraire, si le contrôle est fort, les forces spéciales peuvent devenir le « bras armé du politique »⁷⁶. Différents exemples montrent ainsi que le pouvoir politique use de ces forces selon ses intérêts, la raison d'État venant justifier certaines modalités d'action, le fait qu'on n'intervient pas partout, une attention sélective aux conflits en cours... : les forces spéciales contribuent ainsi au retour de l'intérêt national et, finalement, à la persistance de la figure de l'État-nation sur la scène internationale. Le fait que cette action soit décidée hors de toute intervention du pouvoir législatif contribue à tenir ces unités loin de la société et, ainsi, à en faire un instrument au service direct du politique. La discrétion entourant les forces spéciales sort la violence et, plus généralement l'utilisation des forces Armées, de « l'espace public », comme espace de critique⁷⁷. On touche à la question du contrôle de ces opérations : elles sont décidées au plus haut niveau de la hiérarchie militaire, le nombre réduit d'intervenants contribuant à la discrétion. Bien plus, toujours dans la même optique, cette action est décidée hors de toute intervention du pouvoir législatif, ce qui fait

pas une guerre entre États, entre cultures ou entre religions. Ses acteurs principaux sont des agents, des commandos, des cellules clandestines. Ils ne sont pas à la solde d'un État, mais d'un chef de guerre privée, et ils opèrent bien souvent pour leur propre compte. [...] La nouvelle guerre ne connaît ni front ni zones de sécurité. N'importe quel endroit peut devenir une cible. Il n'y a plus de ligne de séparation entre le guerrier et le civil », p. 196-197

⁷² Comme le montre René Girard dans *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1995 (1972).

⁷³ MAYER, *op. cit.*, p. 75-77

⁷⁴ HASSNER Pierre, « On ne badine pas avec la force » (1971), in HASSNER, *op. cit.* (2003), p. 257

⁷⁵ MUNKLER, *op. cit.*, p. 70

⁷⁶ HUSSON Jean-Pierre, « Les forces spéciales israéliennes : bras armé du politique », in LE PAUTREMAT, *op. cit.*, p. 44. Dans les deux cas, une des variables clés est la formation reçue par ces hommes.

⁷⁷ HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (trad.), Paris, Payot, 1993 (1962)

également sortir du cadre conventionnel⁷⁸. Une telle discrétion, qui répond, bien entendu, à des impératifs militaires, pose sous un nouveau jour la question posée par Pierre Hassner au début des années 1970, quand il se demandait si les mutations sociopolitiques ne représentaient pas « le risque d'États sans citoyens et sans hommes d'État et de guerres sans guerriers »⁷⁹ : avec les forces spéciales, le rapport de représentation qui peut exister entre Armée et « nation » est plus que distendu, il est inexistant.

Ensuite, à quelles règles ces hommes sont-ils soumis ? Le développement des forces spéciales conduisent à réexaminer les interrogations autour de la justice militaire, comme illustration des rapports complexes entre justice et politique⁸⁰. À la base, se trouve le principe selon lequel la sanction soutient le commandement du fait de l'association entre discipline et répression pénale⁸¹. Ce schéma fait des sanctions des affaires internes étayant la prise en charge « totale »⁸² des militaires par l'armée, avec primat du corps sur le membre, point dénoncé dans les principaux arguments contre la justice militaire comme justice d'exception ce qui conduit à la considérer. Ici, la logique de l'État⁸³, en France, l'emporte ici, à travers l'armée qui en est le révélateur, sur celle de la société. La discrétion est problématique à l'heure où la juridicisation devient une contrainte majeure pour l'action militaire⁸⁴ : le service rendu peut-il encore valoir blanc-seing pour d'autres dérives.

Les caractéristiques des FS illustrent parfaitement « la dialectique des légitimités », la relation complexe entre convergence et divergence, entre l'opérationnel, dont le type de légitimité est la règle éthique, et l'organisationnel, obéissant aux critères techniques et économiques⁸⁵. Mais, malgré cette inscription dans les thématiques traditionnelles de la sociologie du militaire, il nous semble que, avec les forces spéciales, nous sommes devant une transformation non seulement des modes d'action des Armées mais aussi de leur organisation, transformation d'autant plus importante qu'elle renvoie à une mutation des structures sociales et

⁷⁸ Le parlementarisme a toujours du mal à fonctionner conformément à ses principes en temps de guerre ; pour une illustration, voir BOCK Fabienne, *Un parlementarisme de guerre 1914-1919*, Paris, Belin, 2002.

⁷⁹ HASSNER Pierre, « Force et politique aujourd'hui » (1971), *op. cit.* (2000), p. 70

⁸⁰ BARUCH Marc-Olivier et DUCLERT Vincent (dir.), *Justice, politique et République. De l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Complexe, 2002

⁸¹ Les militaires sont, en effet, les seuls fonctionnaires dont la hiérarchie peut prendre à leur encontre des mesures privatives de liberté.

⁸² Selon l'expression d'Erwing Goffman dans *Asiles* (trad.), Paris, Minuit, 1998 (1968).

⁸³ BIRNBAUM Pierre, *La logique de l'État*, Paris, Fayard, 1983

⁸⁴ Pour une illustration de ce phénomène, voir THIEBLEMONT, *op. cit.* (volume I), p. 136-156.

⁸⁵ THOMAS Hubert-Jean-Pierre, « Fonction militaire et système d'hommes », in THOMAS Hubert-Jean-Pierre (dir.), *Officiers et sous-officiers. La dialectique des légitimités*, Paris, Addim, 1994, p. 60-62. En termes de discours, l'accent est mis, pour le sous-système organisationnel, sur la convergence alors que c'est la divergence qui est mise en avant pour l'autre.

politiques, nationales et internationales. Il est clair que les effectifs concernés, très limités, ne laissent pas conclure à la généralité de ce phénomène, mais plutôt à son exemplarité. À côté d'unités proches de ce que Janowitz appelait les *constabulary forces*, vont se développer des unités qui, loin de la fin de la guerre, vont au contraire en révéler les mutations, en réponse à d'autres menaces, à d'autres modes d'actions. Il s'agit sans nulle doute d'une nouvelle étape de l'histoire de la guerre, dont l'impact quant au « modèle occidental de la guerre » commence à être perçu⁸⁶, plus que d'une nouvelle « révolution militaire »⁸⁷, encore que cette nouvelle modalité d'action militaire traduit bien une modification du rapport de l'État à la société dont la violence guerrière peut être un des médiums.

⁸⁶ On peut voir, HANSON Victor Davis, *Carnage et culture. Les grandes batailles qui ont fait l'Occident* (trad.), Paris, Flammarion, 2002 (2001).

⁸⁷ Par exemple, DOWNING Brian M. , *The Military Revolution and Political Change. Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

DEUXIÈME PARTIE

LES FORCES SPÉCIALES DANS L'HISTOIRE

CONSIDÉRATIONS SUR L'ORIGINE DES « FORCES SPÉCIALES »

PAR PIERRE ABRAMOVICI

À quel moment peut-on dire que les forces « spéciales » sont devenues des « forces spéciales » ? S'agit-il d'une création du XX^e siècle ? Historiquement, il apparaît que des unités irrégulières existent depuis un lointain passé. Par exemple chez les Grecs et les Normands (voire chez les Égyptiens, puisqu'on peut même parler d'« irréguliers » à propos des personnages présents, sur un bas-relief à Abou Simbel, décrivant la bataille de Kadesh, à l'époque de Ramsès II), mais surtout, dans la période contemporaine, pendant la guerre de Sécession (dans les deux camps) notamment avec les coups de mains en profondeur de la cavalerie pratiquement au sens des opérations Commandos de la Seconde Guerre mondiale. L'opération était de même nature sauf que, techniquement, ce n'était pas en canoë pneumatique, mais à cheval : on va faire sauter un pont de chemin de fer ou de munitions en envoyant loin à l'intérieur des lignes ennemies une petite unité isolée. Ce type d'opérations s'inscrivait directement dans le corps de bataille.

Mais ce sont les Britanniques qui ont été le plus loin depuis longtemps. Ils ont toujours eu une excellence en ce domaine parce que depuis des siècles ils avaient une tradition de colonisateurs donc de confrontation politico-militaire. Cela a commencé au temps de la conquête du Pays de Galles au XIII^e siècle comme modèle de colonialisme, puis en Écosse, enfin en Irlande où l'expérimentation des techniques de guerre de Commando, de lutte antisubversive etc. se sont poursuivies tout au long du XX^e siècle. Les Anglais ont l'expérience, les traditions et même la réflexion politique la plus ancienne dans le domaine.

L'un des précurseurs essentiels de la guerre de Commando appliquée à la lutte antisubversive est donc, fort logiquement, un officier britannique, le trop méconnu brigadier-général Collin McVean Gubbins, chef des opérations du *SOE* pendant la Seconde Guerre mondiale. Collin McVean Gubbins est né en Écosse en 1896. Pendant la Première Guerre mondiale, il sert au *Royal Artillery* et obtient la *Military Cross* sur le front de l'Ouest. Le 22 mars 1919, il est nommé aide de camp du général Ironside, chef du corps expéditionnaire britannique en Russie, sur le front Nord, à Mourmansk. Ce n'est pas le lieu de décrire ce que l'on pourrait appeler la « Première Guerre mondiale et demie » plus connue sous le nom de « guerre civile russe ». Rappelons simplement que les Alliés, après le conflit commun contre les Allemands, se retournent désormais contre la Russie bolchevique par crainte de la contagion révolutionnaire. L'intervention alliée contre les Bolcheviques commence début 1918 après la paix de Brest-Litovsk. Toutes les frontières soviétiques sont attaquées par des contingents japonais, français, polonais, américains ou anglais en soutien aux troupes contre-révolutionnaires « blanches ». À l'automne de la même année, ce sont près de 15 000 soldats britanniques et américains qui occupent le Nord de la Russie entre Mourmansk et Arkhangelsk. Ce sera même l'unique affrontement armé qui aura jamais lieu entre Soviétiques et Américains. C'est ce front qui est dirigé par le général Ironside. Gubbins en ramènera une haine inextinguible pour les communistes, une certaine expérience de la guerre de partisan menée par les « Rouges » et une bonne connaissance de la langue russe.

Il faut préciser ici que la période de la Première Guerre mondiale – et ses suites – est le terreau de nombreuses expérimentations, formelles ou non, d'unités « spéciales » de type corps francs. Ces unités que l'on peut qualifier de « Commandos » vont s'illustrer généralement par des coups de mains en dehors des hiérarchies traditionnelles. Les membres de ces corps francs vont ensuite se reconstituer après la fin de la guerre, pour la plus grande part, dans des unités

antibolcheviques, actives dans les pays baltes ou contre la république de Weimar. On les retrouvera par la suite comme éléments centraux de toutes les formations paramilitaires fascistes d'Europe. Les corps francs et leurs avatars ne peuvent en aucune manière être dissociés du contexte politique de l'époque. Ils mettront fort logiquement au service de la contre-révolution leur expérience : formés à l'usage de méthodes non-conventionnelles, habitués à agir sans hiérarchie ou en tout cas avec une grande indépendance, n'utilisant aucunes des règles militaires traditionnelles, ils vont être des piliers des combats de rue notamment en Italie et en Allemagne et seront l'ossature des chemises noires fascistes ou des SA nazies.

Gubbins ne rentre pas dans ces catégories. C'est un militaire de carrière, inséré dans sa hiérarchie, qui se trouve simplement là où on lui dit d'être. C'est, au fond, par hasard qu'il deviendra l'un des « pères » de la guerre non-conventionnelle et de la lutte anti-subversive. Après quelques mois en Russie, il rentre en Angleterre pour être muté presque immédiatement en Irlande où il va être confronté au plus important groupe de résistance organisée du moment, l'Armée républicaine irlandaise et l'un des plus éminents stratèges de la guérilla, Michael Collins. L'engagement de Gubbins contre l'IRA coïncide avec l'emploi simultané de mercenaires, de policiers militarisés et de spécialistes de la lutte antiterroriste. Au mois d'août 1920, l'armée britannique fait appel à 2 300 supplétifs, les *Black-and-Tans* (de la couleur de leur uniforme) et 1 500 auxiliaires, en général anciens corps-francs de l'armée britannique durant la Grande Guerre. Ces hommes vont s'illustrer par leur sauvagerie et leur totale autonomie vis à vis des forces Armées traditionnelles. Ainsi les auxiliaires constituent leur propre escadron de la mort, le *Murder Gang*. En même temps, le MI6 et le *Special Branch* (la police politique) jusqu'ici utilisée dans la lutte antirévolutionnaire en Grande-Bretagne même et généralement dans l'éradication des réseaux pro-bolcheviques qui pullulent à Londres en ces périodes troublées, organisent leurs propres unités spéciales. La police locale, de son côté, crée une force presque entièrement protestante, les *Ulster Special Constabulary*. L'unité la plus célèbre, les *B Specials*, sont des civils armés, en service à temps partiel, utilisé en « cas d'urgence ». Ils seront encore en activité au milieu des années 1960 et seront fameux par leur violence sectaire. Quant à l'armée proprement dite, elle mobilise différentes unités appelées les *Permanent Raiders* avec des officiers venus de la campagne de Russie ainsi que le « gang du Caire » formé de coloniaux venus d'Égypte. Toutes forces combinées sous l'autorité du général Ormonde Winter. On ignore quelle est exactement l'activité de Gubbins pendant ces événements. Ses biographes officiels¹ passent complètement sous silence cette période. Néanmoins, on sait qu'il y reste trois ans et en tire la majeure partie de son expérience en la matière. Trois années de terrorisme, de contre-terrorisme, de guérilla et de contre-guérilla, des opérations de guerre psychologique. Des massacres, des exécutions sommaires aussi. Près de mille morts en trois ans ! Dans son ouvrage consacré aux opérations spéciales britanniques en Irlande du Nord², Roger Faligot précise les premières opérations de ces forces spéciales avant la lettre : « C'est le *Gang du Caire* – que les Anglais appellent entre eux *les Particuliers* (*The Particular Ones*) – qu'on chargera de liquider physiquement des dirigeants républicains importants. »

Faligot confirme la présence de certains anciens de la campagne de Russie. Il décrit ensuite l'infiltration, sous couverture, de ces agents sans liaison avec le commandement local mais directement avec Londres. Traduit en langage moderne, le gang du Caire est une unité Commando infiltrée en profondeur dans un territoire hostile, en l'occurrence la population civile catholique réputée sympathisante active de l'IRA. On peut aussi le qualifier d'escadron de la mort au sens latino-américain. Dès octobre 1920, le gang du Caire assassine 17 personnes, membres ou sympathisants de la cause républicaine. Le 21 novembre 1920, l'IRA contre-attaque lors de ce qui entrera dans la mémoire populaire sous le nom de « Dimanche sanglant » : « À 9 h 00 du matin, huit groupes d'hommes font irruption simultanément dans les

¹ Peter Wilkinson et Joan Bright Astley, *Gubbins & SOE*, éd. Leo Cooper, 1993.

² Roger Faligot, *Guerre spéciale en Europe*, Flammarion, 1980.

logis, chambres d'hôtels, pensions de famille des agents anglais : quatorze d'entre eux sont exécutés. »³

Les Britanniques réagissent immédiatement et, en représailles, tirent sur la foule qui assiste l'après-midi à un match de football. 72 victimes !

C'est bien d'une guerre dont il s'agit ici, une guerre d'un type nouveau, une guerre révolutionnaire, et quel que soit son emploi, Gubbins s'y illustre. Dans les textes qu'il écrit par la suite, il en tire en tout cas la certitude que le succès de la guerre de guérilla nécessite le soutien de la population et que c'est donc la population qui est la cible. « Toucher les esprits et les cœurs », diront plus tard les spécialistes français de la guerre révolutionnaire. Désormais major, il est certes considéré comme un homme des « opérations spéciales », mais dans l'ordre des priorités l'état-major s'intéresse davantage à sa seconde spécialité. Employé comme expert de la lutte antisoviétique et traducteur de Russe, il est nommé officier de renseignement et envoyé en Inde. Après un passage par Khyber Pass, où il participe à des coups de mains contre les tribus locales, il est muté à Simla. Il y reste deux ans à intercepter et traduire les communications soviétiques. En 1930, Gubbins retourne à Londres, au MI3 (c), section soviétique, et y reste trois ans. Ces expériences combinées vont considérablement influencer sur la pensée militaire et politique de Gubbins. On ne peut pas imaginer qu'un homme tel que Gubbins avec son expérience et ses centres d'intérêts n'étudie pas attentivement la stratégie militaire soviétique. Il est plausible que, compte tenu de son expérience passée, il s'attache aux stratégies soviétiques de guérilla et de contre-guérilla qui précisément sont en cours d'élaboration.

Généralement, il y a une distinction entre équipes de choc et forces spéciales. La séparation entre « coup de mains » de type Commando et les opérations de contre-guérilla ou contre-subversives. C'est un type d'action technique qui peut être mis en œuvre dans le cadre de la lutte anti-guérilla comme dans le cadre de la guerre conventionnelle. C'est à la fois totalement différent mais pas sans liens. Il y a un rapport dialectique entre les deux. Les Soviétiques travaillent sur le concept depuis la guerre civile élaborant progressivement une stratégie d'utilisation des troupes de choc (type *Spetnaz*) comme une des armes de l'armée de terre dans le corps de bataille soviétique. Au même titre que les blindés, l'artillerie, la cavalerie ou le génie. Dans le cadre de la grande pensée soviétique de la « manœuvre opérative », c'est un des outils que le commandant de front a à sa disposition. En même temps, les Allemands travaillent sur un concept semblable mais avec l'idée que l'opération Commando est un « coup ». La différence, c'est que les Soviétiques l'insèrent dans une perspective globale.

Ces trois périodes de la vie de Gubbins (antibolchevique, anti-irlandaise et antisoviétique) vont politiser sa réflexion dans le sens d'un anticommunisme de plus en plus virulent et vont le professionnaliser. Très clairement, sa formation idéologique rejoint son expérience de terrain et va influencer ses actions ultérieures. Après divers postes, il retourne au *War Office*.

En 1936, l'armée britannique crée une petite section spéciale nommée *GS(R)-General Staff (Research)*, une sorte de *think tank* destinée aux cadres de l'armée afin de réfléchir aux nouvelles méthodes de guerre. Son chef est le lieutenant-colonel Holland, également ancien de la campagne antibolchevique et camarade de Gubbins en Irlande. Clairement, de 1936 à 1939, le propos du GS(R) est l'étude de la guerre de guérilla notamment en relation avec les opérations en Chine et en Espagne et leur utilisation possible dans les colonies. En janvier 1939, Holland approche Gubbins en tant qu'expert de la lutte antisubversive. Il lui commande trois manuels d'instruction : *The Art of Guerrilla Warfare*, *Partisan Leader's Handbook* et *How to Use High Explosives*. Ces manuels seront la bible des opérations britanniques de guérilla et de contre-guérilla pour les années ultérieures, notamment contre les Allemands puis dans les colonies, après-guerre. Entre-temps, le GS(R) a été transformé en ce qui va être connu par la suite comme le *MI(R)-Military Intelligence (Research)* sous l'autorité directe du directeur du renseignement militaire (*Military Intelligence*), le général Beaumont-Nesbitt. Les six premiers mois d'activité

³ *Ibid.*

du MI(R) entre janvier et juin 1939, vont faire l'objet d'une synthèse intitulée *GS(R) n° 8, Investigation of the Possibilities of Guerrilla Activities*. Y seront inclus les manuels de Gubbins. Il y est également indiqué que leur traduction dans diverses langues est à l'étude mais que la version allemande est déjà prête. En annexe, une série de rapports rédigés par Gubbins lors de visites en Pologne, en Roumanie et dans les pays baltes. En juillet 1939, Gubbins est nommé chef de la mission militaire britannique en Pologne. Une fois de plus, le contexte politique va influencer sur sa réflexion puisque qu'il va assister aux premières loges au dépeçage de la Pologne, partagée entre Soviétiques et Allemands, conséquence du pacte Molotov-Ribbentrop. Son anticommunisme viscéral va se doubler de la certitude de l'imminence d'un conflit total avec les Allemands. C'est aussi à cette occasion qu'il met en place les prémisses des réseaux dormants en territoire occupés qu'il va concevoir et largement utiliser par la suite. Peu après la défaite française de mai 1940, Churchill ordonne à Gubbins de former une unité secrète destinée à résister sur le sol même de Grande-Bretagne dans l'hypothèse d'une invasion allemande. Traditionnellement, les Anglo-saxons utilisent des milices privées et des civils. C'est une pratique typique issue d'une vieille tradition anglaise. Par exemple, en 1860, la bourgeoisie et les professions libérales britanniques ont créé une unité privée destinée à lutter sur le front intérieur, les *Artist Rifles*, précurseurs des *SAS* de la Seconde Guerre mondiale. Cette unité secrète sera donc déployée sur le front intérieur. Elle sera composée de civils, volontaires, recrutés en premier lieu dans la *Home Guard* (la réserve territoriale), opérant à partir de bases secrètes et susceptibles d'agir sur les arrières de l'ennemi dès l'invasion (si invasion il y a). Les volontaires dirigés par Gubbins, assisté d'un petit groupe d'officiers de renseignements, appartiennent au *GHQ Special Reserve Battalion* 201 (Écosse et région Nord), 202 (Midlands) et 203 (région Sud). Destinées au sabotage, ces unités opérationnelles sont accompagnées de groupe de renseignement baptisés *Special Duties*, également secrets. Le secret, précisément, est à ce point essentiel que le manuel d'instruction est dissimulé sous la couverture d'un catalogue agricole titré *Highworth's Fertilisers*. En réalité, il traite d'explosifs, de cibles de sabotage potentielles ou de cordons allumeurs ! Gubbins vient d'inventer les « *Stay Behind* » qui seront, bien plus tard, déployés en Europe dans l'hypothèse d'une invasion soviétique. Ces trois unités seront dissoutes en novembre 1944 quand la menace allemande sera considérée comme définitivement écartée. Entre-temps, Gubbins a été nommé à la tête des opérations du *SOE, Special Operations Executive*.

Le *SOE*, c'est la résistance et la subversion combinées. C'est au fond l'aboutissement logique d'années de recherches menées par des hommes comme Gubbins dans le domaine de ce que les Britanniques nomment communément le « paramilitaire ». Le *SOE* naît le 19 juillet 1940 d'une idée générale conçue par Churchill et quelques-uns de ses collaborateurs spécialisés dans les menées subversives comme Gubbins et Holland. Churchill soutient que la guerre contre l'Allemagne ne peut pas aboutir à une victoire si l'on utilise uniquement la stratégie militaire classique. Donc, il importe de développer une puissante force spécialisée dans le sabotage. C'est dans la droite ligne de la création des « *stay behind* » dirigés par Gubbins. Simplement, ils ne sont plus sur le territoire britannique en attendant l'ennemi, on les parachute derrière les lignes de l'ennemi, là où il se trouve. Nous n'allons pas décrire ici le *SOE* mais l'un des éléments spéciaux conçus par Gubbins.

À Washington, l'entrée en guerre des États-Unis met en lumière le manque cruel de services spéciaux. Le président Roosevelt crée donc un organisme, ancêtre de la *CIA*, l'*Office of Strategic Services (OSS)*, qu'il confie à un de ses amis, le général William Donovan. L'*OSS* est placé sous l'autorité de l'état-major des Armées mais avec une très large autonomie, d'ailleurs les militaires s'en méfieront toujours. Roosevelt a fixé trois objectifs à l'*OSS* : renseignement, guerre psychologique et aide à la résistance dans les territoires occupés. C'est ce dernier point qui incombe au *SOE* chez les Britanniques. Inévitablement les deux organisations sont appelées à se rencontrer et à collaborer. Le plan *Jedburgh* remonte au printemps 1942 alors que, poussés par Staline, les Alliés envisagent de précipiter le débarquement et la reconquête de l'Europe⁴. D'après Gubbins, « un projet est à l'étude afin de parachuter derrière les lignes ennemies,

⁴ Fabrizio Calvi, *OSS, la guerre secrète en France*, Hachette, 1990.

simultanément à une invasion alliée du continent, des petits groupes d'officiers afin de soulever et d'armer la population civile et organiser des activités de guérilla contre les lignes de communication ennemies⁵». Selon certains historiens, le nom de code du plan serait une référence à la guerre des Boers au cours de laquelle des militaires britanniques furent infiltrés derrière les lignes ennemies en un lieu nommé « *Jedburgh* ». Après la remise à une date ultérieure du débarquement, Gubbins travaille avec les Américains au développement de *Jedburgh*. Sur l'initiative de ces derniers, il est prévu de faire appel non plus seulement aux Anglo-Américains, mais aussi à d'autres, notamment les Français. L'affaire sera finalisée le 20 décembre 1943 par l'autorisation de la constitution de cent unités mixtes :

Les *Jedburgh* sont des équipes de trois hommes spécialement entraînés. Ils seront parachutés dans des endroits préétablis derrière les lignes ennemies, en France, en Belgique et en Hollande à partir du jour J. Chaque équipe *Jedburgh* consiste en deux officiers et leur opérateur radio avec son poste. Un des officiers doit être originaire du pays où l'équipe doit aller, les deux autres sont Américains ou Britanniques. Les membres de l'équipe sont des soldats et doivent arriver sur le terrain en uniforme.

Le rapport ajoute que les officiers recrutés comme « chefs ou chefs-adjoints doivent être choisis pour leur autorité et leur audace [...] et pour leur condition physique irréprochable. Ils doivent avoir l'expérience du maniement des hommes, spécialement sur le théâtre d'opérations, être prêts à être parachutés en uniforme derrière les lignes ennemies et faire face seuls à la situation pendant un certain temps »⁶. Les unités *Jedburgh* seront finalement parachutées, avec un certain succès, derrière les lignes allemandes, après le débarquement.

En octobre 1944, Gubbins et certains cadres du *SOE* considèrent l'Union soviétique comme le nouvel ennemi. Ils pensent organiser des cellules prêtes à se mobiliser dans l'hypothèse d'un nouveau conflit. Au cours de l'hiver 1944-45, il écrit un rapport préconisant « l'établissement d'un réseau mondial d'agents dormants, membres du *SOE*, prêts à passer à l'action dès le déclenchement de la troisième guerre mondiale⁷ ». L'état-major britannique accepte la proposition de Gubbins au mois de décembre 1945. C'est le début de l'opération *Stay Behind*, plus connue sous les noms de *Gladio*, *Rose des Vents*, etc. , une des opérations militaires clandestines majeures de la guerre froide. Gubbins, lui-même, victime de rivalités entre services, est mis à la retraite peu après, en janvier 1946. On dit, qu'en fait, c'est pour dissimuler d'autres activités plus... confidentielles. Ce qui est certain, c'est qu'il participera à toutes les initiatives anticommunistes privées de la guerre froide. Il meurt le 11 février 1976, unanimement reconnu comme l'un des « pères » de la guerre non-conventionnelle et anti-subversive.

Parmi les anciens *Jedburgh*, plusieurs vont avoir une intéressante carrière pour la suite : William Casey, cadre de l'opération en Angleterre, futur directeur de la *CIA* ; William Colby, maître d'œuvre de l'opération Phoenix au Vietnam, futur directeur de la *CIA* ; Lucien « Lou » Conein, chef d'antenne de la *CIA* au Vietnam, organisateur de l'assassinat du président sud-vietnamien Diem ; Aaron Banks, créateur des Forces spéciales américaines, sera paradoxalement un des conseillers militaires du Viet-Minh et de Hô Chi Minh, contre certains de ses anciens camarades français ; John Singlaub, chef du MAC/VSOG, la structure en charge de la guerre non-conventionnelle au Vietnam, organisateur de l'opération d'aide privée à la Contra en Amérique centrale ; Paul Aussarresses, fondateur du 11^e choc, membre du GCMA avec le colonel Trinquier en Indochine, chef de « l'escadron de la mort » actif pendant la bataille d'Alger et instructeur des forces spéciales américaines.

Les *Jedburgh* ne sont pas les seules unités spéciales de la Seconde guerre mondiale, loin s'en faut. Chez les Américains, l'apparition d'unité de type *Jedburgh* correspondait à un besoin particulier en Asie contre les Japonais. Fin 1944, l'OSS crée des unités du même type basée sur l'utilisation d'éléments chinois (nationalistes et communistes) encadrés par des « *Jeds* » américains. Parallèlement, en octobre 1943, les Américains constituent en Inde la 5307^e unité

⁵ *War Diary SO Branch OSS London*, vol. IV, livre I, in Calvi.

⁶ Fabrizio Calvi, *OSS, la guerre secrète en France*, Hachette, 1990.

⁷ Stephen Dorrill, *MI 6. Inside the Covert World of HM Secret Intelligence Service*, The Free Press, 2000.

combinée, sur le modèle des *Chindits*, un bataillon mixte composé de Gurkhas et d'Anglais, destiné à mener des opérations derrière les lignes japonaises. On les appellera les « Maraudeurs de Merrill », du nom du colonel qui les commande. Enfin, un autre groupe de Commandos est créé par les États-Unis, les *Rangers*. Mais aucun groupe n'a été à ce point aussi cohérent militairement et idéologiquement. L'importance des *Jedburgh* dans l'histoire des unités spéciales de la Guerre froide a été déterminante. Il ne fait aucun doute que le 11^e choc et les forces spéciales américaines en sont directement issus et donc de la pensée conceptuelle de Gubbins. Les services de renseignement vont naturellement piocher dans ce vivier fort bien préparé. Cette formation initiale, tant militaire qu'idéologique, va influencer sur la création des forces spéciales de l'après-guerre.

Les Français en Asie font l'objet d'une attention toute particulière de la part des Britanniques. En 1943, la Force 136, branche asiatique du *SOE*, crée une *French Indochina Country Section-FICS* destinée à former et encadrer des éléments français dans la perspective d'opérations en Indochine. Le 5 août 1944, le Gouvernement Provisoire de la République Française, sur les instances de Gubbins, organise un Service Action, basé en Inde en liaison avec la *FICS*. Ce service subit une formation *Jedburgh* destinée à leur apprendre les techniques de pénétration en profondeur en liaison avec les résistances indigènes. Le Service Action est rattaché à la DGER, les services secrets, dirigés alors par le commandant Morlanne. En septembre 1945, à la capitulation japonaise, les Français sont confrontés à une rébellion Viet-Minh naissant soutenue paradoxalement par des conseillers militaires, issus eux-mêmes des *Jedburgh* américains. Alors que les unités « spéciales » sont dissoutes ou en sommeil, une série d'initiatives locales aboutissent à la création de formations d'autodéfense. Pour le capitaine Puy-Montbrun, « ce n'est pas de la contre-guérilla qui est la recherche de l'ennemi jusqu'à sa destruction et sa disparition totale du territoire par des unités spécialisées, dirigées et encadrées⁸ ». Tout cela va être extrêmement confus jusqu'en 1950.

Entre-temps, en Métropole est créé, le 1^{er} septembre 1946, le 11^e bataillon parachutiste de choc issu d'unités Commandos formées par la France Libre, notamment en Afrique du Nord. Cette création répond à la nécessité de disposer après la guerre d'unités spéciales [...]

à l'occasion des nombreux conflits limités qui ont eu lieu à travers le monde entier [...] le domaine des opérations spéciales sur les territoires ou les arrières lointains de l'ennemi comprend un éventail très large d'activités : implantation et conduite d'unités de partisans (« guérillas »), exécution de raids de destruction de personnes ou d'installations (« Commandos »), missions spéciales d'individus ou d'équipes légères, de nageurs de combat, fonctionnement de réseaux radios clandestins⁹, etc.

Le 11^e choc est créé et dirigé jusqu'en 1948 par un ancien *Jedburgh*, Paul Aussaresses. En 1950, l'armée française en Indochine reçoit la visite d'un officier américain appartenant à la *CIA* (l'héritier de l'*OSS*), le colonel Edward Lansdale, qui s'est illustré contre la guérilla nationaliste Huks, aux Philippines. Selon Aussaresses, Lansdale arrive avec un plan visant à reconstituer en Indochine des unités *Jedburgh*, mixtes anglo-franco-américaines, avec des moyens fournis par la *CIA*. Lansdale n'est pas un ancien *Jedburgh*, pas même un ancien Commando. C'est en fait un officier aviateur, ancien publicitaire dans le civil. Ce sera pourtant l'un des théoriciens historiques des opérations spéciales notamment au Vietnam.

Le théoricien français (le plus connu) de la guerre non conventionnelle n'est pas non plus un ancien *Jedburgh*. Roger Trinquier n'est pas davantage un ancien résistant. Pas même un réel combattant pendant la Seconde Guerre mondiale. Officier de la « Coloniale », il a fait sa carrière en Chine comme attaché militaire et chef de poste au Nord-Tonkin. Plutôt fidèle au maréchal Pétain, il se prépare à quitter l'armée en 1945 quand il est rattrapé par Raoul Salan, un autre colonial, futur chef de l'armée en Indochine et en Algérie puis putschiste et chef de l'OAS. En Indochine, au début de 1950, le capitaine Déodat Puy-Montbrun, un des membres fondateurs du

⁸ Capitaine Puy-Montbrun, Rapport sur la participation des autochtones à la contre-guérilla, 30 décembre 1951.

⁹ Lieutenant-colonel Merglen, Rapport sur la 11^e demi-brigade parachutiste de Choc (1962).

11^e choc et du service action du SDECE (les services secrets) est aide de camp du général de Lattre, commandant en chef. Comme son chef, il est hostile aux propositions américaines et réfléchit à de nouveaux moyens d'action contre le Viet-Minh, notamment, à la participation des autochtones :

Des unités de contre-guérilla non seulement doivent connaître à fond toutes les formes de combat de guérilla, mais être parfaitement renseignés par des spécialistes du renseignement et du contre-espionnage et avoir des organismes de liaison modernes dirigés par des techniciens [...] une action de guérilla sur les arrières de l'ennemi, conduite par des spécialistes et des autochtones instruits, pourrait soit limiter les dégâts dans le cas où le succès de nos forces serait compromis, soit gêner la manœuvre de l'ennemi, jeter le désordre dans un décrochage et permettre en partie sa destruction¹⁰.

Il ajoute que les cadres français engagés dans des actions de guérilla ou de contre-guérilla « devraient avoir une connaissance approfondie du pays et des autochtones ».

Le 17 avril 1951, sur la base des propositions de Puy-Montbrun et sous la direction du commandant Morlanne, chef du Service Action de métropole, l'état-major créé en accord avec le SDECE, le groupement de Commandos Mixtes Aéroportés-GCMA. La mission du GCMA se résume à des opérations de guérilla, des opérations de sabotage et des filières d'évasion. En avril 1953, Roger Trinquier devient chef du GCMA. En décembre 1953, le GCMA devient formellement groupement mixte d'intervention-GCMA/GMI et se voit chargé de

préparer, d'organiser, de mettre en place et de commander les éléments susceptibles de : réaliser des maquis ; des guérillas itinérantes ; des missions spéciales (en particulier de sabotage) par éléments individuels ou équipes très légères infiltrées clandestinement ; monter des filières d'évasion ; participer sur ordre à la guerre psychologique¹¹.

Cette unité est aussi explicitement un Service Action, une branche des services spéciaux et à ce titre chargée de mettre en place en Indochine une forme de guerre « spéciale » en dehors des structures militaires classiques. Le 15 avril 1954, le GCMA est cité à l'ordre de l'armée pour toute une série d'actions de parachutages derrière les lignes Viet-Minh ; la création de « maquis » supplétifs appartenant notamment au peuple Méo ; différentes opérations de débarquement sur les côtes du centre et du Nord-Vietnam afin de mener des opérations de sabotage et de destruction etc. En bref, le GCMA est une réussite et remplit parfaitement son rôle. C'est la défaite qui interrompt brutalement ses activités. Trinquier tente de se lier à la CIA (qui fournit déjà un appareil logistique conséquent), mais c'est déjà trop tard.

Pourtant, les Américains n'oublient pas le GCMA. En 1953, le colonel Aaron Banks, lui-même ancien *Jedburgh*, fonde le 10th *Special Forces Group* et renforce le centre de guerre psychologique de Fort Bragg. Le 11 novembre 1953, le régiment est scindé en deux, une moitié à Fort Bragg (77th SFG), une autre moitié à Bad Tölz, en Bavière (10th SFG). Avec le changement d'appellation du centre de Fort Bragg en « Centre d'étude et d'enseignement de la guerre spéciale », les forces spéciales entrent dans l'orbite de la CIA. Elles deviennent une branche Action des Services Spéciaux comme l'est en France le 11^e choc ou le GCMA en Indochine. Comme en France, les cadres sont des anciens de la Seconde Guerre mondiale, notamment des anciens *Jedburgh*. Idéologiquement, les forces spéciales américaines seront beaucoup plus claires que leurs homologues françaises qui ne comprendront (ou croiront comprendre) le caractère fortement politisé de leurs adversaires nationalistes qu'après la défaite en Indochine.

À l'évidence, les forces spéciales sont les héritières directes de l'enseignement et de l'idéologie de Gubbins. Les premières missions conduiront des unités des forces spéciales de l'autre côté du Rideau de Fer, en soutien aux groupes dissidents anticomunistes ou nationalistes, actifs en Ukraine, aux pays baltes ou en Tchécoslovaquie. En Asie, leur vraie première opération clandestine a lieu au Tibet contre les communistes chinois. C'est là que va s'illustrer John Singlaub, ancien *Jedburgh* et agent de la CIA. De 1957 à 1959, de nombreux accrochages vont

¹⁰ Dominique Lambert, « Le Service Action dans la guerre d'Indochine », mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I (1991).

¹¹ Protocole n°45/CAB MIL/TS du 16 novembre 1953.

opposer les Tibétains associés à des éléments de l'armée nationaliste chinoise et à des officiers des forces spéciales aux troupes de Pékin. Le 17 mai 1959, l'occupation de Lhassa et le départ du Dalai Lama mettent fin à l'indépendance du Tibet.

C'est en Indochine désormais que les Américains vont envoyer leurs unités spéciales. Il n'est pas question de décrire les péripéties de la guerre du Vietnam mais de rappeler les points de convergence entre les différentes unités de forces spéciales ou leurs liens avec l'historique *Jedburgh*. C'est en fait au Laos que les premières unités des forces spéciales interviennent. Secrètement. En 1959, démarre l'opération *White Star*. Une infiltration destinée à organiser des sabotages et à mettre en place des réseaux anticommunistes avec l'aide des populations autochtones. C'est explicitement une copie du GCMA. D'ailleurs, les éléments de la guérilla Méo contactés par les forces spéciales sont les mêmes que ceux qui travaillaient avec Trinquier et ses GCMA. De retour au pays, ces éléments des forces spéciales se retrouvent à Fort Bragg et cherchent à accréditer l'idée que des leçons sont à prendre auprès des Français. Ceux-ci viennent de vivre l'éprouvante (à tout point de vue) aventure de la guerre d'Algérie. Trinquier et Aussaresses ont gagné la bataille d'Alger pour le compte du général Massu. On a fait massivement usage de la torture, du fichage généralisé, des disparitions etc. La guerre non-conventionnelle y a pris tout son sens et les Français en sont désormais les experts incontestés.

Trinquier, qui a quitté l'armée, théorise dans son ouvrage *La Guerre moderne*¹². Aussaresses se morfond après son expérience « d'escadron de la mort » algérois. En fait, après la fin de la guerre d'Algérie, sous l'autorité de Pierre Messmer, le nouveau ministre des Armées du général de Gaulle, préoccupé par la dissuasion nucléaire, la guerre anti-subversive n'est plus à l'ordre du jour en France. Le 11^e choc, réorganisé après le putsch d'Alger et l'aventure OAS, sous l'impulsion du lieutenant-colonel Merglen, change radicalement de méthode et de buts. On oublie le coup de main de type *Jedburgh* et on transforme l'unité en Commando classique quoique toujours sous l'autorité du SDECE. Dès le 23 octobre 1962, Merglen met en avant la nécessité de coopération avec les unités comparables alliées, notamment américaines. Il se rend même à Bad Tölz au siège du 10th SFG afin de régler les modalités pratiques. Il envisage même une coopération (dès 1962 !) avec l'armée allemande dans le cadre d'un stage de « combattant de choc » et d'un échange d'officiers¹³. Par la suite Merglen devient instructeur parachutiste à Fort Benning, en Alabama, chez les Rangers américains. C'est là qu'il entend parler du désir des anciens de *White Star* de faire venir un instructeur ayant une expérience « choc », GCMA et algéroise. Il pense immédiatement à son ami Aussaresses. Celui-ci, ancien *Jedburgh*, n'hésite pas. Il devient instructeur des forces spéciales à Fort Bragg en 1963. Pierre Messmer dit aujourd'hui qu'Aussaresses est parti à la demande des Américains qui recherchaient des instructeurs « au profil indochinois » et en accord avec ses services parce que c'était un moyen de se « débarrasser de ces spécialistes de la contre-insurrection devenus obsolètes ».

En tout cas, Aussaresses arrive à Fort Bragg en pleine réorganisation des forces spéciales. Le président John F. Kennedy est, lui, convaincu de l'utilité de ces unités d'élites au béret vert. Il en a été notamment convaincu par Lansdale. Celui-ci préconise leur emploi généralisé notamment au Vietnam. D'ailleurs, les « coups » plus ou moins tordus avec usage intensif de la *CIA*, de paramilitaires locaux et des forces spéciales, vont devenir une spécialité de l'administration Kennedy. Le centre de Fort Bragg devient l'école de guerre spéciale où sont formés à la fois les militaires et la *CIA*.

Certains des officiers de *White Star* qui se retrouvent à Fort Bragg avec Aussaresses racontent aujourd'hui qu'il fait traduire les écrits de Trinquier en Anglais afin qu'ils servent de bases à ses cours de guerre anti-subversive. Pour la petite histoire, les premiers diplômés formés notamment par Aussaresses seront versés dans une unité baptisée MATA (*Military Advisory Training Assistance*) on les appellera les « Matadors » ! L'un des élèves d'Aussaresses s'appelle Robert Komer. C'est un analyste de la *CIA*. En 1964, il est au cabinet du président Lyndon B. Johnson. C'est précisément à ce moment là que Trinquier reçoit à Paris un envoyé du président

¹² La Table ronde (1961).

¹³ Lt. -col. Merglen, *Coopération avec les unités spéciales alliées*, 945/DBPC/EM/CEM.

américain. Celui-ci lui propose de reprendre la direction « sous une forme quelconque » de ses maquis d'Indochine mais cette fois-ci pour le compte des Américains. Trinquier refuse¹⁴. Pourtant, malgré cet apparent intérêt pour les théories françaises, les anciens camarades d'Aussaresses à Fort Bragg se souviennent parfaitement du refus global de l'état-major américain de considérer ces méthodes. Il est en tout cas parfaitement clair dans l'esprit de Pierre Messmer que les théories de Trinquier, additionnées de celles des Anglais (une mission militaire britannique est au Vietnam), servent de base aux actions des forces spéciales américaines. C'est d'autant plus vrai qu'une mission militaire française est en Argentine depuis 1959. En 1961, sur l'initiative de leurs instructeurs français, les Argentins proposent aux autres pays latino-américains un cours interaméricain de lutte anti-subversive. Ce cours sera donné à Buenos Aires par les Français à des élèves venus de toute l'Amérique latine et des États-Unis. L'enseignement des forces spéciales à destination des latino-américains à Panama sera longtemps inspiré des méthodes françaises additionnée de l'expérience américaine au Vietnam.

En 1967, Komer est nommé ambassadeur au Vietnam. Sous son autorité, il « invente » ce que l'on appellera plus tard l'opération *Phœnix*. Une guerre contre-subversive à outrance destinée à « vider l'eau dans laquelle se déplacent les poissons », d'après la célèbre formule de Mao. Plus de 20 000 morts, des dizaines de milliers de détenus sans procès, torturés, etc. Les experts s'interrogeront longtemps sur la genèse de cette opération. On peut aujourd'hui répondre qu'elle est en partie issue des enseignements d'Aussaresses sur la base des écrits de Trinquier. L'homme qui met en œuvre *Phœnix* n'est pas non plus un inconnu. Le chef d'antenne de la *CIA* à Saigon, William Colby, est un ancien *Jedburgh*. Les éléments mis en œuvre seront des soldats et des officiers détachés des forces spéciales et des unités de l'armée sud-vietnamienne. Généralement, au Vietnam, les forces spéciales seront utilisées à une grande échelle pour toutes sortes d'opérations secrètes. Elles seront en concurrence avec des tas d'autres unités qualifiées de « spéciales » qui feront vraiment leurs premières armes sur ce conflit.

Du côté britannique, un autre théoricien de l'usage des Commandos spéciaux dans la guerre anti-subversive, le général Kitson, un ancien de Malaisie, de Chypre et du Kenya, est, lui aussi, fasciné par les théories de Trinquier¹⁵. Il écrit : « L'armée doit se préoccuper et se préparer à faire face aux mouvements populaires longtemps avant qu'ils ne prennent la forme d'un soulèvement violent¹⁶. »

Il est aussi un admirateur de Gubbins et des premières opérations spéciales en Irlande dans les années 1920. C'est là qu'il va exercer ses talents contre l'IRA. En 1970, il prend le commandement de la 39^e brigade d'infanterie en Irlande du Nord. On lui doit le « *Bloody Sunday* », l'internement administratif, le fichage généralisé, l'application par le découpage stratégique entre catholiques et protestants, une application des « hameaux stratégiques » qu'il a lui-même contribué à mettre en place en Malaisie et qui ont été utilisés au Vietnam par les Américains. Au fond un mélange « *soft* » de bataille d'Alger et d'opération *Phœnix*. Kitson rédige également un manuel d'opérations contre-révolutionnaires où il préconise dès le déclenchement des troubles, l'utilisation d'unités spéciales afin de contrer « le terrorisme d'individus ou de petits groupes sous la forme de sabotages ou d'assassinats, particulièrement dans les zones urbaines »¹⁷. Ce sont les *SAS* qui sont chargés de ce travail.

L'ordre de mission des *SAS* est d'ailleurs ainsi libellé :

Les escadrons *SAS* sont particulièrement bien entraînés et équipés pour les opérations contre-révolutionnaires [...] ils poursuivent les buts suivant : (a) collecte d'informations sur la localisation et les mouvements des forces insurgées ; (b) embuscades et harcèlement des insurgés ; (c) infiltrations pour assassiner des dirigeants et opérations de sabotage dans les zones ennemies ; (d) surveillance des frontières ; (e) entretien limité des relations avec la population

¹⁴ Colonel Trinquier, *Les Maquis d'Indochine*, éditions Albatros (1976).

¹⁵ *Low Intensity Operations – Subversion, Insurrection and Peace-Keeping*, Faber & Faber (1971).

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

civiles ; (f) liaison avec, ou création de forces de guérilla sympathisantes contre l'ennemi commun¹⁸.

Au fil du temps, il apparaît que la filiation *Jedburgh*, et donc la pensée conceptuelle initiale de Gubbins, présente dans tous les aspects des forces spéciales pendant la guerre froide, disparaît progressivement. D'un certain point de vue, c'était le souhait de Gubbins qui voulait faire de ses *Jedburgh* une force de Commandos anticommunistes. C'est ce qu'ils sont effectivement devenus pendant la guerre froide, notamment les Américains, en grande partie parce que les forces spéciales étaient sous l'autorité des services spéciaux, eux-mêmes obnubilés par les opérations anti-soviétiques.

D'un côté, la lutte antissubversive a pris le pas sur toute autre exploitation des Forces spéciales. Il fallait des spécialistes, on les a trouvés chez ces jeunes gens qui ont fait leurs premières armes dans les centres de formation du *SOE*. Dans son histoire des services de renseignements français, l'historien américain Douglas Porch explique que l'un des drames des services secrets français jusqu'à l'affaire du *Rainbow Warrior*, c'est qu'ils ont gardé une « culture maquis ». De loin, c'est une survivance du passé. De l'autre, le terme de « forces spéciales », est devenu depuis longtemps un code journalistique vide de sens réel. Sous ce vocable, il y a maintenant des dizaines de types de forces qui n'ont rien à voir entre elles qui interviennent partout. Certaines sont « forces spéciales » (chirurgicales), d'autres « troupes de choc » (brutales) Depuis des années, les forces spéciales, de par la nature des conflits auxquels elles ont eu à faire face se sont transformées en force militaire secrète sous contrôle des seuls gouvernements. Pour le pouvoir exécutif, le recours aux forces spéciales, c'est le bon moyen de se passer des contrôles parlementaires et d'avoir une marge de manœuvre autonome. Dans la période actuelle, on est arrivé à une diffusion en masse des forces spéciales. On peut avoir des guerres massives avec parfois des milliers d'hommes estampillées « secret défense – il n'y a rien à voir ». Dans ce cas, on peut presque appeler cela des « guerres spéciales ». C'est le cas, par exemple, de l'intervention américaine en Afghanistan. On en arrive, avec l'exemple américain et ses organisations opérationnelles, que certains pays, les États-Unis (notamment), sont en train de monter une énorme Armée de terre occulte, avec l'idée que l'infanterie n'est plus qu'une sorte de vaste « force spéciale ». La différence, selon que ces forces spéciales interviennent en Afghanistan, en Colombie, en Irak ou aux Philippines, etc. , tient au fait que certaines n'ont simplement pas été vues en train de partir pour un théâtre d'opération. C'est naturellement l'essence même des forces spéciales puisque, par nature, il n'est pas question d'annoncer leur départ, ni même leur destination mais puisqu'il n'y a plus de guerre déclarée et, par-là, plus de contrôle parlementaire *a priori*, on n'a plus besoin d'avoir l'accord du parlement et également pas de comptes à rendre à l'opinion publique qui ignore purement et simplement l'existence des opérations spéciales.

Gubbins voulait des Commandos autonomes, d'esprit « corps-franc », mais soumis à la hiérarchie militaire. Il avait créé des unités secrètes dont seuls certains chefs militaires et politiques connaissaient l'existence. Il voulait se battre contre le communisme. Au fond, c'est bien ainsi que les forces spéciales ont été utilisées pendant la guerre froide. C'est la chute du communisme qui a changé leur nature. En ce sens, l'héritage de Gubbins a bien duré cinquante ans.

¹⁸ *Army Land Operations Manual. Vol. III : Counter-Revolutionary Operations. Principles and General Aspects* (August 1969).

TYPOLOGIE DES FORCES SPÉCIALES ALLIÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

PAR PAUL GAUJAC

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'adjectif « spécial » est fréquemment utilisé pour caractériser une opération, une unité ou un service particulier. Celui de « forces spéciales » apparaît tardivement en 1944, avec la création à Londres du *Special Forces Headquarters*, ou *SFHQ*. Il s'agit en fait de la couverture de *SOE/SO*¹, émanation des deux grands services-action alliés constitué dès septembre 1942 pour gérer les opérations spéciales. Cette couverture doit permettre d'assurer en toute sécurité les relations entre la centrale de Londres et les formations militaires engagées sur le continent. Ces formations, qui ont pour vocation d'opérer avec les maquis, constituent les « forces spéciales » au sens où on l'entend à l'époque. Mais bien d'autres unités spéciales leur ressemblent par les méthodes d'entraînement ou les modes d'action sur les arrières ennemis. Fort nombreuses et variées, elles opèrent sur tous les théâtres d'opérations.

Nées des circonstances, la plupart disparaissent à la fin du conflit. Mais, quelques années plus tard, certaines « forces spéciales » se réclament de leur paternité ou tout au moins en reprennent les traditions. Peut-on accepter cette légitimité accordée *a posteriori* ou, plus précisément, quelles unités spéciales peuvent être considérées comme des forces spéciales avant l'heure ? Pour répondre à ces questions, il nous a paru nécessaire d'étudier l'ensemble des unités spéciales alliées créées de 1940 à 1945, d'en présenter les caractéristiques, les circonstances ayant présidé à leur création et leurs actions, voire même les raisons de leur disparition.

LES COMMANDOS « CLASSIQUES » BRITANNIQUES

C'est le major Holland, un officier du génie de la section études de l'état-major général, qui, le premier, songe à former des unités pour exécuter des actions de guérilla. Son projet aboutit, au printemps de 1940, à la mise sur pied de dix « compagnies indépendantes » de 290 hommes². Quatre d'entre elles, engagées dans la région de Narvik dès le 13 mai, doivent harceler les communications ennemies et interrompre le transport du fer suédois. Mais, en réalité, elles sont utilisées comme simple infanterie parce qu'il n'y a pas d'autres troupes disponibles. Lorsqu'elles reviennent en Grande-Bretagne, l'idée des forces indépendantes a fait son chemin. Le 4 juin, donc, le Premier ministre saisit les chefs d'état-major : « S'il est si facile aux Allemands de nous envahir, pourquoi nous serait-il impossible de faire contre eux quelque chose du même genre ? » Et il demande que soit étudiée la possibilité d'intervenir sur le continent en attendant d'y revenir en force. Quatre jours plus tard, sur proposition du chef d'état-major impérial, Churchill approuve la création d'unités spéciales totalisant 5 000 hommes³, transportés par bateau jusqu'à la côte française pour y effectuer reconnaissances et sabotages, sous réserve que cela soit réalisé sans porter préjudice à la défense des îles britanniques et avec le minimum d'armement. Le concepteur du projet, le lieutenant-colonel Dudley Clarke, a vu en Palestine en 1936 comment une poignée de rebelles pouvait harceler et paralyser deux divisions britanniques. Aussi a-t-il conçu ces Commandos comme des guérilleros en uniforme chargés d'exécuter des raids amphibies en Europe occupée. Churchill, en outre, voit dans ces *Striking Companies*, ces compagnies de choc, des éléments comparables

¹ Special Operations Executive britannique et Special Operation Branch de l'Office of Strategic Services américain.

² 20 officiers et 270 hommes, en majorité des volontaires de la *Territorial Army*, avec quelques réservistes et professionnels.

³ Soit dix commandos de dix *troops* de 50 hommes chacune.

aux troupes d'assaut allemandes de 1918 et 1940, unités d'élite précédant la masse informe de l'armée. C'est finalement Dudley Clarke qui, en souvenir de son enfance passée en Afrique du Sud, baptise cette force spéciale « Commandos », du nom des 25 000 fermiers Boers qui, pendant la guerre de 1899 à 1902, avaient tenu en échec des forces britanniques dix fois supérieures. Il participe, comme observateur, au premier raid nocturne effectué le 23 juin entre Le Touquet et Boulogne par 115 hommes, choisis dans toutes les unités. Pour cette opération, ils ont reçu vingt pistolets-mitrailleurs Thompson, soit la moitié des armes disponibles alors en Grande-Bretagne. Un second raid est monté en juillet sur Guernesey avec une centaine d'hommes.

En mars 1941, onze Commandos de 500 hommes sont déjà constitués avec du personnel de l'armée. Et, en février 1942, le premier des neuf Commandos des *Royal Marines* est mis sur pied. Depuis fin 1940⁴, la *Special Service brigade* assure l'organisation des unités, planifie leur entraînement et fixe leur rôle en liaison avec le QG des opérations combinées. Elle est remplacée en octobre 1943 par le *Special Service Group* pour coordonner l'activité des quatre brigades de Commandos : deux en Grande-Bretagne, une en Méditerranée et une en Inde. Le temps passant, les missions évoluent. Ainsi, des coups de main pour harceler l'adversaire⁵, on passe à des opérations importantes : Saint-Nazaire en mars 1942, Dieppe en août. Puis, dans la perspective du débarquement de Normandie, les actions, coordonnées à une grande échelle, se multiplient pour tromper l'ennemi ou recueillir le maximum d'information sur son dispositif. Enfin, lors du débarquement, huit Commandos assurent d'une manière classique la flanc-garde des plages, comme cela avait été réalisé à Dieppe et à Salerne. C'est une façon comme une autre d'utiliser le savoir-faire des Commandos, qui sont également mis en contribution d'une manière encore plus classique pour le combat à terre, sur le Garigliano, à Anzio ou en Normandie.

Un raid apparemment sans importance a des conséquences dramatiques. Dans la nuit du 3 au 4 octobre 1942, des hommes du n° 12 *Commando* irlandais-gallois participent à un coup de main sur l'île de Sercq. Au moment de rembarquer, une fusillade éclate et deux prisonniers sont tués. Les Allemands les retrouvent menottés et Hitler, furieux, ordonne que tous les soldats ennemis participant aux opérations dites de *Commando*, en uniforme ou non, combattant ou s'évadant, soient anéantis jusqu'au dernier.

LES UNITÉS SPÉCIALISÉES BRITANNIQUES

Le savoir-faire des Commandos britanniques est indéniable. La réalisation de missions sur une côte hostile, en territoire occupé par l'ennemi, exige d'eux une préparation minutieuse, un entraînement rigoureux, un excellent esprit d'équipe et une capacité à maîtriser l'imprévu. Tous sont volontaires et la seule véritable punition est le renvoi dans le corps d'origine. Pour une mission déterminée, les hommes sont choisis en fonction de leur capacité. Un *Commando* est plus un réservoir d'hommes, instruits et administrés en commun, qu'une unité de combat. La cohésion, l'esprit d'initiative et la confiance en soi, les hommes les acquièrent à Achnacarry, en Écosse. C'est à l'issue d'un stage particulièrement éprouvant que les survivants reçoivent le prestigieux béret vert. Leur succès auprès du public, ils le doivent à leurs exploits mais aussi à une propagande bien menée, soucieuse de remonter le moral de la nation alors que la Grande-Bretagne subit des échecs.

Mais leur influence ne se limite pas à ces effets médiatiques. Elle s'exerce aussi par la spécialisation de certaines unités, la prolifération d'unités similaires et l'adoption par d'autres Armées de leurs méthodes d'instruction et de combat. C'est ainsi que, en plus des onze *Commandos* classiques, d'autres plus spécialisées sont constitués. Le n° 14 *Commando*⁶

⁴ Auparavant, les responsables des commandos se rencontraient dans une résidence privée sous le couvert d'une association de charité !

⁵ Comme à Bruneval, en février 1942.

⁶ Est-ce superstition ?, mais le commando n° 13 n'a jamais été créé !

est mis sur pied au début de 1943 pour effectuer des raids à longue distance dans l'Arctique. Le n° 30 comprend des nageurs de combat, chargés de récupérer dans les navires coulés les documents intéressants, et des spécialistes du renseignement suivant la progression des troupes à la recherche des postes de commandement (PC) ennemis.

Avec des volontaires du n° 6 *Commando* est créé, pendant l'été 1941, un élément destiné à effectuer des reconnaissances de plage et aider les forces navales à attaquer les navires marchands dans les ports de la Manche et du Pas-de-Calais. Devenu la *SBS (Special Boat Section)*, il participe aux raids des *Commandos* et envoie des détachements de canoéistes en Méditerranée et en Asie. Il existe également le *RMBPD* ou *Royal Marines Boom Patrol Detachment*, qui se rend célèbre pour l'attaque du port de Bordeaux en décembre 1942. Enfin, la *SSRF*, ou *Small Scale Raiding Force*, créée en 1941 et également connue sous l'appellation de n° 62 *Commando*, dont le personnel est entraîné selon les méthodes des *Commandos* et des parachutistes, effectue jusqu'en janvier 1943 quelques raids sur les îles et les côtes de la Manche pour le compte du *CCO*, l'essentiel de ses missions étant néanmoins réalisées clandestinement au profit du *SOE*.

Pour assurer la reconnaissance des plages, la Royal Navy dispose de onze *COPPs (Combined Operations Pilotage Parties)* qui opèrent en Europe, en Méditerranée et en Asie. En janvier 1944, le brigadier-général de Guingand, chef d'état-major du 21^e groupe d'armées, déclare d'ailleurs que l'efficacité de ces équipes rend superflus les raids menés par les *Commandos*. Les *RN Commandos*, appellation adoptée pour les huit équipes de plage, ou *beach parties*, débarquent en première vague avec leurs homologues de l'armée. Quatre *COSUs (Combined Operations Scout Units)*, appelées aussi « Camouflage B », sont créées en octobre 1943 pour effectuer des diversions et simuler un débarquement loin de l'opération principale. Après avoir opéré en Méditerranée, elles sont supplantées par les *Beachjumpers* de l'US Navy, où Douglas Fairbanks Jr. excelle après s'être familiarisé avec les idées de déception tactique développées par le brigadier Dudley Clarke dans sa Force A.

De son côté, la *Royal Air Force* constitue quatorze *RAF Servicing Commandos*, dont les hommes, chargés de la mise en œuvre des terrains d'aviation avancés, portent l'insigne des opérations combinées.

Les Australiens sont les premiers à adopter la formule des *Commandos*. Au cours de l'hiver 1940-1941, ils mettent sur pied les premières des huit compagnies indépendantes qui vont opérer en Nouvelle-Guinée. Les Néo-Zélandais les suivent avec le 1st *Commando Fiji Guerillas* ou *South Pacific Scouts* engagé à Guadalcanal et en Nouvelle-Géorgie derrière les lignes japonaises.

Mais, surtout, le recrutement des *Commandos* britanniques est étendu en janvier 1942 aux étrangers, qui sont regroupés au sein du n° 10 (*Inter-Allied*) *Commando* et servent tout naturellement de guides et d'interprètes lors des raids sur le continent. Outre les Français⁷, il comprend à sa création une compagnie ou *troop* néerlandaise qui opère en priorité sur la côte des Pays-Bas. La *troop* belge sert en Italie – avec la *troop* polonaise – et en Yougoslavie, alors que la *troop* norvégienne effectue des coups de main sur le littoral scandinave. Il existe également un groupe tchèque, dont certains membres participent à l'attentat contre Reinhard Heydrich à Prague. La *troop* yougoslave, qui ne dépassera jamais l'effectif d'une quinzaine d'hommes, opère, semble-t-il, avec le *Special Operation Executive (SOE)*, le service action britannique. Enfin, des Allemands et des Autrichiens anti-nazis, avec quelques Hongrois ou Grecs servent sous une fausse identité au sein de la *X Troop*.

LES UNITÉS SPÉCIALES EN MÉDITERRANÉE

Les Américains ne sont pas en reste. En mai 1942, à la suite des conversations entre le général Marshall, chef de l'état-major interarmées, et l'amiral Mountbatten, directeur des opérations

⁷ Le 6 juin 1944, ils seront 177, constitués en deux *troops* renforcées.

combinées⁸, le général Truscott est envoyé en mission à Londres. Dès son arrivée, il demande que soit immédiatement constituée une force américaine sur le modèle des Commandos. Avec l'accord de Roosevelt, une unité est d'ailleurs déjà en formation avec des volontaires recrutés parmi les troupes stationnées en Irlande du Nord. Et après une sélection sévère, un premier bataillon est mis sur pied en juin. Eisenhower demande alors expressément que l'appellation de « Commando » ne soit pas adoptée, car « le prestige de ce nom devra toujours demeurer – et de bon droit – britannique ». C'est donc *ranger* qui est adopté, en souvenir des unités irrégulières des guerres d'Indépendance et de Sécession. Les *Rangers* américains suivent donc l'entraînement à Achnacary, et quelques-uns d'entre eux participent à l'opération de Dieppe. Puis, le 8 novembre 1942, ils débarquent près d'Oran tandis que, plus à l'est, deux Commandos britanniques habillés et équipés à l'américaine sont mis à terre de part et d'autre d'Alger. Les *Darby's Rangers* partis, le CCO demande qu'un autre Commando américain soit mis à sa disposition dans le cadre du programme de raids. C'est ainsi qu'un nouveau bataillon est formé au sein de la 29^e division d'infanterie.

Lorsque les *Rangers* américains arrivent en Algérie, de nombreuses unités spéciales opèrent déjà en Méditerranée. En mars 1941, la *Layforce*, composée de trois Commandos formés en Grande-Bretagne, est arrivée en Égypte. Deux Commandos sont engagés en Crète, le troisième en Syrie où il a été décimé par les Français. Après les lourdes pertes subies, ils sont amalgamés à deux autres unités formées sur place pour constituer le *Middle East Commando* qui, en novembre, effectue avec une soixantaine d'hommes un raid contre le PC du général Rommel avant d'être dissous au début de 1942. Il y a également un groupe de canoéistes de la *SBS* qui opère depuis 1941 et s'est distingué à Benghazi, en Crète et à Rhodes et une équipe du *RMBPD* parachutée dans les îles grecques pour renseigner le QG du Caire sur les mouvements des navires ennemis.

Mais le bassin méditerranéen est le domaine de prédilection des « Armées privées ». Il y a d'abord le *Long Range Desert Group*⁹, créé par le major Bagnold, spécialiste du désert libyen, qui, à partir de l'été 1940, exécute des raids très loin derrière les lignes ennemies et rapporte des renseignements intéressants. La *PPA* ou *Popski's Private Army*, soit une centaine d'hommes recrutés par le lieutenant-colonel belge Peniakoff, opère également dans le désert en liaison avec les partisans arabes et italiens, renseignée par un réseau de renseignement qui lui permet de frapper à coup sûr. Le *Greek Sacred Squadron (GSS)* est entièrement composé d'officiers et le *Special Identification Group (SIG)* de juifs d'origine allemande résidant en Palestine.

Mais la plus célèbre Armée privée est sans nul doute le *Special Air Service (SAS)*, souvent appelé par plaisanterie *Sterling and Sterling*. Arrivé en Égypte avec la *Layforce*, le lieutenant David Stirling a formé à sa dissolution en juillet 1941 le *L Detachment*. Convaincu qu'un petit groupe d'hommes parachutés derrière les lignes ennemies peut être très efficace, il obtient du commandant en chef au Caire l'autorisation de créer une unité de sabotage démarquée des Commandos. Mais le parachute se révélant rapidement un moyen décevant, il préfère utiliser les jeeps Armées lors des raids contre les convois et les terrains d'aviation menés en coopération avec le *LRDG*. Fort initialement d'une cinquantaine d'hommes, le *SAS* atteint un effectif de 400 en octobre 1942. L'ont rejoint des rescapés du *SSRF*, 50 parachutistes français de la 1^{re} compagnie de l'Air des *FAFL*, une équipe de la *SBS* du *8 Commando*¹⁰, le reliquat du *Middle East Commando*, le *SIG*... Le détachement L prend alors l'appellation de *Special Air Service Regiment*¹¹. Le n° 62 *Commando* arrive en Algérie à la fin de 1942, aux ordres de William Stirling, frère de David. Comme personne ne lui trouve un emploi, l'unité est dissoute et son chef obtient l'autorisation du QG allié à Alger de mettre sur pied un second régiment *SAS*

⁸ *Chief of Combined Operations (CCO)*.

⁹ Comprenant notamment un escadron néo-zélandais.

¹⁰ Appelée aussi *Special Boat Squadron*.

¹¹ L'appellation n'est pas nouvelle : en novembre 1940, les 500 brevetés parachutistes du n° 2 *Commando* constituent le 1^{er} *Special Air Service Battalion* qui, en septembre 1941, prend l'appellation plus conforme de 1st *Parachute Battalion* et forme le noyau de la future division aéroportée.

selon les mêmes principes que le premier. Les volontaires arrivent à Philippeville venant du n° 62 et de la SSRF, avec quelques instructeurs du 1st SAS.

Il y a aussi des Français, zouaves, tirailleurs, légionnaires, recrutés par un transfuge du SOE avec l'aval des autorités d'Alger. Ce *French Squadron* n'est pas sans rapport avec le détachement spécial du corps franc d'Afrique et le CFA proprement dit que l'on retrouvera avec les Commandos d'Afrique. La fin des opérations en Afrique signifie pour les unités spéciales, créées dans des circonstances particulières, la dissolution sinon la perte de leur indépendance. Au risque de disparaître, elles doivent s'adapter à la nouvelle guerre qui sera menée en Europe.

LA NOUVELLE DONNE EN EUROPE MÉRIDIONALE

Au début de l'été 1943, le déplacement du centre de gravité des opérations militaires et la perspective d'un assaut généralisé de la « forteresse Europe » modifient quelque peu la situation des unités spéciales. En Angleterre, on l'a vu, tout en poursuivant les coups de main sur les côtes, les Commandos s'orientent vers des actions de plus grande ampleur, impliquant plusieurs Commandos. L'arrivée en force des *Royal Marines*, avec des unités de peu aguerries¹², accentue peut-être cette tendance. La doctrine reste cependant la même, entraînement et modes d'action ayant fait leurs preuves. Surtout, la *troop* de 70 hommes demeure l'unité tactique de base.

Commandos de l'armée ou des *Royal Marines* n'ont pas d'état d'âme, ce qui n'est pas le cas des SAS en général. Après la capture de David Stirling en Tunisie, son adjoint – réputé avoir détruit dans le désert plus d'avions que la *Royal Air Force* – prend le commandement des 250 survivants du 1st SAS. Formant le *Special Raiding Squadron*, ils rejoignent la Palestine pour s'entraîner en vue de l'invasion de l'Europe méridionale. Les Français de la 1^{re} CIA gagnent l'Angleterre, tandis que la SBS forme le noyau du *Special Boat Squadron* par amalgame de divers éléments. Tout en conservant le béret couleur sable et l'insigne du SAS, il devient indépendant et se distingue en mer Égée et dans l'Adriatique, coopérant souvent avec l'Escadron sacré, remis à la disposition de l'armée grecque. En Adriatique, opèrent aussi des Commandos, alors qu'une équipe du *RMBPD* travaille à partir d'une base clandestine installée sur la côte turque.

Le 2nd SAS est en Algérie, avec la PPA de Peniakoff, coiffé par la toute nouvelle section des opérations spéciales du 15^e groupe d'armées. Comme pour le régiment frère, sa participation est prévue en Sicile sous deux formes : un coup de main sur la côte comparable à celui envisagé pour le SRS et le parachutage de petites équipes pour désorganiser les communications. Ces deux missions sont très éloignées des conceptions de Bill Sterling qui, le 1^{er} juillet 1943, quelques jours avant le débarquement de Sicile, écrit dans un mémorandum pour le commandement :

L'emploi des SAS, spécialement lors de la planification, doit être prévu au niveau stratégique plutôt que tactique. Les SAS doivent en conséquence agir dans le cadre du plan général, et non se voir attribuer au dernier moment une mission de diversion. [...] Un régiment SAS, peu orthodoxe, combattant en dehors des règles, dépend de l'enthousiasme du chef qui l'emploie. Tandis que la personnalité d'un chef est positive, celle d'un état-major est invariablement négative, et lorsque ce dernier s'interpose entre le chef et le régiment SAS, celui-ci a peu de chance d'être employé utilement.

En conséquence, il propose de former 140 équipes de deux hommes et de les larguer sur une large zone, aussi loin que la Grèce et l'Albanie, pour harceler les communications ennemies, en déposant des jeeps au besoin par planeurs. Après la campagne de Sicile, l'opération *Jonquil*, réalisée en octobre 1943, a pour but de récupérer sur la côte entre Ancone et Pescara les prisonniers de guerre alliés libérés par l'effondrement de l'Italie fasciste, guidés par

¹² Les RM constituent les 2/3 des forces débarquées le 6 juin 1944, avec 4 commandos sur 5 formés en 1943-1944.

des équipes parachutées au préalable. L'opération combinée avec la division aéroportée, le *French Squadron* étant en protection, se traduit par la récupération d'environ 600 prisonniers. De son côté, la *PPA* s'est trouvée une nouvelle occupation et, montée sur jeeps, opère loin derrière les lignes, renseignant et sabotant en liaison avec les partisans italiens.

Jusqu'en avril 1944, le 2nd *SAS* exécute diverses opérations de sabotage avec des bonheurs divers. Puis il rejoint en Grande-Bretagne le 1st *SAS* pour constituer une brigade. À cette époque, les trois bataillons de *Rangers* ayant servi en Sicile et en Italie sont remplacés par la *First Special Service Force*, formée de 40 % de Canadiens et 60 % d'Américains brevetés parachutistes, équipés et entraînés pour le combat par grand froid. Initialement prévue pour faire diversion en Norvège, la 1st *SSF* est finalement engagée dans les *Aléoutiennes* en août 1943 après avoir reçu une instruction supplémentaire aux opérations amphibies. Puis son chef obtient son transfert en Italie où les troupes de montagne font cruellement défaut. Fin novembre, les 1 300 hommes de la force montent en ligne devant Cassino, puis ils combattent dans la tête de pont d'Anzio avant de débarquer en Provence dans la nuit du 14 au 15 août 1944¹³.

Mais, si la première phase de la guerre en Méditerranée est marquée par la création d'armées privées en Afrique du Nord, la seconde se distingue par l'importance croissante des forces spéciales opérant avec les maquis. L'armée régulière, ignorant généralement le rôle joué par les unités spéciales, laisse ainsi le champ libre en Méditerranée aux services spéciaux alliés : *OSS* américain à l'Ouest, *SOE* britannique à l'Est. L'*OSS* dispose de groupes opérationnels (*Operational Group*, ou *OG*), composés chacun d'une trentaine de parachutistes surentraînés répartis en deux sections de quinze. Un premier *OG* participe en septembre 1943 à la libération de la Corse où une base de départ est installée à Bastia¹⁴. Puis d'autres arrivent en Algérie en février-mars 1944, portant leur nombre à neuf : trois « italiens », cinq « français » et un « allemand ». Ils exécutent d'abord des missions dans le style des *Commandos*¹⁵, puis, à partir de l'été 1944, portent toute leur attention aux groupes de résistance français et italiens. Leur mission essentielle est de mener en uniforme un combat de guérilla, tout en instruisant les maquisards et en leur procurant l'armement et l'équipement indispensables¹⁶.

ITALIENS, FRANÇAIS, AMÉRICAINS ET BRITANNIQUES EN MÉDITERRANÉE

L'*OSS* contrôle également des unités spéciales italiennes cobelligérantes éléments du régiment parachutiste *Nembo* pris en charge par la *Special Operation Branch* ou fusiliers marins du *San Marco* confiés à la *Maritime Unit Branch*. En revanche, les parachutistes du *Squadron F* (pour *Folgore*, la foudre) sont formés et entraînés par les Britanniques. Les actions menées par les *OG* en Italie sont pilotées par l'équipe adaptée au QG de la V^e Armée, à Caserte. Celles intéressant le Sud de la France sont contrôlées par l'organisme tripartite appelé *Special Project Operations Center* (*SPOC*) installé depuis mai 1944 près d'Alger et de la base de Blida. *SPOC* est impliqué dans six types de missions : *SOE*, *DGSS* française, interalliées, *Jedburghs*, groupes opérationnels et contre-sabotage.

Dans la catégorie des *OG*, il faut signaler le largage dans la Drôme d'un groupe du bataillon de choc initialement destiné à porter secours au camp retranché du Vercors. D'autres chasseurs du choc et du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes sautent en Provence pour servir de guides et d'interprètes aux soldats alliés, mais aussi pour renseigner les services spéciaux français. Le bataillon de choc composé de parachutistes a en fait été créé pour porter assistance à la Résistance. C'est ce qu'il fait en Corse et, dans une moindre mesure, à Toulon. Le reste du temps, à l'instar de la plupart des unités spéciales françaises, il est utilisé comme troupe de choc. Le groupe des *Commandos* de France, formé presque exclusivement d'évadés de

¹³ La 1st *SSF* sera dissoute en décembre 1944 sur ordre du *War Department*.

¹⁴ Transférée plus tard à Sienne.

¹⁵ Fin mars 1944, au cours d'un de ces raids de destruction au sud de La Spezia, les quinze *OG* sont capturés, interrogés et exécutés par les Allemands.

¹⁶ En août 1944, le 2671st *Reconnaissance Battalion Provisional (Separate)* est créé pour coiffer les différentes unités d'*OG* : *Company A* regroupant les sections opérant sur l'Italie, *B* pour la France et *C* pour les Balkans.

France, doit également intervenir au profit des maquis. Il comprend, pour ce faire, trois Commandos légers parachutables et deux Commandos lourds aérotransportables équipés de mitrailleuses et de mortiers. Mais, formé trop tardivement et sans moyen maritime pour traverser la Méditerranée, il arrive trop tard pour participer aux opérations initiales. En revanche, les hommes de son détachement spécial – transportés en France par les soins des services spéciaux – effectuent, en civil et en avant des troupes, des missions de reconnaissance au profit du détachement des forces spéciales adapté à la VII^e Armée américaine, puis de l'armée française du Sud.

A également été mis sur pied en Algérie le groupe des Commandos d'Afrique que les Américains assimilent à leurs bataillons de *Rangers*. Formé à partir d'éléments du CFA ayant combattu en Tunisie, le groupe comprend du personnel français, algérien, marocain et espagnol. Il se distingue lors de la conquête de l'île d'Elbe, puis au cap Nègre, en Provence. Ces trois unités spéciales ont cependant des points communs. Elles ont toutes été entraînées par les Commandos britanniques et américains du Club des Pins, à Zeralda, généralement sous l'égide des services spéciaux français et alliés. Pour le choc et le groupe d'Afrique, l'influence des Commandos britanniques a été plus forte, les n° 9 et n° 40 (RM) participant à leur instruction en Corse et les accompagnant à l'île d'Elbe.

Sont également instruits au Club des Pins les parachutistes du groupe de l'Aéronavale, qui constituent cinq équipes ayant mission de protéger les installations portuaires de Toulon, Marseille et Sète des destructions que les Allemands pourraient y effectuer, et d'équiper avec des armes parachutées les nombreux marins qui s'y trouvent. Toujours dans la Marine française, il faut signaler le groupe naval d'assaut de Corse, initialement constitué pour mettre en œuvre les canots utilisés pour la mise à terre des hommes du choc et du groupe d'Afrique lors des coups de main sur l'Italie. Mais, en Provence, le GNA est chargé à l'est de la zone de débarquement d'une mission de couverture analogue à celle confiée à l'ouest aux Commandos d'Afrique. Par malchance, il atterrit à Théoule dans une zone minée et perd 10 tués, 17 blessés et 28 prisonniers, dont dix qui parviendront à s'échapper.

En Méditerranée orientale, à partir d'avril 1944, 190 *OG* américains par équipes de trois à quinze commencent à pénétrer en Grèce à bord de kayaks. Comme les Commandos britanniques, ils rejoignent les partisans locaux – généralement communistes – et harcèlent l'ennemi, attaquant ses convois et ses trains en Macédoine, en Thessalie et dans le Péloponnèse. Sur le littoral adriatique, ils s'unissent aux Commandos pour effectuer des coups de main jusqu'à l'évacuation de la Yougoslavie par les Allemands en juillet 1944.

Du côté britannique, outre les Commandos, opèrent à partir de novembre 1943 les *Raiding Forces Middle East*, composées d'éléments du *LRDG*, du *SBS*, du n° 30 *Commando* et de quelques médecins américains. Elles opèrent dans les îles des mers Égée et Adriatique en liaison avec les caïques du *Levant Schooner Squadron*. Leur plus beau « coup » est la capture en Crète, en avril 1944, du général Kreipe commandant la 22^e division d'infanterie allemande.

LA BATAILLE DE FRANCE

La grande affaire est évidemment l'ouverture du second front et l'opération *Overlord*, qui doivent décider du sort de la guerre en Europe. En Grande-Bretagne, on l'a vu, huit Commandos, organisés en deux brigades, sont à pied d'œuvre. La *SAS brigade* s'y trouve également. Sa création a été approuvée en janvier 1944. En février, en Écosse, elle comprend le 1st *SAS Regiment*, le commandement de la demi-brigade parachutiste française avec les 3^e et 4^e bataillons d'infanterie de l'air, le 20 *Liaison HQ* chargé de la liaison avec l'état-major des Forces françaises de l'intérieur à Londres, et la compagnie parachutiste indépendante belge. Puis, le 2nd *SAS* arrive d'Afrique du Nord en mars et le *F Squadron* du n° 1 *GHQ Liaison Regiment (Phantom)* est adapté à la brigade dont l'effectif atteint alors 2 000 hommes. Les unités *Phantom*, dont l'origine remonte à 1939, sont très particulières. Organisées en patrouilles discrètes et motorisées, elles sont chargées d'écouter les réseaux des troupes amies et de transmettre au haut commandement les informations sur la progression de celles-ci. On en

trouve dans le désert libyen, à Dieppe, en Tunisie, en Italie, opérant très souvent avec les unités spéciales. Au début de 1944, il existe deux régiments, le n° 1 pour le Nord-Ouest de l'Europe, le n° 2 pour le théâtre d'opérations méditerranéen. L'escadron F dispose pour émettre des mêmes postes que les *Jedburghs* et reçoit des messages par la BBC. L'amalgame entre *Phantoms* et *SAS* se fait sans difficulté : ils ont en commun la mobilité, la souplesse, la ténacité, un fort esprit d'indépendance et un entraînement très poussé.

En ce qui concerne les Français, deux bataillons sont officiellement créés au cours de l'été 1943. Ainsi, aux recrues rassemblées en Angleterre se joignent les anciens de Libye pour former le 4^e BIA. Quant aux volontaires dispersés entre l'Algérie et la Tripolitaine, ils constituent le 3^e BIA qui arrive en Angleterre au début de novembre. Mais, si la question de l'équipement et de l'entraînement par les Britanniques est réglée depuis août 1943 grâce au War Office, en revanche rien n'est vraiment décidé pour l'emploi. Deux thèses s'affrontent. La première, défendue par le lieutenant-colonel Fourcaud issu des réseaux de France occupée, voit dans le bataillon d'infanterie de l'air le moyen de former et renforcer. Il dispose pour cela de trois compagnies légères et d'une lourde, comme plus tard les Commandos de France. Les anciens de Libye, au contraire, préconisent l'emploi des parachutistes selon les méthodes de Stirling. Ce sont ces derniers qui ont finalement gain de cause après le départ de Fourcaud. Placés initialement sous le commandement des forces aéroportées, les régiments du *SAS* sont parachutés en France pour y effectuer des missions de harcèlement au nord d'une ligne La Rochelle-Genève : le 1^{er} de part et d'autre de la Loire, le 2^e étalé jusqu'à Strasbourg, le 3^e de La Roche-sur-Yon à Besançon et le 4^e en Bretagne. Les *SAS* doivent, en principe, éviter les contacts avec les maquis. Mais, une fois sur le terrain, ils sont emportés par l'enthousiasme communicatif des maquisards et se trouvent tellement imbriqués avec les autres unités spéciales que le commandement allié décide le 5 août 1944 de les rattacher directement à *SFHQ*.

Mais les équipes les plus caractéristiques des forces spéciales placées sous le contrôle de *SFHQ* sont les missions interalliées et les *Jedburgh teams*. Les équipes interalliées, d'un effectif très variable, sont souvent classées parmi les « missions maquis », ce qui donne une idée de leur destination. Leurs officiers conseillent, renseignent et parfois prennent le commandement. Une vingtaine de missions sont ainsi parachutées dans les régions à forte densité de maquis, situées dans des zones stratégiques. Les équipes *Jedburgh* comprennent un officier allié et un officier français accompagnés d'un radio. Entraînés au combat et au commandement en guérilla, ils sont – comme les *OG* – parachutés en uniforme. Leur création par les Alliés, après une longue expérimentation, et un recrutement intensif, répond à deux soucis. Il s'agit d'abord de disposer de groupes formés et entraînés susceptibles d'être expédiés sur-le-champ à une organisation isolée ou privée de chefs. Ensuite, l'aide matérielle et les ordres précis apportés par ces groupes auront un effet considérable sur le moral et la discipline des résistants.

Progressivement, ces missions sont élargies et, au jour J, il est prévu que les équipes opèrent en quelque sorte sur le modèle des missions interalliées. Parachutées auprès des chefs FFI pour assurer une liaison régulière avec Londres, les équipes doivent rendre compte de la situation exacte de leur secteur, puis aider à l'armement, l'organisation et l'entraînement des maquis. Enfin, elles orientent les opérations de guérilla dans le cadre des instructions données par l'état-major des Forces françaises de l'intérieur à Londres. Sur le terrain, elles se trouvent évidemment en compétition avec les équipes du *SAS* et cela ne va pas sans heurts, notamment en Bretagne. C'est d'ailleurs pour éviter les problèmes et coordonner l'action des forces spéciales au moment de la jonction avec les forces débarquées que des détachements de liaison sont mis en place auprès de ces dernières.

Même sans évoquer les unités spéciales du Sud-Est asiatique (*Chindits*, *Marauders*, *Air Commandos*, Détachement 101) ou du Pacifique (*Raiders* du Marine corps et *Alamo Scouts* philippins), la liste est longue des unités pouvant revendiquer, de près ou de loin, un lien avec les forces spéciales. Elles s'appellent *rangers*, *raidiers*, *marauders*, et surtout *Commandos*... Beaucoup sont « spéciales » comme les opérations qu'elles exécutent. Leurs effectifs sont très

différents : certaines n'atteignent pas une vingtaine d'hommes, d'autres dépassent le millier¹⁷. Cependant, presque toutes ont en commun d'être engagées derrière les lignes ennemies, de subir un entraînement particulier inspiré de celui des Commandos et d'opérer selon des modes d'action spécifiques souvent empreints de secret.

Tout au long de la guerre, la constitution de ces unités spéciales suscite généralement l'hostilité des chefs des forces conventionnelles, qui jugent l'effort consenti – souvent à leur détriment – et la publicité faite hors de proportion avec les résultats obtenus. À l'origine, se trouvent les Britanniques : cela tient à leur caractère insulaire, à leur tempérament, à leur isolement en 1940... Ainsi naissent en Grande-Bretagne les Commandos. La contagion s'étend aux Armées du Commonwealth, mais surtout aux contingents européens libres qui adaptent parfois les formules à leur propre tempérament. Puis la guerre qui se poursuit en Afrique suscite une floraison d'unités diverses, souvent à l'instigation de personnages qui en font des « Armées privées ». Ainsi naît le SAS, prolongement direct des Commandos, qui s'en distingue bientôt par l'utilisation du parachute. Enfin, avec la préparation des opérations sur le continent européen apparaissent de nouvelles unités spéciales destinées à opérer avec les maquisards et les partisans.

Nées des circonstances – pour répondre à un besoin et (ou) sous l'impulsion d'un homme – les unités spéciales en sont donc tributaires. Ainsi, la disparition de leur créateur met en péril leur existence même et l'évolution des événements les contraint souvent à évoluer pour survivre. C'est notamment le cas de celles opérant en Afrique du Nord ou œuvrant avec les résistants. La plupart ne survivent pas au conflit. Mais quelques années plus tard, certaines « forces spéciales » se réclament de leur paternité ou tout au moins en reprennent les traditions : ainsi du SBS et du SAS britanniques, des *Special Forces* et des *Rangers* américains ou du 11^e choc français.

Les Commandos classiques de style britannique ne peuvent néanmoins être considérés comme des forces spéciales au sens où on l'entend aujourd'hui. Toutefois, on l'a vu, leur influence a été grande, par leurs méthodes d'entraînement, leurs matériels et la qualité de leurs membres, souvent sollicités par les services spéciaux et transfuges dans d'autres unités. Les rapports plus ou moins étroits entre formations militaires et services spéciaux pourraient constituer la frontière entre unités de choc et forces spéciales. Mais cela n'est pas toujours vrai. Ainsi, pendant l'hiver 1943-44, le bataillon de choc, les Commandos d'Afrique et le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes – de styles tout à fait différents constituent un groupement placé sous la direction de la DGSS. Une autre distinction pourrait se faire selon le mode d'engagement : amphibie ou aéroporté. Ou bien entre unité de choc et unité de recherche du renseignement. Mais telle unité formée pour telle mission, une fois sur le terrain fait fi de la doctrine et agit au mieux des besoins du moment !

Aussi, au moment de conclure, nous ne pouvons nous empêcher de nous poser quelques questions. Peut-on considérer que les forces spéciales opèrent par définition derrière les lignes ennemies ? Sont-elles étroitement liées aux services spéciaux et les missions qu'elles remplissent relèvent-elles de la conduite de la guerre ? Sont-elles déterminées par le moyen utilisé pour intervenir ? Ou bien se caractérisent-elles simplement par leurs structures, l'entraînement spécifique suivi par les hommes et leurs méthodes particulières de combat ?

¹⁷ Un commando britannique, un régiment SAS ou un bataillon de *Rangers* alignent 400 à 450 hommes, le Bataillon de Choc et les commandos de France 700-800, la 1st SSF et les commandos d'Afrique 1 100-1 200.

Bibliographie sélective :

- Robert ADLEMAN et colonel George WALTON, *The Devil's brigade*, Chilton, Philadelphie, 1966.
- Alan BAKER, *Merill's Marauders*, Pan Books, Londres, 1972.
- Commandant Gabriel BONNET, *Les campagnes dans la jungle de Birmanie et leurs enseignements*, Berger-Levrault, Paris, 1949.
- Robert D. BURHANS, *The First Special Service Force*, Washington, 1947.
- Anthony CAVE-BROWN, *La guerre secrète – Le rempart des mensonges* (en anglais *Bodyguard of Lies*), Pygmalion, Paris, 1981.
- Jean-Jacques CÉCILE, *Les SAS, Commandos secrets de sa Majesté*, Histoire et Collections, Paris, 1997.
- G. -B. COURTNEY, *SBS in World War Two*, Hale, Londres, 1983.
- Virginia COWLES, *The Phantom Major*, Collins, Londres, 1958.
- Henri DEPLANTE, *La Liberté tombée du ciel 1939-1945*, Ramsay, Paris, 1977.
- Maja DESTREM, *Les Commandos de France. Les volontaires au béret bleu : 1944-1945*, Fayard, Paris, 1982.
- John DURNFORD-SLATER, *Commando*, William Kimber, Londres, 1953.
- John B. DWYER, *Seaborne Deception. The History of US Navy Beach Jumpers*, Praeger, New York, 1990.
- Roy FARRAN, *Winged Dagger. Adventures on Special Service*, Special Forces Library, Londres, 1986.
- M. R. -D. FOOT, *SOE in France. An Account of the Work of the British Special Operations Executive in France, 1940-1944*, HMSO, Londres, 1966.
- Paul GAUJAC, *Les forces spéciales de la Libération*, Histoire & Collections, Paris, 1999.
- Roger HALL, *Les paras terribles* (en américain : *You're stepping on my Cloak and Dagger*), Fayard, Paris, 1964.
- D. -I. HARRISON, *Commandos du ciel* (en anglais : *These Men are Dangerous*), Plon, Paris, 1957.
- Anthony KEMP, *The SAS at War. The Special Air Service Regiment 1941-1945*, Murray, Londres, 1993.
- Gilbert-Sadi KIRSCHEN, *Six amis viendront ce soir*, Nicholson & Watson, Bruxelles, 1946.
- James LADD, *Commandos and Rangers of World War II*, Macdonald and Jane's Publishers, Londres, 1978.
- Jean-Claude LAURET, *Forces spéciales en Birmanie 1944 – Les Marauders de Merrill*, Presses de la Cité, Paris, 1986.
- Noël LE CLERCQ, *Détachement spécial. Commandos de France*, Collection Action, Paris, 1966.
- W. Stanley MOSS, *Prenez bien soin du général*, Nicholson & Watson, Paris, 1950.
- Raymond MUELLE, *Le 1^{er} bataillon de choc*, Presses de la Cité, Paris, 1977.
- Vladimir PENIAKOFF, *Mon Armée privée* (en anglais : *Private Army*), Gallimard, Paris, 1953.

- Brooks RICHARDS, *Secret Flottillas. The Clandestine Sea Lines to France and French North Africa, 1940-1944*, HMSO, Londres, 1996.
- W. B. KENNEDY SHAW, *Patrouilles du désert. Opérations en Libye de 1940 à 1943* (en anglais : *Long Range Desert Group*), Berger-Levrault, Paris, 1951.
- R. HARRIS SMITH, *OSS, The Secret History of America's First Central Intelligence Agency*, UCLA Press, Berkeley, 1972.
- Arthur SWINSON, *The Raiders*, Pan, Londres, 1968.
- Lowell THOMAS, *Largués sur la jungle. Commandos de l'air en Birmanie* (en américain : *Back to Mandalay*), Hachette, Paris, 1953.
- Major-general Julian THOMPSON, *Ready for Anything. The Parachute Regiment at War*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1989.
- Serge VACULIK, *Béret rouge. Scènes de la vie des Commandos parachutistes SAS* (en anglais : *Air Commando*), Arthaud, Paris, 1952.
- Philip WARNER, *Phantom*, Kimber, Londres, 1982.
- Ian WELLSTED, *SAS with the Maquis. In Action with the French Resistance, June-September 1944*, Greenhill Books, Londres, 1994.
- Nigel WEST, *Secret War. The Story of SOE, Britain's Wartime Organisation*, Hodder & Stoughton, Londres, 1992. *War Report*, Office of Strategic Services, 1949 (déclassifié 1975).
 - *Le bataillon de choc, de Staouéli à l'Arlberg (12 septembre 1943-7 mai 1945)*, Gilbert et Cie, Paris, 1947.

GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET OPÉRATIONS SPÉCIALES : INTÉGRATION OU NON INTÉGRATION ?

QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION À TRAVERS L'EXEMPLE ALLIÉ PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

PAR MARIE-CATHERINE ET PAUL VILLATOUX

Opérations psychologiques et opérations spéciales paraissent dans l'esprit du grand public, comme de beaucoup de commentateurs militaires, intimement liées. Toutes deux ont, en effet, en commun de faire appel à des unités hautement spécialisées, rompues aux techniques dites « non conventionnelles » de la guerre, que les forces Armées classiques ne peuvent généralement assurer pour des raisons qui tiennent tant à un manque d'instruction ou de disponibilité, qu'au caractère parfois discret, voire clandestin, attaché à ces missions si particulières. Si les concepts de « guerre psychologique » et de « forces spéciales » recouvrent aujourd'hui un large spectre d'acceptions dont témoigne la diversité des approches d'un pays à l'autre, il convient de souligner l'importance de la Seconde Guerre mondiale dans la théorisation, l'organisation et la mise en œuvre de ces notions. Bien que la pratique de ce type d'activités soit bien antérieure au XX^e siècle, il n'en demeure pas moins que la méthodologie mise en place par les Alliés entre 1940 et 1945 a marqué de manière durable les conceptions qui en régissent encore l'usage tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, ces deux États ayant par ailleurs joué un rôle incontestable dans les réflexions et les réalisations qui ont vu le jour, après guerre, dans la plupart des pays occidentaux. Pour autant, contrairement à bien des idées reçues, le lien qui unit guerre psychologique et forces spéciales n'est pas naturellement induit. S'interroger sur les origines historiques de cette supposée synergie et sur les controverses, passées et actuelles en ce domaine, n'est pas sans intérêt dans la mesure où cette démarche est susceptible d'éclairer avec plus de précision les champs sémantiques occupés par ces deux notions et les rapports complexes qu'elles ont entretenus et entretiennent encore.

LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE : UNE NOTION AUX LIMITES IMPRÉCISES

Employé, semble-t-il, pour la première fois par l'officier et stratège britannique J. F. C. Fuller, dans son ouvrage *Tanks in the Great War*, publié en 1920¹, le terme de « guerre psychologique » entre dans le langage courant – aux États-Unis comme en Europe – à partir de 1940, où de nombreuses études militaires et politiques y font explicitement référence. Notons, par ailleurs, que les recherches de plus en plus poussées menées, au cours de l'entre-deux-guerres, par les psychosociologues d'outre-Atlantique en matière d'opinion publique, ont joué un rôle non négligeable dans la popularisation de l'expression guerre psychologique qui apparaît peut-être plus scientifique et moins connotée que le terme de propagande². En France, deux

¹ Allison B. Gilmore, *You Can't Fight Tanks with Bayonets. Psychological Warfare Against the Japanese Army in the Southwest Pacific*, Lincoln & Londres, 1998, University of Nebraska Press, p. 10. Voir également : Jeanne-Henriette LOUIS, « Les concepts de guerre psychologique aux États-Unis au début de la Deuxième Guerre mondiale », in *La propagande pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Colloque international, Bucarest, Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, Commission roumaine d'organisation du colloque international, 11-12 août 1980. Actes, t. 2, Bucarest, 1981, p. 105-106.

² Paul Villatoux, *L'arme psychologique – Module historique*, partie 3, La naissance du concept moderne de « guerre psychologique », DGA, 1997, 139 pages.

députés, Ernest Pezet et Louis Marin, n'hésitent d'ailleurs pas, lors du débat de février 1940 sur la politique d'information du gouvernement Daladier, à l'utiliser pour qualifier le conflit naissant³. Il semble que cette expression nouvelle réponde au besoin de définir et formuler un concept apte à alerter l'opinion sur les dangers des menées subversives de l'Allemagne nazie et d'une guerre dont certains pressentent confusément, à travers sa dimension idéologique, le caractère hors norme. Dans leur ouvrage *War in Our Time*, Hans Speier et Alfred Kähler affirment, dès 1939, le caractère inéluctable de la propagande de guerre dans la société moderne :

La propagande de guerre moderne est le produit de la société moderne. Elle n'est pas l'apanage d'un pays donné ou d'une forme spécifique de gouvernement. Elle est inséparable de la guerre moderne ; elle en constitue la partie intégrante et a son origine dans la structure de la société moderne en temps de paix... Les démocraties ne sont pas libres de choisir une guerre limitée si leurs adversaires mènent une guerre totale⁴.

L'une des premières véritables définitions de la guerre psychologique apparaît, sous la plume d'un auteur anonyme, en janvier 1940, dans la revue américaine *Current History* : « La guerre psychologique est le combat mené par l'État avec des armes psychologiques pour accroître son prestige dans l'opinion du monde et pour affaiblir celui de l'ennemi – le combat destiné à maintenir et à augmenter les forces défensives dans son propre pays et à diminuer la volonté de résistance de l'ennemi⁵. » En 1942, Joseph Bornstein et Paul Milton, auteurs d'une importante étude sur le sujet, proposent à leur tour une nouvelle définition, sans doute plus restrictive que la précédente mais s'appuyant sur des événements récents : « Il s'agit de convaincre l'ennemi qu'il serait préférable pour lui de se rendre avant même que le premier coup de feu ne soit tiré. En fait, l'histoire de l'Europe entre 1933 et 1940 n'est rien d'autre que l'histoire d'une guerre psychologique dans laquelle Hitler a entraîné les gouvernements européens et leurs opinions publiques dans un suicide collectif⁶. » En mars 1944, l'état-major suprême des forces expéditionnaires alliées (*Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force*, ou SHAEF), quant à lui, met davantage l'accent sur « l'emploi de la propagande comme outil privilégié pour « saper la résistance ennemie, démoraliser ses forces et soutenir le moral de nos alliés⁷. » C'est toutefois au colonel William Donovan que revient le mérite de définir dans son acception la plus large possible la guerre psychologique, qu'il considère comme [...]

la coordination et l'utilisation de tous les moyens, aussi bien moraux que physiques, par lesquels on peut arriver à sa fin, à l'exception des opérations militaires, mais en incluant l'exploitation physique des résultats de celles-ci, qui ont pour but de détruire la volonté de combattre de l'ennemi, de handicaper ses capacités politiques et militaires afin de le priver du soutien, de l'aide ou de la sympathie de ses alliés ou des pays neutres ; et inversement, réaliser toutes ces conditions au profit de notre pays : reconnaissance par les alliés et les neutres, renforcement du potentiel militaire, de la volonté de vaincre⁸.

Il convient de souligner, par ailleurs, que le terme de guerre psychologique est rarement employé par les Britanniques qui lui préfèrent celui de « guerre politique » (*Political Warfare*). Loin de se révéler un détail anodin, cette différence de vocabulaire éclaire sur la spécificité britannique dans ce domaine : ce que les Américains désignent sous l'expression de guerre psychologique n'est alors qu'un avatar de la traditionnelle politique pragmatique anglaise, où sont associées, diplomatie, conduite de la guerre et politique générale. Ainsi, un document

³ Cité par Maurice Mégret, « Les origines de la propagande de guerre française : du service général de l'information au commissariat général à l'information (1927-1940) », in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 41, janvier 1961, p. 5.

⁴ Hans Speier et Alfred Kähler (dir.), *War in Our Time*, New York, 1939, Graduate Faculty of the New School of Social Research, p. 306-307, 324.

⁵ « Psychological Warfare and How to Wage It », in *Current History*, n° 51, janvier 1940, p. 52-53.

⁶ Joseph Bornstein et Paul Milton, *Action Against the Enemy's Mind*, Indianapolis, 1942, Bobbs-Merrill, p. 5-6.

⁷ Cité par Daniel Lerner, *Sykewar. Psychological Warfare Against Germany : D Day to VE Day*, New York, 1949, George W. Stewart Publisher, p. 400.

⁸ Cité par Susan L. Marquis, *Unconventional Warfare : Rebuilding US Special Operations Forces*, Washington, 1997, Brookings Institution Press, p. 9.

officiel du gouvernement britannique précise que « la guerre politique peut être définie comme une forme de conflit entre États au cours duquel chacun des protagonistes cherche à imposer sa volonté à l'adversaire par d'autres moyens que l'usage de la force Armée. Dans la pratique, l'arme principale de la guerre politique peut être décrite comme une habile combinaison entre diplomatie et propagande⁹ ». Cette définition est à rapprocher du témoignage de Richard Crossman, spécialiste anglais de la question et membre influent des organismes de propagande alliés au cours de la Seconde Guerre mondiale, qui prend soin de souligner que la guerre politique [...]

n'est pas une arme indépendante : elle n'est pas capable de faire des miracles par elle-même. Elle ne peut réussir que si elle est l'avant-garde d'une opération clairement définie et si ses activités sont orchestrées avec les opérations menées, soit par le ministère des Affaires étrangères, soit par les chefs d'état-major. Elle doit donc rester strictement subordonnée à la politique des Affaires étrangères et à la stratégie militaire¹⁰.

À l'évidence, cette diversité d'approches et par là même de définitions témoigne d'une réelle difficulté à cerner avec précision les contours d'une notion qui s'est forgée au contact du réel et se présente « tantôt comme un moyen opérationnel supplétif de l'action militaire, tantôt comme une catégorie de la politique, tantôt, à la limite, comme une science de la guerre totale¹¹ ». Dans la pratique, ce flou qui entoure la guerre psychologique ne facilite guère sa mise en œuvre, et encore moins son organisation. Dès lors, la guerre psychologique relève-t-elle d'un ou plusieurs champs de compétence politiques – chef de l'exécutif, Affaires étrangères, Forces Armées, Information – au niveau stratégique ? Par quelle autorité doit-elle être menée au niveau tactique ? Les forces spéciales ont-elles réellement un rôle à jouer en la matière ?

LE MODÈLE BRITANNIQUE

De par sa tradition stratégique fondée, pour une grande part, sur le mode indirect, la Grande-Bretagne est sans doute plus coutumière que les autres belligérants de la Seconde Guerre mondiale de l'emploi des facteurs psychologiques dans la guerre. Elle bénéficie en outre d'une solide expérience acquise au cours de la Grande Guerre, où elle n'avait pas hésité, dès 1915, à créer un premier bureau officiel de propagande de guerre, connu sous le nom de *Wellington House* et dirigé par Charles Masterman. À ce service avait succédé, au début de l'année 1918, un quartier général de la propagande chez l'ennemi, situé à *Crewe House* et placé sous la férule de Lord Northcliffe et de l'écrivain H. G. Wells¹².

Le retour à la paix sonne cependant le glas de cette organisation, et ce n'est qu'au lendemain des accords de Munich, en décembre 1938, que se met en place un ministère de l'Information (*Ministry of Information*, ou *MOI*) qui supervise les émissions radio de la BBC. Au mois d'août 1939, enfin, un département secret de guerre politique, baptisé EH – des initiales de son lieu de résidence, *Electra House* –, est mis sur pied par un ancien membre de *Crewe House*, canadien d'origine, Colin Campbell Stuart. C'est à cet organisme qu'est confiée, en étroite collaboration avec des représentants français du secrétariat général de la Défense nationale¹³, la rédaction des tracts largués par ballonnets ou par avions au-dessus de l'Allemagne au cours de la « drôle de guerre ». Cette action de propagande est, cependant, rapidement l'objet de vives critiques de la part d'un certain nombre de parlementaires britanniques, mais surtout de journalistes, qui n'hésitent pas à publier le texte de certains tracts et à s'élever contre ces

⁹ *The Strategy of Political Warfare*, cité par William E. Daugherty et Morris Janowitz, in *A Psychological Warfare Casebook*, Baltimore, 1958, Johns Hopkins University Press, p. 16.

¹⁰ *Le facteur psychologique dans la stratégie de guerre*, Conférence prononcée le 20 février 1952 par Richard Crossman, Cycle d'information de l'IHEDN, archives IHEDN, 4^e session, 1952, fiche n° 207, p. 4.

¹¹ Maurice Mégret, *La Guerre psychologique*, « Que sais-je ? », n° 713, Paris, réédition 1960, PUF, p. 5.

¹² Cf. Paul Villatoux, *L'arme psychologique – Module historique*, partie 2, *Aux origines de l'arme psychologique*, DGA, 1996, 101 pages.

¹³ Cf. les procès-verbaux des réunions du « Comité franco-britannique de la propagande » siégeant à Paris, à l'Hôtel des Invalides, au cours de l'été 1939, SHAA, K 18 566.

« pratiques enfantines » assimilées à des « lancer de confettis »¹⁴. Dès la fin de l'année 1939, le *War Cabinet* décide, en conséquence, de classer « secret » tous les tracts en prenant pour argument que leur divulgation risquait de ruiner les efforts de propagande britanniques.

La défaite de la France, en juin 1940, bouleverse fondamentalement cette première tentative d'organisation de la guerre psychologique. La nouvelle équipe dirigeante britannique sous la houlette de W. Churchill est convaincue de l'importance des moyens non conventionnels dans la guerre contre l'Allemagne. C'est précisément dans ce but qu'est créé, le 19 juillet 1940, un Service des opérations spéciales (*Special Operations Executive*, ou *SOE*) chargé – suivant l'expression de Churchill – de « mettre le feu à l'Europe »¹⁵, c'est-à-dire d'exécuter des programmes de sabotage industriel, économique et militaire, de guérilla et de subversion dans les territoires occupés. Cette nouvelle structure, qui a aussi pour ambition de réunir un ensemble d'organes disparates sous la direction du ministre de la Guerre économique¹⁶, est divisée en deux grandes sections¹⁷ : le SO2, à vocation subversive, regroupe les sections D (D pour « Destruction ») de l'*Intelligence Service* et MI[R] (*Military Intelligence Research*, ou service de renseignements militaires) du *War Office* ; le SO1 est, quant à lui, plus spécifiquement orienté vers les questions de guerre politique qu'il est chargé de coordonner et absorbe, par là même, le département secret d'*Electra House*. Or, cette intégration de la guerre psychologique au sein des opérations spéciales va d'emblée poser problème. Envisagée au prisme de la subversion et de l'incitation à la guérilla et au sabotage – objectif essentiel du *SOE* –, la propagande n'est en fait, ici, qu'un simple outil susceptible d'aider à la dislocation politique du Reich. Or, cette conception est loin d'être partagée par le ministre de l'Information, Duff Cooper, qui tient à conserver la haute main sur les services en langues étrangères de la BBC et se refuse à les céder au ministre de la Guerre économique, Hugh Dalton. Il estime, en effet, que le Parlement, et à travers lui la nation britannique, a droit de regard sur ces services qui ne peuvent en aucun cas se muer en département clandestin échappant ainsi à tout contrôle démocratique¹⁸.

Pendant près d'un an, les deux ministres se livrent une guerre intestine à laquelle Churchill ne met fin qu'en août 1941 avec la création du *Political Warfare Executive (PWE)*, unique organe de guerre psychologique né de la fusion du SO1 et des sections de lutte contre le moral ennemi du *MOI*, composé des représentants de tous les ministères concernés par la propagande de guerre – *Foreign Office*, *Ministry of Economic Warfare*, *War Office*, *Admiralty*, *Air Ministry*... Chargé, à la fois, de définir la politique de toute la propagande externe de la Grande-Bretagne et « de porter un coup décisif au cœur du moral ennemi »¹⁹, le *PWE* est ainsi en mesure d'actionner tous les moyens disponibles – c'est-à-dire, pour l'essentiel, les tracts et la radio – au service de deux grands types de propagandes : la propagande officielle et la propagande clandestine. La propagande officielle (ou propagande « blanche » c'est-à-dire ouvertement patronnée par le gouvernement) délivrée soit par la BBC, dont les émissions sont supervisées et contrôlées par le *PWE*, soit par des tracts, lâchés par les bombardiers de la RAF. Elle doit, pour être crédible, s'appuyer sur des faits objectifs et jouer la carte du réalisme et de la véracité : « Si l'art de la propagande est de dissimuler que vous faites de la propagande, alors le noyau central de la propagande doit être constitué par des informations sérieuses et exactes [...]. Votre première tâche est d'établir la crédibilité et l'authenticité de votre propagande et de persuader l'ennemi de vous faire confiance bien que vous soyez son ennemi. »²⁰ La propagande clandestine (ou propagande « noire » c'est-à-dire qui trompe l'adversaire sur son origine ou son appartenance) que le politique ne peut en aucun cas cautionner. Pour mener à bien cette tâche, le

¹⁴ Lee Richards, *A Message from Great Britain. British Propaganda to Germany, 1939-1940*, s. d., dactyl.

¹⁵ Cité par Philip M. Taylor, *Munitions of the Mind. A History of Propaganda from the Ancient World to the Present Day*, Manchester, New York, 1995, Manchester University Press, p. 224.

¹⁶ Ministère qui dirigeait l'économie de guerre.

¹⁷ Une troisième section, baptisée SO3 et destinée à la « planification », fut rapidement intégrée au sein du SO1.

¹⁸ Lee Richards, « The Day is Coming ». *British Aerial Propaganda to Germany, 1940-1944*, s. d., dactyl.

¹⁹ Cité par Philip M. Taylor, *op. cit.*, p. 224.

²⁰ *Le facteur psychologique dans la stratégie de guerre*, *op. cit.*, p. 11.

PWE dispose de ses propres postes d'émission, connus sous le nom de « *Research Units* » (RU)²¹, spécifiquement et exclusivement utilisés pour ce travail clandestin. Le maître absolu de ce type d'activités est sans conteste Sefton Delmer, un journaliste anglais né à Berlin, ayant pendant longtemps travaillé en Allemagne, qui, dès 1941, crée plusieurs stations de radio clandestines, censées être favorables au régime nazi. L'une d'elle s'annonce même comme une radio de l'armée allemande, émettant très officiellement « *de la musique et des bulletins d'information destinés à nos camarades de la Wehrmacht*²² ».

Ces différentes actions s'effectuent systématiquement en soutien des opérations militaires qu'elles préparent ou complètent. Cette organisation, totalement autonome vis-à-vis des forces spéciales et dépendante, pour les consignes politiques, du seul Foreign Office, semble avoir fonctionné de manière à peu près cohérente jusqu'en 1944, date à laquelle la majeure partie du personnel du *PWE* est intégrée dans l'organisation alliée en vue du débarquement. Toutefois, une rivalité latente n'en a pas moins continué à opposer *PWE* et *SOE* pour le contrôle de la propagande noire, forme particulière de la guerre psychologique dont les liens avec les opérations spéciales s'imposent assez naturellement²³. Il n'en reste pas moins que les responsables britanniques ont tiré de cette expérience des leçons essentielles reposant sur la stricte application de quelques règles de base : unité d'objectif, tant au niveau stratégique que tactique ; synchronisation entre la guerre psychologique, les activités diplomatiques et militaires ; primauté du politique.

LE MODÈLE AMÉRICAIN

Tout aussi intéressant apparaît le modèle américain, qui présente, d'ailleurs, d'étonnantes analogies avec l'exemple britannique dans les relations qu'ont entretenues, pendant la Seconde Guerre mondiale, guerre psychologique et opérations spéciales. Popularisateurs de l'expression « guerre psychologique », les Américains n'ont pourtant, en 1941, qu'une expérience limitée de cette forme de lutte. Au cours du premier conflit mondial, les États-Unis avaient certes mis sur pied un organe spécialisé de lutte contre le moral allemand, le *Committee on Public Information (CPI)*, mais avaient rapidement procédé à la démobilisation de leurs équipes de propagandistes. Au cours de l'entre-deux-guerres, l'isolationnisme ne facilita pas une réflexion poussée sur le sujet. Il faut, en fait, attendre la veille de Pearl Harbour pour que la Maison-Blanche se décide enfin, sous la pression des événements, à constituer des agences civiles de propagande – principalement, l'*Office of the Coordinator of Information (COI)* et le *Foreign Information Service (FIS)* – dans lesquelles sont engagés un grand nombre de journalistes et de spécialistes en sciences sociales. Parallèlement, en juin 1941, est créée une agence militaire, le *Special Study Group (SSG)*, au sein de la *Military Intelligence division* (2^e bureau de l'Armée). Ce n'est qu'après l'attaque japonaise du 7 décembre 1941 que des services de guerre psychologique spécialisés pour le temps de guerre voient progressivement le jour. Ainsi, le 2 mars 1942, un *Joint Psychological Warfare Committee (JPWC)* commun aux trois Armées est mis sur pied pour « formuler les plans de guerre psychologique en accord avec le Comité de l'état-major interarmes, coordonner la guerre psychologique des agences gouvernementales et collaborer avec les pays intéressés pour que la guerre psychologique adoptée soit en accord avec la stratégie prévue, s'assurer que la guerre psychologique est intégrée à la stratégie militaire »²⁴. Cette tentative de coordination semble n'avoir connu que peu de succès, dans la mesure où, dès avril 1942, le *JPWC* se plaint de ne pas être reconnu par les différents bureaux du Département de la Guerre et de n'exercer aucune autorité sur le *COI*. Le 13 juin 1942, Roosevelt décide, pour tenter de mettre fin à la confusion, de supprimer tous les organismes précédemment créés et de les remplacer par deux nouveaux services placés directement sous

²¹ Philip M. Taylor, *op. cit.*, p. 225. Le plus connu d'entre eux est « *Gustav Siegfried Eins* ».

²² Cité par Vladimir Volkoff, *La désinformation, arme de guerre*, Paris, 1986, Julliard-L'Âge d'Homme, p. 11.

²³ Ian Dear, *Sabotage and Subversion. The SOE and OSS at War*, Londres, 1999, Cassell Military Paperbacks, p. 10.

²⁴ Cité par Jeanne Henriette Louis, *L'engrenage de la violence. La guerre psychologique aux États-Unis pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, 1987, Payot, p. 159.

son autorité. On trouve d'abord l'*Office of War Information (OWI)*, né de la fusion de différentes agences d'information, parmi lesquelles le *FIS* qui devient la branche extraterritoriale (*Overseas Branch*), c'est-à-dire la section chargée de la propagande à l'étranger du nouvel organisme, fonctionne *grosso modo* comme un ministère de l'information. Dirigé par un journaliste et commentateur de radio très populaire, Elmer Davis, l'*OWI* se divise en deux branches : « Europe » (installée à New York) et « Asie » (à San Francisco) ; enfin, l'*Office of Strategic Services (OSS)*, confié au colonel William Donovan, ami personnel du Président, est créé en lieu et place du *COI*, avec cependant des compétences étendues. Inspiré du *SOE*, l'*OSS* a en charge tout le volet de la guerre secrète et des activités subversives. Très proche du premier modèle d'organisation britannique, la nouvelle structure américaine de guerre psychologique présente la même dichotomie entre deux officines spécialisées opérant, le plus souvent, pour leur compte. Ainsi, la guerre psychologique se trouve-t-elle prise en tenaille entre deux approches diamétralement opposées. La première offre une image officielle de l'Amérique en guerre, de ses buts et objectifs ; l'autre s'apparentant peu ou prou à des services spéciaux opérationnels spécialisés dans les « coups tordus » et les actions subversives en territoire ennemi.

De ce dualisme résultèrent inévitablement des politiques psychologiques concurrentes²⁵. Les premières difficultés rappellent les querelles auxquelles Churchill avait été confronté, preuve s'il en est de leur caractère davantage endogène – c'est-à-dire dues à la structure elle-même, qu'exogène – c'est-à-dire liées à d'éventuels conflits de personnalités –, apparaissent dès l'automne 1942. Les responsabilités n'ayant pas été nettement réparties, les rivalités vont bon train entre d'un côté un *OWI*, qui par le biais de sa section extraterritoriale, détient les rênes de la propagande radiophonique, et de l'autre un *OSS* – soutenu par les membres de l'état-major interarmes – qui ambitionne de diriger, contrôler et coordonner l'ensemble de la guerre psychologique sur les différents théâtres d'opérations. Ainsi, au cours des semaines qui suivent le débarquement en Afrique du Nord, propagandistes de l'*OSS* et propagandistes de l'*OWI* – pourtant réunis au sein de la *Psychological Warfare Branch (PWB)*, structure intégrée alliée voulue par le général Eisenhower las des querelles intestines en matière de guerre psychologique²⁶ – s'opposent quant à la ligne politique à suivre vis-à-vis de l'accord officiel passé entre le gouvernement américain et l'amiral Darlan. Les membres de l'*OWI*, qui avaient préparé plusieurs centaines de milliers de tracts ouvertement défavorables à l'ancien vice-président du Conseil, n'hésitent pas à dénoncer, par l'intermédiaire des correspondants de guerre, ce qu'ils considèrent comme un choix dicté par des impératifs militaires, donc par l'armée et derrière elle l'*OSS*. De même, la très nette préférence accordée, par la suite, par les officiels américains au général Giraud sur le général de Gaulle est l'occasion de nouvelles graves dissensions qui creusent un peu plus le fossé entre les deux structures.

Une solution de compromis est finalement adoptée le 9 mars 1943 par une ordonnance présidentielle qui contraint l'*OSS* à limiter son champ d'action à la propagande noire et clandestine et aux opérations spéciales tandis que l'*OWI* se voit confier la propagande blanche tout en passant sous la tutelle des commandants de chaque théâtre d'opérations. C'est ainsi que l'*OSS* organise une branche spécialisée dans les opérations morales (*Morale Operations*, ou *MO*) chargée de provoquer dissensions, confusion et troubles chez l'ennemi et dans les pays occupés par l'intermédiaire de la radio, de rumeurs, de brochures, de tracts... Ce choix de Roosevelt, au détriment d'une vision unificatrice, s'explique probablement par sa volonté de ne pas s'aliéner les journalistes américains – dont l'influence est prépondérante au sein de l'*OWI* – tout en restant fidèle à l'amitié sincère qui le lie au colonel Donovan mais sans favoriser trop ouvertement l'*OSS*. De ce compromis, dicté par les circonstances, découle pourtant en grande partie l'organisation de la guerre psychologique américaine pendant la guerre froide et même

²⁵ Cf. Clayton D. Laurie, *The Propaganda Warriors. AmÉrica's Crusade Against Nazi Germany*, 1996, University Press of Kansas, 335 pages.

²⁶ Cf. Marie-Catherine et Paul Villatoux, « La guerre psychologique alliée (1940-1945) », in *Revue historique des Armées*, n° 1/1998, p. 113-128, et « Les Alliés et la guerre psychologique sur le théâtre européen (1942-1945) », in *Renseignement et opérations spéciales*, n° 6, novembre 2000, L'Harmattan, p. 19-26.

jusqu'à un certain point la structure actuelle qui continue à présenter la même ambivalence avec pour une part des agences civiles d'information orientées vers l'étranger et d'autre part une guerre psychologique militaire intégrée dans les opérations spéciales au sein de l'*United States Special Operations Command (USSOCOM)*²⁷.

Au terme de ce rapide survol, il apparaît ainsi que l'intégration de la guerre psychologique au sein des opérations spéciales n'a pas cessé de soulever au cours de la Seconde Guerre mondiale difficultés et querelles. Ces dernières sont liées, tout d'abord, aux opérations spéciales elles-mêmes qui, par nature, font appel à une culture du secret et de la discrétion peu compatible avec la guerre psychologique qui demeure avant tout une action de communication destinée à faire passer un message que le support soit écrit, oral ou visuel. Le lien le plus évident entre ces deux domaines demeure celui de la propagande noire (couverte), qui n'est jamais qu'une forme d'intoxication qui semble, par ailleurs, avoir été beaucoup moins efficace que son pendant « blanc ». Enfin, il convient de toujours garder à l'esprit que la guerre psychologique recouvre un problème plus général, celui de l'information en temps de guerre. Or, comme les Britanniques l'ont compris dès 1941, ce travail d'information ne peut s'exercer, dans un État démocratique, qu'avec l'aval du politique à son échelon le plus élevé et en étroite liaison avec l'action diplomatique.

²⁷ Pour une approche plus récente sur le débat guerre psychologique/opérations spéciales, voir Carnes Lord et Frank R. Barnett, *Political Warfare and Psychological Operations – Rethinking the US Approach*, 1989, National Defense University Press, p. 58-63.

DES MARINS DANS LES SERVICES SPÉCIAUX GENÈSE ET ACTIVITÉ DU GROUPEMENT SPÉCIAL PARACHUTISTE, 1944¹

PAR FRANÇOIS DUMASY

De juin à août 1944, six groupes de quatre à six volontaires, tous issus de la Marine française et détachés auprès de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS), sont envoyés dans le Sud de la France. Leur action, menée en accord avec le *Special Project Operation Center*² (SPOC), et le bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) d'Alger, a un triple objectif : il s'agit de recueillir des renseignements devant assurer le succès de l'opération *Dragoon-Anvil*, d'unifier l'action de la Résistance en vue de permettre la liaison avec les troupes alliées lors du débarquement, et, enfin, de mener des opérations d'antisabotage destinées à préserver les ports méditerranéens, éléments indispensables à l'acheminement de matériels et d'hommes dans la lutte contre l'Allemagne. Cette unité, créée en dehors de la Marine, dans les structures interarmées des services spéciaux, a la singularité d'être une force spécifiquement française, dans un cadre cependant allié. Son insertion dans l'histoire de la Marine, et plus largement dans celle des forces, reste à définir. Le flou concernant sa nature exacte est lisible jusque dans l'absence de dénomination précise. La désignation retenue ici, qui apparaît sur certains rapports, est en effet concurrencée par d'autres termes, dont celui de *Commando*, parfois utilisé ultérieurement³. L'étude du groupement parachutiste de la Marine permet ainsi d'observer les modalités de la constitution d'une « force spéciale » à partir d'éléments jusqu'alors novices en la matière et d'une organisation peu adaptée. Tous les membres du groupe, mis à part le cas de l'enseigne de vaisseau Georges Ayral, sont issus de l'aéronavale et ne se destinaient pas, initialement, à cet engagement. Notre première démarche fut donc de retracer le cheminement qui avait pu conduire ces marins, éléments d'unités régulières, vers l'action clandestine et les services spéciaux. Déterminer la place d'une telle formation au sein de l'ensemble des forces combattantes nécessitait d'analyser son recrutement, sa formation et ses modes d'engagement. Mais, aussi, de comprendre l'histoire de ce groupe, qui mêle la clandestinité du renseignement aux actions de type *Commando*, dans un contexte de tentatives d'adaptation des forces Armées aux données politiques et militaires des deux dernières années du conflit. Quelles furent les rôles respectifs de la Marine et des services spéciaux dans cette entreprise ?

Comment se forma une telle unité, alors que ce concept de force spéciale n'avait, en France, pas encore pris l'ampleur qu'il connaîtra après 1945 ? Comment, d'autre part, le groupe spécial parachutiste trouve-t-il sa place dans le contexte des rivalités politiques de la Libération (entre Armées, entre marines « barbaresques » et métropolitaine, entre giraudistes et gaullistes, entre forces Armées régulières et résistance) ? La composition presque exclusivement française

¹ Je tiens à remercier vivement M. Jean de Préneuf, du Service historique de la Marine, pour ses précieux conseils et sa relecture attentive dans la rédaction de ce travail.

² Organisme regroupant des membres du SOE britannique et de l'OSS américain, en vue de la coordination des réseaux de résistance dans le midi de la France.

³ Cette désignation se trouve dans les rapports des missions *Gédéon* (Georges Ayral), *Caïque* (Gustave Parayre), *Sampan* (Maxime Arnault de La Ménardière) et dans le *Compte rendu général de mission* du capitaine de corvette Léon Allain. Sont utilisés par ailleurs les noms de « groupe spécial de parachutistes de la Marine » (rapport de mission de l'équipe *Lougre*) et de « groupe spécial des parachutistes de l'aéronautique navale » (rapport de mission de l'ingénieur mécanicien principal Jean Kervarec). Les hésitations individuelles sont visibles dans le fait que, par la suite, certains des membres se qualifièrent eux-mêmes de « commandos parachutistes », la plupart préférant cependant ne pas mentionner du tout cette affectation. Lorsque nous avons interrogé l'amiral Antoine Sanguinetti, seul survivant du groupe, nous avons éprouvé la même difficulté. Pour lui, les termes de *commandos* et de *parachutistes* ne sont que peu appropriés, et traduisent une commodité de langage adoptée *a posteriori*.

de ce groupement (les officiers britanniques et américains qui y participent finalement semblent avoir été rajoutés au dernier moment, dans un souci de liaison avec les troupes aéroportées anglophones) pose le problème des relations interalliées dans la perspective de la libération du territoire national. Le groupe spécial des parachutistes de la Marine peut-il être vu comme l'expression de la volonté française de conserver l'exclusivité en des points considérés comme particulièrement sensibles ? En ce cas, il faudrait s'interroger sur les critères retenus dans la fixation des objectifs, non seulement en fonction des considérations techniques, mais aussi politiques. Les nécessités imposées par l'urgence, la part de l'empirisme dans cette expérience demandent, enfin, que l'on s'interroge sur la postérité de ce groupement, notamment en regard des Commandos de fusiliers marins qui agissent au même moment, et des Commandos parachutistes de la Marine qui opèrent après en Indochine.

VERS LA RUPTURE – L'INACCEPTABLE SOUMISSION

L'histoire du groupe des parachutistes de la Marine est, dans un premier temps, celle du passage d'un encadrement marine à l'intégration dans les services spéciaux. Au début de la guerre, les futurs membres du groupement sont, à une exception près, de jeunes officiers ou officiers mariniers dont l'histoire se confond avec celle de l'ensemble des forces Armées françaises en 1940. Beaucoup n'ont pas encore achevé leur formation, comme Antoine Sanguinetti, alors enseigne de vaisseau en formation de pilotage à Orly, et se trouvent emportés, impuissants, dans le tourbillon de la retraite, sans même pouvoir combattre. Maxime Arnault de La Ménardière, qui a obtenu une citation et la croix de guerre en 1940, est de ce fait probablement le plus expérimenté de tous ; un des seuls en tout cas qui ait pu se distinguer dès ce moment. L'amertume de la défaite et l'inaction forcée imposée dès juin par l'armistice entraînent la frustration de n'avoir pu combattre. Il est incontestable que, pour certains, l'incapacité à résister à l'offensive allemande a également engendré, au-delà de l'humiliation du vaincu, un puissant sentiment de ressentiment, voire de contestation, à l'égard de l'armée et du régime de Vichy. C'est notamment le cas de l'amiral Sanguinetti, qui y voit l'incapacité de la Marine à former à la guerre moderne et en critique ouvertement les conséquences⁴. L'affectation à des postes lointains est, selon lui, une mesure de rétorsion contre toute forme d'opposition. Envoyé dès octobre 1940 à Dakar, il se considère dans une « prison sans barreau »⁵, où la distance étouffe les critiques et complique considérablement un éventuel ralliement à Londres. Or, la plupart des futurs membres du groupe spécial des parachutistes se retrouvent à Dakar, puis à Agadir, de façon plus ou moins contemporaine⁶. L'appartenance à une même spécialité (l'aéronavale) et ces affectations qui se recoupent, font que beaucoup se connaissent. La présence au Sénégal, début 1942, puis en Afrique du Nord, à partir de décembre de la même année, du capitaine de corvette Trautmann, futur adjoint marine du colonel Rivet au sein de la Direction des Services de Renseignements et de Sécurité Militaire (DSRSM), et qui était auparavant membre du SR Marine, spécialiste de l'Allemagne, le fait que de futures figures de la Libération, comme L'Herminnier, Ponchardier ou Le Hénaff aient aussi été affectés à Dakar, laissent penser que, dès ce moment des relations ont pu se nouer, qui conduiront plus tard à

⁴ Entretien de l'auteur avec l'amiral Sanguinetti, le 2 mai 2001.

⁵ L'expression est de l'amiral Sanguinetti. Son mémoire dactylographié remis au Service historique de la Marine (SHM), 21 pages, s. d. , s. l. , ajoute que « l'isolement géographique est tel, d'autre part, qu'en admettant qu'une tentation de rejoindre les Forces françaises libres puisse encore s'y manifester, il était matériellement impossible d'y céder ».

⁶ Sanguinetti y est envoyé en même temps que l'enseigne de vaisseau Ronald Midoux. En mai 1941, c'est au tour du radio volant Buanic, puis, en novembre, d'Allain, alors lieutenant de vaisseau. Si Sanguinetti et Midoux en partent, enfin, en avril 1942, les mois de mai et juin suivants voient l'arrivée de Parayre et de Maxime de La Ménardière, qui y restent respectivement jusqu'en mai et novembre 1943. Le témoignage de Sanguinetti laisse entrevoir ce qu'a pu être l'étrange atmosphère du lieu en ces premières années de guerre : « Je suis resté à Dakar dix-huit mois, dans ce qu'il faut bien appeler, dans la conjoncture de conflit mondial de l'époque, une inaction totale. Par prudence élémentaire, bien compréhensible, personne n'aborde en public les sujets brûlants, bien qu'on croise là des gens qu'on retrouvera au combat dès que les circonstances le permettront, tel le commandant L'Herminnier qui s'illustrera en 1943 sur le *Casabianca*, ou *Ponchardier* dans la Résistance. » Cf. Mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.* Midoux se trouve par la suite à Agadir de décembre 1943 à mars 1944, Sanguinetti de mars 1943 à juin 1944, Granry de juin 1943 à mai 1944 et Buanic d'octobre 1943 à octobre 1944.

l'intégration dans les services spéciaux⁷. Pour autant, les expériences communes de Dakar et d'Agadir masquent la diversité des trajectoires avant l'entrée au groupement spécial. Seule une partie de ce groupe avait en effet été affectée dans ces deux postes. Tous ne partagent pas par ailleurs les critiques de Sanguinetti. Au cours des années suivantes, certains participent directement aux combats contre les Alliés, au nom des intérêts de Vichy. L'enseigne de vaisseau Granry est cité à l'ordre de l'armée de mer, le 17 décembre 1941, pour avoir bombardé les FFL et les Anglais en Syrie, tandis que Midoux obtient une citation, pour avoir combattu contre les Alliés débarquant en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942. Allain, encore lieutenant de vaisseau et futur chef du groupe parachutiste, est lui-même antigauilliste. On peut, sans exagération, penser que ce fut le cas pour la grande majorité des autres membres. Au-delà des nuances d'opinion et des différences d'expérience, tous, en effet, demeurent au sein de la Marine issue de l'armée d'armistice, dans l'obéissance aux ordres. Le cadre d'action reste, jusqu'en 1942, celui de Vichy, au besoin en s'opposant aux Alliés ou aux Français libres. À notre connaissance, aucun ne peut – ou ne cherche à rejoindre les FNFL ou la Royal Navy. *A contrario*, trois exceptions notables viennent nuancer ce tableau et rappeler les autres chemins possibles. Georges Ayrat, âgé de 18 ans seulement et qui prépare le concours d'entrée à Polytechnique, quitte la France dès le 20 juin 1940. Il rejoint Gibraltar où il s'engage, le 26, dans la Royal Navy « parce qu'il n'y avait pas de représentant du général de Gaulle dans ce port »⁸. Il embarque ensuite pendant sept mois à bord d'un bateau-piège destiné à la chasse aux sous-marins et aux missions spéciales, ce qui lui vaut d'être nommé sous-lieutenant en octobre 1940. En décembre 1941, à la suite d'une blessure accidentelle, il rejoint les Forces navales françaises libres avec le grade d'enseigne de vaisseau de seconde classe. Il effectue alors un stage au 2^e bureau de l'état-major des FNFL, ce qui lui permet d'être détaché au BCRA en février 1942. Un tel parcours se situe d'une certaine façon à l'opposé des conceptions des autres membres du groupe. Le maître pilote Lavigne, réserviste rappelé au début de la guerre, puis mis en congé d'armistice, s'évade quant à lui de France en 1943. Il parvient à rejoindre Casablanca en octobre, où il reste un mois au dépôt avant d'être affecté à la base aéronavale de Thiersville. Enfin, le premier maître Jean Rousteau présente un autre cas à part. Après avoir combattu les Anglais en Syrie (ce qui lui vaut la Légion d'honneur) et avoir été démobilisé en décembre 1942. Il passe la frontière espagnole et rejoint lui aussi le dépôt de Casablanca, en août 1943. Ces deux derniers exemples s'expliquent donc d'abord par le désir de combattre d'hommes qui ne sont plus liés par la discipline. Jusqu'à la fin de 1943, aucun d'eux, excepté Ayrat, n'a donc l'habitude des opérations spéciales.

C'est en réalité dans une commune motivation – celle d'en découdre au plus vite – plus que dans une formation appropriée, que serait à rechercher le facteur principal de leur engagement dans les services spéciaux. Or, à la fin de 1942, les événements offrent un terrain favorable à cet engagement.

LA FORMATION DU GROUPE SPÉCIAL PARACHUTISTE DE LA MARINE

Pour ces hommes sevrés de combats, le débarquement de novembre 1942 ouvre certes une ère nouvelle, mais sans réelles possibilités d'action avant de nombreux mois⁹. Le manque de matériel et de navires modernes limite de toute façon la perspective de combats dans un avenir proche et la Marine, qui aurait refusé la constitution d'une escadrille de l'aéronavale devant initialement rejoindre le front russe¹⁰, se montre réticente à un engagement immédiat. La nouvelle situation permet cependant à ceux qui le désirent de s'affranchir des structures courantes et de servir de manière différente, et surtout immédiate, notamment dans l'action

⁷ Yves Le Hénaff trouva la mort plus tard, au cours d'une mission pour le compte de la DGSS.

⁸ Lettre de George Ayrat à l'amiral commandant les FNGB, chef de la mission navale en Grande-Bretagne, 10 octobre 1943, dossier personnel, CC7 4^e moderne, 978 (5), SHM.

⁹ En mai 1943, le général Giraud n'envisage pas d'opérations maritimes ou combinées avant, au moins, le 1^{er} juillet (soit neuf mois après le débarquement), date pour laquelle il demande un état des lieux des ressources de la Marine. Lettre du général Giraud au contre-amiral Lemonnier, 25 mai 1943, SHM, TTD 391.

¹⁰ Mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*, p. 7, et entretien de l'auteur avec l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*

clandestine. Sanguinetti profite ainsi du fait qu'un de ses camarades connaît le commandant Trautmann, chef de la section Marine de la DSRSM, pour aller trouver ce dernier à Casablanca et lui proposer ses services. Deux mois plus tard, le 21 juillet 1943, il est ainsi mis à la disposition des Services de renseignements et de sécurité militaire, tout en conservant officiellement son affectation à l'escadrille 1C à Agadir¹¹. Le rattachement aux services spéciaux est, dans son cas, le fruit d'une volonté individuelle, sans consultation des supérieurs hiérarchiques, au terme d'un processus de rupture avec la Marine. Il est très probable que le caractère spontané de ce rattachement a été le fait de bien des autres membres du groupe. À l'inverse, des autres formations de type Commandos qui naissent dans la Marine au même moment, notamment au sein des fusiliers marins, l'initiative personnelle semble ici précéder la constitution du groupe spécial de parachutistes. Dès ce moment, la DSRSM dispose de fait d'un petit noyau de transfuges de la Marine dont les compétences sont utilisées pour des missions en territoire occupé. Cela est déjà le cas, depuis Londres, pour George Ayrat, *alias* Robert Harrow, qui, pour le compte du BCRA, est envoyé en France de juin 1942 à juin 1943 pour, semble-t-il, établir la liaison avec la Résistance¹². Avant d'être affectés au groupement spécial, certains acquièrent ainsi sur le terrain une expérience de l'action clandestine.

Le cas de Sanguinetti offre ici l'exemple le plus connu à ce jour de ce qu'a pu être, pour ces marins, le parcours dans les services spéciaux. À la fin du mois de juillet 1943, il est détaché auprès du commandement en chef à Alger et envoyé à Tunis pour y recevoir une instruction spécifique, dont nous ne savons malheureusement que peu de chose. Le 13 septembre, il rejoint la Corse en lutte, où il doit joindre les réseaux de résistants et fournir des renseignements au commandement. Il y agit non en tant que marin, mais comme agent aux ordres de la DSRSM. En décembre, il est chargé d'une nouvelle mission, qui le mène à Toulon, *via* l'Espagne, afin de fournir les pièces nécessaires à la liaison radio entre Alger et le réseau de renseignements militaires et maritimes de Toulon¹³. Ce travail doit être complété par l'entrée en contact et l'intégration aux services spéciaux du capitaine de corvette Matriolet à Marseille et du lieutenant de vaisseau Ponchardier à Nice. Dès ce moment, la DSRSM lui demande de rechercher le personnel nécessaire à la constitution d'un réseau capable, le jour où les Allemands évacueront, de préserver au mieux l'arsenal et les installations de la Marine¹⁴.

Ces missions ont été capitales dans le processus de création d'une unité spéciale composée de volontaires de la Marine. L'ambition de reconstruire, dès 1943, les fondements d'une marine nouvelle rend la liaison indispensable entre les réseaux Marine de France et d'Alger. L'expérience de la Corse confirme le sentiment qu'il faut disposer de groupes de spécialistes aptes, dans la prévision d'un débarquement en Provence, à s'assurer du fonctionnement des ports. C'est donc parmi les officiers de marine envoyés en Corse et dans le Sud de la France, déjà habitués au travail clandestin, qu'est choisi le chef d'un tel groupement. La Corse a déjà servi de terrain d'expérimentation pour la constitution d'une base de la Direction Technique des Services Spéciaux (DTSS), antenne du BCRA. Ayrat y est chargé d'effectuer les opérations maritimes clandestines pour le compte des services français vers la métropole et l'Italie

¹¹ Entretien de l'amiral Sanguinetti avec l'auteur, 2 mai 2001. Voir aussi la lettre du colonel Rivet au contre-amiral Lemonnier, Alger, 21 juillet 1943. *Correspondance reçue du commandement en chef français civil et militaire*, SHM, TTD 391.

¹² Il fut arrêté par la Gestapo en mai. Il parvint toutefois à s'enfuir en tuant l'un de ses gardiens et en libérant ses camarades, ce qui lui valut une citation à l'ordre des FFL et l'attribution de la croix de la Libération, le 10 décembre 1943. La citation, qui déclare à propos de cette fuite que « les détails lorsqu'ils pourront être divulgués paraîtront à peine croyables » reste l'unique témoin de cet épisode. Ces détails, finalement, n'ont jamais été connus. Ayrat avait déjà reçu une citation à l'ordre des Forces françaises combattantes, avec croix de guerre palme vermeil, en février de la même année pour « son activité à la tête des opérations de liaison en France occupée ». Dossier Ayrat, *op. cit.*, SHM.

¹³ Mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*, Ce réseau va de Marseille à Port-Vendre à partir des postes de sûreté navale de Marseille, Toulon et Paris. Il est dirigé alors par le capitaine de frégate Blouet (« Édouard ») et le capitaine de corvette Barthélemy (« Raoul »). Beaucoup de ses membres vont jouer un rôle non négligeable dans l'aide apportée au groupe des parachutistes de la Marine, tels le lieutenant de vaisseau Gardies, l'inspecteur Vigier et le capitaine de corvette Baudoin.

¹⁴ *Ibid.*

occupée¹⁵. Allain, qui a organisé avec le lieutenant de vaisseau Mené et l'enseigne Laty le débarquement des troupes françaises en Corse et qui est plus gradé que Ayral ou Sanguinetti (alors capitaine de corvette), est logiquement désigné pour la commander.

Le groupe spécial de la Marine est donc formé en octobre 1943 à Alger. Ses objectifs de départ semblent bien vagues : il n'est question initialement de son utilisation que comme groupe de plage, agissant en uniforme quelques heures avant le débarquement. Progressivement, l'idée d'un emploi sur une longue période et en civil s'impose cependant¹⁶. Une division en trois équipes, de quatre à six membres seulement, qui devront gagner respectivement les ports de Sète, Marseille et Toulon, est alors effectuée. Il s'agit de centraliser et transmettre au commandement des renseignements et d'étudier les mesures de destruction des ports ; dans la période d'action, de procéder par tous les moyens à l'antisabotage ; de faciliter, après la libération des ports, le travail des équipes de déblaiement. Ces groupes doivent être parachutés, en civil, dans l'arrière-pays, avant de gagner les ports. Deux autres équipes, celles du commandant Allain et du lieutenant Ayral, sont conservées pour les missions du dernier moment. Le modèle est largement inspiré des *Jedburghs*, bien que ne comprenant, à l'origine, qu'un personnel exclusivement marin, dépourvu d'officiers américains ou britanniques. Il reste difficile de connaître le nombre exact de volontaires dans les premiers mois, mais il est certain qu'au moins ni Ayral, rattaché à Londres, ni Sanguinetti, toujours en mission, ne font au début partie de l'ensemble. Le fait que tous, excepté Ayral, soient de l'aéronavale confirme l'hypothèse d'un recrutement par connaissance personnelle, mais laisse supposer aussi qu'un parachutage est, dès le début, envisagé. D'autre part, la sauvegarde des ports et l'antisabotage nécessitent l'emploi d'ingénieurs mécaniciens. Dès le départ, la composition des équipes semble indiquer certaines différences dans l'importance des objectifs : à Marseille et Sète, l'emploi d'ingénieurs comme chefs de mission montre que l'accent est mis essentiellement sur les compétences techniques. À Toulon, l'envoi d'officiers de l'aéronavale laisse penser au contraire que le renseignement, voire la prise en main des forces maritimes, sont au moins aussi importants. Le groupe spécial de la Marine (baptisé *Counterscorch Group* par les Anglo-Saxons), de par sa structure et la nature de ses missions, constitue donc un cas à part dans le paysage des services spéciaux du moment. Le groupe reçoit durant les mois d'octobre et de novembre 1943 une « instruction poussée en matière de sabotage, de parachutage et de vie clandestine », passant par une formation de « parachutiste, de Commando et de sécurité » dont le détail nous reste inconnu. Elle a lieu au Club des Pins, à Staouéli près d'Alger, qui dépend alors du *SOE* britannique¹⁷. Elle est suivie, selon le compte rendu général de mission, par l'étude poussée des « méthodes de sabotage employées par les Allemands dans les divers ports méditerranéens libérés, et plus particulièrement celui de Naples. Cet entraînement a été complété par des exercices en vraie grandeur dans les ports de Tunis, Bône, Philippeville, Alger, Oran et Casablanca »¹⁸. De tels moyens ont-ils réellement été mis en œuvre ? Selon Sanguinetti, qui a rejoint le groupe à la fin du mois d'avril 1944, il s'agit là d'un récit surévalué d'une instruction en réalité assez sommaire. Le manque d'argent et de matériel limite la formation à quatre sauts, dont un de nuit, effectués en quarante-huit heures. Globalement, on peut estimer que le groupe reçoit une formation semblable à celle de toutes les unités spéciales formées au Club des Pins.

À partir du printemps 1944, le groupe des parachutistes est associé étroitement au *SPOC*, commandement interallié pour les opérations spéciales, formé en mai à partir du *SOE*, du *Special Operation Branch*, de l'*OSS* et de *DGSS*¹⁹. Les archives laissent toutefois planer une

¹⁵ Note de l'ingénieur principal Emmanuelli, chef de la base corse de la DTSS, au capitaine de frégate Trautmann, Calvi, 16 août 1944. Dossier Ayral, *op. cit.*, SHM.

¹⁶ Cf. « La mission Sampan », in *La Résistance dans le Var, 1940-1944*, Association des mouvements unis de la Résistance et des maquis du Var, Hyères, Imprimerie Dracénoise, 1983, p. 93 à 95.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Allain, Compte rendu général de mission, SHM, TTF 14.

¹⁹ Cf. Arthur Layton Funk, *Les Alliés et la Résistance. Un combat côte à côte pour libérer le Sud-Est de la France*, Aix-en-Provence, Edisud, 2001, p. 14 à 18, et le colonel Paul Gaujac, *La guerre en Provence, 1944-1945. Une bataille méconnue*, Presses universitaires de Lyon, 1998, p. 83 et suivantes. Signalons aussi, du même auteur, *Les forces*

ambiguïté quant à la position exacte dans la hiérarchie militaire du groupement spécial, illustrée par le rapport du commandant Allain : « Les ordres de mission sont établis en accord avec le BCRA, les représentants anglais et américains du *SPOC* et le représentant délégué par la Marine, le capitaine de frégate Trautmann. »²⁰ Le chef d'état-major général de la Marine, l'amiral Lemonnier, est par ailleurs consulté sur la répartition des équipes et les objectifs. Pourtant, le groupe ne relève pas de la Marine, même si le recrutement exclusif du groupe, l'autorité d'un délégué Marine à la DGSS et le nécessaire aval de l'amiral Lemonnier créent une certaine ambivalence.

Dès le printemps 1944, tout est prêt pour une intervention en France. Au 1^{er} juin, les trois premières équipes se répartissent de la façon suivante :

– l'équipe *Sampan* sous la conduite du lieutenant de vaisseau Maxime Arnault de La Ménardière, devant agir à Toulon. Elle comprend les lieutenants de vaisseau Midoux (*Jonque*) et Sanguinetti (*Canot*), et le maître Turluer (*Perroquet*), qui sert de radio ;

– l'équipe *Caique* sous les ordres de l'ingénieur mécanicien Parayre, pour Marseille, avec le lieutenant de vaisseau Granry (*Cotre*), le maître Lavigne (*Sloop*), et deux radios, les second-mâtres Coste (*Emeu*) et Léaud (*Ara*) ; – l'équipe *Schooner* dirigée par l'ingénieur mécanicien Kervarec, pour Sète, avec le maître Rousteau (*Vaisseau*) et le second-maître radio-volant Besin (*Casoar*)²¹.

DANS L'ACTION

La première équipe à sauter est la mission *Sampan*, dans la nuit du 13 au 14 juin 1944. *Schooner* n'est parachutée que dans la nuit du 13 au 14 juillet, et *Caique* dans celle du 17 au 18 juillet. Les marins, en civil, ne sont munis que d'un *Tommy gun* et d'un poignard, dont ils se débarrassent une fois au sol. Il est probable que l'intervalle de temps entre les parachutages soit dû aux difficultés rencontrées sur le terrain par la première équipe. Le moment de l'intervention de la mission *Sampan* paraît en effet particulièrement mal choisi : après la grande vague de ralliement à la Résistance qui a suivi le 6 juin, les opérations de représailles se multiplient contre les maquis. La maison devant servir de boîte aux lettres est incendiée dans la journée du 13, tandis que le contact avec les chefs de la Résistance est coupé. Dans les premiers temps, l'équipe ne peut donc pas se rendre à Toulon et est contrainte de trouver refuge, après quelques jours, dans une maison près de Gramblois. Ce n'est que le 26 juin que Sanguinetti peut, en éclaireur, rallier Toulon.

De son côté, la mission *Caique* doit aussi compter avec des imprévus : « J'apprends successivement que Circonférence (Lécuyer) est brûlé et que la Résistance dans les Bouches-du-Rhône est décapitée », écrit Parayre dans son rapport²². Les marins doivent attendre une semaine à Apt avant de rejoindre Marseille. La liaison avec la Résistance est cependant indispensable. La première tâche est d'entrer en relation avec les mouvements locaux et toute personne susceptible d'apporter de l'aide. Ce travail occupe une grande place dans l'action de la mission *Sampan*, malgré les difficultés rencontrées au début. Midoux et La Ménardière parviennent à Aix-en-Provence le 30 juin, pour y rencontrer les divers chefs locaux. La Ménardière est toutefois obligé de se rendre en vélo à Colmar, dans le Vaucluse, pour joindre *Perpendiculaire* (Louis Bourdet), qui lui donne des adresses dans le Var. Dès son arrivée à Toulon, Sanguinetti et Midoux le mettent en contact avec les capitaines de corvette Baudoin et Vincent, du SR Marine, ainsi que Arnal, président du Comité de Libération. *Sampan* parvient en outre à joindre Salvatori (*Savary*), chef FFI départemental, le capitaine Lécuyer, chef régional

spéciales de la Libération, Paris, Histoire et collections, 1999, où l'on peut trouver une description minutieuse du travail des missions sur le terrain.

²⁰ *Compte rendu général de mission*, op. cit.

²¹ Cf. les rapports particuliers de mission du groupe spécial des parachutistes de la Marine, SHM, TTF 14.

²² SHM, TTF 14.

de l'ORA, et *Dominique*, officier d'opération du Var. Une « boîte aux lettres vivante » est constituée dans un café²³. Pourtant, la relation avec la Résistance n'est pas exempte, dans certains cas, de tensions qui trahissent plus ou moins fortement l'opposition entre différentes conceptions militaires, voire politiques. Les équipes recherchent en priorité le contact avec les organes clandestins de l'armée ou avec les formations dépendant étroitement de la Résistance extérieure. Les responsables des SR Marine, les officiers de la sécurité navale et militaire sont les premiers contactés et demeurent les principaux interlocuteurs.

À l'inverse, les mouvements de la Résistance intérieure, le plus souvent informés de la présence et du travail des marins parachutés, ne sont que très rarement associés aux opérations des équipes avant le débarquement. Il y a, de part et d'autre, une certaine méfiance, particulièrement visible dans le rapport de l'ingénieur mécanicien Parayre. Celui-ci refuse un rendez-vous avec *Maxence* (Juvénal, chef régional des MUR) à Aix, que lui propose Sanguinetti, venu exprès de Toulon, tout comme il refuse de voir *Vauban*, chef FFI de Marseille, « estimant qu'il sera temps de le voir lorsque je disposerai de 1 200 marins armés d'une manière moderne et encadrés »²⁴. Inversement son adjoint, Granry, envoyé à plusieurs reprises à Port-de-Bouc et Martigues, se plaint « des jours et même des semaines perdues à l'installation, établissement des couvertures et de papiers, prises de contact, rendez-vous manqués ». Il ne parvient à avoir un contact sûr avec les FFI que le jour du départ des Allemands et, avec les FTP, le lendemain seulement²⁵. De façon générale, outre les organisations de résistance proches de l'armée, ce sont les ingénieurs et le personnel, civil ou militaire, travaillant dans les ports qui sont principalement sollicités. À Toulon, La Ménardière travaille avec des ingénieurs du génie maritime qui le renseignent et forment des équipes d'antisabotage parmi le personnel artificier de la pyrotechnie²⁶. Une partie du personnel des ports ou de la marine marchande a déjà servi dans la Marine nationale et constitue donc un vivier compétent et favorable aux hommes venus d'Alger. L'importance prise par ces civils est très nette à Sète, où Kervarec bénéficie de la présence d'organisations de résistance déjà solides parmi le personnel²⁷. L'obstruction aux manœuvres de l'ennemi y a commencé dès la fin juin, par des actions individuelles, avant même son intervention²⁸.

La période préparatoire

Le recueil de renseignements constitue sans doute la partie la plus réussie et la plus aisée de ce travail. Les structures locales des SR Marine, le soutien du personnel des ports et des maquis, procurent rapidement une grande masse d'informations qui permettent de connaître très précisément l'état des défenses allemandes. Mais les cartes, les photos ou certains documents, ne peuvent être transmises par radio. Il faut rejoindre la Corse et porter les précieux renseignements aux Alliés, alors que l'équipe « transit » de Sainte-Maxime, chargée d'organiser les voyages clandestins par la mer entre la France et l'Afrique du Nord, vient d'être démantelée par la Gestapo²⁹. Midoux, désigné pour cette mission, se rend à Apt après être parti de Marseille à bicyclette et attend plusieurs jours dans le maquis *Archiduc* l'avion qui doit venir le prendre.

²³ Rapport particulier de la mission Sampan, *op. cit.* Cf. aussi le mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*

²⁴ Rapport particulier de la mission Caïque, *op. cit.*

²⁵ *Rapport de mission à Port-de-Bouc – Martigues*, SHM, TTF 14. Kervarec, à Sète, se trouve plongé dans les dissensions de la Résistance. Un télégramme daté du 13 août informe Alger que « les signataires responsables départementaux mouvement libération nationale me demandent vous transmettre ce qui suit – début citation – Janvier, chef FFI Hérault se révèle incompetent militairement, détruit par action brouillonne 4 ans résistance dans département, officiers sous ordres sont éccœurés et désorientés ». *Rapport particulier de la mission Schooner*, SHM, TTF 14.

²⁶ Mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*, p. 13.

²⁷ Ils n'appartiennent toutefois pas aux mêmes organisations. Peyronnet et Monestier avaient chacun constitué une équipe prête à agir. Loubresse travaillait pour plusieurs organisations de résistance et était un agent de renseignements très actif. *Rapport particulier de la mission Schooner*, *op. cit.*

²⁸ Un d'exemple, parmi d'autres : « Dans la nuit du 24 au 25 juin, M. Demorivalle, ouvrier du service maritime, s'introduisit par un trou d'homme dans la salle des machines, cassa toutes les résistances de calage à coup de marteau et raya le collecteur du moteur », alors que les patrouilles allemandes circulaient au-dessus de la salle des machines. *Rapport particulier de la mission Schooner*, *op. cit.*

²⁹ Mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*, p. 15.

Lorsque celui-ci arrive enfin, les Allemands, alertés, se tiennent dans les parages. Sans doute par crainte de se trouver en infériorité numérique, ils n'osent intervenir qu'après le décollage, en incendiant la maison où se trouvait le matériel de balisage et en fusillant ses occupants. Après un passage par l'Italie, Midoux rejoint donc la Corse et parvient à remettre, quelques heures à peine avant le déclenchement des opérations, ces renseignements³⁰. De façon générale, la transmission des informations présente, même hors de cette situation particulière, de grandes difficultés. À Toulon, le poste radio, ramené depuis Gramblois grâce à l'aide d'un agent de la SNCF, ne peut fonctionner sur le courant à 25 périodes. Des complications dans les PTT et « de nombreux et dangereux mouvements d'accus sont nécessaires pour établir la liaison normale³¹ ». Or, la radio s'avère être d'une importance capitale, non seulement dans l'envoi des renseignements recueillis auparavant, mais aussi dans la communication entre Alger et les maquis. C'est par elle que doivent transiter les ordres et le signal avertissant du débarquement.

L'antisabotage est en revanche plus complexe à mettre en place. Si à Sète le courage et l'organisation des employés du port ont déjà permis quelques actions, l'antisabotage n'y commence pas véritablement avant le 13 août, alors que les Alliés bombardent les docks. Suivant l'exemple de Parayre à Marseille, Kervarec, par l'intermédiaire de l'enseigne de vaisseau Hugon, parvient toutefois avant cette date à saboter les mines des quais en faisant couler du ciment dans les cheminées d'amorçage. Mais, à Toulon, la surveillance de l'arsenal rend toute approche des installations impossible. De façon générale, dans l'ensemble des ports, la disproportion du rapport de force est telle qu'elle empêche toute opération de grande envergure. La livraison d'armes et d'explosifs devient rapidement une nécessité, sans cesse réclamée par les équipes sur le terrain, car « l'armement des FFI est presque nul. Celui de la Marine également³² ». Le 17 juillet, La Ménardière, en accord avec le chef FFI départemental du Var, fait valoir dans un message les conséquences de cette pauvreté de moyens et propose, en vain, un plan prévoyant l'envoi d'un armement pour 1 000 hommes (soit 300 gendarmes ou marins pompiers et 700 FFI), voire le parachutage de troupes aéroportées dans les environs immédiats de Toulon³³. Ce projet, qui ne repose évidemment que sur l'hypothèse d'une arrivée rapide des forces alliées après le débarquement, est refusé. Les armes, partout promises, n'arriveront jamais. La région de Sète est la seule à recevoir des parachutages à destination de *Schooner*, les 3 et 12 août. Mais celles-ci sont récupérées immédiatement par d'autres maquis. Le 3 août, sur le terrain *Speaker*, les membres de l'Armée secrète et les FTP en viennent même presque aux mains pour la possession des colis³⁴. En l'absence de moyens lourds, les équipes cherchent alors à affaiblir l'ennemi en jouant sur l'hétérogénéité de leurs troupes. À Sète, le directeur de la maison Schenker, jeune lorrain parlant parfaitement allemand, réussit à grouper dans les environs de la ville une soixantaine de Polonais incorporés de force dans la Wehrmacht, qui permettent de recueillir de précieux renseignements sur le système de défense. Certains vont jusqu'à saboter des pièces d'artillerie côtière entre Frontignan et Sète³⁵. Dans la région de Toulon, contact est pris avec des garnisons à moitié polonaises ou arméniennes qui se disent prêtes à passer aux Alliés, à condition que ceux-ci les aident à se débarrasser de leur encadrement allemand. À Marseille, enfin, c'est un sous-officier « communiste » allemand qui est contacté (non sans une certaine réticence de Parayre) pour former une équipe d'antisabotage au sein même des pionniers de l'armée allemande, en échange d'argent et de vêtements civils.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Rapport particulier de la mission Sampan, *op. cit.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ Roger Bourderon, *Libération du Languedoc méditerranéen*, Hachette, 1974, p. 128. Dans son rapport, Kervarec écrit ainsi : « Aucune des livraisons d'armes ne m'est parvenue, malgré tous mes efforts pour les récupérer, et Dieu sait si des armes auraient facilité les choses. » La tension qui règne entre lui et les résistants locaux est visible dans le fait qu'il demande, suite à cet événement, l'ouverture d'une enquête, ajoutant que « d'utiles précisions pourraient être recueillies (sic) » auprès de Nonce, lieutenant-colonel des FFI et responsable régional des parachutages, et de Janvier, chef départemental des FFI, chargé de la répartition des armes. *Rapport particulier de la mission Schooner, op. cit.*

³⁵ *Rapport particulier de la mission Schooner*, p. 14 (2). Des Alsaciens participent aussi à ces sabotages. Un télégramme du 6 août annonce : « En cours sabotage certaines pièces défense côtière région Sète par Alsaciens et Polonais suivant nos instructions. » Les pièces de DCA rendues inutilisables ne peuvent tirer contre les bombardiers, et trois Allemands sont tués par l'éclatement d'une culasse. Télégrammes des 6 et 9 août, rapport Kervarec, *op. cit.*

L'armée d'occupation, démoralisée et n'osant plus sortir des centres urbains, paraît se désagréger un peu plus chaque jour. C'est ainsi que Kervarec peut télégraphier, le 6 août, que « les troupes ennemies dans la région sont pour la plupart hétéroclites, plus ou moins noyautées, et peuvent se rendre à la première occasion. Elles n'osent pas s'attaquer ni s'aventurer dans les régions du maquis ».

À la veille du débarquement, la plupart des actions d'antisabotage n'ont pu avoir lieu. Les équipes sont toutefois « renforcées » par le parachutage, dans la nuit du 10 au 11 août, des missions *Lougre* (Allain) et *Gédéon* (Ayrat) « avec 20 containers de matériel d'armement (mortiers et mitrailleuses lourdes) et de radio³⁶ ». L'équipe *Lougre* est envoyée en tant que précurseur de la division parachutée et aéroportée alliée, dans la plaine du Muy, tandis que *Gédéon*, parachutée sur Brue-Auriac, doit participer à la prise de Toulon, en entraînant le plus possible d'hommes, et rejoindre la mission *Sampan*. La nature radicalement différente de ces objectifs influe sur la composition de ces deux groupes, qui tiennent davantage des *Jedburghs*. Toutes deux comportent en effet la présence d'un officier allié anglais (l'enseigne de vaisseau Moore, dans l'équipe *Gédéon*) ou américain (le capitaine York, dans l'équipe *Lougre*) et agissent directement en uniforme. La précipitation dans laquelle s'effectuent ces missions est cependant visible dans le fait que l'équipe *Gédéon* se retrouve finalement assez loin de Toulon et doit « faire route en direction du sud, à marches forcées de jour et de nuit »³⁷. Quant à la mission *Lougre*, elle est larguée à 800 mètres du point prévu, dans un ravin. Lors de la réception au sol, Allain se blesse à la cheville tandis que York s'en tire avec de multiples contusions. La venue de voitures allemandes surprend les parachutistes et oblige l'avion à repartir sur Blida avec le radio et l'agent de liaison. *Gédéon* et *Lougre* permettent, néanmoins, de transmettre les ordres et surtout de regrouper et d'organiser la Résistance quelques heures avant le débarquement. Le 14 août au soir, Allain, réuni avec les chefs des maquis de Draguignan, de Saint-Raphaël et des Arcs, distribue les objectifs fixés par Alger. Il ajoute au dernier moment, de sa propre initiative, l'attaque du radar de Fayence³⁸.

Dans la bataille

Jusqu'à la veille, les équipes de marins sont tenues dans l'ignorance de la date du débarquement. Avec l'arrivée des troupes alliées, leur mission prend une allure différente. Alertés depuis quelques jours, les Allemands envisagent des mesures préventives pour s'assurer de la destruction des ports : le 12 août commence l'évacuation de la population de Sète, le 13, les gendarmes maritimes de Pertuis sont déplacés, tandis que la *Kommandantur* de Toulon prévient la population qu'elle doit se tenir prête à quitter la ville en quelques heures. Le 17, la destruction de l'arsenal commence. Cette situation précipite les événements, d'autant que les messages ordonnant les sabordages sont désormais lancés³⁹. À Sète, les jours qui suivent le débarquement sont ainsi marqués par une série d'actions visant à entraver la destruction des installations portuaires et le blocage du port. Dans des conditions très difficiles, profitant de moments d'inattention des soldats allemands, plusieurs remorqueurs sont coulés ou déminés par le personnel du port, de façon à ne pouvoir être utilisés comme obstacles par les occupants. Ainsi, le 19 août, pendant une alerte aérienne, l'officier mécanicien du *Ville de Bastia* parvient à se rendre à la nage à bord de trois bâtiments et à désamorcer les mines⁴⁰. Ailleurs, les dispositifs de destruction des ponts de chemin de fer et routiers sont sabotés. Les Allemands, pressés d'évacuer les lieux, n'insistent pas. Cette situation, particulièrement favorable, est unique. À Marseille, où ces messages ne furent reçus que le 16, seul un remorqueur réussit à se saborder.

³⁶ *Rapport particulier de la mission Lougre, op. cit.* Outre Ayrat, la mission *Gédéon* comprend l'enseigne de vaisseau Moore, le premier-maître radio Badaud, et les quartiers-maîtres Caussin, Hécart et Félix. L'équipe *Lougre* de Allain est composée du capitaine Jones (York), du maître radio Buanic et du second-maître Brezellec.

³⁷ *Rapport particulier de la mission Gédéon, SHM, TTF 14.*

³⁸ *Rapport particulier de la mission Lougre, SHM, TTF 14.*

³⁹ « Le 14 août, l'ordre nous fut remis à 20 h 30 de saborder notre matériel dans des conditions telles qu'il puisse être renfloué rapidement. », *Rapport particulier de la mission Schooner, op. cit.*, p. 9.

⁴⁰ Cf. le rapport de la mission *Schooner, op. cit.*, p. 13 et 14.

L'entrée dans l'action modifie par ailleurs les rapports entre les organisations de la Résistance et les équipes de la Marine. Désormais, la coopération la plus étroite est nécessaire. À Toulon, La Ménardière travaille en collaboration constante avec Savary. Cela ne va pas parfois sans certaines difficultés : à Port-de-Bouc, le lieutenant de vaisseau Granry, premier adjoint de Caique, tente en vain de contacter les FFI et les FTP pour l'aider à couler les bateaux restés dans le port. Il ne parvient à entrer en contact avec les comités locaux de libération qu'une fois le port libéré. Leur concours est jugé « assez efficaces à Port-de-Bouc, nul à Martigues, où a régné et règne encore un beau désordre⁴¹ ».

À Toulon, la défense allemande risque de se renforcer et de transformer l'arsenal en bastion retranché. L'équipe *Sampan* ne peut que tenter d'éviter certaines mesures d'obstruction du port, alors que les plans alliés n'envisagent la prise de la ville que quarante jours après le débarquement. Persuadé qu'il faut exploiter au plus vite la faiblesse provisoire de la garnison, La Ménardière envoie Sanguinetti le 18 au soir, à pied, à la rencontre du commandement allié. Il parvient à rejoindre le PC de De Lattre vers 22 heures⁴². Le 20, il revient sur Toulon, dans laquelle il pénètre le lendemain avec le 3^e régiment de tirailleurs algériens du colonel de Linarès, puis, le 22, guide le bataillon de choc du capitaine Lefort vers la place d'Espagne. Depuis le 20, de La Ménardière et Savary ont déclenché l'insurrection dans les faubourgs de la ville, pressant le commandement allié de modifier ses plans. Très meurtrières, ces initiatives ont toutefois permis la libération de Toulon et de Marseille dès le 25. Il n'y a pas de doute qu'en la circonstance, les parachutistes de la Marine ont fortement contribué à cette évolution. Les missions *Gédéon* et *Lougre* se trouvent de leur côté directement mêlées aux combats aux côtés des résistants et des troupes alliées. Ayrat, en chemin vers Toulon, rassemble autour de lui les éléments de la Résistance ou de l'armée française qu'il peut rencontrer. Le 16 août, il tend une embuscade contre une colonne allemande avec des FFI, puis, trois jours plus tard, organise un coup de main contre des renforts ennemis se dirigeant vers Marseille, avec le soutien de quelques spahis et une dizaine de marins-pompiers⁴³. Le prix est cependant lourd : en arrivant près de la place d'Espagne à Toulon, Ayrat est abattu par méprise. Ce sera, du groupe des parachutistes de la Marine, le seul mort à déplorer. Quant au groupe *Lougre*, il accueille et guide dans la plaine du Muy les parachutistes américains, immédiatement plongés dans le combat « qui s'engage curieusement, en tache d'huile » et tourne rapidement en faveur des Alliés⁴⁴.

ESSAI DE BILAN – UN INDÉNIABLE RÔLE POLITIQUE

Au cours de leur période d'intervention, les marins de la DGSS ont montré toute l'étendue de leur courage et de leur capacité à mener des actions clandestines. Les renseignements qu'ils ont pu recueillir ont été déterminants dans le succès allié, ce qui fait écrire à l'amiral commandant en chef en Méditerranée que « les comptes rendus que nous recevons de ces équipes semblent presque entièrement précieux et d'une valeur bien plus grande que ceux que l'on obtient d'habitude d'agents ordinaires⁴⁵ ». Cependant, l'antisabotage s'est révélé bien plus complexe que prévu. À Sète, où la détermination du personnel du port aide considérablement ce travail, ces actions ont permis de sauver plus de la moitié des quais, les installations du bassin de pétrole et de la jetée de Frontignan, les ponts de la Victoire et le pont Virla. Les voies de chemin de fer, bien qu'endommagées partiellement (le plus souvent par les bombardements alliés), n'ont pas été complètement détruites, et permettent un rétablissement rapide du trafic. Certains remorqueurs, sabordés de façon à pouvoir être renfloués rapidement, n'ont pu être employés par

⁴¹ Il est vrai qu'à Martigues, ni le commandant des marins-pompiers, qui « n'a pas su maintenir la discipline parmi ses 30 hommes », ni l'administrateur de l'Inscription maritime, qui « s'est noyé dans des questions de rivalités personnelles » ne se montrent capables de l'aider. Le lieutenant de vaisseau Granry, *Rapport de mission Port-de-Bouc – Martigues*, Toulon, 11 septembre 1944, SHM, TTF 14.

⁴² La pauvreté des moyens est telle que Sanguinetti, dépourvu de chaussures adaptées, doit emprunter celles de La Ménardière. Mémoire de l'amiral Sanguinetti, *op. cit.*, p. 17.

⁴³ *Rapport particulier de la mission Gédéon*, *op. cit.*

⁴⁴ *Rapport particulier de la mission Lougre*, *op. cit.*

⁴⁵ Cité par le capitaine de corvette Allain dans son *Compte rendu général de mission*, p. 3, *op. cit.*

les Allemands comme *blockships*. Le port reste néanmoins encore inutilisable : les passes, à l'exception d'un passage de 70 mètres de large, sont complètement obstruées, de même que la plupart des canaux. Les nombreuses mines interdisent l'approche des navires. Si Port-de-Bouc et Martigues échappent partiellement à la destruction, à Marseille et Toulon, les équipes n'ont pu que limiter les dégâts, sauvant ponctuellement les installations, notamment le pont tournant de La Seyne. Le bilan est cependant suffisamment positif pour permettre une remise en état rapide et déterminante des ports.

L'antisabotage ne constitue cependant aux yeux des membres du groupement parachutiste de la Marine qu'un aspect de leur travail. Il est significatif à cet égard que le compte rendu général de mission passe sous silence ces actions, pour mettre en valeur le renseignement et, surtout, l'importance presque politique de leurs interventions. Allain, qui se montre soucieux de l'image de la Marine, met essentiellement l'accent dans son compte rendu sur l'établissement progressif de véritables relations de confiance avec la Résistance : « À la Libération, bien des gens seront étonnés de reconnaître en uniforme de la Marine des hommes qu'ils avaient l'habitude de voir sous des aspects plus neutres et qu'ils avaient appréciés dans les moments les plus difficiles. À Toulon et à Sète, ce résultat est particulièrement probant. Le prestige de la Marine n'y a certes pas perdu⁴⁶. » Il ne cesse pour cela de réclamer l'envoi des uniformes du groupement spécial des parachutistes, restés en Algérie, et qui tardent à venir. L'action menée en effet ne prend sens que dans l'appartenance, clairement établie aux yeux de tous, à la Marine nationale. Le besoin de redorer le blason d'une marine discréditée par l'inaction forcée et le sabotage de Toulon en novembre 1942, permet de voir dans le travail de ces équipes bien plus finalement qu'une intervention à portée technique et militaire. L'objectif assigné à *Gédéon* de rassembler tout le personnel Marine rencontré dans le combat peut se lire non seulement comme un souci d'efficacité, mais aussi comme la tentative d'unir symboliquement les marins dans la lutte pour la libération du territoire national. La passivité imposée par Vichy doit être effacée par la visibilité de l'engagement, gage d'un éclat retrouvé, et, surtout, d'une relation nouvelle avec la société tout entière. La Ménardière note ainsi parmi les points positifs « l'étroite collaboration de la Marine avec les FFI. Cette coopération doit faciliter considérablement les relations présentes et futures entre le pouvoir civil et l'autorité maritime⁴⁷ ». La composition exclusivement française des trois premières équipes est une conséquence claire de cette volonté politique. En particulier, le souci de libérer Toulon, premier port militaire de France, sous la conduite de marins français, revêt une dimension politique certaine dans le jeu des rivalités entre de Gaulle et les Alliés. Le parallèle avec l'insurrection puis la libération de Paris est frappant.

Dès lors, il n'est guère étonnant de voir ces équipes aller bien au-delà de l'antisabotage, en agissant comme les représentants de la Marine nouvelle, d'autant plus que l'incompréhension avec les autorités maritimes restées en France n'a fait que grandir au cours de leur mission. De La Ménardière, venu trouver le capitaine de vaisseau Braxmeyer (remplaçant provisoirement l'amiral Danbe à l'état-major de l'arrondissement maritime) pour demander la participation de la Marine aux combats de rues, illustre cette distance dans son rapport. Braxmeyer aurait objecté

le manque d'armes et l'inconvénient de mélanger aux FFI des troupes militaires et disciplinées [...]. Il estime devoir prendre à la lettre les ordres reçus d'avoir à remettre entre les mains de l'amiral Lemonnier toutes les forces placées sous son commandement et ne semble pas trouver surprenant que les marins français se contentent d'assister en spectateurs aux combats qui doivent libérer le premier port de guerre français⁴⁸.

Il aurait été jusqu'à déclarer que « ce débarquement de Français est une affaire entre rebelles et Allemands, qui ne concerne pas la France⁴⁹ ». C'est donc sous la conduite des marins de la DGSS que se placèrent les nombreux marins et marins pompiers venus soutenir l'insurrection. Il

⁴⁶ *Compte rendu général de mission, op. cit.*

⁴⁷ *Rapport particulier de la mission Sampan, op. cit.*

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Mémoire de l'amiral Sanguinetti, op. cit.*, p. 18.

semble même que la mission *Sampan* soit allée plus loin que les objectifs militaires initialement convenus. Selon Sanguinetti, conjointement à l'insurrection, les parachutistes de la Marine déposent purement et simplement les responsables en place jusqu'alors et assurent l'intérim dans l'attente de leur remplacement⁵⁰. Sans aller si loin, Kervarec, à Sète demande, dès le 24 août, l'envoi d'un officier supérieur comme commandant d'armes et commandant de la Marine, précisant que « la désignation du capitaine de vaisseau Faure, actuel directeur de la marine marchande de Vichy à Sète, n'est pas à souhaiter⁵¹ ». C'est du reste à lui que, le lendemain, ce même commandant Faure vient s'adresser pour se mettre à la disposition du préfet maritime et être remplacé.

Le contexte politique de la relève des autorités de Vichy par celles d'Alger se conjugue, dans le cas du groupe spécial des parachutistes de la Marine, avec les aspirations particulières de ses membres. Il y a en effet probablement, dans cette légitimité forgée par le combat, un parfum de revanche pour certains de ces hommes, qui ont trouvé en partie hors de la Marine le meilleur moyen de concourir à son renouvellement. Ces missions, auxquelles ne fut trop souvent attribuée qu'une fonction technique et militaire, ont permis à la Marine de s'affirmer pleinement, dès leur libération, dans les ports du Sud de la France. Mais bien que, comme nous venons de le voir, certains rapports manifestent le désir de donner une large publicité au rôle de ces marins, très rapidement s'impose la règle du silence. Les décorations et les citations attribuées aux membres du groupe spécial ne sont pas publiées dans le *Bulletin officiel*. Est-ce pour préserver l'anonymat, et donc un futur réemploi de ce personnel dans d'autres missions du même genre ? D'autre part, dès les prises de Toulon et de Marseille, le groupement cesse d'exister de façon effective, et ses hommes dispersés au gré des nouvelles affectations. Constitué pour une mission spécifique, le groupement des parachutistes de la Marine était par nature une unité provisoire et informelle, qui disparaît à la Libération.

Son efficacité avait su toutefois suffisamment convaincre pour inciter l'état-major de la Marine à créer un véritable groupe Commando parachutiste de l'aéronavale : le 30 novembre 1944, le ministère de la Marine, sur l'initiative du contre-amiral Nomy, émet un ordre relatif à sa constitution sur la BAN d'Hyères, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Ponchardier. Comme un hommage rendu au groupe spécial, les officiers, gradés et radios doivent « appartenir de préférence à l'Aéronautique navale provenant du Club des Pins ». La filiation entre les deux formations est soulignée par le fait que neuf des douze officiers marinières du groupe spécial intègrent le Commando de Hyères. Ils sont rejoints par d'autres marins, dont certains ont déjà participé à des missions en France, à commencer par Ponchardier lui-même. C'est ainsi que le ministère de la Marine peut demander, le 8 juin 1945, que le tout nouveau Commando participe au défilé de la fête nationale, étant donné « l'activité antérieure dans la Résistance du personnel de ce groupe ». Curieusement, cependant, aucun des officiers du groupe, sauf, semble-t-il, Sanguinetti pendant un court laps de temps, ne rejoint la nouvelle unité. Devant une telle absence, nous ne pouvons qu'évoquer des hypothèses : mise à l'écart volontaire de la part de la Marine, ce qui semble peu probable, ou désintérêt de ces officiers pour les Commandos une fois la guerre achevée ? Des rivalités entre unités, voire entre personnalités au caractère affirmé, ont pu également peser dans ces décisions.

Même si son action reste peu connue, le groupe des parachutistes peut donc être considéré comme l'un des « ancêtres » des forces spéciales de la Marine. Cette expérience a confirmé la nécessité de disposer d'unités analogues en toutes circonstances. Elle a donc été fondamentale dans la formation d'un personnel permanent, hautement qualifié, spécialisé dans l'action

⁵⁰ Entretien de l'auteur avec l'amiral Sanguinetti, 2 mai 2001.

⁵¹ Télégramme n° 64 du 24 août de Schooner à Alger. *Rapport particulier de la mission Schonner, op. cit.*

clandestine et les opérations Commandos. En cela, elle témoigne des évolutions de la stratégie et de la culture militaire au lendemain du second conflit mondial.

LA FORCE 136 ET L'INDOCHINE

PAR FABIENNE MERCIER-BERNADET

À partir de Pearl Harbor, l'évolution de la guerre impose au général de Gaulle de préparer, en Indochine, la reprise de la lutte contre l'ennemi japonais. Partenaire discuté et de faible poids militaire, la France combattante revendique sa place dans un Extrême-Orient en guerre et cherche à se faire reconnaître à l'intérieur du système d'alliances qui conduit la lutte contre le Japon. À terme, c'est bien du maintien de la présence française dans la zone dont il est question. Or, face aux ambitions chinoises sur la colonie française et à la mauvaise volonté américaine justifiée par un anti-colonialisme puissant, de Gaulle sait que pour conserver sa souveraineté sur la colonie après-guerre, la France devra y effectuer un retour en force.

En Indochine, au lendemain de l'armistice, un courant favorable aux Alliés, voire aux gaullistes, s'est développé, contraint à demeurer dans la clandestinité et à s'orienter vers la recherche du renseignement, seule activité compatible avec la conjoncture. Militaires du bureau de Statistiques de Hanoi (BSM) et du bureau des Archives de Saïgon (BAM) et civils se sont constitués en réseaux et transmettent en Chine et en Malaisie des informations de toutes natures aux Alliés, Britanniques, Américains et Chinois, notamment par le biais des postes frontières. Une résistance a donc pris naissance, à laquelle il ne reste plus qu'à trouver son interlocuteur français à l'extérieur. Ce sera la Mission Militaire française de Chine (MMF), d'obédience gaulliste, constituée autour des membres du Comité de libération de Malaisie, qui s'est replié en Chine fin 1941-début 1942, pour réorganiser le Service de Renseignement d'Extrême-Orient (SREO), aux ordres du colonel Tuttenges, puis du lieutenant-colonel Emblanc. Une mission est établie à Kunming, capitale de la province frontière du Yunnan. Le SREO dispose d'un poste central à Chungking, et de postes frontières en relation directe avec les postes frontières tenus par l'armée d'Indochine¹. Cependant, l'action du service est entravée par la surveillance chinoise. Il devient donc rapidement indispensable d'entrer en contact direct avec la Résistance indochinoise.

À partir de décembre 1942, la MMF est enfin en mesure de rencontrer les chefs des postes frontières français, dans les postes chinois conjugués. C'est ainsi que le lieutenant du Perron, officier de renseignement (OR) de Lang Son, rencontre le commandant Coudrais de la MMF et lui remet d'importants documents. Coudrais peut alors transmettre à Levain, chef du BSM de Hanoi, un plan de recherche du renseignement avec échange de codes et organisation d'un système de liaison radio entre Hanoi et Chungking. La liaison MMF de Chine-Résistance indochinoise est enfin réalisée. Pendant ce temps, aux Indes, dans le cadre du *Special Operations Executive (SOE)*, se mettent en place des organismes plus spécialisés dans la préparation de l'action.

LE SOE ET LA FORCE 136

Créé en juillet 1940 sous l'impulsion de Winston Churchill et dépendant du ministère de la Guerre économique (*Ministry of Economic Warfare, MEW*), le *Special Operations Executive*, ou *SOE* est une organisation dont l'objectif est « de coordonner toutes les actions contre l'ennemi à l'étranger par la subversion et le sabotage² ». À l'été 1944, son effectif total

¹ À Kweilin (capitaine Vidal) et Kouang Tchéou Wan, Longtchéou (capitaines Cortadellas et Guillermaz) et Lang Son, à Tintsin (capitaine Revol) et Cao Bang, à Hokéou (lieutenant Danjour, commandant Bonnet, capitaine Borg) et Laokay, plus un poste à créer face à Moncay.

² Michael R. D. Foot, *SOE in France : An Account of the Work of the British Special Operations Executive in France, 1940-1944*, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1968, p. 353.

maximum sera d'environ 10 000 hommes et 3 000 femmes, se considérant tous comme des agents secrets et non comme des espions. Chargé de coordonner toutes les actions de subversion et de sabotage entreprises en Europe contre l'ennemi, le *SOE* fait partie des neuf services secrets de guerre britanniques, dont les activités sont constituées par le renseignement, la sécurité, le décodage, la sécurité radio, les évasions, le sabotage (le *SOE*), la guerre politique (qu'on avait retirée au *SOE*) et l'intoxication. Le 9^e service fournit des unités de soutien chargées de perturber les communications et les quartiers généraux allemands lors de l'invasion de l'Angleterre par l'Allemagne. Cette section est dirigée par un soldat de l'armée régulière, qui devient par la suite général de brigade, puis de division, et est enfin anobli, Colin Gubbins, qui entre au *SOE* en novembre 1940 pour en prendre le commandement en septembre 1943.

À la suite des succès du *SOE* en Europe, et avec l'extension du conflit au Pacifique, l'intérêt d'une organisation similaire en Asie apparaît clairement. C'est ainsi que vers la fin de 1941, une tentative est lancée en Birmanie par un groupe appelé *The Oriental Mission*, précurseur de la Force 136. Avec un cadre d'action élargi, le *SOE*, sous le nom de code de « Force 136 » est représenté en Extrême-Orient par Colin MacKenzie, ancien officier devenu directeur d'une grande firme écossaise de cotonnades. À Meerut, au nord-ouest de New Delhi, à côté du QG britannique, il a installé ses services, dont l'organisation est pratiquement la même qu'en Europe ; ceux-ci ont la responsabilité du sabotage, de la propagande, de la guérilla, et du sabotage économique sur les territoires occupés par les Japonais. La Force 136, qui, à l'intérieur du *MEW*, dépend du *SOE*, reçoit ainsi la charge de conduire l'action dans la zone du Sud-Est asiatique. Initialement responsable directement auprès du vice-roi des Indes, Lord Linlithgow, Colin MacKenzie est placé sous la tutelle du *South East Asia Command* (Commandement du Sud-Est Asiatique ou *SEAC*), de Lord Louis Mountbatten, en août 1943.

À travers les buts de guerre immédiats poursuivis par les Alliés, des divergences sont rapidement apparues, non seulement dans les intérêts de chacun, mais encore dans les conceptions stratégiques de la conduite des opérations. Aussi, la création d'une organisation capable, par-delà ces diversités et divergences, de conduire rationnellement la lutte et de coordonner les efforts de tous, s'impose rapidement. C'est ainsi qu'est créé, au mois d'août 1943, le *SEAC*, théâtre d'opérations qui couvre la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie et les Indes néerlandaises. Le « théâtre Chine » du général Chiang Kai-shek prolonge le front sur le continent, tandis que les théâtres « Pacifique Ouest » et « Pacifique Sud-Ouest » de l'amiral Nimitz et du général MacArthur ferment le périmètre de cette vaste zone de guerre. L'Indochine, pourtant située au point de rencontre théorique des axes d'efforts convergents de chacun de ces théâtres, n'est incluse dans aucun d'eux. Son littoral, sur une mer de Chine vitale pour le Japon et adossé à des régions d'accès difficiles, est pourtant, pour les Armées impériales, un couloir stratégique de la plus haute importance.

LES DÉCISIONS POLITIQUES DU CFLN (1943-1944)

On ne saurait oublier qu'au cours des années 1943 et 1944, la stratégie dans le Sud-Est asiatique est sino-anglo-américaine, avec prépondérance sino-américaine. Dès l'entrée en guerre des États-Unis contre le Japon, les Chinois ont précisé leurs objectifs territoriaux en cas de victoire : occupation de l'Indochine, de la Birmanie et de la Malaisie. En outre, à partir du 8 décembre 1941, l'armée japonaise a peu à peu établi des garnisons qui « marquent » les garnisons françaises de près. À la fin de l'année 1944, on comptera jusqu'à 60 000 soldats japonais, sous les ordres du général Tsushihashi, en stationnement dans la colonie. Une situation qui impose au général de Gaulle d'étudier la manière dont les forces indochinoises combattront, pour se soustraire à une probable agression japonaise :

L'idée qu'en observant jusqu'au bout, à l'égard des Japonais, une complaisante passivité on pourrait, en définitive, conserver la position de la France me paraît indigne et dérisoire. Je ne doute pas que, dans une situation stratégique où l'Indochine se trouve au centre du dispositif de

l'ennemi, celui-ci, durement pressé et refoulé aux alentours, en viendra nécessairement à supprimer dans la péninsule tout risque de s'y voir combattu³.

De Gaulle est donc bien décidé à obtenir la participation des forces françaises aux opérations militaires alliées en Extrême-Orient. Car

tout commande de prévoir qu'un jour, les Japonais voudront liquider les troupes et l'administration françaises. Voulut-on même supposer que, moyennant de nouvelles et déshonorantes garanties, ils laisseraient subsister quelques vestiges de nos garnisons et quelques bribes de notre pouvoir, il serait inimaginable que, d'une part les États et les peuples de la Fédération, d'autre part les Alliés, admettraient la restauration de la puissance française sur des terres où nous n'aurions pris aucune part à la lutte mondiale⁴.

La mission du capitaine Milon, organisée par Levain en juin 1943 pour informer Alger directement de la situation en Indochine, correspond justement à l'élaboration des premiers plans de défense de l'Indochine par le lieutenant-colonel Huard de la France combattante⁵. Après un premier rapport adressé en mai 1943 aux Affaires étrangères par l'intermédiaire du général Blaizot, un second, élaboré par le Comité militaire permanent le 21 juillet 1943, est présenté au général Legentilhomme, commissaire adjoint à la Défense nationale. Les conclusions préfigurent le plan d'action à l'égard de l'Indochine : dans le cas d'une attaque préventive japonaise, la seule manœuvre possible pour faciliter une opération aéroportée ou un débarquement des Alliés sur le territoire, consiste à se dégager de l'étreinte adverse et à se maintenir dans l'hinterland de l'Annam et du Laos, les plateaux Moïs en particulier, pour manœuvrer sur les grands axes de communications, en livrant un combat de guérilla contre l'occupant.

Le 26 août, de Gaulle confie la mission au Comité de Défense nationale d'étudier les modalités de la participation militaire française à la libération de l'Indochine. Car les plans de défense en vigueur, dont la conception est fondée sur l'hypothèse classique d'une invasion venue de l'extérieur et sur la possibilité de réduire facilement les troupes nippones stationnées en petit nombre sur le territoire, n'envisagent qu'une défense statique, appuyée sur la ligne fortifiée établie sur la frontière. Le 23 septembre, le Comité conclut :

C'est notre devoir comme notre intérêt de participer le plus activement possible aux opérations menées pour chasser les Japonais d'Indochine... L'absence de contingents français ne manquerait pas, en effet, de donner libre cours à des revendications chinoises, à des prétentions américaines, voire même à des critiques anglaises... Il est donc nécessaire d'obtenir l'accord des Alliés sur le principe de notre intervention, de préparer des forces, de négocier leur armement et d'envoyer aux Indes une mission composée du futur commandant du corps expéditionnaire et d'un état-major d'étude⁶.

Dans sa séance du 4 octobre 1943, le Comité de Défense nationale décide la création de « Forces Expéditionnaires Françaises pour l'Extrême-Orient » (FEFEO, ou « corps Expéditionnaire Français d'Extrême-Orient », CEFEO), dont la préparation est confiée au général Blaizot. Le 1^{er} décembre 1943, un corps Léger d'Intervention (CLI) commandé par le lieutenant-colonel Huard est également créé. Initialement constitué de 500 hommes, organisé en Commandos de 20 et parfaitement encadré, le CLI constituera l'avant-garde du futur corps expéditionnaire et renforcera les troupes indochinoises, pour mener sur le territoire un combat de guérilla. La mise sur pied du corps expéditionnaire sera confrontée à de nombreuses difficultés dans les mois suivants, occasionnant des remaniements dans sa composition. Les retards qui en découlent nécessitent que la France soit représentée en Extrême-Orient autrement que par des missions et des organismes sans troupes. D'où l'élaboration d'une organisation d'action extérieure.

³ Charles De Gaulle, *Mémoires de guerre. L'Appel (1940-1942)*, Paris, Plon, 1954, p. 285.

⁴ *Ibid.*

⁵ Paul Huard, *Le corps léger d'intervention et l'Indochine, 1943-1946*, chez l'auteur : Divajeu, 26400 Crest, 1988.

⁶ Note sur les délibérations du Comité militaire permanent, le 21 juillet 1943, SHAT, 10H82.

L'INTRODUCTION D'UN DÉTACHEMENT FRANÇAIS AUX INDES, DANS LE CADRE DE LA FORCE 136

La communauté d'intérêts entre Français et Britanniques en Asie du Sud fait des Indes la plateforme des actions françaises en direction de l'Indochine. Depuis la conférence de Québec d'août 1943, la conduite des opérations sur le front indo-birman, on l'a vu, relève du *SEAC* installé à Kandy. L'Indochine échappe toutefois à ce commandement et dépend du « théâtre Chine » aux ordres du général Chiang Kai-shek et de ses conseillers américains, en particulier le général Wedemeyer. En juillet 1943, en réponse à la demande formulée l'année précédente par le ministère britannique de la Guerre économique, le commandant de Langlade, directeur général d'une plantation de caoutchouc en Malaisie, qui a collaboré très tôt avec les Britanniques auprès desquels il jouit d'une excellente réputation, est nommé chef de la *French Indochina Country Section (FICS)*, ou Section de l'Indochine française) de la Force 136. Il est convenu entre Français et Britanniques que le *SEAC* bénéficiera des renseignements sur les Japonais obtenus par la mission de Kunming, tandis qu'un détachement français recevra à Meerut l'entraînement nécessaire à l'exécution des missions spéciales en Indochine. Cet accord offre la possibilité à la France combattante d'introduire un détachement sur le théâtre d'opérations du *SEAC*.

Le détachement français aux Indes⁷

Profitant de l'occasion offerte par les Britanniques, un petit élément est rapidement constitué en Algérie. Le commandant de Crèvecœur, qui a déjà fait deux séjours en Indochine, part en novembre 1943 pour les Indes, avec une équipe de volontaires : Fabre, ancien professeur au Yunnan et au Laos, Mus, savant ayant une grande expérience de l'Extrême-Orient, le lieutenant Mollo, le lieutenant Stéphane et un sous-officier. Dès leur arrivée, le 9 novembre 1943, après un contact avec de Langlade, cette équipe part suivre des stages Commando. Crèvecœur devient chef du Service français d'action en Indochine et chef du Département français des Indes, en liaison quotidienne avec la *FICS* de Langlade.

Au cours des mois de décembre 1943 et de janvier 1944, le détachement des Indes est complété, pour atteindre l'effectif d'une soixantaine d'officiers et de sous-officiers, qui entament leur instruction spécialisée dans les fameux camps britanniques, notamment à Poona⁸. À la fin de l'année 1944, il compte 148 hommes. Sous couvert de cet entraînement opérationnel, le commandant de Crèvecœur doit faire admettre la présence française sur le théâtre opérationnel du Sud-Est asiatique et de l'Indochine. Charge à lui de préparer l'accueil par les Britanniques de la mission du général Blaizot, et d'ouvrir la voie à l'implantation du CLI en Indochine. Il doit étudier les conditions d'un combat de guérilla à mener avec les troupes d'Indochine, puis, après une mise en place par parachutages, renforcer les forces locales et tenir dans les zones choisies des têtes de pont, ce qui permettrait la venue du CLI d'abord, du corps expéditionnaire tout entier ensuite.

Chargé de mettre en œuvre la lutte subversive à la manière du *SOE*, le réseau d'action devra permettre de déclencher l'insécurité sur les arrières japonais en Indochine. Pour y parvenir, il est indispensable d'établir un plan de destructions précis, de définir les zones de guérilla, d'organiser les liaisons et de mettre en place les moyens nécessaires à la survie et aux combats. Or, en ce qui concerne les forces indochinoises, le premier problème à résoudre est celui des moyens matériels. Les approvisionnements devront faire l'objet d'opérations de parachutage. D'où la nécessité d'instruire au préalable le personnel concerné sur les techniques de réception et sur l'utilisation des matériels fournis. C'est le détachement des Indes qui reçoit la charge d'assurer ces tâches préparatoires, avec l'appui matériel de la Force 136. En raison des indiscretions et de l'hostilité des Chinois, les parachutages initialement prévus à partir de

⁷ Cf. Papiers Jean Boucher de Crèvecœur, pour plus de détails sur l'organisation de ce détachement, SHAT, 1K401.

⁸ Pour un détail de l'instruction reçue par les personnels du détachement français, cf. : Jean Deuve, *Guérilla au Laos*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 21-25 ; Claude Hesse d'Alzon, p. 151-152.

Kunming s'effectuent depuis la base aérienne de Jassore, près de Calcutta. Grâce à l'appui britannique, la mise en place aux Indes d'avions Liberator, à la mi-1944, permettra, après une période de tâtonnements⁹, de mener à bien ces opérations. Car ce n'est que progressivement et avec un pourcentage d'échecs allant décroissant, que l'organisation se rodera pour ne devenir véritablement efficace qu'à partir d'octobre 1944.

Pendant ce temps, dans les camps britanniques de la Force 136, l'entraînement du détachement français se poursuit. Le problème le plus urgent à résoudre reste celui de l'établissement en Indochine d'un réseau de liaisons radios en communication directe avec le SA extérieur, destiné à faciliter les opérations de parachutage. Après le succès de l'opération *Belief II* – le parachutage à proximité de Lang Son de trois émissaires du général de Gaulle le 5 juillet 1944, il est établi qu'à chacune des périodes de pleine lune des parachutages seront systématiquement effectués sur les terrains de réception préparés à cet effet, selon les plans établis par le bureau des opérations du SA dirigé, à Calcutta, par le capitaine Laure. Au cours de l'hiver 1944 et jusqu'au mois de mars 1945, les opérations *Polka*, *Radical*, *Désert* et *Bazar* se succèdent. C'est la décision du Comité de Défense nationale du 5 août 1944 qui donne une existence officielle au SA :

Cet organisme est chargé, en liaison d'une part avec le délégué des services spéciaux aux Indes et d'autre part avec la Force 136, de préparer l'intervention des éléments de résistance intérieure de l'Indochine française. Son chef est le lieutenant-colonel de Crèvecœur, lequel est placé sous les ordres du général de corps d'armée, commandant désigné des FEFEQ, le général Blaizot¹⁰.

Dès la fin 1943, de Gaulle dispose ainsi de l'organisation suivante en Extrême-Orient, en dehors des représentations diplomatiques de la France combattante en Chine, aux Indes et en Australie : une délégation militaire, commandée par le général Blaizot, située au QG de l'amiral Lord Mountbatten à Kandy (Ceylan), comprenant les premiers éléments d'un corps Léger d'Intervention (CLI) commandés par le colonel Huard ; les premiers éléments d'un service « Action », sous les ordres du commandant de Crèvecœur, dont le siège se situera rapidement auprès de la Force 136. Le tout forme l'avant-garde du corps expéditionnaire français en formation en Afrique du Nord, puis en France, après la Libération.

- Une **délégation politique**, à la tête de laquelle se trouve le gouverneur de Langlade qui, comme commandant à titre militaire, exerce aussi le commandement de la Section de liaison française en Extrême-Orient avec, comme adjoint, le commandant Léonard. Cette délégation a pour rôle de préparer le retour de l'administration française en Indochine. Les premiers éléments de cette administration se trouvent stationnés aux Indes : il s'agit de l'inspecteur des colonies de Reymond, des administrateurs Cédille, Pignon, du professeur Paul Mus et, également, de l'administrateur des colonies, le capitaine Messmer, venant des unités de la France combattante d'Afrique et de France.

- La **Section de Liaison Française en Extrême-Orient** (SLFEO), succède à la MMF à Singapour, puis en Chine. À sa tête, de Langlade, délégué de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS, qui deviendra Direction Générale des Études et Recherches, DGER, en octobre 1944), assure la direction du SR, la sécurité militaire pour l'Extrême-Orient et la coordination de ces services avec ceux du SA. Il transmet à ce dernier les directives de la DGSS et du Comité d'action pour l'Indochine¹¹. Il est également prévu¹² que le SA, organe d'exécution

⁹ Les difficultés sont effectivement nombreuses. Outre que les opérations dépendent des disponibilités aériennes de la Force 136, la longueur du trajet exige de gros appareils, les Liberators, qui n'emportent qu'un chargement limité. De plus, la prospection en Indochine des aires de parachutages n'est qu'à ses prémices. Pour déjouer la surveillance des Japonais, des bombardements de diversion sur des objectifs militaires voisins sont organisés. Enfin, on ne saurait oublier l'importance du relief et des conditions météorologiques. Des liaisons radios sûres et rapides sont également indispensables.

¹⁰ Claude Hesse d'Alzon, *op. cit.*, p. 166.

¹¹ Note de présentation des FEFEQ, établie par le ministre de la Guerre, le 18 décembre 1944, SHAT, 10H82, dossier 2.

¹² Décision du Comité de Défense nationale du 23 décembre 1944.

du Comité d'action sur l'Indochine pour son travail clandestin et ses liaisons avec la Résistance indochinoise, est rattaché administrativement et financièrement à la DGER dans la période qui précède l'ouverture des opérations en Indochine, pour dépendre ensuite du général commandant les FEFO, le général Blaizot. Ce dernier est en outre nommé chef de la Mission militaire française auprès du commandement du théâtre du Sud-Est asiatique¹³, à Kandy.

L'ORGANISATION DE LA FORCE 136

La Force 136 a ses propres chefs, ses propres camps d'entraînement, ses propres troupes, dont quelques groupes alliés, français notamment. Ses troupes sont formées de personnel européen, en général non militaire de carrière, recruté parmi les planteurs, les policiers, les forestiers, d'une façon générale parmi les gens connaissant l'Asie ou y résidant ; elle compte aussi des agents et des groupes autochtones, indochinois, birmans, chinois..., venus suivre une instruction technique et renvoyés ensuite dans leur zone d'action. Elle dispose d'un centre d'entraînement parachutiste à Chakiala, et d'autres écoles pour officiers et opérateurs radio. Tous sont recrutés parmi les volontaires, certains dotés de bonnes connaissances du pays, d'autres d'une solide expérience en Europe. Néanmoins, il n'y a pas d'équipes de résidents solides et bien organisées comme c'est le cas pour la Résistance en France, par exemple, luttant contre l'envahisseur et auxquelles les agents du *SOE* auraient pu se joindre. La plupart des autochtones des pays occupés par le Japon se révèlent soit indifférents, soit carrément hostiles aux Européens, qu'ils soupçonnent de vouloir rétablir le régime colonial. Le plus souvent, le *SOE* doit s'assurer le support des guérilleros communistes locaux pour combattre les Japonais. En outre, en raison de leur couleur de peau et de leur incapacité à maîtriser les langues locales, les agents européens se font très vite remarquer dans les pays occupés par les Japonais. Par conséquent, ils sont contraints d'œuvrer dans la jungle¹⁴. Un escadron spécial de la RAF est alloué à la Force 136. Au début équipé d'Hudsons, puis de Dakotas, il dispose en 1944 de Liberators, appareils mieux adaptés aux missions plus longues. Au plan administratif et opérationnel, Colin MacKenzie a créé des bureaux (des *Country Sections*) chargés des opérations dans chacun des pays dont il a la charge : Malaisie, Birmanie, Indochine, Thaïlande et Indes néerlandaises. En 1943, l'intérêt de la Section pour l'Indochine française (ou *FICS*) est uniquement tourné vers le sabotage.

LA LIAISON AVEC LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE

Sur le plan de la conduite des opérations, il faut, dans le cadre du plan stratégique des Alliés, dont on ignore les étapes, introduire l'armée d'Indochine dans la lutte commune et utiliser les possibilités de cette force, peu préparée à la guerre moderne mais aux effectifs conséquents (de 50 000 à 60 000 hommes en fonction des périodes). L'hypothèse la plus défavorable, retenue en priorité, est celle d'une initiative nipponne visant, par surprise, à attaquer et à détruire les forces françaises avant l'intervention des Alliés. Dans ces conditions, la seule issue possible pour les troupes indochinoises totalement imbriquées dans le dispositif japonais, repose sur un système d'alerte parfaitement organisé et consiste à se dégager de l'étreinte adverse en évitant un combat qui ne peut tourner qu'en sa défaveur, pour se replier dans les régions de l'intérieur et d'accès difficile. À partir de ces zones de recueil, et dans l'attente d'une intervention alliée, un combat de guérilla, à l'image des *Chindits* du général Wingate, pourra, alors, être mené contre l'occupant. La solution envisagée implique que soit préparée, dans des zones reconnues favorables, une infrastructure de guérilla et que soit organisé un système de renseignement et de transmissions. Il est nécessaire, en outre, de renforcer le potentiel de cette « Armée de l'intérieur », en lui faisant parvenir de l'armement moderne, des équipements et du ravitaillement.

¹³ Sa mission comme chef de la MMF à New Delhi, survenue le 8 septembre 1943, n'a eu, en effet, aucune suite en raison de la réorganisation du commandement allié et des hésitations britanniques devant l'opposition des Américains.

¹⁴ J. Deuve, *Guérilla au Laos*, op. cit., p. 56.

Telles sont donc, dans les domaines politique, stratégique et tactique, les ambitions du Comité d'Alger. Ces objectifs exigent l'accord des Alliés, mais, plus encore, leur soutien matériel sans lequel rien ne pourra être valablement tenté. Or, politiquement, la rentrée de la France en Extrême-Orient et la consolidation de sa présence en Indochine ne sont considérées favorablement ni par la Chine, ni par les États-Unis, pour lesquels il n'est pas question de prendre le moindre engagement susceptible de faciliter le retour de la France dans sa colonie. En revanche, tout en s'efforçant de neutraliser le SR et la mission française, les Chinois et les Américains cherchent à en obtenir le maximum de renseignements sur les Japonais, acceptent l'aide du service d'action intérieur pour le sauvetage des aviateurs alliés abattus au-dessus de l'Indochine, tout en limitant leur aide au maximum. De surcroît, les rivalités entre Français, écho des dissensions d'Alger, augmentent encore cette impression de malaise. Ainsi, en Indochine, ce n'est pas sans peine que l'unification de la Résistance sous l'égide du BSM sera obtenue à la suite de deux missions clandestines, effectuées en juillet et en novembre 1944 par le gouverneur de Langlade, envoyé du général de Gaulle.

Aux Indes, la situation se présente sous des auspices plus favorables. L'attitude des Britanniques est compréhensive et largement positive. Une certaine communauté d'intérêts unit les deux partenaires pour la reconquête de leurs possessions coloniales. En dépit de difficultés de détail, la coopération entre la Force 136 et le détachement français de Crèvecoeur est totale. À tel point que l'assistance britannique permet aux Français d'envisager de faire des hautes régions tonkinoises et laotiennes le sanctuaire de la présence française. Il s'agit de créer une tête de pont capable de recueillir les troupes du delta et d'attendre les FEFEO et leur précurseur, le CLI, tandis que les autres zones difficiles du territoire constitueront des bases de guérilla à partir desquelles seront lancés des raids de harcèlement et de destructions contre les voies de communications des troupes japonaises. L'aide à la Résistance fait l'objet d'un plan de parachutages, réalisé à partir de juillet 1944. L'armement, les équipements, les matériels de transmissions, les ravitaillements de toutes sortes, ainsi que la totalité des moyens de transport, sont essentiellement britanniques. Des personnels spécialisés sont également parachutés pour assurer la formation et l'encadrement de la guérilla. L'assistance ainsi apportée est inestimable et ses seules limites sont dues à la capacité de transport de la RAF, sollicitée par la campagne de Birmanie, à l'éloignement des zones de largage (plus de 3 000 kilomètres aller-retour), aux conditions météorologiques, à la nécessité de n'opérer qu'en seule période de pleine lune, dans les débuts, enfin, à l'insuffisance des moyens de liaisons et au manque de personnels spécialisés dans le guidage des avions et la réception au sol.

Pendant ce temps, la réorganisation du commandement allié et les hésitations ou oppositions américaines retardent la venue aux Indes du général Blaizot et de sa mission. Ce n'est que le 27 octobre 1944 que le chef de la mission française arrive enfin à Kandy, où il est parfaitement accueilli par l'amiral Mountbatten. Les relations entre les deux chefs seront excellentes et fructueuses. Le moment est donc venu d'informer Hanoi de l'existence d'une organisation d'action extérieure et de transmettre à l'Indochine les directives d'ordre politique concernant l'unification de la Résistance et la préparation de l'entrée en guerre de l'Union. C'est la mission confiée par de Gaulle au gouverneur de Langlade. De son côté, l'émissaire du général Blaizot, le capitaine Milon, a autorité pour traiter les problèmes militaires, en particulier celui de la création d'un Service d'action intérieur. Il est accompagné d'un opérateur radio, le sergent-chef Marmont. Le 8 juillet, Milon et Marmont établissent à Hanoi la première liaison radio directe entre *Présage*, le nouveau poste clandestin de Hanoi, et Calcutta. En dépit des réticences du général Mordant, les bases des organisations à créer sont posées. Autour du capitaine Milon participent à ces réunions le colonel Robert pour la future organisation du Tonkin, le capitaine Mingant pour celle du Nord-Annam et le capitaine Soclet, chargé de mettre en route celle du centre. Des travaux auxquels sont également associés le capitaine Levain, les officiers du BSM et certains autres militaires et civils. Mordant approuve le projet le 18 juillet. Le colonel Cavalin, secondé par le capitaine Soclet et les lieutenants de Cossette et Houel, est à la tête de l'ensemble, plus particulièrement chargé des liaisons SA-SR. Sous ses ordres, Levain dirige le SA et le capitaine Taix, le SR. Les organisations prévues seront progressivement mises sur

piéd : *Rivière* au Tonkin, aux ordres du colonel Vicairé ; *Médéric* dans le Nord-Annam, aux ordres du capitaine Peri, puis du commandant Biseuil ; *Donjon* dans le Haut-Laos, aux ordres du commandant Mayer ; *Legrand* en Cochinchine, aux ordres du capitaine Pauwells et *Mangin* au Cambodge, aux ordres du colonel Bellin.

Recommandée par Langlade, l'unification de la Résistance extérieure sous la direction d'un chef unique dépendant du Comité d'action, de même que la nomination officielle du général Mordant comme chef de la Résistance intérieure est chose faite en septembre 1944. La Résistance, devenue officielle, se trouve dotée d'une structure de commandement. En septembre, de Langlade peut enfin rencontrer l'amiral Decoux, qui accepte de couvrir l'action du général Mordant vis-à-vis des Japonais, en maintenant la façade gouvernementale (ce qu'il ne fera d'ailleurs pas). Ainsi, théoriquement mise en place et structurée, l'organisation de la Résistance doit maintenant recevoir les moyens d'exécuter sa mission. C'est l'objectif que poursuit depuis l'été, et sans relâche, le service d'action extérieure des Indes.

Les derniers mois de 1944 sont consacrés à l'organisation, à la mise en place et à l'équipement de la Résistance indochinoise. Le « Service d'action » intérieur, aux ordres du colonel Cavallin, se cloisonne en six organisations clandestines couvrant l'ensemble du pays, tandis que l'état-major révisé ses plans d'opérations pour échapper à l'attaque surprise des Japonais et gagner les repaires de brousse reconnus et préparés. À Kandy, à Calcutta, à Jassore, le « Service d'action » extérieur, son bureau « Opérations », la SLFEO du gouverneur de Langlade, puis du capitaine Léonard, la « Section française pour l'Indochine » de la Force 136, coopèrent avec les Britanniques pour établir les liaisons et approvisionner la résistance intérieure. Jusqu'au 3 mars 1945, 121 parachutages, sur 220 tentés, fournissent à l'Indochine 32 postes B2 pour les liaisons à grande distance, 183 petits récepteurs Midget, plus de 4 500 armes diverses, des munitions, 4 tonnes d'explosif, du matériel divers, du ravitaillement, des médicaments, etc. Trois atterrissages d'avions légers permettent des liaisons de commandement dans les deux sens et des évacuations. 56 parachutistes sont largués trois groupes de Commandos destinés au Laos (capitaines Ayrolles, Fabre et Tual), des opérateurs radios, des officiers du SA spécialistes de la guérilla et des agents en mission. Au cours du seul mois de janvier, plus de 1 000 heures de vol sont ainsi effectuées par les appareils de la RAF. Le trafic radio entre les correspondants atteint 3 000 mots chiffrés/jour¹⁵.

¹⁵ C. Hesse d'Alzon, « L'Indochine française, grain de sable dans un système d'alliances. 1943-1945 », Actes du colloque de Montpellier du 2 au 6 septembre 1981.

LES FORCES SPÉCIALES SOVIÉTIQUES DURANT LA GUERRE FROIDE

PAR LAURENT HENNINGER

En un peu plus de soixante-dix ans d'existence, l'Armée rouge puis l'armée soviétique ont abondamment eu recours aux forces dites « spéciales » – les célèbres *Spetsnaz* –, et certains auteurs militaires soviétiques ont même écrit des textes historiques à leur sujet, textes relevant souvent de la « littérature ouverte ». Pourtant, les connaissances disponibles en Occident sur cette question ont toujours été rares ou, plus souvent encore, ont été l'objet de nombreux fantasmes et affabulations, en particulier durant les années 1980, où l'on a pu percevoir, de notre côté du Rideau de Fer, une véritable paranoïa à leur sujet, historiquement comparable, d'ailleurs, au *Bomber Gap* et au *Missile Gap* des années 1950 et 1960... En outre, ces fantasmes étaient alimentés par l'incompréhension presque totale qui a longtemps prévalu en Occident quant à leur nature et à leurs missions : dans ce domaine comme dans bien d'autres, les Occidentaux, en cherchant à appliquer au monde soviétique des concepts et des intentions qui n'étaient jamais que les leurs propres, s'interdisaient *de facto* de comprendre des formations assez radicalement différentes des forces spéciales américaines, britanniques, françaises, ou autres... Nous y reviendrons.

Mais, depuis quelques années, l'histoire des forces spéciales soviétiques a *commencé* à être sérieusement étudiée – c'est-à-dire de façon scientifique et académique, et non plus journalistique ou propagandiste, essentiellement par des historiens et des analystes des questions de défense d'origine anglo-saxonne. Ce renouvellement historiographique particulier s'inscrit d'ailleurs pleinement dans le vaste mouvement de renouveau de l'historiographie militaire de l'Union soviétique, entamé depuis le début des années 1980 par les historiens américains et britanniques, et qui nous a obligé à reconsidérer presque entièrement l'histoire de l'URSS, et en particulier son histoire militaire, notamment durant la Seconde Guerre mondiale. Ce renouveau historiographique trouve bien sûr son origine principale dans l'ouverture des archives ex-soviétiques, mais aussi dans le changement d'état d'esprit perceptible chez de nombreux analystes occidentaux, plus désireux qu'auparavant d'étudier l'histoire soviétique de façon scientifique, en particulier lorsqu'il s'agit d'officiers supérieurs américains, comme le colonel David Glantz. Études et travaux non seulement scientifiques, d'ailleurs, mais aussi effectués « d'un point de vue soviétique », et non plus seulement « allemand », comme ce fut le cas durant plusieurs décennies en ce qui concernait l'histoire de la Seconde Guerre mondiale à l'Est. Enfin, la réflexion conceptuelle sur les questions militaires menée dans les pays anglo-saxons depuis une vingtaine d'années a permis de mettre en lumière un certain nombre de concepts d'origine soviétique, précisément, parmi lesquels le plus important est certainement celui d'« art opératif », et c'est grâce à de tels outils conceptuels qu'il est maintenant possible de relire l'histoire militaire de l'URSS sous un nouvel éclairage. Sans plus de prétention, ma communication fera donc le point sur ces études « de seconde main », fort peu connues en France.

LE CADRE HISTORIQUE

Avant de se pencher sur l'analyse des structures et des missions des *Spetsnaz*, il m'a semblé nécessaire de tracer rapidement un cadre historique remontant jusqu'à leurs origines lointaines, et ce même si le titre de cette communication insiste sur la période de la guerre froide. Dans

l'optique de l'historien militaire, une telle mise en perspective sur la longue – ou tout au moins la moyenne – durée est en effet inévitable dès lors que l'on cherche à comprendre un phénomène ou une structure ; dans ce domaine comme dans d'autres, il n'est pas de génération spontanée, et les circonstances de l'apparition et du développement initial des *Spetsnaz* permettent de mieux comprendre leur spécificité durant les décennies de la guerre froide, quand ce n'est pas au-delà... Dès la période de la guerre civile qui a fait suite à la révolution bolchevique d'octobre 1917 et duré jusqu'en 1922, mais aussi durant la guerre soviéto-polonaise de 1920, l'état-major de la toute jeune Armée rouge, ainsi que les organes dirigeants de la *Tcheka* (tout à la fois police politique et organe de contre-espionnage) ont mis en place des unités chargées de tâches particulières, généralement sur les arrières des ennemis : Armées blanches ou révolutionnaires anti-bolcheviques, forces interventionnistes étrangères. Dans certains textes historiques traitant de cette période, on voit ainsi apparaître parfois le terme de *Spetsnaz* pour évoquer des unités – souvent issues de la cavalerie rouge ! – constituées et utilisées *ad hoc*, pour effectuer des missions « à destination spéciale » (*spetsialnogo naznacheniya*).

Un tournant radical s'opère à l'extrême fin des années 1920, au printemps de 1929 très exactement, avec l'emploi de forces spéciales dans la lutte contre les rebelles basmatchis d'Asie centrale. Si certaines des missions spéciales menées contre ces derniers furent d'un certain « classicisme » (puisque menées par des soldats rouges déguisés en soldats de l'armée royale afghane ! ...), d'autres, en revanche, méritent d'être signalées puisqu'elles constituent le premier emploi en opérations d'unités parachutistes. Deux ans plus tard, en 1931, lors de grandes manœuvres, un autre détachement parachutiste parvenait à s'emparer d'un état-major de corps d'armée. Il s'agissait bien des premières mises en application des réflexions théoriques menées dans les années précédentes par une école de pensée militaire regroupée autour du maréchal Toukhatchevski et comprenant des théoriciens tels que Svietchine, Triandafilov ou d'autres ; théoriciens qui ont été reconnus, depuis une vingtaine d'années dans les pays anglo-saxons, comme faisant très certainement partie des plus importants de tout le XX^e siècle. Il est à noter qu'il s'agissait là d'unités de petite taille, tant du fait des très faibles capacités d'aérotransport de l'aviation soviétique d'alors que d'une volonté tactique délibérée. En 1935, en revanche, lors de grandes manœuvres effectuées cette fois en présence de nombreux attachés militaires étrangers, l'Armée rouge, dont l'aviation avait quelque peu grossi entre temps, procédera à un largage massif de parachutistes, fort impressionnant aux dires de tous les observateurs, mais de peu de réel intérêt stratégique ou même tactique ; on pourra le vérifier durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans les années 1930, les *Spetsnaz* seront abondamment utilisés durant la guerre d'Espagne, là encore derrière les lignes ennemies. Cette expérience espagnole est d'ailleurs considérée par les spécialistes comme fondamentale, et même en partie fondatrice. Pour l'anecdote, il semblerait bien qu'Ernest Hemingway, qui avait longuement discuté à Madrid avec un officier soviétique des *Spetsnaz* détaché auprès du gouvernement républicain, se soit inspiré des récits de cet homme pour écrire son célèbre roman « Pour qui sonne le glas ? » L'épopée qui sera plus tard immortalisée à l'écran par Gary Cooper et Ingrid Bergman ne serait ainsi que celle d'un groupe de *Spetsnaz* espagnols et internationaux, organisés et employés selon les principes militaires soviétiques ! Enfin, durant la guerre contre la Finlande, au cours de l'hiver 1939-1940, les Soviétiques mirent également en œuvre des forces spéciales, mais leurs tentatives d'implanter des guérillas sur les arrières de l'armée finlandaise et en coopération avec les populations locales seront un échec cuisant. En revanche, l'emploi et les exploits des éclaireurs-skieurs finnois retiendront l'attention de l'état-major de l'Armée rouge, qui s'en inspirera partiellement durant la lutte contre l'Allemagne.

Durant la Seconde Guerre mondiale, leur emploi fut aussi intensif que significatif dans la plupart des grandes opérations. J'y reviendrai plus en détail dans la partie de cet exposé consacrée à la doctrine et aux missions. Contentons-nous de signaler ici que leur rôle fut déterminant dans le gigantesque mouvement des partisans soviétiques, et que de nombreux ouvrages ont été publiés par les Soviétiques à propos de leur emploi sur la mer Noire et le

Danube, dans l'extrême-Nord de la Norvège en 1944, ainsi qu'en Mandchourie et en Corée durant les opérations contre le Japon, en août-septembre 1945. Il est par ailleurs à noter que nombre de ces exemples concernaient des *Spetsnaz* « navals ». Dans tous les cas de figure, ces opérations ont, là encore, vraisemblablement servi de véritables « matrices » à l'emploi des forces spéciales par l'URSS. Les analyses minutieuses de ces opérations, réalisées à l'origine par les Soviétiques et bien plus tard par les Américains, ont considérablement permis de progresser dans la compréhension de la nature des *Spetsnaz*.

Ces formations furent quasiment mises en sommeil dans l'immédiat après-guerre et ne furent que timidement réactivées au cours des années 1950. C'est le maréchal Joukov qui obtint alors que les *Spetsnaz* existent de façon permanente au sein des forces Armées, et non plus seulement au sein du *KGB* (Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti). Mais la doctrine stratégique soviétique de l'époque accordait alors la primauté à l'emploi massif des armes nucléaires, et les *Spetsnaz* ne pouvaient en effet guère s'insérer dans un pareil type de conflit... Tout au plus pensait-on alors qu'ils pouvaient servir à la détection et éventuellement à la neutralisation des armes nucléaires adverses.

Les années 1963-1964 virent leur retour en force au sein du dispositif militaire soviétique, avec le renouveau, dans la doctrine, de la guerre « conventionnelle », ou tout au moins la reconnaissance, par l'état-major, de la validité du concept de « guerre prolongée », nucléaire ou non, contre l'OTAN ou la Chine (encore que cela ne fut jamais véritablement explicite dans le cas de cette dernière). C'est en outre durant cette même décennie que les *Spetsnaz* « modernes » semblent avoir vu le jour, partiellement en réponse au développement des forces spéciales américaines, sous l'impulsion du président Kennedy et de l'état-major américain, alors en pleine phase de développement des doctrines et des moyens de la guerre « non conventionnelle ». Les *Spetsnaz* sont notamment utilisés durant les premières heures de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, en mai 1968. Quelques mois auparavant, en janvier, durant l'offensive du Têt, au Vietnam, des unités spéciales nord-vietnamiennes qui avaient été formées et instruites par des Soviétiques exécutèrent un plan d'attaque présentant de nombreuses similitudes avec les opérations de Prague et même de Kaboul, en 1979, lors du renversement du gouvernement Amin. À Saigon, leurs objectifs étaient ainsi les centres névralgiques de l'adversaire : l'ambassade américaine, l'état-major de l'armée sud-vietnamienne, les stations de radio militaires et le palais présidentiel. Il s'agissait là d'une unité de 80 hommes, appuyés par 2 500 autres, provenant des forces conventionnelles et/ou viêt-cong. Très peu d'entre eux survivront à cette opération. Dans l'armée soviétique, leur emploi se généralisera ensuite à très grande échelle durant la guerre d'Afghanistan, du fait de l'inadéquation grandissante des forces classiques dans ce type de conflit. Parallèlement, on note leur présence en Afrique, notamment en Angola. Et c'est durant ces mêmes années 1980 que les premières unités anti-terroristes « à l'occidentale » sont créées, d'abord à l'occasion des jeux Olympiques de Moscou, en 1980, puis devant le développement des émeutes violentes et des mafias, dans la seconde moitié de la décennie. Il est vrai que ces unités dépendent alors du *KGB* et du *MVD* (Ministerstvo Vnoutrennikh Del, ministère de l'Intérieur), et non plus de l'armée, et c'est d'ailleurs dans le cadre de ces organes (ou de ceux qui ont pris leur succession) que les changements ou les créations les plus importants se sont depuis produits, l'armée étant maintenant devenu le parent pauvre de l'appareil de sécurité et de défense, dans ce domaine comme dans d'autres.

RECRUTEMENT, ORGANISATION ET STRUCTURES

Dès le départ, les forces spéciales soviétiques ont pu bénéficier de la longue expérience du travail clandestin et révolutionnaire du parti bolchevique, expérience qui n'a pas cessé d'être accumulée avec le triomphe de la Révolution d'octobre, loin de là. En outre, une certaine tradition tout aussi bolchevique de l'efficacité dans l'action leur a très certainement été

également profitable. D'ailleurs, c'est encore à cette même tradition politique bolchevique qu'il conviendrait de rattacher l'origine du terme de « brigade », couramment utilisé pour désigner les unités de *Spetsnaz*. Dans la terminologie soviétique, en effet, ce mot désignait plutôt une formation d'élite, y compris dans le monde civil, d'ailleurs (voir les « brigades de production », dans l'industrie ou même l'agriculture), et sans avoir nécessairement un lien avec la taille de ladite formation. De toute façon, de tels critères formels seraient quasiment inutilisables pour l'historien cherchant à analyser les forces spéciales soviétiques. Les *Spetsnaz* n'ont en effet jamais été des unités constituées en tant que telles et de façon permanente ; ils furent des unités *ad hoc*, constituées en fonction d'une tâche particulière. En ce sens, ils correspondaient très précisément au concept de... *Task Force*, développé par les Américains dans le domaine naval, ou bien encore aux *Kampfgruppe* de la Wehrmacht, durant la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que, très souvent, les noms des mêmes unités varient et évoluent, et qu'il était en outre impossible – et donc vain – de tenter de les identifier par leur uniforme ou par leurs insignes, lesquels n'étaient en rien particuliers. On comprendra que cela ne facilite guère la tâche des historiens. On sait toutefois que les *Spetsnaz* dépendaient généralement du *GRU* (Glavnoe Razvedyvatel'noe Upravlenie), les services de renseignement de l'armée, mais d'autres formations de ce type ont appartenu au *KGB* (ou à ces prédécesseurs : *Tcheka*, *GPU* [Gosudarstvennoje Politiceskoje Upravlenie], *OGPU* [Obiedinionnoje Gosudarstvennoje Politiceskoje Upravlenie], *NKVD* [Narodni Komissariat Vnoutrennikh Diél]), d'autres aux gardes-frontières, d'autres encore au *MVD*. Pour compliquer le problème, les textes soviétiques faisaient le plus souvent usage de termes différents que celui que nous employons aujourd'hui (lequel était finalement assez peu utilisé), et ce en fonction des missions qui leur étaient confiées, ou de leurs spécialisations relatives lorsqu'ils en possédaient. On trouve ainsi les termes suivants : *razvedchiki* – éclaireurs ; *iskatelia* – patrouilles à long rayon d'action (LRRP anglo-saxons) ; *vysotniki* – chuteurs opérationnels largués à haute altitude, « à ouverture haute » ou « à ouverture basse » ; *zakhvatchiki* – *Commandos* destinés à la capture de prisonniers ; *okhotniki* – chasseurs. Enfin, il est fort probable que le *GRU* ait délibérément laissé le *KGB* (ou ses prédécesseurs) s'attribuer des opérations. De telles forces de sécurité d'État – qui possédaient un statut supra ministériel, rappelons-le... – avaient en effet vocation à attirer l'attention sur elles ; tout le monde y trouvait alors son compte. C'est là un nouveau piège qui guette l'historien.

Pour ce qui concerne leur recrutement, le principal fait qui a toujours stupéfié les analystes occidentaux est que les forces spéciales soviétiques étaient composées d'appelés du contingent. Il s'agissait là d'une volonté politique délibérée de la part des dirigeants militaires et civils. Si certains officiers s'en plaignaient dans les années 1980, ils reconnaissaient dans le même temps que ces hommes se montraient tout à fait à la hauteur des tâches qui leur étaient confiées. Certains observateurs ont cru pouvoir affirmer que la fiabilité politique de ces personnels était primordiale dès lors qu'il s'agissait d'être intégré dans les *Spetsnaz*. D'autres ont noté que, à partir des années 1970 tout au moins, les officiers préféraient avoir affaire à des jeunes débrouillards et « sans histoires » en provenance de la campagne ou des villes de province, et que les intellectuels n'étaient pas les bienvenus dans ces unités. Tout au plus l'appartenance à des mouvements de jeunesse ou à la *DOSAAF* (Dobrovol'n'oe Obschestvo Sodeistviya Armii, Aviatii i Flotu, l'organisation de sécurité civile et de défense aérienne) pouvait-elle constituer un atout. Mais il ne s'agissait plus alors du tout d'un véritable engagement politique et idéologique ; ce n'était guère plus qu'une sorte de « scoutisme communiste ». En revanche, le recrutement d'athlètes de haut niveau a toujours été privilégié par les forces spéciales, et nombre de sportifs des équipes olympiques soviétiques – dans des disciplines variées... – ont été membres des forces spéciales. Quant à l'encadrement, s'il était en proportion nettement plus important que dans les autres armes, il est souvent arrivé que, dans ces formations, les officiers et les commissaires politiques soient les mêmes individus, au moins durant la Seconde Guerre mondiale. Bien évidemment, ces personnels, en particulier d'encadrement, provenaient de toutes les armes, détail qui n'était pas sans importance au regard des missions et des doctrines d'emploi, comme nous allons le voir.

MISSIONS, DOCTRINE ET EMPLOI

Nous abordons ici la partie sans doute la plus passionnante, mais également la plus originale de la question qui nous intéresse aujourd'hui. On aura en effet compris que les forces spéciales soviétiques ont toujours considérablement différé de leurs supposées homologues occidentales. Avant d'aller plus loin, il convient de signaler qu'il n'a jamais existé de doctrine d'emploi des forces spéciales en tant que telles. L'utilisation du terme de « doctrine » est donc en grande partie abusive de ma part. Dans l'armée soviétique, les opérations spéciales n'ont toujours été qu'une partie intégrante des opérations en profondeur, et la plupart des forces capables d'accomplir des missions spéciales n'étaient pas non plus des forces spéciales en tant que telles. Il n'y a jamais eu de « *Spetsnaz*-type ». La seule véritable constante dans l'histoire des *Spetsnaz* fut donc que leur doctrine d'emploi s'est toujours intégrée étroitement dans le cadre des doctrines stratégique et opérative globales de l'armée soviétique. Ces unités ne constituaient pas une Armée à part, et leur emploi n'était pas lié à « d'autres guerres » que « la guerre » en général, si l'on peut dire. Elles étaient un outil de plus sur le « clavier des possibilités » tactiques à la disposition du commandement, au même titre que l'infanterie, les blindés, l'artillerie, le génie, les troupes aéroportées¹, etc. , outil bien sûr plus particulièrement destiné à la réalisation des opérations en profondeur chères à l'armée soviétique et à la mise en œuvre des désormais célèbres GMO, groupes de manœuvre opérative. C'est ainsi que, contrairement à ce que l'on a pu souvent observer en Occident, les forces spéciales n'ont, en URSS, jamais fait l'objet d'hostilité de la part des états-majors, et ce parce qu'elles étaient parfaitement intégrées dans la doctrine globale des forces. Rappelons que, de notre côté du Rideau de Fer, en particulier aux États-Unis, la doctrine des forces spéciales, généralement conçue comme alternative à la doctrine « conventionnelle », y était alors bien souvent perçue comme « concurrente », incompatible, et donc dangereuse, par les dirigeants des forces conventionnelles...

Au niveau du renseignement, tout d'abord, puisque, à un degré inconnu dans les organisations occidentales militaires de renseignement (au moins jusqu'à récemment), la doctrine militaire soviétique a traditionnellement considéré tous les aspects du renseignement militaire comme faisant partie d'un ensemble hautement et étroitement intégré. Comme l'a écrit le colonel américain David Glantz, la *razvedka* comprend aussi bien les activités des « super-espions » et des briseurs de codes au plus haut niveau, que les opérations plus banales de reconnaissance des fantassins sur le champ de bataille². C'est ainsi que la décision, la planification et l'organisation des missions ont pu être faites aux plus hauts niveaux. Ainsi, pendant les opérations contre l'armée allemande en Norvège, de 1942 à 1945, les *Spetsnaz* navals agissaient sous le contrôle direct de l'amiral commandant la flotte du Nord ; ou au moins avec son bureau « renseignement ». Lors de nombreuses missions, les détachements de *Spetsnaz* furent même accompagnés par des officiers supérieurs de l'état-major, ce qui eut pour conséquence d'accroître l'intérêt de ce dernier pour ce type de missions. Parfois encore, la *razvedka* fut mise en œuvre pour savoir si une opération de *maskirovka* fonctionnait. Signalons également le fait que, dans la tradition militaire russe, il a aussi toujours existé une « reconnaissance de diversion » dont le rôle était des plus importants, ainsi de certains raids de cosaques contre la Grande Armée de Napoléon, en 1812.

L'autre grande « famille » de missions des forces spéciales soviétiques consistait dans la recherche de la paralysie militaire, stratégique et politique de l'adversaire, ou, plus largement, dans leur nature de pointes avancées des éléments amis. Dans le cadre des opérations des forces « classiques », l'action des *Spetsnaz* a pu aussi se révéler d'une importance majeure. Ainsi, ces unités ont souvent été étroitement associées à l'action du génie de combat (ou génie d'assaut), dans le cadre de recherche de la mobilité et de la contre-mobilité. Preuve supplémentaire de la

¹ C'est bien entendu avec ces dernières – mais aussi avec l'infanterie de marine – que l'action des *Spetsnaz* était traditionnellement la plus intégrée et coordonnée ; mais pas exclusivement avec ces unités, toutefois, comme on serait trop facilement tenté de le croire.

² Signalons ici que, en anglais comme en français, le mot russe *razvedka* peut être traduit par n'importe lequel des mots suivants : renseignement (*intelligence*), analyse, reconnaissance ou espionnage.

nature, à la fois, de « troupes d'élite » et d'unités « en pointe » des autres armes, effectuant par conséquent des missions certes particulières, mais dans le cadre d'une manœuvre globale. Dans le cas du génie, par exemple, il s'agissait alors de missions liées aux tâches habituelles de cette arme, mais en plus « pointues », en quelque sorte. Des unités de « génie *spetsnaz* » furent ainsi créées, et ce jusqu'au niveau de la brigade ! Elles ont donc permis de réévaluer l'action du génie dans la manœuvre interarmes et la guerre de mouvement, fluide et rapide.

Enfin, durant la guerre d'Afghanistan, le commandement soviétique décida de former des unités de contre-guérilla en panachant des formations aéroportées et de *Spetsnaz*, d'une part, avec des formations de fusiliers motorisés, de l'autre, dans le but de mener des opérations contre les maquis de *moudjahidines*, en combinant des petites forces mobiles, pour verrouiller des secteurs, avec des forces terrestres classiques, pour détruire le gros des forces rebelles. Deux facteurs s'avéraient alors déterminants l'aéromobilité au moyen des hélicoptères, et la délégation de compétences aux niveaux tactiques les plus bas (compagnie, section) ; deux domaines où les capacités des forces spéciales se sont avérées précieuses. En d'autres termes, les *Spetsnaz* ont en quelque sorte été utilisés pour « injecter » de la mobilité, du sens de l'initiative et de la souplesse (tant intellectuelle et mentale que tactique et matérielle, d'ailleurs !) au sein des grandes formations mécanisées.

Autre différence notable avec les forces spéciales américaines ou françaises, par exemple, les *Spetsnaz* n'avaient pas vocation à créer des maquis pro-gouvernementaux dans le cadre de luttes anti-guérilla, comme on aurait pu s'y attendre en Afghanistan. De même, les opérations de « guerre psychologique » n'entraient que fort peu, voire pas du tout dans leurs attributions, ni même d'ailleurs que les opérations clandestines telles que nous les concevons en Occident. En revanche, tout comme les bérets verts américains, les *Spetsnaz* avaient vocation à servir d'instructeurs auprès d'armées étrangères.

Pour ce qui est des *Spetsnaz* du *KGB* et du *MVD*, ils ont été en charge de la lutte contre le terrorisme, l'émigration clandestine, la contrebande et les ennemis politiques (notamment contre les différentes guérillas anti-soviétiques qui ont été bien plus nombreuses qu'on ne l'a cru, et pendant assez longtemps). À ce sujet, les relations entre les forces spéciales du *KGB* et celles du *MVD* restent obscures. En tant qu'organe supraministériel, responsable de la sécurité d'État, il est vraisemblable que le *KGB* assurait des activités de surveillance et donnait des missions d'exécution au *MVD*. Pour ce qui est des tâches proprement militaires de ces *Spetsnaz* du *KGB* et du *MVD* (ou de leurs équivalents dans les autres Armées du pacte de Varsovie), il semblerait qu'ils étaient aussi destinés à lutter contre les forces spéciales de l'OTAN (et ils s'entraînaient d'ailleurs dans ce but avec et contre les *Spetsnaz* de l'armée), un peu à la façon des Commandos de chasse de la Wehrmacht (*JagdKommandos*) dans la lutte contre les partisans soviétiques. Quant aux forces spéciales des gardes-frontières, elles ont été dévolues à la guerre de chasse (guerre contre l'émigration clandestine et la contrebande). Elles ont ainsi été utilisées le long de la frontière afghane lors de la guerre d'Afghanistan (pour lutter contre les incursions de *moudjahidines* en territoire soviétique) et ont même fourni des conseillers militaires lors de la guerre du Vietnam.

Comme je l'ai laissé entendre au début de cet exposé, l'histoire militaire de l'Union soviétique a été bouleversée par l'historiographie militaire anglo-saxonne de ces deux dernières décennies. En revanche, à l'intérieur de cette histoire militaire, les forces spéciales ont proportionnellement fait l'objet de moins de travaux que les autres composantes de l'armée soviétique. La bibliographie succincte qui figure en annexe fournira un certain nombre de pistes. Mais beaucoup reste encore à explorer sur cette question pour les historiens militaires. Sur le plan strictement factuel, tout d'abord. Des études exhaustives restent ainsi à réaliser sur l'emploi des *Spetsnaz* dans de nombreux conflits du temps de la guerre froide : Corée, Vietnam, Proche-Orient, Afrique, Amérique latine, intervention en Hongrie de 1956, etc. Sur le plan conceptuel également, puisque les spécificités des unités spéciales de l'armée, de la marine, du *KGB* et du

MVD restent à mieux cerner et à mieux comprendre, ainsi que les inévitables conflits internes qui en ont très certainement émergé. De telles études historiques seraient à n'en pas douter d'une grande pertinence pour aider à connaître les forces spéciales des nouvelles forces Armées des différents pays de l'ex-Union soviétique, en particulier, bien entendu, dans le cadre des conflits tchéchène ou tadjik. Un historien qui s'attellerait à cette immense et redoutable tâche d'écrire une histoire des *Spetsnaz* tendant à l'exhaustivité devrait ainsi être, tout à la fois, un historien militaire *stricto sensu* (c'est-à-dire un historien des doctrines et des opérations), un historien du renseignement, un historien des organisations et de l'administration soviétiques, un historien politique, un historien des relations internationales et des questions stratégiques, et même un biographe ! Sans compter qu'il devrait impérativement maîtriser au moins le russe et l'anglais, sans doute même aussi l'allemand. Évidemment, présentée ainsi, une telle perspective peut sembler hors d'atteinte. Gageons pourtant que les nouvelles générations d'historiens accompliront ce passionnant travail. Mais il est vraisemblable qu'il s'agira, une nouvelle fois, de chercheurs américains ou britanniques...

Bibliographie succincte :

Ouvrages :

- Major William H. BURGESS, III (ed.), *Inside Spetsnaz – Soviet Special Operations / A Critical Analysis*, Predidio Press, Novato (CA), 1990.
- Major James F. GEBHARDT, *The Petsamo-Kirkenes Operation : Soviet Breakthrough and Pursuit in the Arctic, October 1944*, Leavenworth Papers n° 17, Combat Studies Institute, US Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 1989-1990.
- Lieutenant-colonel David M. GLANTZ, *The Soviet Airborne Experience*, Combat Studies Institute, Research Survey n° 4, novembre 1984.
- David M. GLANTZ, *Soviet Military Deception in the Second World War*, Frank Cass Publishing, Londres, 1989.
- David M. GLANTZ, *Soviet Military Intelligence in War*, Frank Cass Publishing, Londres, 1990.
- David M. GLANTZ, *A History of the Soviet Airborne Forces*, Frank Cass Publishing, Londres, 1994.
- Lester W. GRAU (ed.), *The Bear Went Over the Mountain – Soviet Combat Tactics in Afghanistan*, National Defense University Press, Washington DC, 1996.
- David MILLER, *The Cold War – A Military History*, St. Martin's Press, New York, 1999.
- Carey SCHOFIELD, *Les secrets de l'Armée rouge*, Belin, Paris, 1991.
- Yuri Fedorovich STREKHININ, *Commandos from the Sea – Soviet Naval Spetsnaz in World War II*, Naval Institute Press, Annapolis, 1996.

Articles :

- Timothy GUSINOV, « Soviet Special Forces (*Spetsnaz*) Experience in Afghanistan », in *Military Review*, March-April 2002, p. 105-107.
- Raymond W. LEONARD, « Studying the Kremlin's Secret Soldiers : A Historiographical Essay on the *GRU*, 1918-1945 », in *The Journal of Military History*, vol. 56, n° 3, juillet 1992, p. 403-421.

L'auteur tient à remercier ici Jacques Sapir et le colonel Jacques Baud pour leur aide et leurs conseils.

LES FORCES SPECIALES BRITANNIQUES

PAR ANTHONY CLAYTON

Qu'entend-on par « forces spéciales » ? En donner une définition précise est presque impossible. Cependant, l'analyse et les réflexions d'un Anglais permettront de cerner les caractéristiques des vraies forces spéciales. On constate que, très souvent, les historiens appellent « forces spéciales » des troupes d'une arme conventionnelle de l'armée jouant un rôle particulier, comme par exemple le *Parachute Regiment*. En réalité, il ne s'agit là que de fantassins possédant des capacités particulières. Les historiens utilisent également le terme de « forces spéciales » pour désigner une opération de guerre qui sort de l'ordinaire, comme celle menée par les *Chindits* en Birmanie, pendant la guerre de 1939-1945. Mais les unités des *Chindits* n'étaient que de simples bataillons d'infanterie. Il existe aussi des agences de renseignement militaire qui peuvent être qualifiées de « forces spéciales ». Mais, parallèlement, on en trouve également qui mènent la vie de château près d'un quartier général ou d'un terrain d'aviation et qui ne correspondent guère à des « forces spéciales ». Ces différents exemples prouvent que cette appellation est souvent utilisée de manière incertaine. Dans ces conditions, comment distinguer les forces spéciales de celles qui ne le sont pas ? On peut dégager cinq caractéristiques permettant de décrire, voire de définir ce que sont véritablement ces forces.

Avant 1945, les forces spéciales ont été créées pour remplir des tâches spécifiques, organisées et composées en vue de cette finalité. Leur personnel, souvent de petites équipes, était d'origine variée. Aujourd'hui, tous les membres des forces spéciales britanniques, *SAS* et *SBS*, reçoivent une instruction spécifique avec un enseignement de survie se déroulant dans des conditions sévères, et un entraînement au cours duquel ils sont soumis, par exemple, à des conditions d'interrogatoire. Leurs missions ont lieu, le plus souvent, loin du champ de bataille. Ils restent cachés dans les régions occupées par l'ennemi, pour observer ses mouvements, attaquer ses colonnes logistiques, ou bien pour attaquer un navire de guerre dans un port ennemi. Ce sont habituellement des missions de choc et de surprise. Ces hommes utilisent des armes et des équipements, tels que les pistolets-mitrailleurs Uzi, des jumelles de vision nocturne ou de petits bateaux, généralement introuvables dans les régiments et les bataillons « traditionnels ». Ils se protègent par une discrétion particulière, baignant dans le mystère. Les hommes des forces spéciales sont souvent des individualistes qui cherchent à échapper à la discipline rigide et formelle de l'armée ou de la Royal Navy. Ce qui leur a d'ailleurs valu, par le passé, de nombreuses critiques. Certains généraux et amiraux ont même tenté de les reprendre en main pour les remettre dans un cadre plus conventionnel et discipliné. Le général Sir William Slim, commandant de la XIV^e Armée en Birmanie, qui n'aimait pas les forces spéciales, les considérait comme une sorte d'armée privée. Cette tendance individualiste est bien illustrée par le groupe du colonel Peniakov. Spécialisé dans les raids derrière les lignes de combat en Afrique du Nord et en Italie, ce groupe a reçu le sobriquet de *Popski's Private Army*. Aujourd'hui, cette vision a changé : plusieurs généraux de l'armée britannique, tels Sir Peter de la Billière, commandant de l'armée britannique durant la guerre du Golfe, Sir Michael Rose, commandant en Bosnie, ou Sir Charles Guthrie, chef de l'état major de la défense, ont servi dans le *SAS*.

Ces différents aspects se retrouvent à travers l'histoire des forces spéciales.

Les premières forces spéciales ont peut-être été les *Rogers Rangers* qui, pendant la guerre de Sept Ans, avaient pour mission de surveiller les mouvements de l'armée de Montcalm en Amérique. Par la suite, au cours de la guerre de 1914-1918, les *Q Ships* étaient des vaisseaux marchands armés de canons dissimulés pour piéger l'ennemi. Lors de la rébellion arabe en Palestine, pendant les années 1930, un jeune officier, Wingate, créa les *Special Night Squads*, unités composées de soldats de l'armée britannique et d'agents juifs de la police locale. Elles

étaient chargées d'organiser des patrouilles et des guets-apens contre les Arabes qui essayaient de saboter l'oléoduc Iraq-Haïfa. Pendant la guerre de 1939-1945, les groupes de forces spéciales furent si nombreux et variés que nous ne pouvons signaler que les plus importants. Le *Long Range Desert Group (LRDG)* a été créé en 1940 par le colonel Stirling, et avait pour mission d'effectuer des raids sur les avant-postes et sur les routes logistiques de l'armée italienne en Libye. Les membres du *LRDG* furent les premiers à porter l'insigne régimentaire du *SAS*. Plus tard, après la fin des opérations en Afrique du Nord, le *LRDG* participa aux opérations dans les Balkans. Il était divisé en groupe de vingt soldats et un officier, dont le rôle était de guider le *SAS* ou les *Commandos* dans le but d'une attaque. Les hommes du *Special Boat Service (SBS)* étaient issus des *Royal Marines* et furent les premiers à utiliser des canoës et des bateaux de petite taille pour des opérations spéciales, notamment sur les côtes adriatique et égéenne. Les *Royal Marines* sont aussi à l'origine des *Boom Patrol Detachements*, unités de plongeurs ou équipés de canoës, chargés de lancer des attaques contre l'ennemi, comme celle de décembre 1942 sur des navires marchands à Bordeaux. Les *Combined Operations Pilotage Parties* sont également créées, pour des missions de reconnaissance clandestine sur les côtes françaises avant un raid (comme à Dieppe) ou en vue d'un débarquement (comme celui de juin 1944).

La Royal Navy, quant à elle, organise sa propre force spéciale avec les *X Crafts*, sous-marins miniatures pour deux personnes. Ces sous-marins ont par exemple endommagé le cuirassé allemand *Tirpitz* en Norvège, ainsi que le croiseur lourd japonais *Takao* à Singapour. On rencontre également un grand nombre de petites unités du *Special Operations Executive (SOE)*, créées pour assister les mouvements de résistance ou pour obtenir des renseignements, et la Force 136 qui a la même fonction, mais pour l'Extrême-Orient. On peut proposer cet exemple assez amusant pour illustrer les opérations du *SOE* : l'enlèvement du général allemand Kreipe, commandant en Crète, par une petite équipe commandée par le capitaine Leight Fermor, écrivain bien connu et officier de l'*Intelligence corps*.

Après la guerre, le *SAS* a été dissout dans l'armée de métier, mais on en conserva un régiment, le 21^e *SAS*, dans la *Territorial Army* : c'est une réserve de volontaires qui servent à mi-temps. Le 21^e continua à exister à Londres. Plus tard, en 1959, on forma un 23^e *SAS* à Birmingham. Ces deux régiments existent encore et contribuent souvent aux opérations en fournissant des volontaires. Cependant, on s'aperçut rapidement qu'on avait encore besoin de forces spéciales de métier. Ainsi, en Malaisie, le commandant Calvert, organisa les *Malayan Scouts*, unités chargées de pénétrations profondes dans les régions contrôlées par les dissidents chinois communistes. Son succès conduisit à la recréation d'un régiment de métier du *SAS*, le 22^e *SAS*, en 1951.

Pendant la guerre froide, le rôle principal du *SAS* résida dans le *stayback parties* : après une attaque de l'armée soviétique en Allemagne, ils devaient rester cachés derrière les lignes de combat afin de rendre compte des mouvements ennemis, au moyen de transmissions radios à grande vitesse. Mais les *SAS* et *SBS* exécutèrent beaucoup d'autres missions intéressantes. Durant les opérations *Konfrontasi* à Bornéo, dans les années 1960, ils réalisèrent plusieurs opérations clandestines contre l'infiltration indonésienne. Aujourd'hui, ils sont assistés d'hélicoptères : il n'est plus nécessaire de descendre dans la forêt en parachute (*tree jumping*). Au cours des années 1970, dans le sultanat d'Oman, le *SAS* a combattu les insurgés dans les montagnes. On a attribué au *SBS* de nouvelles fonctions de protection des installations pétrolières en mer du Nord et de protection contre le terrorisme maritime.

Les opérations des *SAS* et *SBS* en Irlande du Nord sont en général restées secrètes, mais une de leurs fonctions consistait à surveiller, en restant bien évidemment discrets, à l'abri dans des cachettes, la frontière avec l'Irlande du Sud pour prévenir tout mouvement armé en faveur du *Provisional Irish Republican Army (PIRA)*. Une autre de leur mission très célèbre est l'exécution à Gibraltar de trois terroristes irlandais qui avaient l'intention de perpétrer un attentat à la bombe contre la musique d'un régiment d'infanterie. L'opération fut critiquée, mais soutenue par l'opinion publique. On peut également évoquer la fameuse attaque du *SAS* en

1980, marquée par une descente en rappel sur la façade de l'ambassade iranienne à Londres occupée par des terroristes. Le monde avait alors pu suivre à la télévision cette opération spectaculaire. On peut encore mentionner la restauration du président de Jawara, après une mutinerie des soldats de Gambie.

Pendant la guerre des Malouines, le *SAS* et le *SBS* ont joué un rôle important et à peu près identique, bon exemple de stratégie britannique d'opérations conjointes. Dans un premier temps, les deux forces ont réoccupé la Géorgie du Sud, puis ont poursuivi leur mission de reconnaissance tactique et de renseignement, le *SAS* à l'intérieur, et le *SBS* sur les côtes des Malouines orientales, transportées par hélicoptères, sous-marins, frégates ou chalutiers. Elles ont rapporté des informations topographiques importantes sur l'ennemi, ses forces et son implantation.

Durant la guerre du Koweït, les *SAS* ont été engagés dans des opérations de pénétrations en profondeur avec des Land Rover afin de couper les routes, de créer des diversions et de donner l'impression que les troupes de l'ONU étaient très importantes. Ce fut une mission de guerre psychologique. Puis les ordres changèrent : le *SAS* fut chargé de trouver et de détruire les rampes de missiles Scud, mission qui fut largement couronnée de succès.

Plus récemment, le *SAS* a libéré une dizaine de soldats de l'armée britannique qui avaient été pris en otage par des insurgés au Sierra Leone, et il a participé à des opérations contre le trafic de drogue en Amérique Centrale (Bélize). Depuis 1945, 120 membres du *SAS* sont morts en mission, le plus grand nombre en Malaisie, Oman et aux Malouines. Le régiment a reçu quinze *Battle Honours*.

L'autorisation du Premier ministre est nécessaire pour déployer le *SAS*. Les officiers et les soldats du *SBS* sont choisis au sein des *Royal Marines* après une sélection draconienne. Tous ont suivi l'instruction Commando. Pour le *SAS*, il en va quelque peu différemment. Le régiment possède un dépôt à Hereford, une ville située à l'ouest de l'Angleterre, mais il a été question de le transférer à Londres. À Hereford, le *SAS* dispose d'un cadre permanent pour l'enseignement, l'administration et les transmissions, nécessaires à un déploiement le plus rapide possible. Le 22^e *SAS* est un régiment formé de quatre escadrons, A, B, D et G, d'environ 90 hommes chacun, commandés par un commandant (major). Au sein de chaque escadron, on trouve des sections spécialisées dans les opérations navales, de montagne, de motocyclistes ainsi que des chuteurs opérationnels. Dans l'enseignement, il y a d'abord les *Special Project Teams* qui sont préparés à des missions particulières telles que des opérations contre les trafiquants de drogue, l'extraction de pilotes en territoire ennemi ou les recherches de criminels de guerre. On trouve ensuite le *Counter-Revolutionary Wing* (CRW), spécialisé dans l'instruction des opérations antiterroristes. Deux des cours dispensés par le CRW sont le *Body Guard*, protection des individus (en particulier la protection de la famille royale) contre les assassinats, et le *Close Quarter Battle*, instruction qui consiste en la préparation de combats à l'intérieur de bâtiments. Les membres de ces quatre escadrons sont choisis après une sélection très sévère, poussée à l'extrême, parmi les officiers et les soldats de l'ensemble de l'armée. En même temps, on sélectionne un petit nombre de pilotes et de navigateurs de la Royal Air Force pour assurer le transport des troupes du *SAS*. On choisit de préférence des hommes âgés de 28 à 32 ans. Jusqu'à présent, les femmes n'ont pas été acceptées.

Il y a naturellement un grand sentiment de prestige et de *sex-appeal* pour les hommes qui ont été admis au *SAS*. Tout le monde sait que la sélection est impitoyable, c'est pourquoi il n'y a pas de jalousie. Les soldats qui réussissent cette sélection sont en général respectés et l'attitude vis-à-vis des membres du *SAS* est : « Chacun à son goût, bonne chance mon ami ». Les soldats du *SAS* servent dans le régiment pendant quelques années, puis ils réintègrent leur régiment d'origine. Le passage dans le *SAS* est souvent un élément important dans la carrière d'un officier ou d'un sous-officier.

Jusqu'au gouvernement de M^{me} Thatcher, on n'admettait pas l'existence des *SAS*. Mais M^{me} Thatcher, très fière de leur succès dans l'affaire de l'ambassade iranienne, commença à évoquer

publiquement leur existence. Jusqu'à présent, les noms des officiers du *SAS* étaient reportés uniquement sur les pages de leur régiment d'origine, dans le *Army List* sans aucune mention de leur service au sein du *SAS*. Il en va de même en ce qui concerne les nominations officielles pour les médailles attribuées aux membres du *SAS*. Elles ne portent que les noms des régiments d'origine, et leur uniforme n'est pas celui des *Grenadiers Guards*. Enfin, dans les ouvrages concernant le *SAS*, les visages des soldats sur les photographies sont obscurcis. L'individualisme demeure toujours la caractéristique propre à ces forces spéciales. Dans le régiment, on ne dit pas *Sir* aux officiers, on utilise toujours les prénoms. Qui sont donc ces officiers ? Il y a quelques mois, j'ai rencontré un jeune officier servant dans un tel régiment. Issu d'une famille de notables, il est diplômé en philosophie moderne d'une bonne université. Après son service au sein du *SAS*, il réintégrera son régiment où il portera l'insigne du *SAS* sur l'épaule de sa tunique écarlate de *Life Guard* de sa Majesté.

Bibliographie :

- Steve CRAWLORD, *SAS Gulf Warriors*, London, Simon and Schuster, 1995.
- Barry DARIES, *SAS. The Illustrated History*, London, Virgin, 1996.
- David ESHEL, *Daring to Win. Special Forces at War*, London, Arms and Armour Press, 1992.
- Tony GERAGHTY, *Who Dares Wins – The Special Air Service, 1950 to the Gulf War*, London, Little, Brown and Co, 1992.
- Major-General Tony JEAPES, *SAS Secret War*, London Harper Collins, 1996.
- James D. LADD, *Royal Marine Commando*, London, Hamlyn, 1992.
- James D. LADD, *SBS. The Invisible Raiders*, London, Arms and Armour, 1993.
- Barrie PITT, *Special Boat Squadron : the Story of the SBS in the Mediterranean*, London, Century, 1983.
- Barrie STRAWSON, *A History of the SAS Regiment*, London, Martin Secher and Warburg, 1984.
- Julian THOMPSON, *The Royal Marine. From Sea Soldiers to a Special Force*, London, Sidgwick and Jackson, 2000.
- Philip WARNER, *The Special Boat Squadron*, London, Sphere, 1983.

LE 11^E CHOC PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE

PAR RAYMOND MUELLE

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il paraît intéressant de rappeler les conditions initiales de création de cette unité et de ses perspectives d'emploi envisagées. Ce propos nous permettra de constater qu'en fonction des impératifs politico-militaires, les missions d'une unité non conventionnelle peuvent s'éloigner considérablement des prévisions d'origine. Évidemment, cela tend à prouver que le commandement peut à près tout demander au personnel de ces unités composé de volontaires entraînés et déterminés. Dans ce domaine de l'évolution des missions, un exemple est à citer : le bataillon de choc, créé à Staouéli en mai 1943 par les services spéciaux français, avait pour finalité d'apporter une aide militaire aux organisations de résistance en France occupée. Il est débarqué en Corse en septembre par sous-marin et bâtiments de la Marine nationale pour encadrer la guérilla Corse. Après avoir subi, au cours de l'hiver suivant, un complément de formation Commando de la part des spécialistes anglo-saxons et effectué quelques petites opérations de sabotage sur le littoral italien, le bataillon est débarqué clandestinement à l'île d'Elbe en juin 1944, réalisant d'impressionnantes opérations de Commando (batteries d'artillerie, PC, guérilla). Déjà loin de sa mission initiale, le bataillon de choc débarque en Provence, le 17 août, pour être engagé dans les combats de rue de Toulon. Faute d'effectifs ou de moyens, de Lattre l'emploiera jusqu'en mai 1945 en « infanterie de choc », spécialisée dans les combats difficiles (agglomérations, forêt, combat avec les blindés). Une seule section sera parachutée dans le Sud Vercors en juillet. Elle seule remplira la mission initiale jusqu'à la libération de la zone. Ensuite, ayant rejoint son bataillon, elle en partagera le sort.

LES ORIGINES DU 11^E CHOC

La Seconde Guerre mondiale a prouvé l'intérêt des forces non conventionnelles utilisées par les Alliés, à l'imitation des innovations allemandes. Pour la France, il faut, en particulier, considérer dans l'héritage la modification apportée à l'ancienne formule des services spéciaux, par l'adjonction d'un service action aux classiques entités de renseignement et de contre-espionnage. « L'action » est destinée à traiter, hors du territoire national, par des opérations clandestines des objectifs *arma* et *homo*. Cette formule nouvelle, initiée par le BCRA, sera poursuivie par les organismes qui lui succéderont, de la DGER à la DGSS. En 1946, le service « Action » (SA) est confié au commandant Morlanne, ancien du réseau Transmission-Action-Londres, ancien responsable de la section française de la Force 136 en Extrême-Orient. À cette époque, la guerre froide est au centre des préoccupations des services spéciaux. Le SA, animé par quelques anciens des réseaux de la France Libre, est chargé de la formation, de la manipulation d'agents étrangers qui seront réinfiltrés dans les pays du bloc de l'Est. Cette série de mises en place n'aura aucun résultat positif¹.

Parallèlement à cette opération offensive, s'imposent des mesures défensives. Une invasion soviétique n'est pas à exclure et le parti communiste français est particulièrement puissant, d'où l'idée de constituer la trame d'une éventuelle résistance intérieure. Il y a lieu de tenir compte d'une expérience encore très récente ; la résistance aux Allemands a été très coûteuse pour des résultats parfois médiocres. Faute de techniciens des actions clandestines, l'apprentissage a été long et difficile. Il s'agit donc pour le SA de constituer les spécialistes pour organiser et animer

¹ Cet échec serait imputable, selon certaines sources, à la personnalité de l'officier traitant, taupe infiltrée par le parti communiste.

cette résistance à venir. Il est vraisemblable que les Américains, chefs d'orchestre de la défense anti-marxiste, ne sont pas étrangers à ces préoccupations. Il serait sûrement intéressant de mettre en comparaison la création des réseaux anticomunistes en Europe à cette époque (tel *Gladio*, en Italie), leur évolution et la position des services spéciaux français.

Initié par Morlanne, alors que le SA centralise ses activités de formation à Cercottes, le 11^e choc est créé en août 1946. L'intention est de constituer un bataillon de type para-commando, à partir d'appelés du contingent volontaires, fortement encadré par des personnels officiers et sous-officiers d'active. Cette unité, entretenue par l'armée de Terre, est placée pour emploi à la disposition du SA du SDECE relevant du Premier ministre. Ce dernier peut, éventuellement, la mettre à la disposition du ministre de la Défense. Les premiers temps de la constitution du bataillon seront difficiles, faute de moyens matériels. Stationné à Mont-Louis (Pyrénées-Orientales), le commandement sera d'abord assuré par le capitaine Mothain (septembre 1946 à janvier 1947), ancien de la Force 136, puis par le capitaine Rivière (janvier 1947 à juin 1947), le capitaine Aussaresses (juin 1947 à mai 1948), le chef de bataillon Godard (mai 1948 à février 1953) et, pour la période qui nous intéresse, par le chef d'escadron Decorse (février 1953 à mai 1961). Cette unité originale a pour mission de constituer un vivier dans lequel seront recrutés et formés les spécialistes de la future résistance. Pour aider à la conception et à la définition de l'emploi, Morlanne constitue une espèce de conseil des anciens, ténors avérés de la résistance de naguère : Basset-Mary, Jarrot, Hennegui, Foccard, Bellon, Rosenthal, Jacquier...

À Mont-Louis, les cadres viennent des parachutistes de la France Libre des anciens de la Force 136, des bataillons de choc, des Commandos. Tous ont déjà une certaine expérience de diverses formes de la guerre non conventionnelle. Dans un premier temps l'affectation des appelés amènera des difficultés en raison du peu d'empressement des bureaux spécialisés. Par la suite, le choix sera fait sur les listes des contingents appelés par des officiers du 11^e choc. Il s'agit d'un recrutement particulier portant sur toutes les classes sociales, sur des sujets au niveau intellectuel convenable, volontaires parachutistes, offrant de préférence des perspectives professionnelles intéressantes. Une enquête de sécurité écartera ceux d'obédience marxisante. Incorporés, ils subiront un entraînement para-commando sévère. Au cours de la deuxième partie de leur service, ils seront dirigés vers des stages de spécialisation : sabotage, guérilla, radio, opérations aériennes et maritimes... Après leur démobilisation, les hommes et les gradés de réserve sélectionnés poursuivront leur perfectionnement technique et acquerront des notions de vie clandestine au cours de périodes annuelles à Cercottes.

Le 11^e choc installera rapidement son PC à Perpignan, l'instruction des recrues se déroulera dans la région (instruction de base) à Mont-Louis (instruction montagne, guérilla, survie), à Collioure (instruction nautique) où sera constituée assez tôt une petite unité de nageurs de combat. En 1948, le bataillon, comme d'autres unités parachutistes, participe à la répression de grèves quasi insurrectionnelles dans le Nord de la France. Périodiquement, des détachements participeront à des manœuvres avec les forces spéciales américaines en Allemagne, en Autriche. Jusqu'en 1950, les cadres du 11^e choc sont exemptés du « tour de départ » pour l'Indochine, ce qui amènera des mutations parmi ceux qui entendent participer à cette aventure. En Indochine, dès sa création, le GCMA, formation non conventionnelle chargée de « l'action », recevra des cadres du 11^e choc. Contrairement à la légende, le GCMA, puis le GMI, n'étaient pas des « succursales » du 11^e choc, mais les activités de ces formations provoqueront des vocations qui amèneront nombre de leurs cadres au 11^e choc après leur rapatriement.

L'ALGÉRIE

Malgré les relations étroites entre le SA et le bataillon, en particulier à travers les stages effectués par les cadres d'active à Cercottes et les périodes de perfectionnement des appelés et des réservistes, jusqu'en 1954, le 11^e choc, dont les finalités sont peu connues de l'extérieur,

donne l'impression d'un bataillon de parachutistes de bonne qualité. Certaines particularités cependant, entre autres la disponibilité de moyens aériens et nautiques, de matériels particuliers destinés à l'instruction, excitent des curiosités, provoquent des méfiances et des jalousies. La guerre d'Algérie va considérablement modifier cette situation en exigeant du 11^e choc des activités aussi importantes qu'imprévues.

Le groupement de marche n° 11 (GM 11)

Début décembre 1954, un groupement de marche est constitué par le 11^e choc, sous les ordres du lieutenant-colonel Decorse. Quatre Commandos, environ 500 hommes, sont implantés en Kabylie dans la région de Draa el-Mizan. Pendant sept mois, cette formation se livrera avec efficacité à des opérations de pacification. Fin août 1955, le GM réintègre le Roussillon pour y reconstituer ses effectifs. À l'encontre de certaines unités constituées à la hâte ou mal encadrées, le 11^e choc n'enverra en Algérie que des personnels bien entraînés, bien instruits des techniques et des comportements nécessaires, ce qui explique que, malgré les risques encourus, ses pertes aient été relativement modiques. En octobre 1955, le bataillon auquel la hiérarchie politico-militaire s'intéresse particulièrement, devient 11^e demi-brigade, avec le 11^e choc en Roussillon, le 12^e choc à Calvi². L'instruction de base est l'affaire du 11^e, une formation plus spécialisée est donnée en Corse où sont établis plusieurs centres d'instruction (transmissions, guérilla, sabotage, nautisme, élèves gradés, nageurs de combat, sauts en parachute). À Perpignan, un centre mobilisateur administre les réservistes instruits à la 11^e DBPC puis à Cercottes au profit du SA.

De retour en Algérie, le 1^{er} mai 1956, le GM 11 est de nouveau engagé en Kabylie (secteur de Beni-Douala). Il installe une base permanente à Tipasa où, à partir de septembre, il prépare l'expédition de Suez. Une de ses centaines (commando ou compagnie), parachutée à Port Fouad, s'empare de l'usine des eaux. La conclusion rapide de l'opération ne permettra pas le débarquement du reste du GM (environ 600 hommes) et le traitement d'objectifs particuliers qui leur avaient été attribués (émetteurs radio, PC, dépôts). Au cours du premier semestre 1957, le GM est chargé de rétablir l'ordre et la sécurité à Orléansville et dans la région. Il y réussit bien, en particulier dans la répression du terrorisme. Jusqu'en 1958, l'unité participera à des opérations de pacification, à partir d'implantations locales, mais aussi à des opérations non conventionnelles (opération K en Kabylie, *Kobus* dans l'Ouarsenis, *Bellounis* dans le Sud Algérien), de manipulation et d'encadrement de maquis et de bandes autochtones anti-FLN. En 1959, sous l'appellation de « détachement spécial 111 », il est pendant plusieurs mois implanté dans l'Est-Constantinois, occupant plusieurs postes à proximité de la frontière tunisienne avec pour mission d'intercepter les infiltrations ennemies. Il prend également en charge la mise en œuvre du bataillon Ali Hambli, unité qui a déserté l'ALN de Tunisie. Dans ce secteur, ses Commandos serviront d'appui et de recueil aux actions menées par la section A du CCI au-delà du barrage et de la frontière. En mai 1960, après un bref regroupement à Tipasa, le GM participera dans le Sud-Ouest algérien, à l'interception des bandes venues de l'ALN du Maroc. En août 1961, un de ses Commandos neutralisera à Blida le PC de la wilaya IV et son chef Si Mohamed, dernier témoin algérien de l'affaire Si Salah. Le GM sera rapatrié en Métropole sur ses bases corses et catalanes en 1962.

Le 11^e choc et le service « Action » – Le groupement Léger d'Intervention (GLI)

En février 1956, sous le commandement du capitaine Krotoff, responsable de Cercottes, est constitué un détachement d'une quarantaine d'hommes fortement encadrés (active, réserve, appelés) destiné à opérer en Algérie afin d'exécuter des actions Commando à partir de renseignements provenant des autorités locales. Le capitaine Krotoff sera tué dans cette

² En 1956, le 12^e Choc reprendra l'appellation, l'insigne et le fanion du 1^{er} bataillon de Choc.

aventure qui, malgré un succès intéressant³ ne sera pas poursuivie, en raison du manque de coopération des responsables du terrain, de leur incapacité à imaginer le traitement du renseignement par des méthodes sortant de l'ordinaire.

Opération politique

L'équipe des anciens, conseillers du responsable du SA (le colonel Roussillat a remplacé Morlanne), appartient toute à la mouvance gaulliste. Participant aux efforts pour le retour du général au pouvoir, ils influent sur l'action à mener par la 11^e DBPC. Des réservistes participeront à la protection de la Boisserie, aux contacts préparant l'opération *Résurrection* et après la constitution de comités de salut public en Algérie en mai 1958, le 1^{er} choc, stationné à Calvi, occupera les bâtiments administratifs et militaires de l'île, amenant ainsi son ralliement au mouvement né en Algérie. À partir du retour au pouvoir du général de Gaulle, le poids et l'orientation du 11^e choc et de ses réserves subiront l'influence de ces « conseillers » proches du pouvoir en place. Foccard devenant l'intermédiaire obligé, sinon le « patron » occulte du SA et de son aile militaire.

Opérations SA/GM 11 en Algérie

En 1957, après l'expérience non poursuivie du GLI, le SA décide d'installer en Algérie un élément permanent à la disposition du haut commandement d'Alger, destiné à mener en Tunisie et au Maroc des actions clandestines contre les formations FLN qui y sont installées. Cette section « Action » d'Alger, opérant dans le cadre du CCI, comportera un élément de commandement conservant un contact étroit avec le SA Paris et le GM 11, met en œuvre deux « antennes » (Bône, Oran) qui deviendront pleinement opérationnelles dans le courant de 1958. Le personnel européen est composé de cadres du SA et de la 11^e DBPC ayant effectué les stages de formation adéquats. Le GM 11 fournit le personnel de servitude, appelés du contingent. Les agents d'exécution sont autochtones. Après leur recrutement (leurs motivations sont diverses), ils sont rapidement instruits en fonction des missions et du terrain envisagés. Pour des raisons de sécurité, les agents ignorent qu'ils sont manipulés par des militaires. Leurs employeurs sont censés appartenir à une organisation civile de contre-terrorisme. La clandestinité nécessaire à ces actions posera d'autres problèmes du côté des diverses hiérarchies militaires rencontrées à différents niveaux.

De 1958 à 1960, de très nombreuses opérations ont été menées à bien : destruction de postes radio, de dépôts d'armes et de locaux ; minages d'itinéraires ; attaque de centres de formation ; manipulation de ralliés ; intoxication ; neutralisation d'individus. Les opérations ont été exécutées soit à la demande des autorités, soit avec leur accord sur proposition de la section « Action ». Quelques-unes de ces opérations (*homo*) seront confiées à la section A et exécutées sur le territoire algérien. Dans de nombreux cas le GM 11 fournira des formes d'appui efficaces, résultat d'une collaboration parfaite. Aucune de ces actions clandestines n'a amené de problèmes diplomatiques ou judiciaires au Commandement français. Il y a lieu de noter que le remplacement du général Challe par le général Crépin amènera un très net ralentissement dans ce type d'opération, l'audace nécessaire au non conventionnel ne faisant pas partie du processus mental du nouvel état-major.

Opérations extérieures à l'Algérie/SA 11^e DBPC

a) Des opérations ont été montées depuis Paris concernant des objectifs algériens en Tunisie et au Maroc. Lancées à l'initiative de la Centrale SA, elles ont été exécutées par des équipes comprenant des cadres du SA Paris et de la 11^e DBPC.

b) Calvi a servi de bases de départ pour des actions exécutées, à partir de renseignements et sur des objectifs désignés par le SDECE : interceptions de convois d'armes entre la Libye et la

³ À partir de la localisation précise du PC de la wilaya IV (Aurès), le parachutage, volontairement manqué, d'un poste radio, piégé par les spécialistes « sabotage » de Cercottes, met entre les mains de l'état-major rebelle une bombe puissante qui éclate au moment de la tentative de mise en œuvre, détruisant opérateur et responsables rassemblés.

Tunisie par l'emploi de Commandos (composés en particulier de cadres officiers et sous-officiers du 1^{er} BPC) mis en place par voie maritime (sous-marin) ou aérienne (Hurel-Dubois) de l'escadrille du SDECE).

c) Des interceptions et des neutralisations de trafic d'armes ont justifié la mise en œuvre en Méditerranée d'équipes cadres du 11^e DBPC, embarquées sur des bâtiments civils affrétés.

d) Sur renseignements du SDECE, de nombreuses opérations de destruction de navires de commerce impliqués dans les trafics d'armes ont été exécutées avec succès par les moyens de combat du 1^{er} BPC (Ajaccio).

e) Opérations *homo*. Exécutées sur ordre et sur renseignements du SDECE, en particulier en Europe (Italie, Suisse, Espagne, Allemagne).

Visant les trafiquants d'armes et des personnalités FLN, ces actions ont été imputées dans un premier temps à la « Main Rouge » organisation contre-terroriste animée par les Européens d'Afrique du Nord. La fréquence et les modalités d'exécution de ces actions ont levé le doute sans qu'aucune preuve tangible puisse être fournie à l'opinion et à la justice des pays concernés. Elles ont été conduites par des cadres du SA Paris et des agents recrutés parmi les réservistes de la 11^e DBPC.

Opérations SA/11^e choc en Métropole

Contrairement aux principes régissant l'emploi du SA dont les activités ne concernent pas le territoire métropolitain, en 1960, le Premier ministre lui demande de constituer une troisième force algérienne en utilisant des procédés terroristes semblables à ceux utilisés par le FLN. Cette opération a pour but de constituer un autre interlocuteur que le GPRA dans les négociations en cours et de reprendre en main la population musulmane immigrée passablement désemparée. Jusque-là, le SA a été sollicité par les autorités politiques pour des opérations ponctuelles (*homo*) telle la neutralisation d'un avocat du collectif ou de cadres de la *wilaya* parisienne. Un mouvement politique est artificiellement constitué par la manipulation de dissidents du parti MNA, anti-FLN, le Front Algérien d'Action Démocratique (FAAD) réclamant l'indépendance progressive dans le cadre français. Il possède un journal (entièrement fabriqué par le SA) des cellules terroristes qui agissent très efficacement contre l'organisation FLN à Paris et à Alger. Des armes sont parachutées aux survivants des bandes de Bellounis dans le Sud Algérien. Le mouvement FAAD installe des représentations à l'étranger. Il est sur le point de mettre en place un « gouvernement algérien en exil » dans un pays d'Afrique francophone. Les relations de Foccard ne semblent pas étrangères à ce projet. À l'automne 1961, l'Élysée ayant fait d'autres choix, l'opération est annulée. En Algérie, la suite de l'affaire est transmise aux responsables du Rocher Noir. Peu après, les militants du FAAD dénoncés au FLN sont exécutés. En France, ils seront abandonnés à leur sort, fort peu enviable dans les circonstances du moment. Les cadres européens ayant participé à cette opération, tant en Algérie qu'en métropole garderont une profonde amertume de cette évolution opérationnelle.

Dissolution de la 11^e DBPC

Parmi les conséquences des « événements d'Algérie », il y a lieu de noter les bouleversements intervenus dans l'armée. Si la Centrale du SA, le Centre d'entraînement de Cercottes, après épuration des cadres de sensibilité « Algérie française », sont conservés en l'état, le fichier des réservistes sera épuré de façon drastique. L'anti-gaullisme du moment est comparable à l'anti-marxisme de 1945, caractéristique des cadres du 11^e. Le Centre des nageurs de combat est transféré de Corse en Bretagne, directement sous la coupe du SA. La 11^e DBPC est dissoute le 31 décembre 1963. Ses cadres sont partiellement affectés au Centre national d'entraînement Commando de Mont-Louis, d'autres seront mutés dans des unités, parachutistes ou non ; d'autres, enfin, quitteront l'armée. Après l'échec du putsch d'avril 1961, le nouveau responsable de la 11^e DBPC, succédant au colonel Decorse, s'est affranchi de la voie hiérarchique normale pour se mettre à la disposition de la Sécurité militaire dans la lutte anti-

OAS. Il a entraîné avec lui quelques officiers et sous-officiers (affaire Argoud, entre autres), mais la majorité des cadres refuse de s'engager dans cette voie. « *Pour éviter une guerre franco-française* » dans cette unité, le chef du SA demandera la dissolution de la 11^e DBPC⁴.

Conduit par les circonstances à exécuter des missions imprévues, le 11^e choc, exemple type d'unité des forces spéciales, a su s'adapter à toutes les exigences des crises dans lesquelles il a été amené à opérer. Cette souplesse efficace, en grande partie due aux qualités d'initiative, à la formation technique, aux motivations élevées de ses composants de tous niveaux, est la preuve de la nécessité de cette vocation particulière imputable aux hommes des troupes spéciales. Il reste néanmoins que, lorsque la raison d'État se heurte à des engagements moraux fondamentaux relatifs à la Nation, l'instrument peut devenir fragile. Après ces épreuves, le 11^e choc sera reconstitué suivant d'autres formules, pour d'autres missions, mais ceci est une autre histoire.

⁴ Dans une note déposée au SHAT, le ministre des Armées, Pierre Messmer, déclare : « Le 11^e Choc ayant été créé pour des missions spéciales en Algérie, la guerre d'Algérie étant terminée, il n'avait plus de raison d'être ; j'ai décidé sa dissolution. » C'est faire bon marché de la réalité, le ministre ne pouvait ignorer que le 11^e Choc a été créé en 1946 ; sa création n'ayant rien à voir avec l'Algérie, que cette unité a eu d'autres activités que celles d'Algérie (en particulier en Afrique noire). Ce travestissement volontaire de la vérité est inquiétant car, étant donné la qualité de l'auteur du document, il risque d'induire en erreur les historiens à venir.

CRÉATION ET ÉVOLUTION DU 13^E RDP (1960-1990)

PAR LE GÉNÉRAL (CR) MAURICE FAIVRE

HISTORIQUE

Créé en 1676, baptisé Dragons de Monsieur, 13^e Dragon ou Dragons de l'Impératrice, le 13^e RDP a subi plusieurs transformations. Régiment à cheval, il est mécanisé en 1933, parachutiste en 1952 et connaît une dernière transformation au début des années 1960. Le CEMAT, général Le Pulloch, décide, le 1^{er} juillet 1963, « de transformer le 13^e RDP en régiment de recherche à participation interarmes, et de lui incorporer les effectifs de la 7^e compagnie de Commandos ». Avant d'évoquer ce que fut cette réorganisation, il convient de rappeler que ce régiment s'est illustré à Nerwinden, Valmy, Austerlitz, Iéna, La Moskowa, Mars-la-Tour, Ypres, Verdun, Gembloux, Dunkerque, Royan et Azazga. Quittant sa garnison traditionnelle de Castres, il rejoint Nancy puis Dieuze (Moselle) en 1963, et installe un escadron à Langenargen, sur le lac de Constance. Partant de l'excellent historique (1990) de Pierre Dufour, cette étude a bénéficié des témoignages de cinq chefs de corps et d'un officier de transmission (Bichon, Marin, Lebel, Bolelli, Faivre et Esselin) et de la consultation des archives de l'EMAT et du CCFFA¹.

LES ÉTAPES DE LA RECRÉATION

Dans les années 1950, les réflexions sur le combat en ambiance nucléaire conduisent à étudier les besoins en renseignement du corps de bataille. Un an après l'exercice *Javelot II* (septembre 1954), qui a pour but d'expérimenter une brigade légère blindée, la 7^e DMR met en œuvre, lors des manœuvres *Éclair* de septembre 1955, des Commandos de six hommes disposant d'un Unimog et d'un émetteur C9, destinés à la recherche du renseignement tactique dans une zone de 5 à 20 kilomètres des contacts, et envisage des reconnaissances d'officiers jusqu'à 30 kilomètres de profondeur. La recherche sur les arrières immédiats de l'ennemi est recommandée à la réunion des spécialistes du renseignement en octobre 1957, où les patrouilles profondes américaines (LRRP) sont citées en exemple. Plus réaliste, le colonel Degas chef du 2^e bureau de Baden, envoie à Corte en 1959 une mission de cinq officiers de renseignement en vue d'étudier les conditions de vie en zone d'insécurité. Le rapport du chef de mission (lieutenant Faivre) fait état de l'expérience recueillie en Indochine par le GCMA et en Algérie par le 11^e choc, notamment en matière de cache enterrée, de camouflage des liaisons et des relations à l'intérieur d'une équipe isolée. C'est en partant de ces conclusions que la 7^e compagnie Commando (capitaines Fraisse et Cuntty) est mise sur pied par l'EMAT/2 à Langenargen, en avril 1960. Compagnie expérimentale de renseignement à longue distance, elle dépend pour emploi et instruction du général CCFFA. Ses personnels sont brevetés parachutistes par les Allemands à Schongau. Mises au point par la 7^e compagnie, les procédures de vie sur les arrières et de codage des messages (type Nogard), sont recueillies par le 13^e RDP². En 1964-1965, dans trois exercices *Eugénie*, sept puis seize équipes sont engagées en recherche tactique, en liaison directe avec le corps d'armée. Les rapports du colonel de Courson font état

¹ Archives de l'EMAT, soumises à dérogation : 2T 36, organisation du 13^e RDP – 10T 51, moyens de recherche – 10T 54, études sur le renseignement – 39T/3, rapports d'inspection de l'ITAPA – 10T 75 : exercices 13^e RDP en 1964-1965. Les archives du CCFFA sont très incomplètes pour les années 1950 ; le dossier 3U 37 traite des manœuvres des FFA en 1955. Les archives de la 1^{re} Armée ne sont pas ouvertes. L'expérimentation *Javelot* est évoquée par la revue *Défense nationale* de janvier, mai et décembre 1954.

² Colonels de Courson, d'Harcourt et Bizard, premiers chefs de corps ; chef d'escadrons Doussau à Langenargen. M. Messmer, ministre des Armées et député-maire de Sarrebourg, et le général Massu, commandant la 6^e RM, ont beaucoup aidé l'installation du régiment dans un quartier en ruines.

des difficultés du parachutage en zone ennemie et du mauvais fonctionnement des matériels radio (C9 des équipes et 399 au niveau escadron). La transmission en onde ionosphérique à 80 bauds, mise en œuvre par les Allemands (*Fernspäh 100*, à Weingarten), semble indiquer la voie à suivre.

L'armée de Terre suit de près la formation du régiment. En 1965, un dossier de l'EMAT/2 sur le rôle du CA et de la division précise la mission d'un escadron de recherche adapté au corps d'armée, et ses délais de mise en œuvre. L'utilisation des ondes ionosphériques à une distance de 4 à 500 kilomètres est confirmée. En 1968 enfin, la commission consultative permanente sur le « renseignement en campagne » précise les conditions de mise en œuvre du régiment au complet, au niveau du théâtre d'opérations. Le TTA 187 définit désormais la doctrine d'emploi du régiment, au moment où les accords Ailleret-Lemnitzer envisagent l'engagement – non automatique – du 2^e corps d'armée, initialement réservé au profit de la défense de l'avant adoptée par l'OTAN. C'est l'EMA qui met en œuvre le régiment, en attendant qu'en 1972 la I^{re} Armée soit créée. Le 13^e RDP est alors mis pour emploi à la disposition de l'armée qui, en vertu des accords Valentin-Ferber de 1975, devient la première réserve du théâtre Centre-Europe. Un mémento d'emploi du 13^e RDP est établi par la I^{re} Armée en 1983 (non consultable). C'est dans ce cadre que vont être désormais négociées les conditions de mise en œuvre, de coopération et de liaison du régiment avec Centre-Europe. Ainsi, on est passé du renseignement tactique au renseignement stratégique, et du Commando de recherche divisionnaire au régiment de recherche à la disposition de l'armée. Les évolutions ultérieures découlent de cette constatation.

LA MISSION FACE À L'EST (CF. SCHÉMA 1)

La mission du régiment est d'évaluer la nature, le volume et le dispositif d'un adversaire ayant franchi le rideau de fer. Il s'agit pour le commandement français de définir la direction d'effort de l'ennemi, de donner à la I^{re} Armée les délais nécessaires à son engagement, et d'évaluer les résultats obtenus par les forces en présence et par les frappes nucléaires. Dans ce cadre, l'engagement du régiment est une décision politico-militaire liée à l'engagement de la I^{re} Armée. Elle pose également un problème de sécurité nucléaire. La mission du régiment implique la connaissance des matériels et des structures soviétiques, mais aussi du dispositif et des procédures OTAN. Ultérieurement, il sera envisagé de passer du renseignement sur itinéraires au renseignement sur zone, par des groupes de deux équipes, ainsi qu'à l'acquisition d'objectifs ponctuels, et au guidage de missions feu aériennes. Des unités de recherche sont créées au niveau du corps d'armée (URCA).

Procédures opérationnelles

La mise en place est envisagée par parachutage³, par hélicoptage ou par dépassement. Le régiment peut mettre en place 60 équipes, une par pénétrante, sur un rideau de surveillance de 300 kilomètres ; ou de préférence sur deux rideaux espacés de 50 kilomètres. Les cellules d'observation (un officier et un observateur) et de radio (sous-officier radio et deux heures) s'enterrent à quelques centaines de mètres l'une de l'autre. Toutes les équipes sont autonomes. Si une équipe se fait prendre, elle ne sait pas où est sa voisine. Tout est centralisé à l'arrière. Les équipes sont en mesure de renseigner vingt-quatre à trente-six heures après réception de l'ordre de mise en place. Les délais de transmission vont de trente à quarante-cinq minutes. Lancés en l'air et répétés, les messages sont reçus et enregistrés après élimination des anomalies par quatre stations directrices. Au PC du régiment, on les déchiffre et on en déduit le volume, la direction et l'identification des unités ennemies. Après traitement des informations, l'évaluation de l'ennemi est adressée à la I^{re} Armée et aux autorités intéressées. La récupération des équipes, au bout de quatre à cinq jours, peut se faire soit à l'occasion d'une avancée amie, soit par hélicoptère, soit par une exfiltration qui peut durer deux à trois semaines.

³ Le problème du balisage des zones de saut (*pathfinder*) n'est pas résolu.

ORGANISATION DU RÉGIMENT (CF. SCHÉMA 2)

Régiment surencadré, son tableau d'effectifs s'élève à 80 officiers, 250 sous-officiers et 700 hommes du rang, soit un total de 1 140 hommes. L'encadrement interarmes comprend 45 % de cavaliers, 17 % de fantassins, 9,5 % de transmetteurs, et de 3 à 5 % de l'artillerie, du génie et du service de santé (plus deux officiers TdM). Tous les personnels sont soumis à une enquête SM, et les appelés sont choisis par l'officier des effectifs qui se rend tous les deux mois dans les centres de recrutement. En 1960, le régiment comprend l'ECS, les 2^e et 3^e escadrons de recherche aux ordres d'un commandant, les 1^{er} et 4^e escadrons d'instruction. Les quatre stations radios directrices sont intégrées dans les escadrons. Le peloton des liaisons arrières (PLA) est à l'ECS. Dans les années 1990, les stations directrices sont regroupées à l'escadron de transmissions. Les trois escadrons de recherche, commandés par un capitaine, sont spécialisés dans les techniques montagne, plan d'eau et sauts à grande hauteur. Le 2^e escadron quitte Langenargen pour Friedrichshafen, puis rejoint Dieuze en juin 1992. Le régiment est peu à peu professionnalisé. En 1995, il n'y a plus d'appelés en équipes. On a ainsi préféré l'efficacité à la motivation des citoyens.

Entraînement

Deux exercices majeurs *Eugénie* sont montés chaque année, avec ennemi fictif et plastron. Vingt équipes y participent en 1964, 35 en 1969, 48 en 1973. Le « 13 » est la seule unité française à participer à un exercice allié sur le terrain (*Reforger*). Il coopère au cours d'exercices avec les unités alliées spécialisées : *SAS*, *Fernspäh*, *Commandos* belges, néerlandais, espagnols et tchèques après 1990.

Le régiment forme ses radios, chiffreurs et observateurs, il organise un stage chefs d'équipe annuel. Il s'entraîne à la montagne (vie en igloo), au saut sur plan d'eau et sur forêt, au poser par sous-marin. Des équipes de chuteurs opérationnels reçoivent des missions particulières. Deux sous-officiers sont détachés pour six mois à la Mission de Potsdam à partir de 1976, ce qui leur permet d'observer des matériels soviétiques. Les procédures et les équipements font l'objet d'une modernisation permanente, en liaison avec les établissements du matériel et la SEFT (moyens d'observation, de saut et de transmissions), l'intendance (habillement, rations) et le service de santé (vie en milieu fermé)⁴. L'allègement des équipes est recherché en même temps que leur efficacité. Sur ce plan, le régiment est favorisé par l'absence de matériels répondant à ses besoins opérationnels. Il est donc autorisé à étudier et créer ses propres équipements.

Intérêt des exercices *Reforger*

Tous les ans, les Américains amenaient par avion des États-Unis une division complète (*Reforger*) qui venait prendre en compte des matériels entreposés dans des dépôts (POMCUS). Puis, elle partait faire une manœuvre sur le terrain où elle était engagée contre une division britannique, allemande ou belge. Le 13^e RDP, qui était engagé dans ces exercices, était tout à fait apprécié. Le commandant en chef des forces américaines en Europe écrivait en 1976 :

Comparées à celles des autres sources de recherche du renseignement, les patrouilles profondes bénéficient de plusieurs avantages distincts par rapport aux sources de recherche, tels que la reconnaissance aérienne et le renseignement par les moyens d'écoute : tout d'abord, l'engagement des patrouilles profondes est de vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La recherche se poursuit sans tenir compte de l'heure ou des conditions atmosphériques. Les patrouilles de recherche opèrent en étant bien moins exposées aux contre-mesures de l'ennemi et, par conséquent, bénéficient d'un taux de réussite plus élevé. Elles sont à même de contrevenir les actions défensives de l'ennemi telles que le silence radio, le camouflage, les mouvements de nuit, et le brouillage.

⁴ Vie en caisson (expérimentation conduite par le psychiatre Louis Crocq, de la DRME).

L'une des divisions qui avait participé à cet exercice avait noté dans son compte rendu : « Aucun autre moyen ne peut fournir la précision, la souplesse, l'opportunité et les détails fournis par les patrouilles de recherche profonde. »

Voici le bilan chiffré de cet exercice de 1976 : les Français ont adressé 392 comptes rendus dont 190 ont été considérés comme importants, 110 exploitables en matière d'objectifs, 102 ont fourni des informations sur l'ordre de bataille et des indices sur les intentions de l'ennemi. Le commandement américain en avait conclu qu'il était souhaitable de créer des patrouilles profondes aux États-Unis, mais ce projet semble avoir été abandonné. Ces exercices du niveau tactique ont été intéressants pour les équipes, qui avaient ainsi l'occasion d'observer des matériels réels. Ils ont permis également au régiment de se faire connaître des Alliés et de négocier dans de bonnes conditions son engagement dans le cadre de Centre-Europe.

ÉVOLUTION DES TRANSMISSIONS (CF. SCHÉMA 3)

Les procédés de transmission du BCRA ne sont pas applicables à un réseau de 60 subordonnés qui émettent toutes les heures. D'autre part, le poste C9 avec sa génératrice doit être abandonné, en raison de son poids et des difficultés des liaisons par onde-sol. La transmission en ondes ionosphériques s'impose, avec utilisation d'émetteurs de faible puissance (20 watts) en liaison avec le poste SCR 399 à la station directrice (400 watts). Plusieurs matériels sont successivement expérimentés en 1966, le poste Lagier (TRTG2A) avec génératrice, poids 30 kilogrammes (+ PP11 et piles = 6 kilogrammes) ; en 1968, le poste allemand SP20 à transmission rapide (80 bauds) avec accus (26 kilogrammes) ; en 1972-1973, le poste TRTG2B réalisé par la SEFT, avec codeur, à 300 bauds/17 kilogrammes) ; vers 1980, un poste Thomson MF de liaison intercaches, plus discret que le PP 11. Le système adopté est la transmission radio en l'air à destinataires multiples (TRAM). Les CR d'observation sont condensés, chiffrés par la cellule radio et transmis plusieurs fois en émission brève. Au PC, le déchiffrement impose le travail fastidieux de nombreux appelés. Les stations directrices comprennent une station d'émission, une station de réception et une station énergie. Elles sont modernisées de 1966 à 1972 (cabines SPAIR, récepteur RRTM2, télécommande hertzienne des émetteurs 399).

À partir de 1973 est réalisé le système ERIC (équipement de réception des émissions codées), utilisant des ordinateurs MITRA 15 militarisés. Le MITRA compare les messages successifs et les déchiffre à partir des carnets NOGLI de chiffrement. Le peloton des liaisons arrière transmet les synthèses de renseignement à l'EMA, à la 1^{re} Armée et au commandement allié intéressé, au moyen de deux chaînes hertziennes reliées aux réseaux Cartel et Air 70. De 1968 à 1974 sont expérimentées des liaisons à grande distance depuis Dakar, Libreville, Djibouti, Tananarive, Managua et Fort-de-France. La réception est faite au centre Trans de Favières, qui pilote les émetteurs de Vernon.

Traitement des renseignements

Le 2^e bureau du régiment s'emploie à reconstituer le dispositif ennemi, en reportant sur un rouleau de papier (le « drap de lit ») les matériels observés sur chaque axe de progression. À partir de 1982, le système SATRAPE (Système d'aide au traitement des informations analysées par ERIC) permet d'informatiser le traitement. Au premier niveau, les matériels observés sont regroupés sur écran d'ordinateur en unités élémentaires (3 chars = 1 section ; 3 sections = 1 compagnie). Au deuxième niveau, des analystes identifient sur écran les niveaux régiments et division. Au troisième niveau, le travail de synthèse consiste à localiser sur fonds de cartes les armées adverses et à décrire le rythme et les directions de progression de l'ennemi. Ainsi, la mission du régiment face à l'Est exige de ses personnels l'endurance physique, l'utilisation du terrain, la connaissance des techniques de transmission, l'esprit d'équipe et l'intelligence des situations. À côté d'hommes de terrain, il a besoin de spécialistes de haut niveau.

Emploi Outre-mer et dans les Balkans

Dès 1977, le régiment est impliqué dans des missions hors d'Europe, aux ordres de l'EMA : en mai 1978, deux équipes participent à l'opération de Kolwezi, et, en octobre 1978 trois équipes et un PC opèrent pendant six mois en Mauritanie. Un détachement participe même à l'opération *Daguet*, en 1991. Diverses missions d'assistance technique, de liaison avec Paris et de renseignement sont également accomplies. Les missions dans les Balkans débutent en 1990 (informations réservées). Elles impliquent une adaptation des personnels à de nouvelles procédures et aux milieux urbain et suburbain, une présence de longue durée, une capacité d'extraction en cas d'incident. Le renseignement humain prend le pas sur l'observation des matériels. Les équipes engagées sont de composition variable, et fixes ou mobiles. Le traitement est réalisé par imagerie numérique, les informations étant localisées sur zone ou non localisées.

Le 13^e RDP met ainsi sur le terrain environ le tiers de ses éléments de recherche, de traitement et de diffusion. Grâce à la motivation de ses personnels, à leur faculté d'adaptation et à la maîtrise des techniques les plus modernes, le régiment garde toute sa capacité opérationnelle dans les missions variées que le commandement lui confie.

13ème RDP

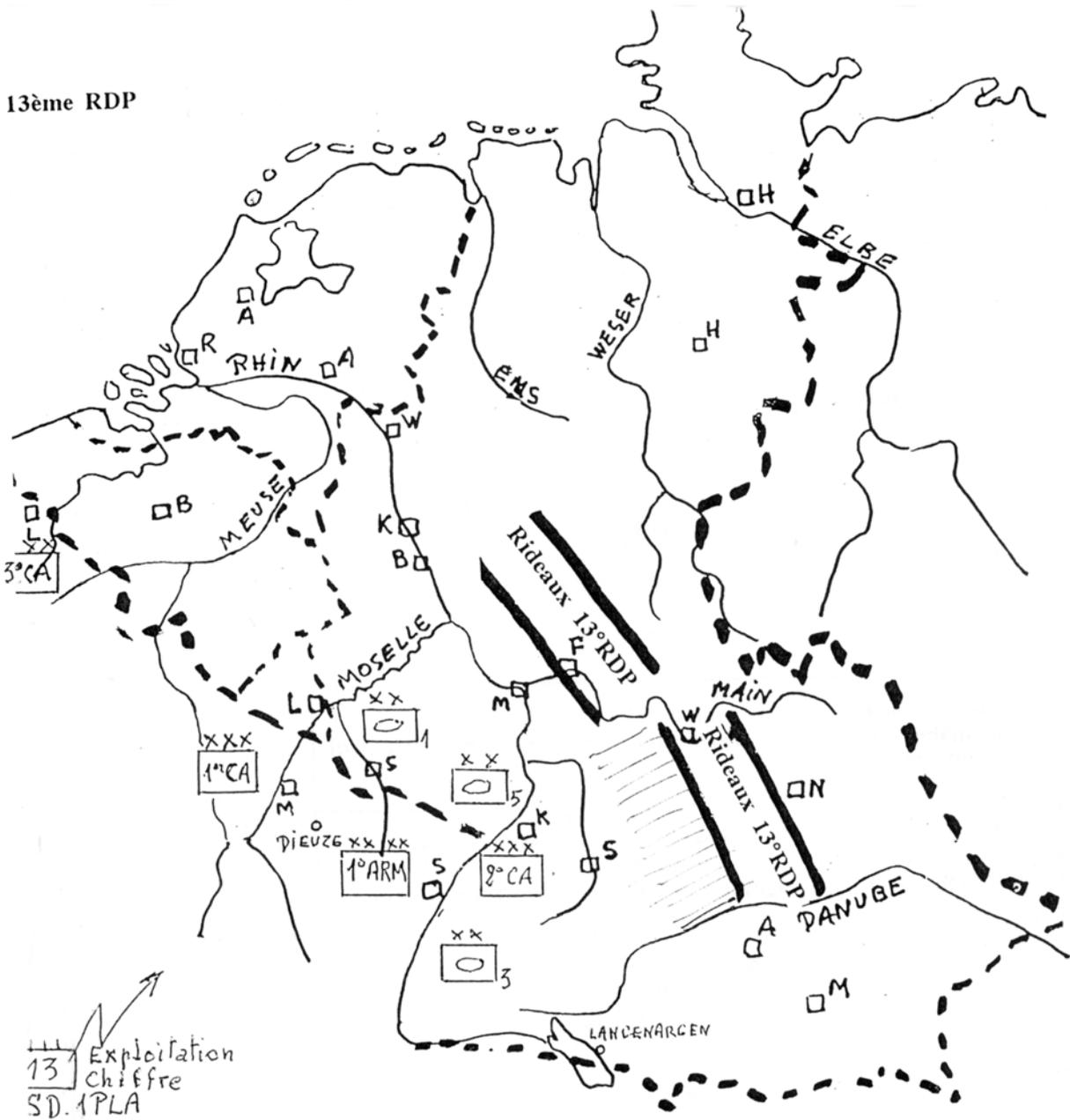


SCHÉMA 1

ORGANIGRAMME DES TRANSMISSIONS DU 13^e RDP

COMTRANS

RADIOS Des équipes de recherche

2-1-2

1-0-1

0-24-16

CENTRANS BASE

0-1-8

0-5-4

Atelier dépannage 2.éch.

ST

TRANS/RGT

OFFTRANS

1/13

0-1-8

TRANS

BAA

0-1-9

Atelier

CHIFFRE

0-1-8

TRANS

BAA

0-1-9

Atelier

CHIFFRE

0-1-8

TRANS

BAA

0-1-9

Atelier

CHIFFRE

0-1-9

Liaisons de commandement sans échange PC

1-0-1

OFFTRANS

2/13

1-0-1

OFFTRANS

3/13

1-0-1

OFFTRANS

ECS/13

STATION

DIRECTRICE

N° 1

Avec télécommandes

0-9-22

RADIOS

des

équipes

de

recherche

0-24-16

STATION

DIRECTRICE

N° 2

Avec télécommandes

0-9-22

RADIOS

Des équipes de recherche

0-24-16

STATION

DIRECTRICE

N° 3

Avec télécommandes

0-9-22

STATION

DIRECTRICE

N° 4

Avec télécommandes

0-9-22

Peloton

Liaison

Arrières

0-7-23

ORGANIGRAMME DU 13^e RDP

| | | |
|---|--|--|
| PC Dieuze | | |
| 1 ^{er} escadron Instruction des observateurs et station directrice | 4 ^e escadron Instruction des appelés | ECS Trans. et station directrice |
| 2 ^e escadron de recherche et station directrice Langenargen | | 3 ^e escadron de recherche et station directrice Dieuze |

1970

1990

| | | |
|---|--|---|
| PC Dieuze | | |
| 1 ^{er} escadron instruction spécialité | Transmissions Station directrices | Escadron de commandement et logistique |
| 2 ^e escadron de recherche formation nautique | 3 ^e escadron de recherche formation montagne | 5 ^e escadron de recherche SOGH-SOTGH |
| | 4 ^e escadron Unité de base et instruction | |

SCHÉMA 2

RÉSEAU TRANS DU 13^e RDP

STATION DIRECTRICE

4

RÉCEPTION

Cabine SPAIR

5 RRTM2

CENTRE OPS

DU 13

TRAITEMENT

à 3 niveaux

BULLETIN

RENS

AIR 70

CARTEL

PELTON

DES LIAISONS

ARRIÈRES

MITRA 15

EMA/RENS

B2 AFCENT

Éventuel

B2 CENTAG

B2 CA

B2 Armée

OL du 13

ÉNERGIE

3 groupes

10 kVA

TÉLÉCOMMANDE

par câble hertzien

ÉMISSION

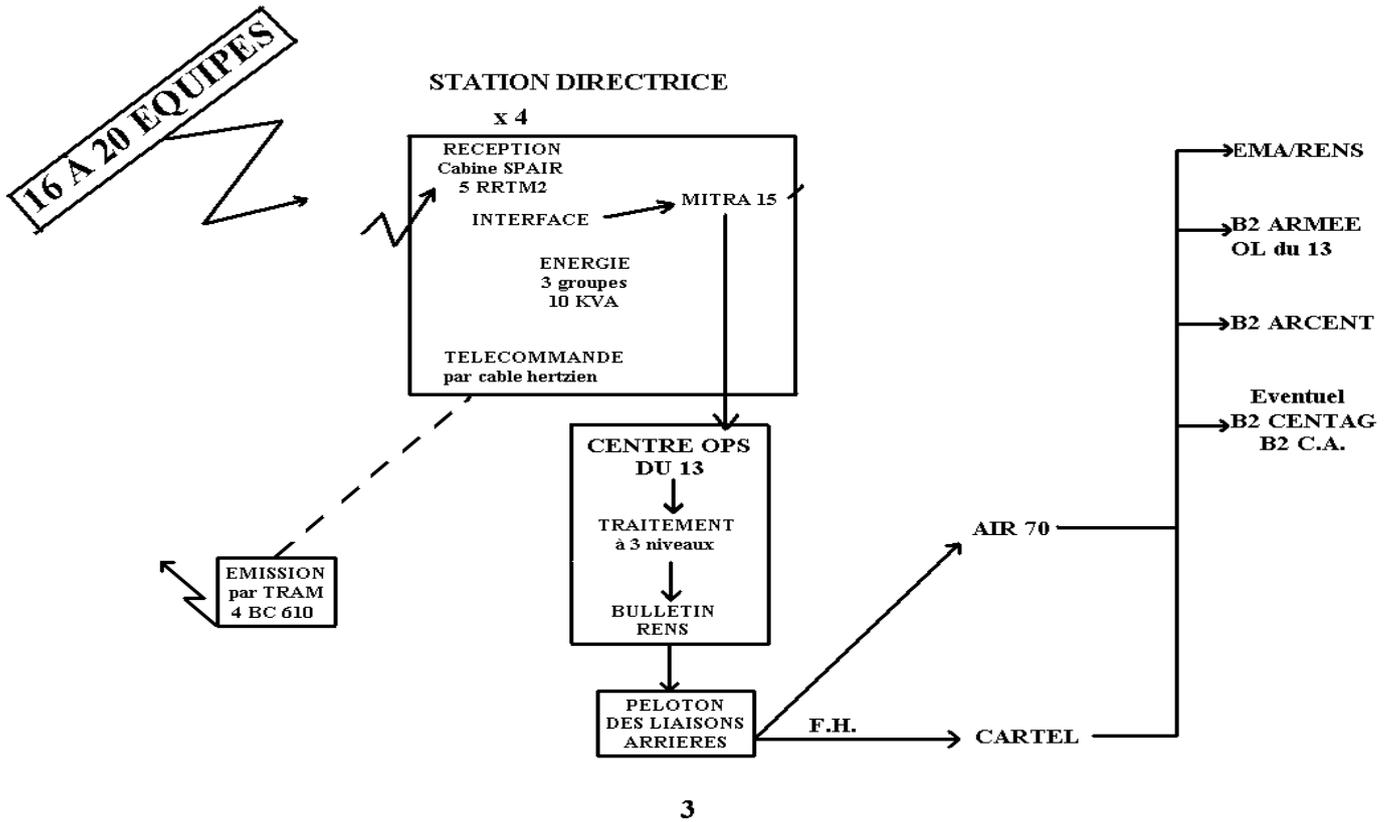
par TRAM

4 BC 610

16 à 20 ÉQUIPES

FH

RÉSEAU TRANS DU 13^e RDP



3

SCHÉMA 3

ORGANIGRAMME DU 13^e RDP

1970 :

PC – Dieuze

1^{er} escadron – Instruction des observateurs et station directe

2^e escadron de recherche et station directrice – Langenargen

4^e escadron – Instruction des appelés

ECS – Trans et station directrice

3^e escadron de recherche et station directrice – Dieuze

1990 :

PC – Dieuze

1^{er} escadron – Instruction spécialité

2^e escadron de recherche – Formation nautique

Transmissions – Stations directrices

3^e escadron de recherche – Formation montagne

4^e escadron – Unité de base et instruction

Escadron de commandement et logistique

5^e escadron de recherche – SOGH-SOTGH

DESERT ONE : DIFFICULTÉS ET DÉFAILLANCES

PAR CHARLES COGAN

L'affaire de *Desert One* fut un moment de vérité, non seulement pour les forces spéciales, mais aussi pour la machine de guerre américaine dans sa totalité. Après *Desert One*, rien ne fut plus comme avant et l'emploi des forces spéciales a été modifié de fond en comble. Après coup, le rapport d'enquête de la commission Holloway recommanda que soit créée une *Task Force* consacrée au contre-terrorisme ainsi qu'un groupe d'experts des opérations spéciales¹. S'en est ensuivie, en 1983, une consolidation partielle avec la création d'un commandement des opérations spéciales (JSOC), et, finalement, en 1987, toutes les forces spéciales furent réunies sous un seul commandement à Tampa, en Floride, appelé le *United States Special Operations Command*, dont le sigle est *USSOCOM*.

LES FORCES SPÉCIALES

Avant d'analyser cette malheureuse opération baptisée *Desert One*, je voudrais présenter une petite esquisse des forces spéciales ou, pour utiliser le terme précis, les forces d'opérations spéciales, en anglais *Special Operations Forces* (*SOF*). Les forces spéciales ont pour mission de conduire des opérations non conventionnelles. Les autres éléments des forces armées américaines, ceux engagés dans des guerres classiques, sont connus sous le vocable de forces à vocation générale, en anglais *General Purpose Forces*. Dès le début, c'est-à-dire pendant la Deuxième Guerre mondiale, on peut déceler deux grandes tendances au sein des forces spéciales². Premièrement, ce que j'appelle la tendance Commando, des troupes d'élites d'assaut, dont l'exemple type est les *Rangers*, héritiers de la tradition britannique des Commandos, avec qui les *Rangers* ont accompli leurs premiers faits d'armes pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pendant ce conflit, les troupes « type Commando » du côté américain comprenaient les unités suivantes : six bataillons de *Rangers* de l'armée de

¹ *Rescue Mission Report*, August 1980, Washington, Pentagon Library, p. vi.

² Entretien du 25 avril 2001 avec le major-général (Ret.) David Baratto, ancien commandant de la *JFK Special Warfare School*.

terre ; quatre bataillons de *Raiders* appartenant aux *Marines* ; et la 1st *Special Service Force*, une unité combinée américano-canadienne³. Toutes ces unités furent dissoutes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale⁴. En second lieu, il y a la tendance plus clandestine, plus axée sur l'infiltration et le renseignement, dont l'élément le plus en vue est les « forces spéciales de l'armée de terre », appelées les « forces spéciales » tout court, qui forment la composante prépondérante de la communauté d'opérations spéciales, ou *SOF*. Ici, l'ancêtre était les groupes opérationnels de l'*Office of Strategic Services (OSS)* dont la mission fut de former et de travailler avec des guérillas qui combattaient l'Axe. L'*OSS*, qui, pendant la Deuxième Guerre mondiale, coopérait étroitement avec le service paramilitaire britannique, le *Special Operations Executive*, fut lui aussi dissous à la fin de la guerre. Le père fondateur et le premier commandant des forces spéciales de l'armée de terre, le colonel Aaron Bank, fut un officier de l'*OSS* pendant la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, l'emblème de l'*USSOCOM* est la pointe de lance de l'*OSS*⁵. Précisons au passage qu'aux États-Unis on parle des « communautés », telles la communauté *SOF* ou la communauté du renseignement, celle-ci regroupant toutes les agences – une douzaine au total – qui s'occupent du renseignement.

Donc, la communauté *SOF* – les Forces d'Opérations Spéciales – comporte plusieurs éléments. Premier élément, il y a au sein de l'armée de terre 12 500 militaires en service actif, dont la plupart se trouvent à Fort Bragg, en Caroline du Nord. Ils sont répartis dans les unités suivantes : les forces spéciales proprement dites, connues sous l'appellation de « bérets verts » ; les *Rangers* ; l'aviation des forces spéciales ; un groupe de soutien ; une petite unité pour les opérations psychologiques, dont la mission est de faire la propagande sur le théâtre d'opérations et de communiquer avec la population civile ; une unité des affaires civiles, dont la mission est d'aider les autorités civiles à se rétablir dans la zone d'opérations. Deuxième élément, il y a dans la marine (US Navy) 2 700 militaires en service actif dans les unités suivantes : des équipes terre-air-mer (*Sea-Air-Land Teams*), dont l'acronyme est *Seals* (ce qui veut dire « phoques » en français) [c'est une unité de *Seals*, dirigée par l'ex-sénateur Kerrey, qui a commis un massacre, récemment révélé, dans un village au Vietnam en 1969] ; les unités navales spéciales (*Special Boat Units*), destinées à aider les *Seals* et d'autres unités à s'infiltrer vers un objectif ; enfin, une unité qui aide à l'infiltration par moyen de mini-sous-marins. Troisième élément, il y a dans l'armée de l'air 5 800 personnels en service actif qui se servent

³ Communication du colonel Paul Gaujac le 12 juin 2001 au colloque du Centre d'études d'histoire de la Défense sur les forces spéciales ; entretien avec M. Robert Mattingly, 6 juin 2001.

⁴ Susan L. Marquis, *Unconventional Warfare : Rebuilding US Special Operations Forces*, Washington, Brookings Institution Press, 1997, p. 11 ; entretien avec M. Robert Mattingly.

⁵ Entretien avec M. Robert Mattingly.

des hélicoptères de grande portée H-53 et des avions de transport C-130. Les chiffres cités, qui datent de 1998⁶, ne comportent pas les réservistes faisant partie de la communauté des opérations spéciales, ou *SOF*. Ajoutons à cette liste quelques petites unités spécialisées qui se consacrent principalement à des opérations de contre-terrorisme, à savoir, la force *Delta* de l'armée de terre et la *Seal Team Six* de la marine. Les forces spéciales et leurs prédécesseurs de la Deuxième Guerre mondiale avaient connu des hauts et des bas au fil des années ; estimées en temps de guerre, mais déconsidérées en périodes d'après-guerre, toujours sous l'œil soupçonneux des officiers appartenant aux armes classiques.

Dans les premières années de la guerre du Vietnam, les forces spéciales ont joué un grand rôle dans les raids au Nord et dans l'épuration des guérilleros du Viêt-cong. Mais, au fur et à mesure que la guerre est devenue une guerre de mouvement de grandes unités, les forces spéciales ont été soit moins utilisées, soit mal employées. Après la défaite au Vietnam, un sentiment de « jamais plus » survint parmi les officiers « classiques » – ce qui voulait dire qu'il ne faudrait plus s'immiscer dans des guerres d'usure de type contre-guérilla. Cela, ajouté à une répugnance généralisée parmi le public américain quant aux excès du Vietnam dans le contexte des méthodes de guerre « non conventionnelle », ont fait que les unités de forces spéciales furent, en grande partie, démobilisées. Il y eut aussi de fortes coupes budgétaires au sein des forces spéciales.

LA CRISE DES OTAGES

Au moment de la prise d'otages à l'ambassade américaine à Téhéran, le 4 novembre 1979, c'est-à-dire sept ans après le retrait quasi total des soldats américains du Vietnam, l'armée américaine était toujours sous le choc de la défaite et les forces spéciales étaient au plus bas. La guerre du Vietnam, qui avait causé la mort de 58 000 Américains et de plusieurs millions de Vietnamiens, semblait de plus en plus, rétrospectivement, avoir été une guerre inutile. On s'acheminait donc peu à peu, mais inéluctablement, vers le concept d'une guerre « à zéro mort », qui allait voir le jour au cours des années 1990. La veille même de l'incident de Téhéran, se tenait aux États-Unis une cérémonie de sortie de la force *Delta*, unité d'élite mentionnée ci-dessus, qui comprenait quelque 120 hommes et dont la mission était de lutter contre le terrorisme. La force *Delta* venait de terminer un exercice anti-terroriste qui lui valait un certificat de compétence. On pensa immédiatement à cette unité pour mener une opération militaire visant à libérer les otages à Téhéran par la force. Mais la force *Delta* n'avait pas les moyens de se faire transporter en Iran, ni de s'approcher clandestinement de l'ambassade américaine. Un commandement

⁶ Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action : the Challenge of Unconventional Warfare*, London, éd. Frank Cass, 1998, p. 9.

centralisé faisait cruellement défaut pour mener une opération non conventionnelle : à savoir une opération « clé en main », réunissant sous son égide tous les éléments de soutien nécessaires : transport aérien, renseignements, logistique, protection de l'espace aérien. Faute de mieux, on dut recourir aux moyens du bord : des éléments venant des différentes armes et dont le personnel n'avait jamais travaillé ensemble en tant qu'unité.

Au moment de la prise d'otages à Téhéran, et sur le plan politico-opérationnel, on ne savait pas exactement quoi faire. Il y avait eu, à Téhéran même, un précédent trompeur : en février 1979, dix mois auparavant, un groupe de jeunes s'était emparé de l'ambassade, mais, au bout de quelques jours le gouvernement était intervenu pour faire évacuer les intrus. Le 4 novembre 1979, il s'agissait d'un groupe de militants, adeptes de la ligne de l'imam Khomeiny, qui avait fait irruption à l'ambassade. On pensa, dans un premier temps, à un *remake* de l'incident de février. Il était logique d'anticiper un dénouement semblable et il est intéressant de noter que, bien après le coup de novembre 1979, les « étudiants » (entre guillemets), disaient (encore) qu'ils escomptaient passer quelques jours seulement à l'ambassade. Or, au bout de quelque temps, il apparut qu'il n'en était rien. Les « étudiants » campaient sur leur position à l'ambassade et l'incident est rapidement devenu un spectacle international. L'« effet CNN », même dans ce passé maintenant lointain, jouait à plein. Ce qui fut capital, et qui était en contraste avec l'exemple de février 1979, fut que le gouvernement laïc – les soi-disant modérés – n'était plus là. La lutte pour les faveurs de l'imam, entre les modérés et les zéloteurs fondamentalistes, était en train d'être gagnée par ces derniers. La veille même de la saisie de l'ambassade, le gouvernement des modérés fut renversé, apparemment en signe de protestation contre le rendez-vous qui avait eu lieu deux jours auparavant (le 1^{er} novembre) à Alger, entre, d'une part, Zbigniew Brzezinski, conseiller pour les Affaires de sécurité nationale à la Maison-Blanche, et, d'autre part, des *leaders* du gouvernement de Téhéran : Mehdi Bazargan, le Premier ministre, Ibrahim Yazdi, ministre des Affaires étrangères, et Mustafa Ali Chamran, ministre de la Défense.

Une quinzaine de jours auparavant, l'arrivée aux États-Unis du Shah, gravement malade en raison d'un cancer, avait chauffé les esprits à vif en Iran. Très vite, cette décision de Washington s'avéra avoir été une grosse erreur, et l'on réussit bien plus tard à faire partir le Shah, d'abord au Panama, ensuite en Égypte. Or, le nouveau gouvernement à Téhéran – si on peut l'appeler comme tel – était soit insaisissable, soit introuvable. L'autorité suprême, l'imam Khomeiny, se trouvait en dehors de Téhéran, dans la ville religieuse de Qom, inaccessible aux étrangers. À la tête du gouvernement, à Téhéran, se trouvaient des personnalités fuyantes, telles Sadegh Ghotzbadéh ou Abol Hassan Bani-Sadr, sur qui l'imam portaient un jugement incertain et changeant.

Dans les premiers jours, on envisagea à Washington toutes sortes de solutions, y compris une déclaration de guerre, un blocus naval ou le minage des ports. Un haut fonctionnaire de la communauté du renseignement proposa même qu'on fasse arriver à Mehrabad, l'aéroport de Téhéran, des éléments de la 82^e division aéroportée, avec la mission annoncée de faire marche de l'aéroport à l'ambassade, récupérer les otages, puis faire marche arrière vers l'aéroport et quitter le pays. Option impraticable au vu de la densité de la population à Téhéran, une ville de quatre millions d'habitants, mais qui témoignait de la frustration de Washington devant ce qu'on s'est habitué à appeler plus tard la guerre asymétrique. De plus, Washington se trouvait confronté avec le phénomène du fondamentalisme islamique, fait nouveau et dérangeant. En l'espace de quelques semaines, en novembre 1979, il y eut aussi l'attaque contre la mosquée à La Mecque, suivie, exhortations de Khomeiny à l'appui, par une attaque contre l'ambassade américaine à Islamabad, au Pakistan. Le fondamentalisme islamique commençait à ressembler à une vague de fond qui pouvait détruire la position des États-Unis dans le monde musulman.

En fait, les Américains n'avaient intégré ni la portée de la révolution islamique en Iran, ni la profondeur du sentiment anti-américain qui avait régné dans ce pays, suite à la réinstallation du Shah sur le trône, dans les années 1950, et la répression du soulèvement populaire en 1963 qui avait poussé l'imam Khomeiny vers l'exil. Les Américains se rendaient compte qu'ils avaient affaire à un exalté à la tête de l'Iran depuis le renversement du régime du Shah début 1979, mais ils continuaient à penser – à tort, me semble-t-il – qu'il y avait d'autres forces politiques qui comptaient pour quelque chose, soit des modérés au sein du gouvernement révolutionnaire lui-même, soit quelques officiers qui semblaient garder une assise influente. Selon l'expert aux affaires iraniennes et ancien fonctionnaire au Conseil national de sécurité, M. Gary Sick : « Le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, et la plupart des diplomates du département d'État, pensaient que la révolution iranienne était unique et qu'il y avait de bonnes raisons à cet événement. » La perception que les États-Unis avaient soutenu le Shah expliquait les raisons derrière les agissements du régime. Pour comprendre la situation, il fallait se rendre compte de ce que le pays avait subi. Un deuxième point de vue était représenté par Brzezinski avec quelques-uns dans le Pentagone et d'autres en dehors de l'Administration. Ils considéraient que « pour traiter avec la révolution [iranienne], il fallait y faire face : qu'on fasse comprendre nos intentions ; qu'on ne laisse pas de côté l'honneur national⁷ ». La manifestation extrême du point de vue du département d'État fut la notion que les États-Unis devraient agir de sorte que Khomeiny puisse regarder la libération des otages

⁷ Entretien avec M. Sick, 19 décembre 1989. Cité dans Charles G. Cogan, « Not to Offend : Observations on Iran, the Hostages, and the Hostage Rescue Mission – Ten Years Later », in *Comparative Strategy*, vol. 9, n° 1, 1990, p. 420.

comme un triomphe personnel. Le président Carter avait quelque sympathie pour ce point de vue. En janvier 1980, pour arriver à une solution pacifique, il proposa un plan en six points dont le deuxième contenait quelques phrases lénifiantes :

Les États-Unis comprennent et sympathisent avec les griefs de beaucoup d'Iraniens envers les agissements du régime précédent. Les États-Unis sont prêts à convenir, préalablement, à la création d'un forum auquel ces griefs puissent être présentés, afin que les otages puissent être libérés, et avec la certitude que ces griefs seront entendus après leur libération⁸.

Mais, comme Peter Rodman l'observa :

Les Américains éprouvent une difficulté congénitale à admettre la possibilité qu'un adversaire puisse être implacablement hostile, se détourne de tout compromis et soit uniquement déterminé à nuire à l'Amérique. L'expression des griefs amers à l'encontre des États-Unis a plutôt tendance à susciter la sympathie, déclenchant un réflexe de compréhension, en partant du principe que l'on doit et peut se concilier l'adversaire aigri. Paradoxalement, plus la charge contre les États-Unis est maligne, plus une réponse est jugée nécessaire. L'hypothèse alternative – selon laquelle un ennemi implacable ne peut qu'être combattu – a des implications qu'aucune démocratie ne peut accepter⁹.

Pendant cette période, qui va de la prise des otages en novembre 1979 jusqu'à l'opération ratée d'avril 1980, Washington essaya, par maints canaux, d'encourager les modérés au sein du paysage politique iranien et en même temps de faire des tentatives visant à obtenir la libération des otages par la négociation. Tous ces efforts se sont avérés peu fructueux. Mais l'administration Carter continuait à entretenir l'espoir d'une résolution pacifique de l'affaire, ce qui entraîna des délais plus importants dans la mise en exécution d'une opération pour la récupération des otages par la force. Et l'administration Carter attendit jusqu'au 7 avril 1980 avant de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran.

VERS UNE OPÉRATION DE SECOURS MILITAIRE

Peu à peu, en dépit des tergiversations du président Carter, on s'acheminait vers une décision en faveur d'une opération de secours militaire à Téhéran même. Sans déclaration de guerre, sans menace ouverte, on allait procéder à une opération de force clandestine presque à l'autre bout du monde. Même après coup, le principe d'un coup clandestin fut soutenu par la commission Holloway, nommée pour enquêter sur l'affaire : « Le concept d'une petite opération clandestine était valable, et il cadrait avec les principes de la politique nationale.

⁸ Cyrus Vance, *Hard Choices*, New York, Simon and Schuster, 1983, p. 400. (Cité dans « Not to Offend », p. 421-422.).

⁹ Peter Rodman, « The Hostage Crisis : How Not to Negotiate », in *The Washington Quarterly*, Summer 1981, p. 10. (Cité dans « Not to Offend », p. 422.).

Il nous offrait la meilleure possibilité de ramener les otages vivants et le moindre danger de susciter une guerre avec l'Iran. »¹⁰

L'enjeu était redoutable et, pour cette raison, dans la planification de l'opération on croyait fermement – à tort, à mon avis – avoir un moyen de sortir de l'opération – c'est-à-dire de l'annuler – à chaque étape dans son déroulement. Cette optique, très répandue au sein des chefs d'états-majors interarmées (*Joint Chiefs of Staff*), a laissé de côté, me semble-t-il, un élément vital : la confiance dans la victoire. Dans son for intérieur, le président Carter ne voulait pas de cette opération. Mais, après des mois d'hésitation, il s'était convaincu qu'une solution diplomatique était impossible. Le 11 avril 1980, le Président annonça devant une équipe restreinte de collaborateurs qu'il avait perdu l'espoir d'une solution diplomatique. Le secrétaire d'État adjoint, Warren Christopher, opina du bonnet, sans savoir combien son chef, Cyrus Vance, qui était absent de Washington à ce moment-là, désapprouvait un coup de force ; et, de fait, quelques jours après l'échec de l'opération, Vance démissionna, en signe de protestation.

Un autre facteur qui contribuait à ces velléités était celui évoqué précédemment de la méfiance des officiers « classiques » envers les opérations non conventionnelles et le personnel qui y est engagé. Ajoutons à cela un autre fait de nature à nuire à la coordination : ce n'était pas une opération purement militaire, conduite uniquement par des militaires ; il y avait aussi la participation de la *CIA*, avec tout ce que cela comporte en termes de tensions traditionnelles entre civils et militaires. Mais, avant tout, et pour mieux cerner toutes ces hésitations, c'était la complexité même de l'opération qui la rendait redoutable. L'observation après coup de M. Harold Brown, le secrétaire à la Défense, à savoir que seuls les États-Unis pouvaient entreprendre une opération d'une telle complexité était certes une tentative de justification piteuse mais aussi une affirmation irréfutable. Car il ne s'agissait pas d'un ou deux ou même une demi-douzaine d'otages. Il fallait récupérer 53 personnes. (Il y en avait 66 au début, mais, dans un premier temps, les Iraniens avaient libéré 13 otages pour des raisons dites « humanitaires ». Il s'agissait soit de femmes, soit de Noirs.) En plus de ces 53 personnes, il y avait trois autres personnes qui se trouvaient au ministère des Affaires étrangères, dont le chargé d'affaires, venues négocier avec les Iraniens tout de suite après la saisie de l'ambassade. Et, au-delà de cela, il y avait six personnes qui, à l'insu des Iraniens, avaient fui l'ambassade et trouvé refuge à l'ambassade du Canada. La présence des trois au ministère des Affaires étrangères compliquait l'opération de secours, puisqu'il fallait un hélicoptère de plus pour les récupérer. Or, les six personnes de l'ambassade du Canada ne figuraient pas dans les calculs des planificateurs de l'opération. En fait, elles furent exfiltrées subrepticement peu avant l'affaire de *Desert One*.

¹⁰ *Rescue Mission Report*, p. 2.

Voir la carte en fin d'article.

Ce schéma a paru dans *Air Force Magazine*, vol. 82, n° 1 (l'article d'Otto KREISHER, « Desert One »).

L'opération, telle qu'elle fut conçue, était à la fois compliquée et hybride. La force *Delta* appartenait à l'armée de terre. Les avions de transport, les EC-130 Hercules, venaient de l'armée de l'air. Les hélicoptères, les RH-53D Sea Stallion, appartenaient à la marine. Ces hélicoptères avaient été choisis parce qu'ils avaient un grand rayon d'action. Mais ils devaient être pilotés pour la plupart par les *Marines*, parce que les pilotes de la marine proprement dite (US Navy) n'étaient pas habitués à voler à longue distance au-dessus de la terre. L'hélicoptère en service chez les *Marines* était aussi le même appareil, mais d'un modèle moins avancé (le CH-53) que celui utilisé dans la *Navy*, ce qui allait devenir un facteur crucial dans l'échec de l'opération¹¹. Les hélicoptères n'avaient pas l'autonomie suffisante pour voler depuis le porte-avions *Nimitz*, dans la mer d'Arabie, jusqu'à Téhéran. Ils devaient faire le plein d'essence sur une petite piste improvisée, à une distance de 600 miles du *Nimitz*, mais encore fort loin de la capitale iranienne. Ce ravitaillement devait être accompli par des C-130 venant de l'île de Masirah, à Oman, à une distance de plus de 1 000 miles de cette piste improvisée. Les C-130 devaient aussi amener les hommes de la force *Delta*. La piste, choisie par la *CIA* pour supporter le poids des C-130 qui portaient aussi des réservoirs supplémentaires de pétrole pour les hélicoptères, fut dénommée *Desert One*, qui est devenu le surnom de cette opération malheureuse.

De *Desert One*, la force *Delta* devait être amenée par hélicoptère à un point de rendez-vous à 50 miles au sud-est de Téhéran. Puis, après avoir déposé les hommes de la force *Delta*, les hélicoptères devaient se rendre à un autre point de rendez-vous assez proche. La *CIA* avait la tâche de réunir les camions et les chauffeurs qui devaient conduire la force *Delta* en pleine nuit du point de rendez-vous au sud-est de Téhéran jusqu'à l'ambassade, qui se trouvait au milieu de la ville. Après avoir récupéré les otages, sous protection aérienne, si besoin était, de trois AC-130 de combat, les hélicoptères, arrivés dans un stade à côté de l'ambassade, devaient les amener, avec la force *Delta*, à un aérodrome abandonné au sud-ouest de Téhéran, à Manzariyeh, occupé entre-temps par une unité de *Rangers*. Là-bas, tout le monde devait être transféré à bord de gros avions de transport C-141 pour sortir d'Iran et voler vers l'Égypte, laissant derrière eux les hélicoptères.

L'opération, dénommée « Bol de riz » dans sa phase préparatoire, était gérée à Washington par une équipe restreinte (*Joint Task Force* [JTF] 1-79), sous les

¹¹ Otto Kreisher, « Desert One », in *Air Force Magazine*, January 1999, vol. 2, n° 1, p. 7.

ordres directs du général David Jones, le président des chefs d'états-majors interarmées (*Joint Chiefs of Staff*). Pour des impératifs de secret, la JTF devait être créée *ad hoc* ; on ne pouvait pas se servir des structures existantes du Pentagone. Le chef de la JTF s'appelait le général James Vaught, un vétéran des *Rangers* et des unités aéroportées. Au moment où l'opération se déroula, le général Vaught se trouvait sur une base avancée de l'opération, à Wadi Seidna, en Égypte. Le commandement sur place, à *Desert One*, revenait au colonel James Kyle, qui devait arriver avec les C-130 venant d'Oman. Kyle était un vétéran des Commandos de l'armée de l'air au Vietnam. Le commandant de la force *Delta* à *Desert One* fut le colonel Charlie Beckwith, un autre vétéran des forces spéciales dans la guerre du Vietnam. Le commandement des hélicoptères à *Desert One* était dévolu au lieutenant-colonel Edward Seiffert, un officier des *Marines*. La *CIA* avait pour mission d'obtenir des renseignements à l'intérieur de Téhéran et surtout sur la situation des otages et leur lieu de détention. Mais, peu avant le déclenchement de l'opération, les forces spéciales décidèrent d'envoyer sur place un ancien commandant de leurs rangs, Dick Meadows, accompagné par quelques soldats, pour vérifier le travail de la *CIA* – telle était la méfiance qui existait entre les militaires d'un côté et les civils de la *CIA* de l'autre. Par hasard, le cuisinier de l'ambassade, un Pakistanais, avait quitté l'Iran peu de temps avant le déclenchement de l'opération. Il rapporta que tous les otages se trouvaient dans l'immeuble de la chancellerie. L'enceinte de l'ambassade comprenait quelques hectares et plusieurs buildings. Cette information, recueillie par la *CIA*, fut capitale. Mais les militaires n'étaient pas très impressionnés. D'abord, ils avaient été déçus que la *CIA* n'ait jusque-là pas pu préciser l'endroit exact où se trouvaient les otages et leurs conditions de détention. De plus, les militaires qui dirigeaient l'opération ne savaient pas qui était la source d'information, la *CIA* n'ayant pas l'habitude de divulguer ce type de précision.

LE DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION

Donc l'opération, dénommée *Eagle Claw* (« Serre d'aigle ») pour sa phase active, commença le 24 avril 1980. Un total de 44 aéronefs venant de toutes parts, avaient été réunis pour mener à bien l'opération. À Washington, on craignait des problèmes autour de l'ambassade, surtout des pertes en hommes parmi les otages ou au sein de la force *Delta*. On ne s'attendait pas à des problèmes avec des hélicoptères, bien que le colonel Beckwith, commandant de la force *Delta*, ait demandé que dix hélicoptères soient mis à sa disposition au lieu de huit. On estimait que six était le nombre minimum pour réaliser l'opération. Mais la marine l'avait informé que huit hélicoptères étaient le maximum qu'on pouvait mettre dans le hangar du porte-avions *Nimitz* sans enlever d'autres aéronefs qui y stationnaient normalement. (Or, la commission Holloway conclut que, dans une situation de non-guerre – ce qui était le cas – on

aurait pu utiliser jusqu'à douze hélicoptères, et en tout cas il n'y avait pas de facteurs, soit opérationnels soit logistiques, qui auraient empêché le lancement de onze hélicoptères à partir du porte-avions *Nimitz*¹².) Il y avait un autre porte-avions dans l'océan Indien aux abords du golfe Persique. C'était le *Coral Sea*, le navire principal d'un groupe amphibie (*Amphibious Ready Group*) avec une unité de *Marines* (*Battalion Landing Team*) à bord. La présence du *Coral Sea* fut un élément clé dans une opération de déception dont l'objectif fut de servir de leurre devant des éléments de la flotte soviétique qui suivaient de près les mouvements navals des États-Unis dans la région. Un jour avant le déclenchement de l'opération de secours, le *Coral Sea* mit le cap sur le Pakistan à grande vitesse, et la flotte soviétique n'eut d'autre choix que de suivre le plus actif des deux porte-avions, ce qui laissa le *Nimitz* sans surveillance¹³. Ainsi le 24 avril 1980, huit hélicoptères décollèrent du porte-avions *Nimitz* en direction de la piste improvisée de *Desert One*. À une distance de 200 miles, un clignotant signala un problème avec la pressurisation de la pale de rotor sur un des hélicoptères. Pour le pilote, qui appartenait aux *Marines*, cet indicateur voulait dire qu'un crash était imminent et qu'il fallait abandonner l'hélicoptère. Or, l'hélicoptère qu'il pilotait (le RH-53D) appartenait à la marine et était d'un modèle plus avancé que l'hélicoptère CH-53 auquel le pilote était habitué. Et le modèle plus avancé ne s'était jamais écrasé après une telle alerte¹⁴, ce qu'ignorait le pilote. Il abandonna son hélicoptère en territoire iranien, et lui et son équipage montèrent dans un autre hélicoptère faisant partie du convoi. On était réduit à sept hélicoptères.

Ensuite, les pilotes des hélicoptères furent confrontés à un sévère orage de poussière – appelé *haboob* – qui était un phénomène assez connu dans cette partie de l'Iran au printemps. Bien que les météorologues militaires eussent signalé, dans une annexe à leurs bulletins, la possibilité des *haboob*, ce phénomène prit les pilotes par surprise. Ce manque de communication pourrait s'expliquer par le fait que, pour des raisons de sécurité, les rapports des météorologues n'ont pas été communiqués directement aux pilotes mais ont dû être filtrés par l'intermédiaire des officiers du renseignement¹⁵. La commission Holloway observa qu'une mission de reconnaissance météo, conduite par un C-130 juste avant le déclenchement de l'opération, aurait pu identifier le *haboob* et en même temps estimer sa gravité¹⁶. Le commandant de la flotte des hélicoptères, qui seul avait une radio spéciale qui permettait un contact avec le *Nimitz*, avec une possibilité minimale d'être intercepté, informa le *Nimitz* de l'existence du *haboob* et recommanda que la mission continue. Le commandant

¹² *Rescue Mission Report*, p. 33.

¹³ Entretien avec M. Robert Mattingly.

¹⁴ *Rescue Mission Report*, p. 44. (Voir aussi Kreisher, « Desert One », p. 7.).

¹⁵ *Ibid.*, p. 38.

¹⁶ *Ibid.*, p. 40.

de la *Task Force*, le général Vaught, donna son accord. Ces communications ne pouvaient pas être écoutées par les pilotes des autres hélicoptères¹⁷. Le *haboob* était extrêmement difficile pour les pilotes, qui naviguaient à vue et en silence radio. Ils ne pouvaient pas voler plus haut et, ce faisant, sortir du *haboob*, de peur d'être repérés par les radars iraniens. Un de ces pilotes, désorienté, à cause d'un problème avec son gyroscope¹⁸, décida de faire demi-tour, ne sachant pas qu'il serait sorti du *haboob* au bout de vingt-cinq minutes de plus. Interviewé après coup, le pilote déclara que, s'il avait su qu'il était assez proche de la limite du *haboob* et que la visibilité était normale à *Desert One*, il aurait probablement continué son vol¹⁹.

On était réduit à six hélicoptères, le nombre minimum prévu dans le plan. Les six arrivèrent finalement à *Desert One*, avec quelque retard. On préparait la suite de l'opération. Mais, au moment où l'on s'apprêtait à embarquer dans les hélicoptères la force *Delta*, venue avec les avions de transport C-130, on découvrit qu'un autre hélicoptère avait un défaut dans son système hydraulique secondaire. Surgit alors une divergence d'opinion. Certains pensaient qu'on pouvait toujours voler malgré cette panne sur le système secondaire. Mais d'autres, et parmi eux celui qui commandait les hélicoptères, le lieutenant-colonel Seiffert, pensaient que cela était trop dangereux et qu'il fallait annuler la mission²⁰. Le colonel Beckwith et le colonel Kyle avaient l'air de vouloir continuer et le premier semblait croire que les pilotes des hélicoptères, excédés par l'expérience hallucinante du *haboob*, ne voulaient pas continuer. Mais, en même temps, le colonel Beckwith ne voulait pas réduire sa force d'une vingtaine de tireurs, ce qui aurait été le cas s'il était reparti avec seulement cinq hélicoptères²¹. Confronté à cette impasse, le colonel Kyle ne pouvait que recommander à l'échelon supérieur que l'opération soit annulée. Ainsi, bien que Kyle eût été désigné commandant sur place à *Desert One*, il ne commandait en fait ni les pilotes des hélicoptères, ni le chef de la force *Delta*, tous les deux exerçant, en effet, un veto. La seule personne qui aurait pu régler cette divergence sur place était le général Vaught, commandant de la *Task Force*, mais il se trouvait loin de là, à Wadi Seidna, en Égypte. Il aurait dû être placé à *Desert One*, me semble-t-il. La recommandation en faveur de l'annulation fut relayée par le général Vaught à la Maison-Blanche et au général Jones, président du comité des chefs des états-majors interarmées. Zbigniew Brzezinski, qui était le « faucon » principal dans l'administration Carter, raconte dans ses mémoires : « Devrais-je faire pression sur le Président pour qu'il continue avec seulement

¹⁷ *Ibid.*, p. 30.

¹⁸ Entretien avec M. Robert Mattingly.

¹⁹ *Rescue Mission Report*, p. 45.

²⁰ Col. (Ret.) James H. Kyle, *The Guts to Try*, New York, Orion Books, 1990, p. 287-290.

²¹ *Ibid.*

cinq hélicoptères Me voici seul avec le Président. Peut-être pourrais-je convaincre le Président d'abandonner la prudence militaire, et d'aller de l'avant, cherchant, d'un seul coup, le grand prix, [et] une chance historique.»²² Mais Brzezinski se ravisa et décida de recommander au Président de continuer l'opération avec cinq hélicoptères, mais seulement si le colonel Beckwith était d'accord. Et, à la suite d'une confirmation téléphonique de la part du général Jones, précisant que le colonel Beckwith croyait que l'opération n'était pas faisable avec seulement cinq hélicoptères, le président Carter donna l'ordre de cesser l'opération et de retirer l'équipe d'Iran. Brzezinski raconte encore : « [Le Président] raccrocha puis pencha sa tête sur son bureau, en l'entourant de ses mains, pendant à peu près cinq secondes. Je me sentais extraordinairement attristé, pour lui et pour le pays. Nous ne nous sommes rien dit²³. » Cependant, au cours de l'évacuation de *Desert One*, un des hélicoptères se heurta à un C-130, une explosion s'ensuivit, et huit personnes trouvèrent la mort. On ramena les quelques blessés mais on laissa les morts et les six hélicoptères sur place. Bilan : échec total.

LES SUITES

Le malheureux Jimmy Carter se trouvait bien seul à la suite de cet échec spectaculaire. Comme je l'ai déjà noté, son secrétaire d'État, Cyrus Vance, démissionna en signe de protestation contre une opération qu'il désapprouvait. Courageusement, Jimmy Carter accepta la responsabilité totale de cette équipée ratée. Le Congrès, surtout les membres des comités de surveillance du Sénat et de la Chambre des Représentants qui n'avaient pas été informés préalablement, critiqua sévèrement la conduite de l'opération. L'administration Carter nomma une commission d'enquête, comme nous l'avons noté. Cette commission comprenait trois officiers supérieurs en service actif et trois autres à la retraite. Le rapport de cette commission, dénommé le rapport Holloway, d'après son chef, l'amiral Holloway, critiqua surtout le manque de centralisation dans la planification de l'opération et déplora en particulier le nombre insuffisant d'hélicoptères ; raison spécifique ayant causé l'annulation de l'opération. La commission Holloway critiqua aussi le secret excessif pratiqué par les commandants de l'opération, ce qui avait empêché un échange d'informations nécessaire entre militaires appartenant à quatre services différents : l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, et les *Marines*. Or, du point de vue des officiers de renseignement engagés dans l'opération, le secret était primordial. Et il a été parfaitement bien gardé jusqu'à la fin. La commission Holloway trouva que les préparatifs de la mission furent adéquats sauf qu'il n'y eut pas d'exercice

²² Brzezinski, *Power and Principle*, p. 498.

²³ *Ibid.*

d'ensemble qui aurait constitué une répétition de l'opération dans sa totalité, ce qui aurait été bénéfique opérationnellement. Les failles de commandement et de contrôle (*command and control*) auraient fait surface et auraient pu être réglées²⁴. La commission Holloway nota aussi que, n'utilisant pas une *task force* existante, les chefs d'états-majors interarmées avaient, dès le début, à créer une organisation, réunir un *staff*, sélectionner les unités et former la force avant qu'une capacité opérationnelle soit atteinte. Une *task force* déjà existante, même avec un petit *staff* et des unités encadrées, aurait fourni une structure opérationnelle et une expertise professionnelle autour desquelles une force plus grande aurait pu rapidement se constituer²⁵.

Comme je l'ai noté au début, la commission Holloway fit deux recommandations principales : *primo*, que soit créée une *task force* interarmées contre le terrorisme, sous les ordres directs des chefs d'états-majors interarmées ; *secundo*, que soit établie, auprès des chefs d'états-majors interarmées, un groupe restreint de conseillers aux opérations spéciales comprenant des officiers supérieurs, en service actif aussi bien qu'à la retraite, ayant une compétence reconnue dans la matière²⁶. On peut se demander ce qu'aurait été le déroulement de cette opération si le nombre d'hélicoptères consacrés à l'opération avait été, par exemple, au nombre de dix ou douze au lieu de huit. Personnellement, je suis persuadé que l'opération se serait déroulée sans incident particulier. Les hélicoptères seraient arrivés au lieu de rendez-vous et tout le monde serait resté la journée du 25 jusqu'à la nuit. La force *Delta* aurait ensuite procédé par camions, en convoi avec des chauffeurs iraniens, jusqu'à l'ambassade. La surprise aurait été totale et les otages auraient été récupérés sans trop de difficultés. Certes, il y aurait pu y avoir quelques morts parmi les preneurs d'otages, peut-être aussi bien parmi les Américains. La récupération des trois otages au ministère des Affaires étrangères aurait été plus difficile, à mon avis. Un autre impondérable aurait été la réaction des Iraniens. S'ils avaient entendu des coups de feu en direction de l'ambassade, se seraient-ils précipités vers la scène, et en grand nombre ? Dans ce cas-là, un bain de sang aurait pu se produire avec l'intervention des C-130 de combat qui devait tourner au-dessus de l'ambassade. À son tour, un tel incident aurait pu avoir un effet néfaste sur l'opinion publique internationale. Mais, en fin de compte, une opération réussie, c'est-à-dire la libération des otages, aurait suscité moins de critiques qu'une opération honteusement ratée, ce qui fut le cas. Comme on dit, la victoire a mille pères ; la défaite est orpheline. L'opinion d'un officier du renseignement au sein de la JTF 1-79 n'est, à mon avis, pas dénuée de fondement :

²⁴ *Rescue Mission Report*, p. 3.

²⁵ *Rescue Mission Report*, p. vi.

²⁶ *Rescue Mission Report*, p. 3.

Bien que ce soit facile de le dire avec le recul, l'essentiel est qu'un commandant audacieux en temps de guerre aurait continué avec cinq ou même quatre hélicoptères. Beckwith était un excellent officier des forces spéciales, mais les États-Unis n'étaient pas en guerre et son opération aéroportée avait montré une certaine tendance à se déliter avant même que le premier coup de feu ne soit tiré. Au milieu du désert, avec un retard déjà dans le déroulement de l'opération, et vraisemblablement inquiet du fait que le point de rendez-vous n'avait jusque-là pas été repéré par des « yeux » américains, Beckwith cherchait des assurances auprès d'un commandant d'hélicoptères déjà fatigué et un commandant sur place passablement frustré. Et il n'a pas reçu une telle assurance. De plus, ni le général Vaught, ni le président des chefs d'états-majors interarmées, pas plus que le secrétaire à la Défense ou le Président, ne donnèrent l'ordre de continuer la mission²⁷.

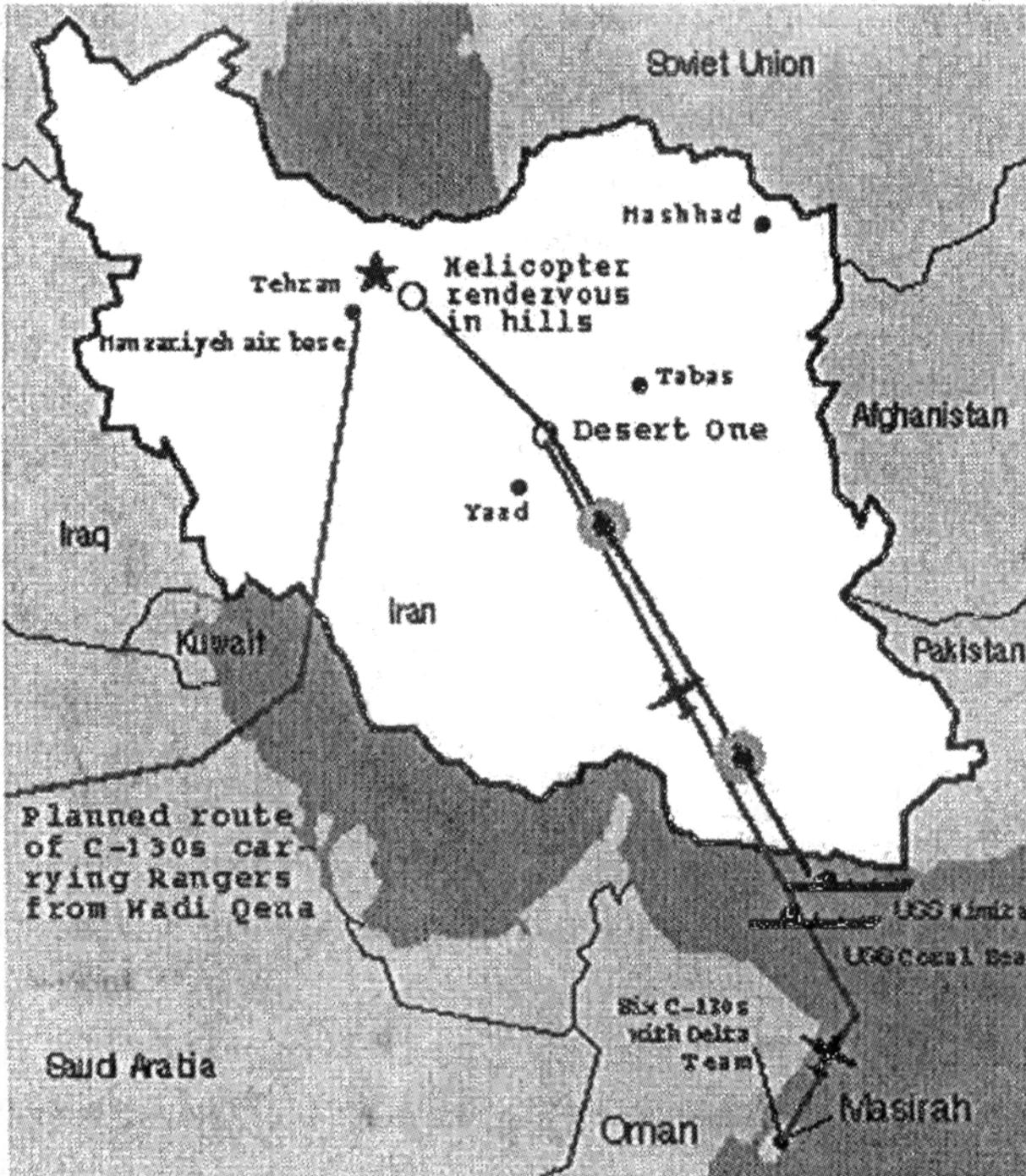
Au cours de l'été 1980, fut entamée la planification d'une autre opération de secours. Mais l'opération ne fut jamais mise à exécution, parce qu'il était devenu évident que les Iraniens avaient profité des leçons de *Desert One* et avaient procédé momentanément à la dispersion des otages en différents lieux de détention. Finalement, le 21 janvier 1981, à l'heure précise de l'inauguration du président Reagan, les Iraniens relâchèrent leurs otages, suite à de longues tractations avec Warren Christopher, conduites sous l'égide des Algériens. Il y avait pas mal de personnes aux États-Unis qui se demandaient s'il aurait été mieux d'attendre ce dénouement favorable au lieu de s'embarquer dans une opération aussi risquée et aussi hybride que *Eagle Claw*. Cela a semblé être surtout l'opinion des otages eux-mêmes. Dans tous les cas, une chose est certaine : après le désastre de *Desert One*, la réélection de Jimmy Carter était devenue impossible.

LA RÉORGANISATION

La législation qui s'est ensuivie en 1986, à savoir l'acte Goldwater-Nichols accompagné de l'acte Cohen-Nunn, changea tout. Goldwater-Nichols sonna le glas de l'indépendance des différentes armes (l'armée de l'air, l'armée de terre, etc.). Désormais on ne parlait plus que d'opérations conjointes (*joint operations*). L'acte Cohen-Nunn concerna la réorganisation et la consolidation de toutes les forces spéciales, à savoir les forces spéciales de l'armée de terre, les *Seals* et d'autres éléments de la marine, et les Commandos de l'armée de l'air. Comme nous l'avons noté au début, toutes ces unités furent regroupées sous un seul commandement, celui des forces spéciales : l'*USSOCOM*. Le commandant de l'*USSOCOM* dirige toutes les forces spéciales à l'intérieur des États-Unis et fournit des unités aux chefs des commandements régionaux. Une fois arrivées en « théâtre », ces unités sont dirigées par les chefs des commandements régionaux,

²⁷ Entretien avec M. Robert Mattingly.

sauf dans le cas de quelques opérations ponctuelles très secrètes, qui pourraient être dirigées à partir des États-Unis. Et c'est le commandant de l'*USSOCOM* qui a la charge de la doctrine, de la formation et du budget des forces spéciales en tant que telles.



Bibliographie :

Livres :

- Thomas K. ADAMS, *US Special Operations Forces in Action : the Challenge of Unconventional Warfare*, London, Frank Cass, 1998.
- Zbigniew BRZEZINSKI, *Power and Principle : Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New York, Farrar Straus Giroux, 1983.
- Jimmy CARTER, *Keeping Faith : Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982.
- Warren CHRISTOPHER *et al.* , *American Hostages in Iran : the Conduct of a Crisis*, New York, Yale University Press, 1985.
- Admiral (ret.) J. L. HOLLOWAY, III *et al.* , *Rescue Mission Report*, August 1980, Washington, Pentagon Library.
- Hamilton JORDAN, *The Last Year of the Carter Presidency*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1982.
- Col. James H. KYLE, avec John R. EIDSON, *The Guts to Try*, New York, Orion Books, 1990.
- Susan L. MARQUIS, *Unconventional Warfare : Rebuilding US Special Operations Forces*, Washington, Brookings Institution Press, 1997.
- David C. MARTIN and John WALCOTT, *Best Laid Plans : the Inside Story of America's War Against Terrorism*, New York, Harper and Row, 1988.
- Paul B. RYAN, *The Iranian Rescue Mission : why it Failed*, Annapolis, Naval Institute Press, 1985.
- Cyrus VANCE, *Hard Choices*, New York, Simon and Schuster, 1983.

Articles :

- Charles G. COGAN, « Not to Offend : Observations on Iran, the Hostages, and the Hostage Rescue Mission – Ten Years Later », in *Comparative Strategy*, vol. 9, number 4, 1990.
- Otto KREISHER, « Desert One », in *Air Force*, vol. 82, n° 1, January 1999.

Entretiens :

- Frank ANDERSON, chef de la division du Proche-Orient et d'Asie du Sud, Directeur d'opérations de la CIA, 1991-1994 et chef du *Joint Intelligence Liaison. Elément (JILE)* à bord du *Nimitz*.

- David BARATTO, major-général (*ret.*), ancien commandant de la *JFK Special Warfare School*.
- Robert E. MATTINGLY, lieutenant-colonel (*ret.*), USMC, officier du renseignement, JTF 1-79.
- Gary SICK, université de Colombia.

Dépôt légal :

ISBN

978-2-11-0965172